CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45e LÉGISLATURE, 1re SESSION

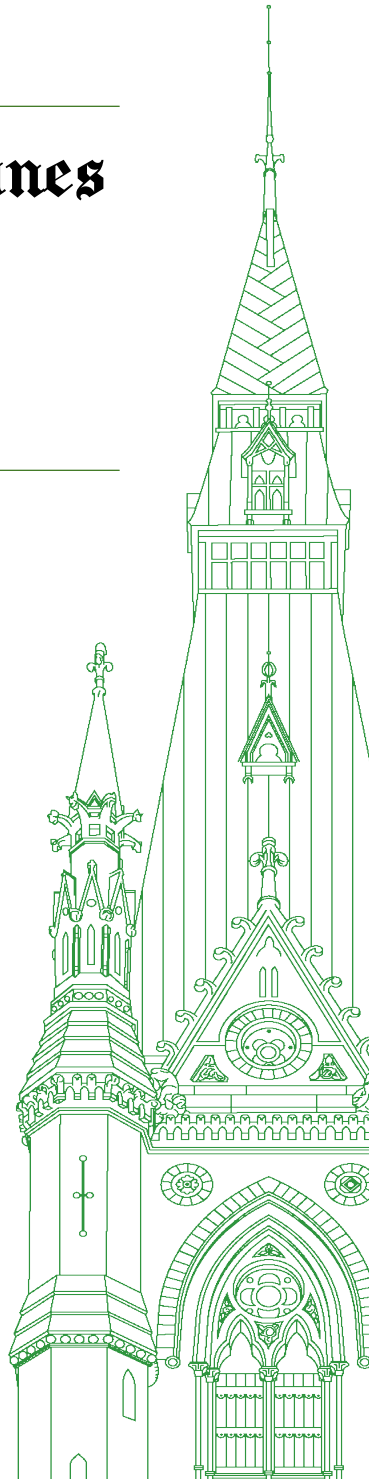
Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel

(Hansard)

Volume 152 N° 006

Le lundi 2 juin 2025



Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 2 juin 2025

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière

DISCOURS DU TRÔNE

● (1105)

[*Traduction*]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 30 mai, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement modifié.

Pauline Rochefort (Nipissing—Timiskaming, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Port Moody—Coquitlam.

Au nom des résidants de Nipissing—Timiskaming, je tiens à offrir mon soutien à nos concitoyens de la Saskatchewan et du Manitoba touchés par les feux de forêt. Puissent la pluie et le calme revenir rapidement dans les collectivités touchées.

[*Français*]

Monsieur le Président, je me permets de vous féliciter pour votre élection à la présidence de la Chambre.

Je suis très fière de suivre les traces d'Anthony Rota, qui a occupé le poste de Président de la Chambre des communes de 2019 à 2023. Il a également servi les citoyens de Nipissing—Timiskaming pendant 17 ans.

[*Traduction*]

Je vais commencer par parler un peu de ma circonscription, qui se trouve à seulement quatre heures à l'ouest d'Ottawa. La circonscription de Nipissing—Timiskaming est composée de nombreuses collectivités uniques. En tant qu'ancienne mairesse d'une de ces collectivités, je sais que chacune d'elles mérite un représentant qui reconnaît sa spécificité. Devant mes collègues, je m'engage aujourd'hui à servir toutes ces collectivités et leurs résidants attentivement et intelligemment.

Les nations algonquines de Nipissing, de Temagami, d'Antoine et de Matawa/North Bay vivent dans notre circonscription, notamment à Bear Island et à Garden Village. C'est avec honneur et respect que je dis *meegwetch* aux premiers habitants de ce territoire et que je reconnais ma responsabilité de faire avancer le processus de réconciliation. Je prends cet engagement envers eux. Il est important pour eux que le gouvernement reconnaisse les droits des Anishinabes de prendre part à toutes les discussions concernant leurs terres, leurs ressources et leurs perspectives économiques, ainsi que toutes leurs contributions.

[*Français*]

Je souhaite également parler de la population francophone de ma circonscription. Près d'un tiers des citoyens de Nipissing—Timiskaming ont une connaissance pratique du français et de l'anglais. Pendant la campagne électorale, beaucoup m'ont parlé de l'importance d'un gouvernement fédéral qui continuera à défendre les droits et les libertés, ainsi que la prospérité des communautés francophones à l'extérieur du Québec. On a également évoqué l'importance de protéger les institutions qui font rayonner la culture francophone, comme Radio-Canada.

[*Traduction*]

Voilà un aperçu de ma circonscription et de ses habitants.

Les gens que j'ai rencontrés dans ma circonscription, notamment des propriétaires d'entreprises et des dirigeants d'organismes, parlaient la plupart du temps de leadership. C'est pourquoi, quand Mark Carney a publié le plan intitulé « Un Canada fort »...

Le vice-président: La députée ne peut pas désigner le premier ministre par son nom à la Chambre. On ne peut le désigner que par son titre. Je rappelle à tous les nouveaux députés qu'on ne peut pas désigner les députés et les ministres par leur nom à la Chambre.

Pauline Rochefort: Quand le plan intitulé « Un Canada fort » a été publié, il a immédiatement trouvé un écho chez les habitants de ma circonscription. Je félicite donc tous ceux qui ont élaboré ce plan, qui répond à un besoin fondamental du Canada en cette période critique, soit la prospérité économique. Je tiens maintenant à faire part à la Chambre de certaines observations au sujet de la prospérité économique que m'ont formulées des représentants de trois secteurs de ma circonscription: les mines, l'agriculture et la défense.

Les premières observations proviennent du secteur minier. Comme certains le savent peut-être, la plus grande part des activités minières de l'Ontario ont lieu dans le Nord de la province: on y trouve environ 200 entreprises, dont le tiers se situent dans Nipissing—Timiskaming. L'industrie minière est le secteur commercial qui contribue le plus au PIB dans Nipissing—Timiskaming. La circonscription est une plaque tournante pour le secteur mondial de l'approvisionnement et des services miniers.

La fin de semaine dernière, l'Institut canadien des mines a célébré les 100 ans d'exploitation minière à North Bay. À partir de North Bay, des entreprises exportent des minerais et exercent leurs activités partout dans le monde grâce au réseau de transport bien développé de la ville, qui comprend des liens routiers, ferroviaires et aériens. L'industrie locale est connue dans le monde entier pour son innovation et elle collabore avec des établissements postsecondaires pour développer de nouvelles technologies.

Quand j'ai rencontré les représentants de ces entreprises, on a abordé trois sujets, à commencer par l'accès à la main-d'œuvre. Le secteur minier est censé connaître une forte croissance au cours des prochaines années. Le problème, c'est que 21 % des mineurs à North Bay sont âgés de plus de 55 ans et approchent de la retraite. La pénurie de logements constitue un obstacle de taille lorsqu'il s'agit d'attirer de nouveaux résidants dans la région, et c'est pourquoi le gouvernement devra continuer de soutenir les projets de logement dans la région de North Bay au cours de son présent mandat.

Il y a aussi le fait que 65 % des entreprises locales mettront en marché de nouveaux produits et continueront d'avoir besoin d'un solide soutien en matière d'innovation de la part d'organismes tels que FedNor et la Banque de développement du Canada. Il faut savoir que 60 % de ces entreprises exportent partout dans le monde, et il leur faudra encore le soutien d'Exportation et développement Canada pour gérer les risques auxquels elles seront exposées.

Par ailleurs, j'aimerais dire quelques mots sur l'agriculture. Nous pensons parfois que le Nord n'est pas propice à l'agriculture, mais il existe d'importantes possibilités d'expansion dans le secteur agricole de Nipissing—Timiskaming, dans ce qui s'appelle la Little Claybelt, c'est-à-dire la région de Temiskaming Shores, d'Earlton et de Belle Vallée. À Témiskaming, il y a 456 exploitations laitières, bovines et de cultures, dont la taille moyenne s'établit à plus de 500 acres. Maintenant que les jours de croissance allongent, on prévoit que cette région offrira de nombreux débouchés.

Quand j'ai rencontré des personnes influentes de la région, elles m'ont mentionné trois éléments. Tout d'abord, il faut protéger la gestion de l'offre. Elles se sont réjouies du discours du Trône et des propos tenus par le nouveau ministre de l'Agriculture. Cependant, elles ont rappelé que, lors des dernières négociations commerciales avec les États-Unis, la gestion de l'offre n'était pas censée faire partie des négociations, mais des concessions ont malgré tout été faites à la dernière minute. Par conséquent, elles ont l'intention de faire preuve de vigilance à l'avenir.

Deuxièmement, ils sont préoccupés par le financement. Ils ont besoin du soutien de Financement agricole Canada et de FedNor. Troisièmement, ils demandent que la partie nord de la route 11 soit incluse dans le plan « Un Canada fort », car il s'agit d'une route importante qui est visée par les dispositions du plan relativement à la construction d'un corridor commercial est-ouest et au doublement des voies de la Transcanadienne. Comme nous le savons, la route 11 est la principale voie empruntée par les camionneurs qui parcourent le pays d'est en ouest.

Enfin, je dirai quelques mots sur la défense. Les gens ne savent peut-être pas que, depuis 1951, la ville de North Bay abrite la base des Forces canadiennes connue sous le nom de 22^{e} Escadre North Bay. Elle compte 500 militaires qui assurent la surveillance et produisent des alertes pour l'industrie de la défense aérospatiale et qui travaillent en étroite collaboration avec le NORAD au Colorado. Il y a aussi du personnel militaire américain stationné à North Bay.

Du point de vue de la ville, notre base suscite un vif intérêt. Elle a des liens étroits avec nos collectivités. Nous avons un aéroport avec une piste militaire. Des écoles de pilotage, un campus d'aviation du Collège Canadore et la Voyageur Aviation Corporation opèrent à partir de ces installations. L'incidence du plan « Un Canada fort », qui met l'accent sur la reconstruction, le réarmement et le réinvestissement, suscite un intérêt accru. Les installations de la base ont besoin d'améliorations en matière de logement.

En ce qui concerne la base des Forces canadiennes, j'aimerais parler rapidement non pas de ses activités quotidiennes, mais d'un problème majeur de contamination des eaux. Des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, des SPFA, entraient dans la composition de la mousse utilisée pour former les pompiers de la défense aérienne jusqu'à la fin des années 1990. Ces contaminants éternels se sont infiltrés dans le sol de l'aéroport et dans les eaux souterraines environnantes. La Ville et le ministère de la Défense nationale ont conclu un accord de 20 millions de dollars pour assainir le terrain de l'aéroport. Toutefois, et je termine sur ce point, la contamination s'est également infiltrée dans les cours d'eau liés au lac à la Truite, qui alimente North Bay en eau potable.

● (1110)

Au cours des derniers mois, Santé Canada a établi que la concentration maximale tolérée de SPFA dans l'eau potable est de 30 nanogrammes par litre. Or, le rapport de 2024 de l'Ontario sur l'eau potable indique que le système d'eau potable de North Bay est le seul système connu en Ontario excédant constamment cette limite en raison de la contamination qui y a eu lieu par le passé. Par conséquent, du financement supplémentaire s'impose pour moderniser l'usine de purification d'eau de North Bay ainsi que pour éliminer les SPFA de la source d'eau. C'est urgent.

[*Français*]

Il y a tellement d'autres points que je pourrais aborder en lien avec les commentaires que j'ai reçus de la part de ma communauté à la suite des élections et du plan pour un Canada fort. Cela dit, je suis heureuse de constater que le plan et le discours du Trône ont permis de cerner ces enjeux et que chaque élément se traduira désormais par des mesures concrètes.

En conclusion, au nom des concitoyens de Nipissing—Timiskaming, je réitère mon soutien total au discours du Trône et je me ferai un plaisir de répondre aux questions de mes collègues.

[*Traduction*]

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, cela fait des années que je parle de l'agriculture dans le Nord à la Chambre, puisque j'en fais moi-même, dans votre région. Il est rafraîchissant d'entendre quelqu'un d'autre en parler, car il se fait beaucoup d'agriculture dans le Nord.

Comme le sait sans doute ma collègue, les agriculteurs doivent tenir un budget et planifier leur année. Ils doivent examiner leurs finances. À la Chambre, jusqu'à présent, le gouvernement, ou plutôt le premier ministre, dit que nous devons avoir un plan, mais il n'en présente aucun.

Où est le budget? Ma collègue ne croit-elle pas que le gouvernement doit offrir aux Canadiens ce qu'ils méritent et présenter un budget, au même titre que les agriculteurs doivent tenir un budget et planifier selon leurs moyens financiers?

Le vice-président: Avant de donner l'occasion de répondre à la députée de Nipissing—Timiskaming, je rappelle qu'il faut répondre en s'adressant à la présidence. La députée qui posait la question a mentionné qu'elle faisait de l'agriculture dans ma région. En outre, je n'ai pas de ferme.

La députée de Nipissing—Timiskaming a la parole.

Pauline Rochefort: Monsieur le Président, je serais heureuse de pouvoir visiter l'exploitation agricole de ma collègue dans la région de Timiskaming. Ce qui est certain, c'est qu'il était bon de lire dans le plan « Un Canada fort » que les agences de développement régional auront un rôle à jouer. Nous sommes très heureux de constater que, dans le Nord de l'Ontario, sous la gouverne de la ministre responsable de FedNor, l'agence de développement régional de notre région, les sociétés d'État qui soutiennent notre territoire auront elles aussi leur rôle à jouer. La société Financement agricole Canada est très présente à Timiskaming, et nous sommes heureux que cette organisation puisse continuer à avoir sa place dans notre région.

● (1115)

[*Français*]

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, d'entrée de jeu, j'aimerais vous féliciter pour votre nomination.

C'est la première intervention que je fais dans le cadre de cette législature et je suis très fière d'être ici pour un troisième mandat.

La question que j'aimerais poser à ma collègue est très simple. Dans Laurentides—Labelle, l'industrie de la transformation, nos agriculteurs et nos agricultrices sont confrontés à des défis extrêmement importants. Nous connaissons nos besoins en ce qui concerne la gestion de l'offre. J'aimerais donc savoir comment ma collègue pourra exercer une influence au sein de son gouvernement afin de s'assurer que la gestion de l'offre sera ratifiée le plus rapidement possible.

Pauline Rochefort: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son excellente question.

Nous avons tous été très heureux de constater que, dans le plan Un Canada fort, il était inscrit très clairement que la gestion de l'offre était non négociable. On peut également penser à l'excellent commentaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, qui a déclaré récemment que la gestion de l'offre était non négociable. Nous allons donc fermement appuyer notre industrie laitière et toutes les autres industries sous gestion de l'offre.

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours. Je tiens à lui réitérer mes félicitations pour son élection, son dévouement et son implication dans la société.

Ma collègue a énuméré plusieurs éléments du discours du Trône et elle a parlé de plusieurs mesures que le premier ministre va mettre en place. Peut-elle nous parler aujourd'hui des priorités de ce gouvernement, y compris la baisse d'impôt?

Quelle est la priorité sur laquelle elle aimerait travailler avec le premier ministre afin d'en assurer l'avancement?

Pauline Rochefort: Monsieur le Président, c'est une excellente question. Ma réponse ne sera possiblement pas celle à laquelle mon collègue s'attendrait. La première de mes priorités sera de voir à la réalisation des projets qui ont été mis en place lors de la dernière législature et sous la direction de mon prédécesseur, M. Anthony Rota. Je pense notamment à la construction d'un nouvel aréna de 35 millions de dollars, qui vient d'être entamée. Je pense aussi à la somme de 20 millions de dollars qui a été octroyée en lien avec la question de la contamination. Finalement, nous avons aussi reçu des sommes du Fonds pour accélérer la construction de logements et je veux m'assurer que ces projets seront mis de l'avant dans nos communautés.

[*Traduction*]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je voudrais aborder la question des petites entreprises. Nous ne parlons pas assez des petites entreprises qui créent des emplois présentement dans les économiques locales du pays.

Pendant la campagne électorale, nous avons appris que la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante demandait qu'on fasse passer le taux d'imposition des petites entreprises de 9 % à 8 %, qu'on laisse plus de liquidités aux petites entreprises afin qu'elles investissent dans leurs activités et qu'on augmente la déduction afin de la faire passer de 500 000 $ à 700 000 $.

Pauline Rochefort: Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir souligné l'importance des petites entreprises dans notre pays. Environ 95 % des entreprises au Canada sont des petites entreprises. Il est donc absolument essentiel de leur fournir tout le soutien nécessaire.

Zoe Royer (Port Moody—Coquitlam, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour prononcer mon premier discours, avec une profonde gratitude envers mes concitoyens, ma famille et mes collègues. Je suis très fière d'être la nouvelle députée de Port Moody—Coquitlam, qui comprend les villages d'Anmore et de Belcarra et de magnifiques collectivités côtières de la Colombie-Britannique. Notre communauté s'étend sur les terres ancestrales et non cédées des peuples salishs du littoral, notamment les nations des Kwikwetlem, des Tsleil-Waututh, de Musqueam, des Squamish, des Katzie, de Kwantlen, de Kyuquot et des Sto:lo. Je leur suis profondément reconnaissante d'être les gardiens de ces terres depuis des temps immémoriaux.

À l'instar d'autres députés, j'ai été accompagnée tout au long du parcours qui m'a menée ici. Mon chemin a été pavé par le soutien de ma collectivité, des électeurs qui m'ont accordé leur confiance au cours des 14 dernières années. Avant d'être leur voix au sein du Parlement, j'ai été leur voix au sein de l'administration locale. Mes concitoyens croient au progrès et à la notion que le gouvernement peut et doit être une force positive dans leur vie. C'est leur meilleur intérêt collectif qui orientera mon travail et j'en retire à la fois une leçon d'humilité et une source de motivation. C'est une très grande responsabilité. J'estime que mon rôle n'est pas de représenter ma circonscription sur papier, mais d'exprimer efficacement les préoccupations et les ambitions de mes concitoyens, tout en nourrissant leur foi en l'avenir du Canada.

Depuis le début, ma mère est une source d'inspiration. Aujourd'hui âgée de 85 ans, elle a été l'une des premières gynécologues du Canada. Les femmes qui exerçaient cette profession à l'époque à Calgary étaient rares. Cette période a été l'une des plus difficiles pour les femmes en Alberta. Il fallait qu'une femme soit victime d'un viol ou qu'elle invoque la folie pour avoir le droit de choisir. Aujourd'hui, plus de la moitié des professionnels de la santé sont des femmes. Ma mère a été très active dans le dossier de la condition féminine et dans la création du document *Questions-chocs 1988* pour veiller à ce que les filles du Canada soient à l'abri du danger en milieu de travail et qu'elles bénéficient de droits égaux et d'un salaire égal. Lui succéder n'est donc pas une mince tâche, et j'ai besoin que tous les députés se joignent à moi pour accomplir cet important travail.

Je remercie également du fond du cœur ma famille: mon mari, Gaetan, nos enfants, Isabelle, Vincent, Carola et Charlotte, et mon formidable père, qui est un mentor extraordinaire. Géophysicien aujourd'hui à la retraite, il enseigne toujours les sciences à l'Université Mount Royal.

Je tiens à exprimer ma plus sincère gratitude à ma collectivité, à mon équipe de campagne et à mes bénévoles phénoménaux, car sans eux, je ne serais pas ici aujourd'hui.

Situé entre le puissant fleuve Fraser, au sud, la paisible baie Burrard, à l'ouest, et les grands arbres d'Anmore et de Belcarra, le Port Moody est un joyau de la vallée du bas Fraser. La région est un lieu de rencontre, une ville où se côtoient la nature, les traditions, l'innovation et les cultures de tous les coins du monde. C'est sa diversité qui fait sa force. Près de la moitié des habitants de Coquitlam sont des immigrants, des gens venus du monde entier pour se bâtir une vie meilleure. Ils arrivent avec leur talent, du dynamisme et de la compassion. Ces valeurs se retrouvent partout: dans les écoles, les entreprises, la scène artistique locale et la collectivité en général. Elles illustrent qui nous sommes.

Nous sommes également une collectivité où l'on prend soin les uns des autres. Les groupes sans but lucratif comme SHARE Family & Community Services travaillent sans relâche pour soutenir les familles locales. Les chapitres de Port Moody et de Coquitlam soutiennent également la collectivité en répondant aux besoins et en trouvant de nouvelles idées. Les partenaires des Premières Nations continuent de nous enseigner la véritable signification de l'intendance et du respect des terres.

En 2021, quand j'étais conseillère municipale à Port Moody, j'ai cosigné un rapport demandant un engagement significatif avec les Premières Nations, un appui à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, la mise en œuvre des cinq recommandations de la Commission de vérité et réconciliation relevant des compétences municipales et, bien sûr, la participation du conseil et du personnel de la ville à un exercice des couvertures. J'ai bon espoir que tous les Canadiens pourront prendre part à un tel exercice et vivre cette expérience pour véritablement comprendre la dévastation causée par le colonialisme.

Le récent discours du Trône, intitulé « Bâtir un Canada fort: un plan audacieux et ambitieux pour notre avenir », est encourageant. Il présente une vision adaptée à la situation actuelle. Il ne minimise pas les défis qui nous attendent, mais il nous rappelle ce que le Canada peut être si nous agissons avec détermination et si nous agissons ensemble. Nous ne sommes pas là pour gérer le déclin: nous sommes là pour partager et bâtir le progrès.

● (1120)

Le discours du Trône prononcé par Sa Majesté le roi Charles III parle d'un pays qui ne doit pas se contenter de vivoter, mais qui doit plutôt investir résolument dans sa construction. Il demande au Canada de s'assurer que personne n'est laissé pour compte, que la prospérité est partagée et que l'ambition va de pair avec l'action. Tout cela est appuyé par un plan intégré dans la vision d'un « Canada fort » présentée par le premier ministre, et en tant que députée nouvellement élue, j'y crois. Il cerne ce qui ne fonctionne pas et montre ce qui est possible quand tout le gouvernement travaille de concert.

Le plan « Un Canada fort » repose sur ce que les Canadiens savent déjà, soit que le coût de la vie est la question centrale, et il appelle à une approche transformatrice en matière de logement. Ainsi, on éliminerait les obstacles à la construction et on ferait en sorte que les gens accèdent d'une toute nouvelle façon à un logement propre et sûr.

L'innovation n'est pas un compromis, mais une stratégie de croissance. Des entreprises comme Moment Energy, dont le siège social se trouve ici, à Coquitlam, montrent déjà la voie. En convertissant des batteries de véhicules électriques, elle prouve que la durabilité et l'entrepreneuriat vont de pair.

Le roi a aussi parlé des petites entreprises, comme celles dans ma circonscription, que l'on pense aux rues St. Johns et Clarke à Port Moody, ou à l'avenue Austin et au chemin North à Coquitlam. Elles font plus que créer des emplois. Ces entrepreneurs sont des rêveurs et des bâtisseurs, des gens qui osent prendre des risques. Le plan « Un Canada fort » les soutient en prévoyant des allégements fiscaux ciblés et une réduction des tracasseries administratives pour leur permettre de faire ce qu'ils veulent: croître, embaucher et innover. Cependant, si nous ne travaillons pas ensemble, rien de tout cela n'est possible.

De manière tout aussi importante, le plan mise encore davantage sur l'avantage le plus constant du Canada: sa population. Il prévoit donc de continuer à investir dans un régime de services de garde universel et abordable. Il vise à s'attaquer aux inégalités systémiques en ce qui concerne la santé, l'éducation et le revenu. Bien sûr, il s'agit aussi de faire progresser la réconciliation, et les mots à eux seuls ne suffiront pas.

Dans le cadre de son engagement constant envers la durabilité et la lutte contre les changements climatiques, le roi insiste sur les partenariats entre les pouvoirs publics, les entreprises et les collectivités pour la simple raison que la nature est essentielle à notre survie. Il voit les jeunes militants comme les architectes de demain.

Pendant la pandémie, alors que je siégeais au conseil municipal, j'ai rencontré un groupe d'élèves de 4^{e} et 5^{e} année du district scolaire de la région qui s'était donné la mission de défendre l'élimination des plastiques à usage unique. Ces élèves ont exprimé leurs préoccupations à propos des animaux, des poissons et des oiseaux qui étaient étranglés par du plastique ou qui souffraient de malnutrition parce que leur estomac en était rempli. Ils réclamaient une interdiction. Ils se sont présentés au conseil municipal de Port Moody et ils ont obtenu un appui unanime. Ils se sont ensuite tournés vers le gouvernement provincial, et nous avons maintenant une telle interdiction à l'échelle fédérale. Les enfants de ma collectivité ont ouvert la voie et ont influencé les mesures législatives. Cet exemple nous a donné espoir. Ces jeunes me donnent espoir.

Comme le discours du roi, où les thèmes d'unité et de service sont mis de l'avant pour bâtir un Canada fort, ce groupe d'élèves montre comment des gens extraordinaires, en particulier des jeunes, peuvent entraîner des changements extraordinaires en s'appuyant sur la collaboration et la persévérance. Poursuivons cet excellent travail ensemble.

● (1125)

Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je félicite la nouvelle députée pour son élection et pour tous les efforts qu'elle a déployés pour y arriver.

Voici ma question: comment se fait-il que les libéraux parlent d'un plan pour régler ces problèmes? N'est-il pas vrai que les libéraux ont eux-mêmes créé tous ces problèmes au cours des 10 dernières années?

Zoe Royer: Monsieur le Président, je ne suis décidément pas d'accord. Je pense que les problèmes de longue date en matière de logement et de sécurité ont pris forme sur de nombreuses années, comme on peut le constater. Rome ne s'est pas bâtie en un jour. Nous savons que les changements en matière de logement et la réduction d'un certain nombre de mesures de soutien au logement ont eu lieu il y a des années, avant que les libéraux ne forment le gouvernement.

Nous devons nous tourner vers l'avenir. Il faut penser à l'avenir. Nous pouvons améliorer la situation, mais nous devons, pour ce faire, travailler ensemble.

[*Français*]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, d'abord, je remercie mes électeurs de La Pointe-de-l'Île qui m'ont élu pour un quatrième mandat. C'est ma première prise de parole dans la présente législature.

Dans le discours du Trône, il n'y a rien qui touche le chômage ou les travailleurs.

Est-ce qu'il va y avoir des mesures pour améliorer l'assurance-emploi? Est-ce qu'il va y avoir des mesures de soutien pour les travailleurs qui sont aux prises avec les problèmes suscités par les menaces tarifaires de M. Trump?

[*Traduction*]

Zoe Royer: Monsieur le Président, le plan prévoit vraiment beaucoup de mesures de soutien. Il y a, bien sûr, des investissements importants dans la formation professionnelle à l'intention des jeunes, à la fois pour la formation elle-même et pour les employeurs qui les embauchent. On parle d'un investissement de 8 000 $ dans la formation professionnelle et de 10 000 $ pour l'employeur afin de soutenir cet excellent travail. Il existe de nombreuses mesures de soutien. Évidemment, nous cherchons toujours à collaborer avec les députés des autres partis afin d'unir nos voix et de mener le travail à bien.

● (1130)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, ce qu'il est vraiment important de reconnaître, c'est que la toute première annonce de substance faite par le premier ministre a été d'indiquer que les Canadiens bénéficieront d'un allégement fiscal. Peu importe où l'on vit au pays, il s'agit d'un important allégement fiscal visant à fournir de l'aide aux Canadiens. C'est littéralement des centaines de millions de dollars qui iront dans leurs poches, ce qui montre bien la priorité du premier ministre de s'attaquer à la question de l'abordabilité.

L'Adresse

Lorsque j'ai fait du porte-à-porte, les Canadiens se sont dits très préoccupés par la question des allégements fiscaux, et le premier ministre a répondu rapidement à ce besoin. La députée peut-elle nous dire pourquoi elle considère qu'il était très important que la première initiative prise par le premier ministre vise à réduire les impôts.

Zoe Royer: Monsieur le Président, c'est l'une des choses qui m'enthousiasment le plus au sujet de notre plan, car il s'agit d'un vaste ensemble de réductions d'impôts et de mesures d'aide pour la classe moyenne. Il s'agit notamment de réduire les impôts de 1 %, ce qui permettra à la famille moyenne de garder environ 850 $ de plus dans ses poches chaque année.

Notre plan contient aussi de nombreux autres éléments, comme les soins dentaires. J'ai travaillé dans le secteur dentaire pendant 22 ans. Le fait d'avoir accès à des soins dentaires contribue à la santé globale de notre corps. C'est une grosse dépense pour les familles, mais elles pourront bientôt obtenir ces soins gratuitement. Cette mesure n'est pas réservée aux jeunes; toutes les personnes de 18 à 64 ans pourront bénéficier de cette excellente mesure d'aide. Il y a aussi les garderies et la réduction de la TPS à l'achat d'une première maison. Notre plan offre donc de nombreuses mesures d'aide.

Je suis très enthousiaste, à l'instar de mes concitoyens quand j'ai fait du porte-à-porte pendant la campagne électorale.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter ma collègue de la Colombie-Britannique.

La députée a abordé des enjeux liés à la formation et à la préparation à l'emploi, que je considère moi aussi très importants. Je reconnais aux libéraux le mérite qui leur revient; le gouvernement fédéral a effectivement augmenté les transferts à la Colombie-Britannique de 2016 à 2024, mais il les a ensuite réduits. Il nous manque maintenant 74 millions de dollars pour des programmes qui soutiennent des organismes au sein de ma circonscription, comme les services d'INEO...

Le vice-président: Je dois interrompre le député pour accorder à la députée de Port Moody—Coquitlam le temps de faire ses observations avant de poursuivre le débat.

Sur ce, la députée de Port Moody—Coquitlam a la parole.

Zoe Royer: Monsieur le Président, je comprends les préoccupations de mon collègue. Un nouveau gouvernement est au pouvoir. Nous avons conscience qu'il faudra du temps pour mettre en œuvre ce plan. Toutefois, je demeure convaincue qu'il s'agira d'un plan extraordinaire susceptible de recevoir l'appui de la population canadienne, et qui contribuera à unifier notre pays et à mettre en place de nouvelles mesures de soutien.

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, CPC): Monsieur le Président, c'est un immense honneur de prononcer mon premier discours à la Chambre.

Debout dans cette enceinte, entouré de plus d'un siècle d'histoire canadienne, je suis bien conscient de l'énorme responsabilité qui m'a été confiée, et c'est avec humilité que j'assume le rôle de premier député de la nouvelle circonscription de Vernon—Lake Country—Monashee.

Il y a de nombreuses années, lorsque je travaillais ici comme jeune adjoint législatif, je me suis promis que lorsque je reviendrais sur la Colline, ce serait à titre de député, et que je m'inspirerais de la carrière de Darrel Stinson, un ancien député et une légende à part entière. M. Stinson a reçu un diagnostic de cancer de stade 4 en 2006, et on lui a alors conseillé de mettre de l'ordre dans ses affaires. Il a survécu et, quelque temps plus tard, il a vaincu une fois de plus un cancer de stade 4. M. Stinson aura 80 ans jeudi, près de deux décennies plus tard. Je lui souhaite un joyeux anniversaire. Je ne peux qu'espérer me montrer digne de son exemple dans cette enceinte.

Notre circonscription, avec ses forêts majestueuses, ses vignobles vallonnés, ses lacs limpides et ses sommets enneigés, est un joyau de la Colombie-Britannique, mais ce n'est pas seulement le paysage qui la rend exceptionnelle; ce sont aussi ses ressources et sa population. On extrait de l'or dans la chaîne Monashee et de l'argent dans la vallée de la Slocan, on mène des activités forestières à Lumby et à Cherryville et des activités agricoles dans la vallée de l'Okanagan, et le tourisme est florissant à l'échelle de la province. Les gens travaillent fort, ils bâtissent des collectivités et ils croient que si le gouvernement leur laissait la voie libre, ils pourraient réussir.

Notre circonscription est un microcosme du Canada. Le Canada devrait être l'une des nations les plus prospères de la planète, car nous avons une abondance de ressources, de talents et d'innovation. Pourtant, nous ne sommes pas riches, et les gens ont du mal à joindre les deux bouts. Nous avons des ressources naturelles abondantes et une population prête à mettre la main à la pâte, mais les politiques du Parti libéral ont entravé les possibilités, imposé un fardeau indu à l'industrie et donné à trop de gens l'impression qu'ils ne pourraient jamais être prospères.

Appelons les choses par leur nom. Le gouvernement a perdu foi en ce qui a bâti ce pays: le travail, l'ingéniosité et les industries qui font vivre nos villes. Les petites entreprises sont en difficulté, non pas parce que nous manquons de potentiel, mais parce que nous sommes freinés dans notre élan. Je le sais d'expérience. Ma propre petite entreprise de transport ne peut pas transporter de matériel à vélo ou en voiture électrique; la taxe sur le carbone signifie donc, tout simplement, que je dois hausser les prix et que mes clients doivent payer plus cher. C'est la définition même de l'inflation. La montagne de paperasse que nous devons traverser, la bureaucratie et le fardeau fiscal écrasant rendent presque impossible la réussite des petites entreprises.

Le gouvernement libéral a rendu la vie plus difficile aux Canadiens ordinaires. M. Trudeau est parti, mais l'architecte de son désastre économique demeure dans la première rangée, en face, et les cerveaux qui ont conçu ce désastre ont pris le relais. En fait, très peu de choses ont changé, même si le premier ministre prétend le contraire dans ses discours. Le premier ministre libéral qui l'a précédé disait aux Canadiens que le budget s'équilibrerait de lui-même. Aujourd'hui, nous n'avons même pas de budget.

Au cours des 10 dernières années, Ottawa n'a pas seulement été un obstacle; il a aussi été le problème. Dans Vernon—Lake Country—Monashee, nous en voyons les conséquences tous les jours. L'industrie forestière, qui était autrefois le pilier de collectivités comme Lumby et Cherryville, a été paralysée par l'indécision et la bureaucratie. Des scieries ont fermé leurs portes. Des travailleurs qualifiés sont au chômage, non pas parce que les arbres ont disparu, mais parce que la volonté politique a disparu. Dans la chaîne Monashee, des examens fédéraux interminables bloquent des projets miniers responsables qui bénéficient d'un fort appui local. Alors que le monde réclame à grands cris des minéraux critiques, ici, nous sommes au point mort.

Beaucoup de nos habitants travaillaient autrefois dans les champs pétrolifères du Nord et sur nos pipelines, puis rentraient chez eux le week-end, car ils pouvaient vivre dans la magnifique région de l'Okanagan, mais le gouvernement libéral a torpillé les pipelines Northern Gateway et Énergie Est et nous a laissés à la merci de l'industrie énergétique des États-Unis et des droits de douane imposés par l'administration américaine.

Les exploitants d'entreprises touristiques, qu'ils organisent des randonnées en forêt ou gèrent des gîtes au bord de nos lacs, sont confrontés à une hausse des coûts, à une pénurie de main-d'œuvre et à un gouvernement plus intéressé par les discours que par l'écoute. Puis, il y a l'agriculture. Nos vergers, nos vignobles, nos brasseries et nos distilleries sont sans égal, mais si j'interroge n'importe quel cultivateur ou petit producteur, on me répondra la même chose: ils sont acculés à la faillite à cause des taxes, de la réglementation et du prix du carbone. Ce sont des entreprises familiales qui ont un énorme potentiel. Elles ne demandent pas de subventions, elles demandent l'équité.

Au lieu d'exploiter ce potentiel, le gouvernement libéral a passé une décennie à imposer des contraintes d'ordre bureaucratique et idéologique et à se livrer à de l'autosabotage économique. Le gouvernement persiste à traiter la prospérité comme une chose dont il faut s'excuser, idée que je rejette totalement.

● (1135)

Toutefois, je ne suis pas venu ici pour exprimer mes frustrations. Je suis ici parce que je crois qu'il y a une meilleure voie à suivre. La vision des conservateurs est simple: moins d'ingérence, plus de débouchés; moins de punitions, plus de prospérité; un gouvernement qui respecte le travail acharné plutôt que de le pénaliser.

Nous croyons qu'il faut libérer le potentiel du Canada. Cela signifie, premièrement, qu'il faut relancer le secteur forestier avec une réglementation claire et fondée sur la science et la prévisibilité dont les entreprises ont besoin pour investir à long terme. Deuxièmement, il faut accélérer la réalisation des projets d'exploitation responsable des ressources, en particulier ceux qui sont essentiels pour les chaînes d'approvisionnement mondiales et pour créer des emplois sur place. Troisièmement, il faut réduire les formalités administratives et le fardeau fiscal qui écrasent les petites exploitations agricoles, vinicoles et artisanales. Enfin, les recettes devraient financer des infrastructures tangibles, comme des autoroutes sûres, des services à large bande pour les entreprises en régions rurales et une sécurité accrue, et non des cadeaux, des largesses et l'ingérence sociale.

D'abord et avant tout, nous estimons que ce sont les familles, et non Ottawa, qui savent ce qui leur convient le mieux. Cela signifie qu'il faut laisser les parents guider leurs propres enfants et conserver une plus grande partie de ce qu'ils gagnent, laisser les petites entreprises croître sans craindre une éventuelle pénalité de la part du fédéral, et aider les collectivités à façonner leur propre avenir.

Les gens de Vernon—Lake Country—Monashee ne m'ont pas envoyé ici pour gérer le déclin. La mission qu'ils m'ont donnée consiste à me battre pour la croissance et à rétablir la confiance dans la promesse canadienne, une promesse qui n'a rien d'abstrait. Pensons au père de famille qui pourra retourner travailler dans la scierie qui reprendra ses activités. Pensons au jeune entrepreneur qui pourra ouvrir sa cidrerie artisanale sans crouler sous la paperasse fédérale. Pensons aussi aux touristes qui pourront facilement retourner au parc Silver Star et dans la région de Shuswap parce que les infrastructures seront à la hauteur. Pensons aux familles qui pourront aller pagayer sur un lac ou profiter d'un feu de camp, parce que leur localité n'aura pas été emportée par la centralisation urbaine. C'est tout cela que je défends, pas le discours d'Ottawa et les paroles creuses. Je défends un Canada qui croit de nouveau en lui-même.

Les Canadiens en ont assez que le gouvernement dépense plus, mais soit moins efficace, et qu'il les fasse sentir coupables parce qu'ils veulent réussir. Ils en ont assez de voir des occasions leur échapper pendant que leurs dirigeants sont à l'abri, qu'ils se protègent et qu'ils font fi des dures réalités. Comme l'a écrit C.S. Lewis, nous aspirons tous au progrès, à condition que le progrès nous rapproche de nos objectifs. Quand on fait fausse route, pour progresser, il faut d'abord faire demi-tour et revenir sur le bon chemin. Or, nous sommes sur le mauvais chemin. Il est temps d'adopter une nouvelle approche. Ma circonscription et notre pays sont prêts à renouer avec la prospérité.

Je ne m'exprime pas en tant que cynique, mais en tant que réaliste qui espère que le Canada pourra se montrer à la hauteur des circonstances, qu'il pourra être un pays où la prospérité est méritée et non pénalisée, où la beauté naturelle va de pair avec la force économique, où nous sommes fiers de notre identité dont nous ne cherchons pas à nous excuser. Je tiens à ce qu'une chose soit claire pour tous ceux qui nous écoutent dans cette enceinte et partout au Canada. Je ne suis pas ici pour semer la division par pur plaisir. Je suis ici pour aider les Canadiens à se rapprocher du meilleur avenir possible, où chaque ressource, chaque collectivité et chaque famille est libre de s'épanouir.

J'invite en particulier mes amis libéraux à mettre de côté le révisionnisme économique et les doubles discours idéologiques, et à se joindre à nous pour prendre des mesures concrètes afin de redonner au Canada la place qui lui revient en tant que chef de file mondial quant à la prospérité fondée sur les ressources. Lorsque les libéraux parlent de faire du Canada une superpuissance énergétique, accompagnons cela de gestes et non de faux-fuyants pour tenter d'expliquer pourquoi c'est impossible. Les slogans creux ne suffisent pas. Les pipelines sont essentiels. Nous leur demandons de travailler avec nous pour rebâtir le secteur forestier afin que les travailleurs forestiers cessent de s'inquiéter au sujet de leur prochain chèque de paie. Il faut collaborer à la mise au point de réformes minières sensées qui respectent à la fois l'environnement et les gens qui gagnent leur vie grâce à ces ressources. Surtout, reconnaissons que nos différences sont beaucoup plus modestes que les rêves que nous partageons.

Que l'on soit membre d'une famille qui exploite un petit restaurant à Lake Country, que l'on travaille pour une coopérative forestière à Cherryville, et quelle que soit notre allégeance politique, nous voulons, comme tous les Canadiens, de bonnes écoles, des quartiers sécuritaires et des collectivités stables. Tous les Canadiens veulent pouvoir regarder leurs enfants dans les yeux et leur dire que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Arrêtons de faire semblant et mettons-nous au travail pour atteindre cet objectif.

● (1140)

L'hon. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter la bienvenue au député à la Chambre.

Vernon—Lake Country—Monashee est une région magnifique que j'ai eu la chance de visiter. Elle compte également de nombreuses villes qui possèdent de bonnes équipes de hockey junior A. Je crois que la ville de Salmon Arm se trouve à proximité de la circonscription du député, peut-être même qu'elle en fait partie.

Le député a longuement parlé de l'agriculture, et j'estime que c'est une question importante. Comme je représente une circonscription agricole, chez moi, au Canada atlantique, je connais certainement la valeur de ce secteur. J'ai eu l'occasion de jeter un coup d'œil rapide au programme électoral du Parti conservateur que le député représente, et il n'y est pratiquement pas question d'agriculture. Le programme ne contient rien sur la gestion des risques de l'entreprise, rien sur le secteur agroalimentaire et rien sur la réforme de la réglementation de l'ACIA ou de l'ARLA. Objectivement, le programme électoral des libéraux était très complet. Il a été approuvé par un certain nombre de grands groupes de producteurs spécialisés.

Le député d'en face s'engagera-t-il à faire entendre sa voix pour dire à son chef, Pierre Poilievre, de faire plus et de s'engager davantage dans le domaine de l'agriculture? Cet aspect faisait certainement défaut dans le dernier programme électoral.

Scott Anderson: Monsieur le Président, le dernier premier ministre avait l'habitude de dire que les libéraux travaillaient pour la classe moyenne. Il répondait à presque toutes les questions par cette promesse. Après 10 années de ses efforts, la classe moyenne est aujourd'hui sous respirateur artificiel. Les gens de la classe moyenne peinent à payer leurs impôts et à rembourser leur prêt hypothécaire. Le gouvernement libéral affirme qu'il compte faire de notre pays une superpuissance énergétique. À quel point serons-nous pauvres si ce régime dure encore 10 ans? Je frémis rien qu'en y pensant.

Le gouvernement doit s'écarter du chemin et non être un obstacle. Si nous voulons aider les agriculteurs canadiens, éliminons la taxe sur le gaz pour les industries. C'est ce qui nuit aux agriculteurs en ce moment plus que toute autre chose. Ils ne veulent pas de cadeaux, ils veulent un traitement équitable.

● (1145)

[*Français*]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours et pour son élection en tant que député.

J'ai écouté le discours du Trône la semaine dernière et ça m'a inquiété. Je ne sais pas si mon collègue est aussi inquiet que moi, mais je suis inquiet de ne pas voir de budget de la part du gouvernement. Je suis également inquiet de voir que le gouvernement semble vouloir y aller à toute allure pour les combustibles fossiles. Le gouvernement parle d'énergie conventionnelle, et on sait que ça signifie les combustibles fossiles. Le gouvernement parle de passer par-dessus les provinces et leurs évaluations environnementales pour que le fédéral décide seul de tout.

Est-ce que le fait de voir un gouvernement qui décide d'abandonner complètement la lutte aux changements climatiques et d'y aller à fond pour le pétrole n'inquiète pas mon collègue?

[*Traduction*]

Scott Anderson: Monsieur le Président, nous sommes tous préoccupés par l'environnement. Nous savons tous que nous devons apporter des améliorations et travailler vers un avenir propulsé à l'énergie propre. Je ne doute pas que cela finira par arriver. Ce qui me dérange le plus, c'est quand on prétend que nous en sommes déjà arrivés là et que nous sommes capables de tout miser sur cette énergie. Notre économie ne peut pas simplement carburer à la poudre de perlimpinpin, à l'espoir et aux rêves, et avec une technologie qui n'est pas encore applicable ni vraiment au point.

La réalité nous pousse à utiliser les combustibles fossiles dans l'avenir prévisible, tout en effectuant une transition vers des technologies que nous ne comprenons sans doute même pas encore.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, c'est intéressant. Mon collègue a posé une bonne question au sujet de l'agriculture. Sa question souligne le fait que, lors des dernières élections, Pierre Poilievre n'a pratiquement pas parlé d'agriculture. Cependant, le député d'en face a parlé de l'importance de ce secteur. Nous pouvons comparer le programme des libéraux à celui des conservateurs. Le député devrait se demander pourquoi le Parti libéral a obtenu de meilleurs résultats que les conservateurs en ce qui concerne l'agriculture.

Au lieu de critiquer l'ancien premier ministre, le député pourrait-il dire aux gens de sa circonscription pourquoi le Parti libéral et l'actuel premier ministre ont fait meilleure figure que le Parti conservateur du Canada et Pierre Poilievre dans le dossier de l'agriculture lors des dernières élections?

Scott Anderson: Monsieur le Président, je pense que le député a bien souligné le problème. Les libéraux ont fait beaucoup de promesses, ce que le député appelle obtenir de meilleurs résultats. Les promesses m'importent peu. Je n'ai qu'à me pencher sur ce qui s'est passé dans les 10 dernières années, depuis 2015.

Puisqu'on en parle, les résultats, on les obtient avec des gestes, pas des promesses. Les libéraux sont reconnus pour faire des promesses, mais aussi pour ne pas les tenir. Lorsque le député dit que les libéraux ont obtenu de meilleurs résultats que les conservateurs, je dirais qu'il est...

Le vice-président: Voilà qui conclut la période des questions et observations.

Nous reprenons le débat. La députée de Sentier Carlton—Eagle Creek a la parole.

Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur de me trouver dans cette enceinte et de parler du discours du Trône. Étant donné que je m'exprime pour la première fois lors de la législature actuelle, j'aimerais prendre un instant pour remercier les électeurs de Sentier Carlton—Eagle Creek de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir permis de les représenter à Ottawa. C'est pour moi un véritable honneur, et je prends cette tâche très au sérieux.

Personne n'arrive ici seul, et je souhaite remercier mon équipe et les bénévoles qui ont travaillé dur tout au long de la campagne. Enfin, je tiens à remercier mon époux, Milton, et tous les membres de ma famille, qui n'ont jamais cessé de m'épauler.

J'ai également une pensée pour toutes les personnes qui ont été déplacées en raison des feux qui sévissent en Saskatchewan et au Manitoba, ainsi que pour celles qui se battent avec acharnement pour préserver la sécurité de ces communautés.

Les habitants de ma circonscription et, en fait, de la Saskatchewan, ont massivement voté pour l'espoir et le changement. Ils ont compris que notre pays ne prospérerait pas avec les mêmes mauvaises politiques libérales. Le premier ministre a promis du changement, un gouvernement libéral différent et une approche plus sérieuse, mais nous ne sommes pas bien partis. Il s'avère que les choses ne sont pas si différentes après tout, à commencer par le fait que le premier ministre a nommé les principaux ministres de M. Trudeau aux postes les plus élevés de son Cabinet.

Tout de suite après leur assermentation, ses ministres ont fait des déclarations réfutant les différentes politiques qu'il avait défendues durant la campagne. Par exemple, le ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes a affirmé qu'aucun pipeline ne serait construit, et le ministre du Logement a déclaré qu'il avait l'intention de veiller à ce que le prix des logements ne baisse pas. Il n'est pas de bon augure que, pendant que les Canadiens sont aux prises avec le problème du coût de la vie et que les entreprises sont confrontées à l'incertitude, les ministres libéraux veuillent supprimer la plus grande industrie du pays et empêcher les jeunes Canadiens d'accéder au marché de l'immobilier.

Les députés se souviendront d'avoir entendu le premier ministre déclarer pendant la campagne électorale qu'il vaut mieux avoir un plan que pas de plan du tout. Les Canadiens s'attendaient, à juste titre, à ce que ce plan soit présenté dans le discours du Trône, puis dans un budget. Cependant, une fois la campagne électorale derrière lui, le premier ministre a annoncé qu'il attendrait jusqu'à l'automne. Son plan et la reddition de comptes qui découle de l'examen minutieux du budget d'un gouvernement sont donc remis à plus tard. Nous nous retrouvons ainsi avec un discours du Trône rempli de demi-mesures, aucun budget et un budget principal des dépenses qui renferme plus de dépenses que sous M. Trudeau, soit 8 % de plus.

Pendant la campagne électorale, le premier ministre a déclaré que, bien qu'il ait été conseiller économique de M. Trudeau, il serait différent; il réorienterait le gouvernement vers une plus grande responsabilité financière. C'était même clairement indiqué dans le discours du Trône: « Dans toutes ses actions, le gouvernement sera guidé par une nouvelle discipline fiscale : dépenser moins, pour que les Canadiens puissent investir plus. » Cependant, à peine cette promesse de responsabilité financière avait-elle franchi ses lèvres qu'elle était déjà rompue. Nous voyons maintenant que les dépenses des années Trudeau se poursuivront sous le premier ministre actuel.

Le budget principal des dépenses a été publié la semaine dernière et montre que le gouvernement y demande de dépenser près d'un demi-billion de dollars dans son premier projet de loi de dépenses. Comment les libéraux peuvent-ils garder leur sérieux et prétendre être financièrement responsables, tout en présentant un projet de loi de dépenses qui dépassent même les dépenses proposées par Trudeau l'an dernier? Dans ce demi-billion de dollars, le gouvernement a réservé 26 milliards pour les consultants. C'est là une hausse de 11 % des dépenses affectées à ces derniers.

Lors de la dernière législature, les conservateurs ont mis au jour ce pour quoi les libéraux ont payé : des consultants qui s'en sont mis plein les poches au moyen d'une double rémunération et de factures frauduleuses tout en livrant, en fin de compte, un travail de piètre qualité qui aurait pu être fait à l'interne par les fonctionnaires. Il se peut que les milliards supplémentaires soient dus à la nouvelle liste d'initiés libéraux que le nouveau premier ministre amène avec lui et qu'il a connus à ses fonctions antérieures.

● (1150)

Dans le cadre du scandale d'ArriveCAN, un cabinet de consultants a facturé des dizaines de millions de dollars pour construire une application simple, mais il n'a aucunement fait le travail, travail que des programmeurs ont pu accomplir en une seule fin de semaine. On sait qu'environ 60 millions de dollars ont été dépensés pour cette application; il se peut même que le chiffre véritable soit plus élevé, mais, comme les livres ont été mal tenus, la vérificatrice générale n'a pas pu le confirmer, de sorte que nous ne connaîtrons jamais la vérité.

Nous savons aussi que McKinsey, un des cabinets d'experts-conseils préférés des libéraux, a bénéficié d'un traitement préférentiel qui lui a valu d'obtenir 100 millions de dollars de contrats gouvernementaux. Les libéraux ont eu recours à une offre à commandes principale et nationale, sorte de contrat qui est d'habitude réservé à des fournisseurs assurant un service spécialisé auquel les ministères ont besoin d'accéder. Quand la vérificatrice générale a examiné ces contrats, elle a constaté que McKinsey n'aurait pas dû obtenir un accès spécial aux contrats du gouvernement.

Dans le discours du Trône, le premier ministre a aussi promis de travailler avec les peuples autochtones pour repérer des projets d'intérêt national et en accélérer la réalisation. Étant donné les antécédents du gouvernement libéral relatifs à l'approvisionnement auprès des Autochtones, je crois que ce sera là une autre promesse en l'air.

Dans son étude de la stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires a constaté que le gouvernement ne vérifiait pas l'identité autochtone des entreprises. Des témoins représentant des groupes et des entreprises autochtones ont fait valoir que la majeure partie des fonds destinés à ce programme allaient à des entreprises non autochtones qui se faisaient passer pour des entreprises autochtones. Les libéraux ont permis cet abus en faisant fi des règles et en fermant les yeux sur l'absence de dirigeants autochtones ou sur l'appropriation de l'identité autochtone lors de l'octroi de contrats de plusieurs millions de dollars. Le gouvernement n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi il n'avait pas veillé à ce que les programmes destinés aux personnes et aux entreprises autochtones leur profitent réellement.

Bien que le déclenchement des élections ait interrompu cette étude, les problèmes persistent et doivent être réglés, surtout si le gouvernement a l'intention d'accélérer la mise en œuvre de grands projets dans tout le pays. Cela nous amène à la promesse faite dans le discours de créer un « nouveau Bureau des grands projets fédéraux ».

L'imitation est vraiment la plus sincère des flatteries. En 2007, le gouvernement Harper a créé le Bureau de gestion des grands projets. À l'époque, ce bureau avait pour objectif d'améliorer la coordination au sein du régime de réglementation canadien en offrant à l'industrie un guichet unique et efficace pour l'accès au processus fédéral. Il prévoyait également l'intégration des exigences de consultation de la Couronne auprès des collectivités autochtones dès le début du processus. Cela démontrait encore une fois la détermination du gouvernement Harper à consulter et à écouter les Canadiens, en particulier ceux qui sont les plus directement touchés par les projets de mise en valeur des ressources, tout en respectant les normes environnementales de calibre mondial du Canada. Cela vous dit quelque chose?

Cependant, comme cela fait 10 ans qu'un gouvernement libéral hostile au développement nous dirige, le Canada est devenu dépendant et vulnérable face aux États-Unis. Sans un engagement à supprimer le plafond de production imposé aux Canadiens, à abroger les projets de loi C-69 et C-48 et à supprimer la taxe fédérale sur le carbone pour les industries, cette proposition n'est qu'une autre promesse vide de sens.

En conclusion, les promesses faites dans le discours du Trône ne correspondent pas aux actions des libéraux. Tout en promettant de faire preuve d'une plus grande discipline budgétaire, ils augmentent les dépenses. Tout en promettant de définir une nouvelle relation avec les États-Unis, ils abandonnent les droits de douane de rétorsion et laissent les États-Unis délocaliser des emplois hors du Canada. Tout en promettant de faire du Canada une superpuissance énergétique, les ministres libéraux insistent pour qu'on ne construise pas de pipelines et qu'on laisse le pétrole et le gaz du Canada dans le sol. Alors que le premier ministre a promis de réduire les coûts du logement, son ministre du Logement a l'intention de maintenir les prix des maisons à des niveaux records.

Les libéraux reviennent déjà sur leur parole dès les premiers jours de la session. Malheureusement pour les Canadiens, le soi-disant nouveau gouvernement libéral ressemble beaucoup à l'ancien. Après 10 ans de dépenses élevées qui ont alimenté l'inflation et la crise de l'accessibilité, les Canadiens demandent de la rigueur budgétaire et un gouvernement qui utilisera leurs impôts de façon responsable.

Les Canadiens peuvent compter sur les conservateurs pour s'acquitter quotidiennement de leur devoir, défendre leurs intérêts, lutter pour du changement et rétablir l'espoir.

● (1155)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le discours des conservateurs n'a pas changé. Les députés d'en face aiment parler de pipelines comme s'ils en avaient aménagé pour acheminer nos produits jusqu'à la côte à l'époque de Stephen Harper. Or, ils n'ont pas construit un seul pipeline. En fait, le seul pipeline que nous ayons vu acheminer des produits jusqu'à la côte au cours des 20 dernières années a été aménagé sous l'ancien premier ministre Justin Trudeau. Les conservateurs tentent de donner l'impression qu'ils savent comment mener à bien un tel projet alors que ce n'est pas le cas.

La députée d'en face ne convient-elle pas qu'il est temps de mettre de côté la désinformation propagée par le Parti conservateur et de se concentrer sur les intérêts du Canada? Ne convient-elle pas qu'il est temps d'adopter une approche « Équipe Canada » pour faire face au problème des droits de douane et des obstacles au commerce imposés par Trump, chose qui préoccupe les citoyens de sa circonscription, tout comme ceux de ma circonscription et l'ensemble des Canadiens?

Kelly Block: Monsieur le Président, juste au moment où le premier ministre et son caucus aimeraient nous faire croire qu'il y a un nouveau gouvernement, le député prend la parole pour poser une question et prouve, comme il le fait sans cesse, qu'il s'agit du même vieux gouvernement fatigué auquel nous avions affaire lors de la dernière législature.

Il va sans dire, et le député le sait sûrement, que je souscris rarement à ses propos. Comme les 10 dernières années de gouvernement libéral le montrent, les libéraux n'ont aucun intérêt à faire du Canada une superpuissance énergétique ou ce n'est pas un objectif qu'ils prennent au sérieux. Malgré tous leurs beaux discours, leurs gestes sont plus éloquents que leurs paroles et nous pouvons nous attendre à ce que ce soit encore le cas.

● (1200)

[*Français*]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je trouve fascinant de voir les libéraux et les conservateurs s'obstiner à savoir lequel des deux est le plus propétrole et lequel des deux souhaite le plus la construction de pipelines.

La question que j'aimerais poser à ma collègue conservatrice à la suite de son discours est la suivante. Devant cette espèce de transformation du Parti libéral en Parti conservateur 2.0, n'a-t-elle pas un peu l'impression de perdre sa raison d'être, étant donné que les libéraux sont en train de faire le travail que les conservateurs veulent eux-mêmes faire?

[*Traduction*]

Kelly Block: Monsieur le Président, je ne suis pas du tout d'accord avec la prémisse de la question. Nous avons ici un gouvernement qui a volé bon nombre de ses idées aux conservateurs. Les libéraux disent qu'ils vont faire ces choses, mais leur discours du Trône est suffisamment ambigu pour qu'ils puissent ne pas mettre en œuvre les mesures qu'ils promettent. Ils ne présentent pas de budget, ce qui signifie que nous ne savons pas leur plan. Il n'y a pas de feuille de route à suivre pour atteindre les objectifs qu'ils disent vouloir atteindre, et il reste à voir s'ils finiront par nous mener à ce point.

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite d'avoir été nommé au poste de vice-président. Vous et moi sommes Albertains et siégeons ici depuis longtemps.

Ma collègue de Sentier Carlton—Eagle Creek nous a dressé toute une liste de choses que les libéraux ont dit qu'ils feraient, mais nous avons finalement découvert qu'ils allaient faire exactement le contraire une fois élus. On dirait que c'est à peu près ainsi que les libéraux fonctionnent au Canada. Pour se faire élire, ils disent tout ce qu'ils doivent dire et créent le climat de peur dont ils ont besoin, puis, une fois à Ottawa, ils renient essentiellement toutes les promesses qu'ils ont faites.

Dans ma circonscription, il y a beaucoup de chasseurs, de pêcheurs à la ligne, d'agriculteurs et d'éleveurs qui possèdent des armes à feu. Dans le discours du Trône, Sa Majesté le roi a indiqué qu'il fallait protéger les droits des propriétaires d'armes à feu respectueux des lois. Pourtant, quand on examine le budget des dépenses présenté par le gouvernement, on constate que ce dernier dépensera quatre dollars pour s'en prendre aux propriétaires d'armes à feu respectueux des lois pour chaque dollar qu'il dépensera pour s'attaquer aux gangs et aux criminels.

Je me demande si ma collègue peut nous expliquer pourquoi les libéraux semblent dire une chose et faire exactement le contraire, non seulement dans les dossiers de l'énergie, de l'agriculture et des armes à feu, mais aussi dans pratiquement tout ce qu'ils font.

Kelly Block: Monsieur le Président, le premier ministre occupe son poste depuis le 14 mars, mais il ne compte plus présenter de budget avant six mois. Il veut s'en occuper plus tard, même si la présentation de la mise à jour économique de l'automne remonte à décembre dernier.

Ce n'est pas du leadership, mais plutôt un abandon de ses responsabilités. C'est exactement ce que fait le gouvernement libéral. Pour se draper dans la vertu, il n'a pas son pareil, mais pour ce qui est de faire preuve de vertu, on repassera.

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, la toge de vos nouvelles fonctions vous va très bien. Chose certaine, vous avez travaillé très fort, et je me réjouis que vous occupiez le fauteuil. Je vous félicite, ainsi que les membres de votre famille. Je suis certaine qu'ils sont très fiers de ce que vous faites.

Je partagerai mon temps de parole avec le nouveau député de Cardigan, à la suite du départ à la retraite de l'ancien ministre Lawrence MacAulay. Après tant d'années où M. MacAulay a représenté cette circonscription avec brio, lorsque nous entendons « Cardigan », nous pensons automatiquement à lui. Je lui souhaite une bonne retraite.

C'est un honneur pour moi de prendre la parole pour la première fois en cette 45e législature. Je tiens aussi à remercier les habitants de Humber River—Black Creek de m'avoir réélue pour que je les représente encore une fois à la Chambre. Comme je suis arrivée ici après une élection partielle en 1999, j'en suis à mon 10e mandat à la Chambre, si je ne me trompe pas. C'était un immense honneur à l'époque et ce l'est toujours aujourd'hui. Je dois admettre que c'est un exploit. Je ne sais pas trop comment je m'en suis sortie pendant toutes ces années, mais nous y sommes de toute évidence arrivés.

Je tiens à remercier Sa Majesté le roi Charles III d'avoir prononcé le discours du Trône. Je vais en citer un extrait, car je pense qu'il témoigne bien de ce que nous ressentons tous aujourd'hui et de l'orientation que nous voulons prendre:

> Il nous faut confronter la réalité : depuis la Deuxième Guerre mondiale, notre monde n'a jamais été aussi dangereux et instable. Le Canada fait face à des défis qui, dans nos vies, sont sans précédent.
>
> Nombreux sont les Canadiens et les Canadiennes qui sont angoissés ou inquiets en raison des changements radicaux qui se trament dans le monde. S'il est vrai que les changements en profondeur sont toujours déstabilisants, ils offrent également des occasions exceptionnelles.

C'est une occasion pour nous tous qui avons le privilège d'être députés à la Chambre des communes. Sa Majesté a ajouté:

> L'occasion de voir grand et de poser des gestes encore plus grands. L'occasion, pour le Canada, d'entreprendre la plus vaste transformation de son économie depuis la Deuxième Guerre mondiale. Un Canada en confiance, qui a accueilli de nouveaux Canadiens et de nouvelles Canadiennes, dont certains provenant de zones de conflit parmi les plus difficiles dans le monde, peut saisir ces occasions en sachant que sa population peut s'offrir ce qu'aucune puissance étrangère ni aucun continent ne pourra jamais lui enlever. Et que, en respectant les valeurs qui lui sont propres, le Canada peut se forger de nouvelles alliances et une nouvelle économie au service de toute sa population.

Je pense que, comme en font foi ces observations, le discours a très bien cerné les sentiments des Canadiens. Ils sont nerveux et angoissés. Chaque fois qu'on allume la télévision, on ne sait jamais vraiment ce que notre voisin du Sud va dire.

Je pense qu'il faut absolument profiter de l'occasion que le savoir-diriger du premier ministre nous offre manifestement. C'est l'occasion de nous serrer les coudes et, pour tous les députés à la Chambre, de travailler de concert pour ouvrir aux Canadiens les meilleures perspectives possibles afin que le pays puisse croître et devenir ce que nous espérons qu'il deviendra, mais nous devons travailler ensemble. Sinon, nous n'atteindrons pas nos objectifs. Je continue de demander que nous travaillions main dans la main et que nous fassions passer les Canadiens et le pays en premier, coûte que coûte.

Aujourd'hui, je lance bien sûr ce message pour parler des objectifs et de l'unité du Canada. Nous sommes à la croisée des chemins, et la conjoncture nous est favorable. Le gouvernement est là pour réitérer son engagement à donner forme au Canada d'aujourd'hui et de demain, en concertation avec tous mes collègues à la Chambre.

En tant que nation, nous devons continuer d'avancer sur la voie de la vérité et de la réconciliation. Nous avons accompli un travail énorme sous le premier ministre précédent, et il faut le poursuivre afin d'ancrer notre avenir dans la justice et le respect des Autochtones. Le Canada est fièrement multiculturel, bilingue et démocratique. La circonscription de Humber River—Black Creek, que j'ai l'honneur de représenter, est l'une des plus diversifiées. Les familles qui y vivent, venues des quatre coins du monde et parlant des dizaines de langues, vivent ensemble en se bâtissant une nouvelle vie. Chacune apporte sa culture, qui vient renforcer le Canada et notre communauté.

● (1205)

Nous éliminerons les obstacles au commerce international et nous lancerons des projets d'infrastructure nationaux grâce à une économie canadienne unifiée. Je souhaite à tous les premiers ministres provinciaux et au premier ministre énormément de chance et de conviction aujourd'hui, alors qu'ils s'apprêtent à déterminer non seulement quels projets transformateurs sont vraiment importants pour d'autres régions du Canada, mais aussi la façon dont nous allons travailler ensemble pour les réaliser.

À mon arrivée ici, il y a près de 25 ans, j'ai dirigé un groupe de travail. Dans le rapport qu'il a produit en 2001, ce groupe de travail recommandait notamment d'éliminer les barrières interprovinciales, car il s'agissait manifestement d'un obstacle majeur à la prospérité de toutes les provinces. Pourtant, voilà où nous en sommes en 2025. Il a fallu que notre voisin du Sud nous fasse des menaces pour que nous cherchions enfin à éliminer ces obstacles interprovinciaux. À cette croisée des chemins, je souhaite bonne chance à tous les premiers ministres provinciaux.

Grâce au nouveau programme « Maisons Canada » du gouvernement, nous allons augmenter l'offre de logements abordables, réduire les coûts de développement, et favoriser la construction modulaire novatrice. Comme beaucoup de mes collègues, j'ai reçu beaucoup de renseignements sur le dossier du logement. En ce qui concerne les maisons préfabriquées, il est possible d'en construire quelques-unes en un mois. Afin d'aller de l'avant dans ce dossier, il est essentiel d'examiner comment changer la manière de faire les choses, de réduire les formalités administratives dont nous avons tous parlé.

Le Canada est un chef de file mondial dans les domaines de l'énergie propre, des métiers spécialisés et de l'innovation, ainsi que des relations internationales, et de la sécurité publique, qui sont tous des thèmes d'une importance capitale pour l'avenir.

Pour protéger notre souveraineté, nous allons réinvestir dans les Forces armées canadiennes. Les investissements fédéraux dans la GRC et la sécurité nationale doivent être une priorité pour la Chambre, alors que nous allons de l'avant pour protéger notre souveraineté et la population canadienne. Toutefois, la sécurité publique ne se limite pas aux services de police; il s'agit également d'une question de prévention, de confiance, et de renforcement des liens communautaires.

Nous renforçons nos lois afin qu'il soit beaucoup plus difficile pour les récidivistes d'obtenir la mise en liberté sous caution. Nous réformons la réglementation sur les armes à feu en renforçant les dispositions de signalement d'urgence et de signalement préventif et en révoquant les permis des personnes qui ont des antécédents de violence ou qui ont déjà fait l'objet d'une ordonnance préventive. Nous entendons beaucoup trop parler de la violence familiale dans nos collectivités et nous devons consacrer beaucoup plus de temps et d'attention à cette question.

Nous allons plafonner la croissance du budget de fonctionnement à moins de 2 % et équilibrer le budget de fonctionnement d'ici trois ans. C'est un objectif très ambitieux, mais à mon avis, il serait très important pour nous tous de l'atteindre.

Nous allons réduire le gaspillage. Quel gouvernement ne dit pas cela? Nous allons néanmoins réduire les doubles emplois et utiliser la technologie pour améliorer la prestation des services dans l'ensemble du secteur public. Les nouvelles technologies nous offrent les meilleures possibilités d'y arriver.

J'espère sincèrement que ce ne sont pas que des mots. Je fais de la politique depuis de nombreuses années, et il me semble avoir entendu constamment la même chose de la part de tous les gouvernements, et même des élus municipaux. C'est vraiment difficile à faire. C'est l'un des problèmes qui m'ont poussée à quitter le niveau municipal pour le niveau fédéral: il était frustrant d'essayer de réduire le gaspillage et les coûts, mais de ne pas avoir les revenus pour offrir les services nécessaires.

Ensemble, nous pouvons bâtir un Canada plus fort, plus sécuritaire et plus uni.

● (1210)

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, la députée parle des objectifs ambitieux et de tout ce que le gouvernement entend accomplir. Ma question est très simple: que pense-t-elle du fait que le gouvernement ne présentera pas de budget aux Canadiens pour leur indiquer comment il compte atteindre ces objectifs?

Judy A. Sgro: Monsieur le Président, je souhaite à la députée la bienvenue à la Chambre des communes. J'espère grandement que nous trouverons le temps de collabore, elle et moi, pour faire avancer ces dossiers très importants.

Je ne suis pas contre l'idée d'attendre à l'automne pour présenter un budget, car il se passe beaucoup de choses actuellement. Je ne vois pas comment on pourrait s'atteler véritablement à cette tâche dans les circonstances. À l'automne, nous aurons une idée beaucoup plus précise de la direction que prennent nos relations avec nos voisins du Sud. Espérons que nous aurons réussi, ensemble, à lever toutes les barrières avec les premiers ministres provinciaux et territoriaux. En attendant l'automne pour présenter un budget, le gouvernement pourra faire des calculs beaucoup plus exacts.

[*Français*]

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, j'ai bien écouté le discours de ma collègue.

On ne se le cachera pas, il y a énormément d'omissions. Je le dis, on le sait déjà, je suis extrêmement déçue. On s'était fait dire qu'on devait travailler rapidement pour rassurer les gens. Là, on a un discours du Trône dans lequel il manque tellement d'éléments.

Je donne un exemple. Nous savons très bien que les personnes âgées de 65 à 74 ans, les aînés, sont victimes de discrimination. À la dernière législature, il ne manquait que la sanction royale à un projet de loi. Il n'y a pas eu une journée, pendant la dernière campagne électorale, où on ne m'en a pas parlé.

Alors, j'aimerais que ma collègue me dise ce qu'il en est de réduire et d'augmenter ce dont les personnes âgées de 65 à 74 ans ont besoin pour vivre.

● (1215)

[*Traduction*]

Judy A. Sgro: Monsieur le Président, je souhaite un bon retour à ma collègue. J'ai hâte de travailler avec elle au cours des prochains mois et, souhaitons-le, au cours des prochaines années.

Nous nous soucions tous beaucoup des enjeux relatifs aux aînés et nous veillons à ce que ces derniers aient des services et des pensions adéquates. Toutes ces choses sont importantes. Si nous sommes en mesure de transformer l'économie et d'avancer dans la direction qui nous enthousiasme, ce sont tous les Canadiens qui en profiteront, y compris les aînés, qui représentent une partie importante du Canada et un secteur qui nous tient tous à cœur.

[*Français*]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour sa réélection. Cela fait plusieurs fois qu'elle a le privilège d'être choisie par ses concitoyens pour les représenter. C'est une source d'inspiration pour les nouveaux députés comme moi.

Elle parlait à juste titre de la réduction des barrières au commerce interprovincial. C'est probablement une façon d'aider l'ensemble des Canadiens à passer à travers la crise que l'on connaît ou à faire face aux défis que l'on connaît avec nos voisins américains.

J'aimerais demander à ma collègue comment elle croit que l'élimination de ces barrières peut avoir un effet concret et positif à la fois dans la vie des citoyens de chez elle et sur les entreprises de sa circonscription.

[*Traduction*]

Judy A. Sgro: Monsieur le Président, je suis ravie à l'idée d'accueillir une autre femme à la Chambre des communes. Je me fais une joie à l'idée de travailler avec elle pour faire avancer les dossiers qui nous tiennent à cœur.

En ce qui concerne la suppression des obstacles au commerce interprovincial, je me souviens d'une fois, à Vancouver, où je voulais rapporter une caisse de bouteilles de vin chez moi — un vin remarquable —, seulement pour me faire dire que ce n'était pas possible. Je pouvais apporter deux bouteilles, mais le système ne me permettait pas de me faire envoyer une boîte ou une caisse à Toronto.

Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres des barrières qui existent. Les gens de ma circonscription qui travaillent dans le secteur de la construction ne peuvent pas aller travailler ailleurs au Canada. C'est ce dont la députée a parlé. Ils souhaiteraient ardemment le faire, mais ils n'y sont pas autorisés. Nous devrions donc éliminer toutes ces exigences. Un travailleur de la construction de Toronto ayant un certificat de compétence devrait pouvoir travailler librement ailleurs, que ce soit à Terre-Neuve ou en Saskatchewan. Ces obstacles ont été érigés pour diverses raisons, mais ils doivent être supprimés afin que les gens aient la liberté de circuler comme bon leur semble.

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui, au nom des habitants de Cardigan, à l'Île-du-Prince-Édouard. Je les remercie de la confiance qu'ils m'ont accordée et je leur assure que je suis ici pour travailler pour les gens de ma circonscription, peu importe pour qui ils ont voté. Je tiens à prendre un moment pour remercier ma famille: mon épouse Catherine, mon fils Alex et toute ma famille élargie, qui ont pris la relève en s'occupant du travail que je fais depuis 38 ans en tant que producteur laitier. Ils m'ont donné la possibilité de réaliser le rêve de toute une vie en représentant les habitants de Cardigan.

Je tiens également à saluer et à remercier mon prédécesseur, l'honorable Lawrence MacAuley, qui a représenté la circonscription de Cardigan pendant plus de 36 ans, m'obligeant ainsi à attendre avant de réaliser le rêve de ma vie. Sur une note plus sérieuse, il est évident que toute la circonscription de Cardigan a bénéficié de son excellent travail et de l'engagement dont il a fait preuve au cours de ses années en tant que député.

J'invite tous mes collègues de la Chambre à visiter l'Île-du-Prince-Édouard pour soutenir le tourisme au Canada cette année. Qu'il s'agisse de nos magnifiques plages, de nos terrains de golf réputés, de nos fruits de mer de calibre mondial ou de la riche vie culturelle de la province, il y en a pour tous les goûts à l'Île-du-Prince-Édouard. Nos collectivités dynamiques et résilientes sont prêtes à accueillir les gens et à leur faire découvrir l'hospitalité sincère qui fait de notre île un endroit vraiment unique.

En tant que député de Cardigan, je suis attaché à nos valeurs communes que sont la communauté, la famille, le travail et l'équité. C'est avec fierté et espoir que je prends la parole aujourd'hui, car le discours du Trône prononcé la semaine dernière propose une approche audacieuse et ambitieuse, mais pratique, pour bâtir un Canada fort d'un océan à l'autre.

Le plan du gouvernement relève les grands défis de notre époque avec clarté et compassion. Il repose sur des décisions éclairées et accorde la priorité à l'abordabilité, à l'unité nationale, à la croissance des énergies propres, à la réconciliation et à la création de débouchés dans les régions rurales. Au-delà de la capacité de suivre le rythme du changement, les gens de Cardigan trouveront dans ce plan des occasions de façonner leur avenir et de prendre en main leur destin.

Mes électeurs me parlent surtout du coût de la vie, comme ces jeunes familles qui essaient d'acheter leur première maison à Montague et ces aînés de Morell qui tentent d'équilibrer leur budget malgré l'augmentation du prix de l'épicerie et des médicaments sur ordonnance. C'est pourquoi j'appuie fortement les mesures du gouvernement visant à réduire le coût de la vie et à la rendre plus abordable.

L'élimination de la taxe sur le carbone va aider nos pêcheurs et nos agriculteurs à être plus concurrentiels, car elle va réduire les coûts de transformation et de transport de leurs produits. Cette baisse profitera aussi à tous les autres résidants sous la forme d'une diminution du prix des carburants. La suppression de la TPS pour les acheteurs d'une première maison d'un million de dollars ou moins se traduira par des économies qui pourront atteindre 50 000 $. Dans les régions rurales de l'Île-du-Prince-Édouard, cela change vraiment la donne.

Nous maintenons des programmes clés, comme les services de garderie, l'assurance médicaments et le nouveau régime de soins dentaires, qui aident maintenant des millions de Canadiens, dont des milliers de personnes dans Cardigan. Nous allons également réduire l'impôt sur le revenu d'environ 22 millions de Canadiens. Ce sont là des mesures concrètes que le gouvernement prend pour réduire le coût de la vie au quotidien pour toutes les personnes et toutes les familles au Canada.

Le logement est un des plus gros casse-têtes des jeunes Prince-Édouardiens. Ils se butent à des obstacles réels quand ils veulent louer un logement ou économiser pour une mise de fonds. Le gouvernement a pris d'importantes mesures en matière de logement. Nous créerons le programme Maisons Canada, dont la mission sera d'accélérer la construction de logements abordables. Nous investirons dans les maisons préfabriquées et modulaires, un domaine dans lequel l'Île-du-Prince-Édouard pourrait être un chef de file compte tenu de sa main-d'œuvre qualifiée, et nous réduirons les redevances d'aménagement municipal pour les logements multifamiliaux, ce qui facilitera la construction de logement là où on en a besoin.

Ce n'est pas uniquement un programme de logement, c'est un plan de création d'emplois et de croissance pour le Canada. En augmentant la construction de logements, nous pouvons former et soutenir la prochaine génération de travailleurs qualifiés à l'Île-du-Prince-Édouard. Nous collaborerons avec les établissements d'enseignement, comme le collège Holland, les syndicats et les employeurs de toute la province, afin d'aider les Prince-Édouardiens à accéder à la formation et aux compétences qui leur permettront de profiter de ces circonstances favorables.

La volonté de créer une économie unifiée au Canada est l'un des éléments les plus emballants du discours du Trône; elle aura des retombées positives dans tous les domaines de croissance. Chaque année, les barrières commerciales interprovinciales coûtent jusqu'à 200 milliards de dollars à l'économie canadienne. Ces barrières ont des répercussions directes sur les débouchés des agriculteurs, des pêcheurs et même des brasseurs artisanaux de Cardigan. Le plan visant à éliminer tous les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre d'ici la fête du Canada représente un gain majeur pour l'Île-du-Prince-Édouard, et j'espère que cela inclura la réduction des péages sur le pont de la Confédération et les services de traversier de la côte atlantique afin de rendre toutes les industries de l'Île-du-Prince-Édouard plus compétitives à l'heure où nous cherchons à établir de nouvelles alliances commerciales dans tout le Canada et dans le monde entier.

● (1220)

La création d'un bureau des grands projets fédéraux devrait réduire de cinq à deux ans les délais d'approbation. Dans le contexte des projets d'infrastructure comme le réseau électrique proposé pour la région de l'Atlantique, les projets d'énergie propre comme l'énergie éolienne ou solaire et le soutien à un corridor énergétique, cela signifie une mise en chantier plus rapide, la création d'emplois et des résultats en temps opportun.

Le programme commercial renouvelé du gouvernement devrait également créer des débouchés à l'exportation pour les produits de l'Île-du-Prince-Édouard, des pommes de terre aux fruits de mer en passant par les innovations en biosciences. Il est question d'un agrandissement du port et d'une nouvelle installation pour l'exportation des produits de l'Île-du-Prince-Édouard. Ces projets pourraient se traduire par des emplois concrets dans les pôles locaux de ma circonscription, notamment à Stratford, Souris, Georgetown et Montague.

Je représente une circonscription qui repose sur nos industries primaires, à savoir l'agriculture et la pêche. Notre gouvernement protégera la gestion de l'offre, qui est essentielle pour les producteurs laitiers comme moi et les producteurs d'œufs et de volaille. Nous appuierons nos producteurs alimentaires et veillerons à ce que nous ayons tous accès à des aliments frais, sains et locaux. Nous reconnaîtrons que l'agriculture n'est pas seulement un moteur économique, mais aussi un élément clé de notre identité nationale. Nous pouvons également soutenir d'autres initiatives, notamment les coopératives communautaires de pêche au homard et les pratiques agricoles durables. Ces mesures qui assureront la durabilité et la rentabilité de nos industries primaires leur permettront ainsi d'atteindre la stabilité économique.

Compte tenu des répercussions climatiques et de l'incertitude des marchés, la stabilité de ces secteurs est vitale. Nous créons la stabilité en investissant dans l'agrotechnologie et les infrastructures de transformation. Notre gouvernement doit également continuer à financer les petits ports de plaisance pour leur permettre de faire les réparations et le dragage nécessaires en raison des phénomènes météorologiques de plus en plus violents et de la réduction du couvert de glace. Sans couvert de glace, les côtes sont exposées aux courants marins tout au long de l'hiver, ce qui entraîne une accumulation de limon dans tous nos ports.

Les effets des changements climatiques ne sont pas abstraits pour les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous devons préconiser des programmes qui récompensent l'utilisation des terres respectueuse du climat, qui protègent les côtes et qui financent la résilience climatique. Le plan de notre gouvernement prévoit notamment d'encourager la création et la durabilité des parcs nationaux et urbains et des zones marines protégées ainsi que la transition du Canada vers une énergie propre, domaine dans lequel l'Île-du-Prince-Édouard est un chef de file. Ces mesures soutiendront les initiatives locales de conservation et les secteurs de croissance propre dans l'est de l'Île-du-Prince-Édouard. Notre tradition de service et d'unité perdure alors que nous faisons face ensemble à l'incertitude. Nous devons tirer les leçons de notre histoire afin de construire un avenir meilleur pour les générations futures.

Depuis des générations, dans un esprit d'unité, les régions rurales de l'Île-du-Prince-Édouard accueillent de nouveaux arrivants. L'économie de Cardigan dépend des compétences des travailleurs locaux et des nouveaux arrivants. Cependant, devant les pressions accrues sur le logement, l'éducation et les services de santé, la décision du gouvernement de rééquilibrer les filières d'immigration tout en investissant dans l'aide à l'établissement et à la formation des nouveaux arrivants est une approche responsable du soutien aux collectivités, car nos industries rurales ont besoin d'un accès continu à un programme de travailleurs étrangers temporaires. Nous devons veiller à ce que les gens soient traités équitablement et à ce que les voies d'intégration soient sources de vitalité durable pour les collectivités.

Le discours du Trône réaffirme à juste titre notre engagement envers la réconciliation avec les Autochtones, le soutien aux deux langues officielles et le maintien d'institutions axées sur la culture, comme la CBC/Radio-Canada. Grâce à la présence de la CBC dans la région de l'Atlantique, on peut faire entendre nos récits, notre musique et nos préoccupations; elle est essentielle au maintien des liens dans les collectivités rurales. Dans la circonscription de Cardigan, nous travaillons en étroite collaboration avec la Première Nation d'Abegweit pour soutenir la réconciliation. Dans le discours du Trône, le gouvernement s'engage à promouvoir la réconciliation en doublant le Programme de garantie de prêts pour les Autochtones, qui sera porté à 10 milliards de dollars, ce qui permettra aux collectivités de participer à de grands projets.

Au fond, les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard sont pragmatiques. Nous connaissons la valeur de l'argent et nous attendons de notre gouvernement qu'il adopte la même approche pragmatique en matière de dépenses. Le discours du Trône fixe un objectif ambitieux, à savoir faire passer les dépenses de fonctionnement annuelles du gouvernement de 9 à 2 %. Parallèlement, il protège les transferts aux provinces, aux particuliers et aux collectivités. Il exige des investissements intelligents, pas des compressions irresponsables. En réduisant le double emploi et en utilisant la technologie, le gouvernement vise à améliorer les services tout en maîtrisant les coûts, philosophie qui trouverait écho dans tous les foyers de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le discours du Trône est plus qu'un document fédéral. C'est un plan d'action qui nous indique comment nous pouvons renforcer le Canada en donnant plus d'autonomie à des circonscriptions électorales comme la mienne. Il reconnaît que des endroits comme Cardigan ne sont pas en marge de la nation, mais qu'ils en sont un élément essentiel. Avec des mesures en matière d'abordabilité, de logement, d'emploi, de réconciliation et de durabilité, ce plan est fidèle aux espoirs et aux aspirations des citoyens que je suis fier de représenter, des citoyens qui se lèvent tôt, qui ne ménagent pas leur peine et qui sont profondément attachés à leur milieu.

● (1225)

En tant que député, je travaillerai sans relâche chaque jour pour veiller à ce que notre plan soit mis en œuvre d'une manière qui tienne compte des priorités de notre île, à ce que nos projets soient financés, à ce que nos voix soient entendues et à ce que notre avenir soit garanti. Bâtissons une circonscription de Cardigan qui déborde de possibilités. Travaillons ensemble pour écrire le prochain chapitre de...

Le vice-président: Le député pourra poursuivre son discours lors de la période des questions et observations.

Le député de Central Newfoundland a la parole.

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mon collègue, le nouveau député de Cardigan, que le discours du Trône ne contient aucune mention de l'industrie de la pêche, si ce n'est l'engagement de transformer 30 % des océans en parcs marins d'ici 2030. La nouvelle orientation des libéraux en ce qui concerne l'industrie de la pêche est identique à celle de l'ère Trudeau. Le premier ministre se préoccupe davantage d'atteindre les objectifs des Nations unies et de satisfaire les ONG que d'appuyer notre industrie de la pêche.

Le député de Cardigan croit-il, comme son chef, qu'il est plus important de maintenir les engagements pris envers les Nations unies, ou croit-il qu'il est plus important de soutenir les économies côtières comme celles de sa propre circonscription?

Kent MacDonald: Monsieur le Président, dans mon discours, j'ai parlé de la création de coopératives communautaires dans l'industrie de la pêche au homard. Les pêcheurs de homard voient les prix baisser par rapport à la normale cette année et ils doivent avoir leur mot à dire sur le marché. Pour ce faire, on pourrait créer des coopératives communautaires. J'encouragerai le gouvernement fédéral à financer certaines de ces initiatives. En outre, les réductions de la taxe sur le carbone contribueront à diminuer le coût du carburant et à régler d'autres problèmes dans l'industrie de la pêche.

● (1230)

[*Français*]

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, le discours du Trône annonçait une réduction des délais pour lancer des grands projets fédéraux.

Je suis très inquiète en ce qui a trait à l'environnement. Un point m'inquiète tout particulièrement: est-ce que le gouvernement va s'engager à respecter les conclusions du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement portant sur, entre autres, des projets pétroliers?

[*Traduction*]

Kent MacDonald: Monsieur le Président, je pense que le premier ministre a clairement indiqué que seuls certains projets feront l'objet d'une procédure accélérée. Les autres projets seront examinés dans le cadre du processus que nous avons suivi par le passé, de sorte qu'il y aura beaucoup de temps pour discuter de tout ce qui aura une incidence sur l'environnement.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue pour son élection. Comme son prédécesseur, Lawrence MacAulay, il est un ardent défenseur du secteur agricole. Étant lui-même producteur laitier, il comprend l'importance de la gestion de l'offre pour les agriculteurs canadiens. Mes collègues du Bloc québécois ont beau dire que la gestion de l'offre n'est pas protégée adéquatement, le fait est que le gouvernement a pris des mesures concrètes pour la soutenir, et je suis certaine que mon collègue peut en parler.

Alors que les conservateurs avaient réduit le financement dans la science agricole, le gouvernement libéral a réinvesti et réembauché des scientifiques pour soutenir l'innovation et la croissance. Les libéraux, qui soutiennent fermement les agriculteurs, continuent également d'investir dans le partenariat canadien pour l'agriculture. Mon collègue de Cardigan peut-il nous dire dans quelle mesure il est convaincu que le gouvernement libéral continuera à promouvoir et à protéger la gestion de l'offre?

Kent MacDonald: Monsieur le Président, je viens du secteur de la production laitière, où la gestion de l'offre a une grande incidence sur la qualité marchande et la rentabilité des exploitations. Le gouvernement a été très clair, et le ministre de l'Agriculture, un de mes collègues de l'Île-du-Prince-Édouard, a été très clair: la gestion de l'offre ne fera pas partie des négociations avec nos voisins du Sud. Je suis fier de la position du gouvernement dans ce dossier. L'agriculture de demain sera technologique, adaptée aux changements climatiques et dirigée par les agriculteurs, et le gouvernement est là pour faciliter le processus, et non pour l'entraver.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, félicitations! Vous avez fière allure dans ce fauteuil. Je félicite également le nouveau député de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le député a mentionné le budget de fonctionnement. Par égard pour ceux qui nous écoutent, pourrait-il définir ce qu'est un budget de fonctionnement et quelle partie du budget général cela représente, en dollars et en pourcentage?

Kent MacDonald: Monsieur le Président, il est difficile de répondre à cette question en 20 secondes. Cependant, comme je gère une entreprise laitière depuis près de 40 ans, je sais comment faire un budget. Un budget de fonctionnement et un budget fixe sont la bonne manière de gérer les finances du pays, et c'est ainsi que je gère les finances de mon entreprise.

Michael Guglielmin (Vaughan—Woodbridge, PCC): Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur et un privilège de m'exprimer pour la première fois dans cette Chambre historique en tant que député de Vaughan—Woodbridge.

Je suis certain que comme moi, les députés de tous les partis ont été impressionnés la première fois qu'ils se sont assis dans cette enceinte, qui est le symbole même de notre démocratie. C'est dans cette enceinte qu'on a débattu des questions qui ont modelé notre nation, qu'il s'agisse de notre politique nationale, de la crise de la circonscription en 1917, des pipelines en 1956, du drapeau canadien ou du libre-échange. Je suis certain que nombre d'entre vous seront d'accord pour dire que ce sentiment initial laisse instantanément place à une compréhension de la responsabilité que les députés ont envers les électeurs des collectivités qu'ils représentent.

Je tiens à remercier sincèrement les résidents de Vaughan—Woodbridge de m'avoir permis de les représenter dans cette enceinte. Ce siège à la Chambre est le leur.

Notre circonscription est dynamique, et près de la moitié de ses résidants revendiquent fièrement leurs origines italiennes, ce qui fait de notre collectivité l'un des plus grands pôles italiens du Canada. Notre circonscription compte également un nombre croissant de Vietnamiens, de Pendjabis et de Chinois, entre autres. C'est une collectivité très cosmopolite. Des petites entreprises florissantes de l'avenue Woodbridge et de Weston Downs aux rues tranquilles d'Islington Woods, en passant par les quartiers en pleine expansion de Vellore et les festivals culturels animés qui illuminent nos étés, Vaughan-Woodbridge témoigne des valeurs canadiennes immuables que sont la foi, la famille, la collectivité et le travail acharné. Je m'engage à défendre leurs intérêts et à donner vie à leurs espoirs à la Chambre.

Je tiens à rendre hommage à la personne la plus importante dans ma vie, mon épouse, Maria. Son amour et sa force soudent notre famille, tandis que nous élevons nos deux belles filles, Abigail et Hanna, et notre nouveau-né, James. Comme les députés le savent bien, nos conjoints jouent un rôle essentiel dans notre travail de parlementaires. Ils portent un fardeau invisible de la vie publique, et Maria le fait avec grâce.

Je tiens à remercier mes parents, Debbie et Bruno, qui m'ont montré l'exemple en se comportant toujours en adultes et en m'enseignant l'importance de la responsabilité. Je tiens également à remercier mon défunt grand-père Nico pour son travail acharné et sa persévérance, et pour m'avoir appris à toujours être autonome. Mes grands-parents ont immigré de Trévise, en Italie, dans les années 1950. Ils ont choisi le Canada, terre d'avenir où l'on pouvait oser rêver. Ils ont travaillé dur et ont fait de ce pays le leur. Je suis très fier de mes origines italiennes.

J'aimerais offrir mes remerciements les plus sincères à chacun des bénévoles de mon équipe de campagne pour leur travail colossal et leur engagement envers les principes de notre parti, car cela nous a aidés à remporter une victoire décisive. Ces principes nous enseignent que le rôle du gouvernement n'est pas de créer des obstacles, mais de favoriser l'action. Pourtant, depuis presque une décennie, une réglementation excessive, des dépenses inutiles et des impôts trop élevés entravent les occasions et la liberté économiques.

Je m'appuie sur des principes comme la liberté individuelle, la responsabilité personnelle, un gouvernement aux pouvoirs limités et la primauté du droit. Ce ne sont pas des principes abstraits, car ils servent de fondements à une société où tous les Canadiens et Canadiennes peuvent prospérer à l'abri de l'ingérence du gouvernement, ce qui leur permet de façonner leur propre destin.

En tant qu'ex-dirigeant de l'industrie de l'acier, j'ai pu constater moi-même à quel point la bureaucratie étouffe les travailleurs et les petites entreprises. Je suis ici pour les défendre, pour réduire les formalités administratives, réduire les taxes et impôts injustes et m'assurer que le gouvernement travaille pour les gens au lieu de leur mettre des bâtons dans les roues. Le rôle du gouvernement est avant tout de créer les conditions qui permettent aux gens de réaliser le rêve canadien, de donner à tous les Canadiens la possibilité de satisfaire leurs ambitions, pas de leur nuire en appliquant un contrôle serré et centralisé des secteurs de l'économie canadienne et en s'immisçant dans toutes les sphères de la vie.

Les gens de ma circonscription ont été clairs: ils veulent que le gouvernement livre des résultats, pas qu'il fasse de beaux discours. C'est pour cette raison que le discours du Trône laisse beaucoup à désirer. Un des enjeux les plus importants pour les gens de ma région est la montée de la criminalité. Vaughan—Woodbridge est une circonscription où des familles élèvent leurs enfants, où chacun connaît le nom de ses voisins et où le sentiment d'appartenance est fort. La montée de la criminalité, alimentée par les politiques laxistes du gouvernement, mine le sentiment de sécurité auquel les familles de Vaughan—Woodbridge et de tout le pays ont droit.

Le gouvernement aurait pu affirmer dans le discours du Trône qu'il allait s'attaquer aux criminels et régler ce problème en abrogeant les mesures législatives nuisibles comme le projet de loi C-5 et le projet de loi C-75. Il aurait pu s'engager à ajouter des peines minimales obligatoires pour les crimes graves et à mettre les intérêts des victimes devant ceux des criminels, mais il ne l'a pas fait.

Dans Vaughan—Woodbridge, les vols de voitures, les invasions de domicile et les introductions par effraction ne se comptent plus. Des propriétaires d'entreprise et leur personnel se sont fait braquer sous la menace d'une arme à feu, et il y a des femmes comme Sara, que j'ai rencontrée à Sonoma Heights et qui m'a confié que sa fille se sent toujours mal à l'aise de sortir seule la nuit. Les policiers de la région d'York font un travail exceptionnel et inlassable, mais la Chambre doit leur donner les outils nécessaires pour garder les criminels derrière les barreaux. En fait, nous avons l'obligation morale de le faire, car la sécurité des collectivités est à la base d'un Canada fort.

● (1235)

L'une des grandes priorités de mes concitoyens est le coût exorbitant de la vie qui frappe notre pays. Que ce soit lors de mes entretiens avec des travailleurs de la construction, lors de mon passage à Vici Bakery ou à Sweet Boutique ou lors d'une rencontre fortuite dans une épicerie locale comme Longo's, le message est le même: le coût de la vie est trop élevé et les gens, en particulier les jeunes, ont l'impression de ne pas pouvoir avancer.

Pendant la campagne, un jeune de 17 ans est venu me parler chez Fortinos. Il m'a dit qu'il ne pouvait pas voter, mais que son avenir était entre mes mains. Tout ce qu'il veut, c'est se marier, acheter une maison et fonder une famille. Il ne s'agit pas d'un rêve extravagant, mais de la promesse canadienne. Pourtant, pour beaucoup trop de jeunes, cela tient de l'utopie. Les idéaux ambitieux que sont l'accession à la propriété et le fait d'élever une famille ne devraient pas susciter des sentiments de frustration et de désespoir, car ils sont au cœur du contrat social dans un grand pays comme le Canada.

Nos jeunes sont notre avenir et, pendant trop longtemps, ils ont été ignorés. Le Canada doit les soutenir. Sinon, l'exode des cerveaux risque de se poursuivre, c'est-à-dire que nos jeunes talents vont quitter le Canada pour aller s'installer dans un autre pays où ils pourront en avoir plus pour leur argent et vivre la vie qu'ils souhaitent. Nous devons nous attaquer à ce problème rapidement si nous ne voulons pas tous en souffrir à long terme.

Le discours du Trône propose la création d'une toute nouvelle bureaucratie au lieu d'une réduction des formalités administratives qui ont fait grimper le coût des logements. Malgré l'arrivée d'un nouveau premier ministre et la nomination d'un nouveau Cabinet, le plan du gouvernement ressemble à la stratégie sur le logement de 90 milliards de dollars du gouvernement Trudeau, stratégie qui a fait doubler les prix en une décennie et qui a exclu les jeunes Canadiens du marché immobilier en raison des prix prohibitifs.

La semaine dernière, il a été révélé que le premier ministre avait proposé de nouvelles dépenses gouvernementales d'un demi-billion de dollars sans présenter de budget en bonne et due forme, ce qui ne s'était pas vu depuis des décennies en dehors de la période de la COVID. Cela représente une augmentation de 8 % des dépenses fédérales, dont une part importante est consacrée à la bureaucratie, aux consultants et aux entrepreneurs.

En tant que parlementaires, nous avons pour rôle de servir les Canadiens. Le gouvernement propose une nouvelle structure bureaucratique chargée du logement ainsi qu'un demi-billion de dollars de nouvelles dépenses sans présenter de budget en bonne et due forme, ce qui détourne l'attention des besoins des Canadiens pour se concentrer sur l'alourdissement d'un appareil gouvernemental déjà gigantesque. Comme la session parlementaire doit faire relâche pour l'été dans moins de trois semaines, il reste peu de temps pour débattre et étudier en profondeur toutes les propositions importantes. Des questions cruciales comme le logement et la responsabilité financière restent ainsi en suspens.

Les Canadiens méritent mieux. Les conservateurs sont déterminés à accorder la priorité aux Canadiens et seraient prêts à siéger pendant l'été pour que ces questions soient traitées adéquatement, en privilégiant la reddition de comptes au lieu d'un programme précipité. Il est temps de prendre des mesures audacieuses.

Je conclus en citant John Stuart Mill: « La valeur d'un État à la longue, c'est la valeur des individus qui le composent [...] » Bâtissons un Canada où la fille de Sara se sent en sécurité, où ce jeune homme chez Fortinos a les moyens de s'acheter une maison et où toutes les familles de Vaughan—Woodbridge et d'ailleurs au pays peuvent s'épanouir. Je suis ici pour me battre pour eux et tous les Canadiens.

● (1240)

Vince Gasparro (Eglinton—Lawrence, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le député de Vaughan—Woodbridge. Comme il le sait, j'ai beaucoup de respect pour lui et pour le parcours qui l'a mené jusqu'ici. Au cours de son intervention, il a parlé de l'augmentation de notre budget et de nos dépenses. En tant qu'ancien membre de l'industrie sidérurgique, n'approuve-t-il pas le fait que plus de 64 % de nos dépenses sont des dépenses en capital, des dépenses d'infrastructure, qui entraîneront l'utilisation de l'acier, du bois et des travailleurs canadiens?

Michael Guglielmin: Monsieur le Président, je félicite le député de son élection.

Ce que j'ai trouvé intéressant dans les dépenses proposées, c'est que, moins de 24 heures après que les libéraux ont déclaré que l'augmentation des dépenses serait plafonnée à 2 %, l'augmentation a déjà grimpé à 8 %. Je m'interroge simplement sur le fait que le gouvernement affirme que les choses vont changer, alors qu'il nous sert encore la même chose.

[*Français*]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, j'ai une question pour mon collègue conservateur par rapport à son discours.

Il parlait de questions économiques et budgétaires. On sait qu'un des premiers gestes de ce gouvernement, dès qu'il est arrivé à la Chambre, a été de dire qu'il allait baisser les impôts. Ensuite, le gouvernement a augmenté les dépenses et demandé plus d'argent pour le fonctionnement de ses opérations.

Or, aucun budget n'a été déposé. On ne sait pas quand on va en avoir un, mais il semble que ce ne sera pas avant l'été. Que pense mon collègue en voyant le gouvernement demander plus d'argent pour des dépenses alors qu'il propose des baisses d'impôts, mais sans qu'on ait de budget et sans savoir où on s'en va?

● (1245)

[*Traduction*]

Michael Guglielmin: Monsieur le Président, c'est là une question intéressante. Bien sûr, lorsque les Canadiens examinent leur budget familial, ils se rendent compte qu'ils doivent étudier minutieusement chaque dépense. Ils doivent élaborer et proposer un budget. Je me demande toujours pourquoi le gouvernement estime qu'il n'a pas à faire de même.

Absolument, si le gouvernement veut augmenter les dépenses d'un demi-billion de dollars ou, plutôt, s'il veut ajouter un demi-billion de dollars aux dépenses, il doit absolument présenter un budget. Il est inacceptable que le gouvernement ne le fasse pas.

Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a remporté sa campagne, et je l'en félicite. Hier, un grand festival italien avait lieu dans la ville de Vaughan.

Mon collègue sera sûrement d'accord pour dire que nos parents et nos grands-parents nous ont appris à vivre selon nos moyens, qu'ils nous ont fait comprendre qu'on ne peut pas dépenser 1 000 $ quand on a seulement 1 $ en poche. Pourtant, le gouvernement refuse de présenter un budget à la Chambre des communes.

Comment peut-on accomplir notre devoir sans savoir quel sera le résultat au bout du compte?

Michael Guglielmin: Monsieur le Président, je tiens à dire à ma collègue, la députée de King—Vaughan, que nous avons passé une merveilleuse journée à Vaughan, hier, à l'occasion du tout premier festival italien, qui donnait le coup d'envoi au Mois du patrimoine italien. Je félicite le maire et la Ville de Vaughan d'avoir organisé un événement aussi fantastique.

Pour répondre à la question de ma collègue, afin de prendre au sérieux les finances publiques, de nous attaquer sérieusement à l'équilibre budgétaire et d'améliorer la vie des Canadiens, le gouvernement doit présenter un budget dès que possible, c'est-à-dire avant la fin de la session parlementaire. Plus il tardera à agir, plus la situation se détériorera, plus il aura du mal à en reprendre le contrôle et plus le coût de la vie grimpera.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je suis certain que les députés d'en face apprendront à connaître le programme Maisons Canada, qui fera appel à la technologie canadienne, au bois d'œuvre canadien et à la main-d'œuvre canadienne, en plus d'être avantageux pour les consommateurs. Quand le député a parlé de logement, par contre, il ne semblait pas savoir que Pierre Poilievre, son chef, a seulement fait construire six maisons à l'époque où il était ministre du Logement.

Pourquoi le Parti libéral devrait-il accorder la moindre crédibilité à Pierre Poilievre et aux conservateurs quand il est question de logement?

Michael Guglielmin: Monsieur le Président, les députés se souviendront que, pendant la campagne électorale, Pierre Poilievre a parlé de la façon de créer les conditions nécessaires pour libérer le potentiel du secteur du logement, au lieu d'ajouter des couches de bureaucratie, ce qui s'avère être le nœud du problème.

Notre plan, ce serait d'aider les municipalités à créer les conditions propices au développement, et non d'ajouter de nouvelles couches de bureaucratie.

Matt Strauss (Kitchener-Sud—Hespeler, PCC): Monsieur le Président, je remercie les habitants de mon patelin, Kitchener-Sud—Hespeler, qui m'ont donné l'occasion de prononcer aujourd'hui mon premier discours à la Chambre des communes du Canada. Je m'engage à ne jamais oublier que ce siège, c'est le leur, et à les servir fidèlement tant et aussi longtemps qu'ils jugeront bon de me laisser l'occuper.

Je ne serais pas ici aujourd'hui sans l'amour et le soutien de mon épouse, Simone. C'est une brillante médecin et scientifique qui m'a donné les cadeaux les plus précieux: nos enfants, Penelope et Felix. Six mois avant les dernières élections, elle a failli mourir en mettant

L'Adresse

Felix au monde. Elle a passé quelques jours aux soins intensifs sous respirateur artificiel. Elle est maintenant de retour à la maison, à Hespeler, et c'est la meilleure mère au monde pour nos deux enfants. Je devrais être là-bas avec eux. Ils sont ce qu'il y a de meilleur dans ma vie.

De plus, ce fut pour moi un plaisir et un honneur d'être médecin dans ma collectivité au cours des 13 dernières années. J'ai cogné à des milliers de portes pendant la campagne et l'une des questions qu'on me posait le plus souvent, une question que je me suis aussi posée, était de savoir pourquoi diable je me lançais en politique? N'étais-je pas heureux d'être médecin? Ma réponse est que, oui, j'aime mon travail de médecin, et c'est vrai, le pays a besoin de médecins. Cela dit il me faudra environ 10 minutes pour expliquer en détail ce qui m'a poussé à me lancer. C'est lié à ma personnalité et à l'identité de Kitchener; alors voici mon explication.

L'histoire de ma famille est une histoire semblable à celle de bien d'autres à Kitchener. La famille de mon père s'est établie dans la région à l'époque où cette dernière s'appelait encore Berlin, Ontario. La famille arrivait de ce qu'on appelle aujourd'hui l'Allemagne. Lorsque la guerre contre l'Allemagne a éclaté, une centaine d'années plus tard, comme bien des Allemands établis à Kitchener, mon grand-père Strauss s'est enrôlé dans les fusiliers royaux écossais. À l'époque, le nom de famille et la langue maternelle importaient peu s'il fallait prendre la défense de notre pays fort et libre. Si le Canada existe encore aujourd'hui, c'est que des Canadiens tirant leurs origines de partout dans le monde ont toujours été prêts à défendre les intérêts du Canada. Ils ont mis leur vie en jeu pour défendre les valeurs canadiennes, comme la vérité, la force et la liberté.

Quant à ma mère, elle est arrivée de la Yougoslavie communiste dans les années 1960 en tant que réfugiée roumaine. Mon père servait dans les forces aériennes et, en son absence, nous parlions roumain à la maison. Dans ma jeunesse, j'entendais mes grands-parents dire dans cette langue qu'ils étaient pauvres chez eux, mais je n'avais aucune idée de l'ampleur de cette pauvreté jusqu'à il y a environ 10 ans, quand je suis allé avec mon grand-père dans son minuscule village, aujourd'hui situé à la frontière entre la Serbie et la Roumanie. Pas moins de la moitié des maisons étaient condamnées. Le village était envahi par les chiens errants et la mauvaise herbe. Nous sommes allés à la maison où ma mère est née. Dans cette maison d'environ 400 pieds carrés aux planchers de terre battue, il y avait deux pièces: une chambre à coucher avec quatre lits, et une cuisine où se trouvaient deux autres lits. Neuf personnes dormaient dans ces six lits. En me retrouvant dans ce que je ne peux malheureusement décrire que comme un taudis, c'est là que j'ai compris avec stupeur toute l'importance de ce que le Canada avait donné à ma famille.

Mon grand-père est l'une des personnes les plus intelligentes et les plus travaillantes que j'ai rencontrées. Lorsqu'il est arrivé au Canada, il ne parlait pas du tout l'anglais, il n'avait qu'une 6e année et il avait ses deux fillettes avec lui. Après avoir travaillé pendant 6 mois dans une usine à 1,09 $ l'heure, il a pu acheter une maison de 5 chambres à coucher au centre-ville de Kitchener pour 20 000 $. Cette maison vaut maintenant 1 million de dollars. Il va sans dire que ce genre de possibilités n'existent plus dans notre pays aujourd'hui.

Mon beau-frère, qui est âgé de 28 ans, a récemment terminé ses études d'ingénieur en mécatronique à l'Université de Waterloo. Il n'a nul espoir de pouvoir acheter cette maison avec son salaire d'ingénieur. Qu'est-il advenu de cette possibilité? Je crois sincèrement que mon grand-père a la réponse à cette question. Il a dû faire trois ans de service militaire en Yougoslavie, et il m'a toujours dit qu'il avait aimé la vie dans l'armée. Ce n'est qu'il y a quelques années que j'ai eu la curiosité de lui demander pourquoi, s'il avait tant aimé l'armée, il était retourné à l'agriculture dans le village. Il m'a répondu: « Parce que, Matthew, il était impossible de décrocher une promotion tant qu'on ne se joignait pas au parti », c'est-à-dire le Parti communiste. J'ai dit: « Vous qui étiez un homme ambitieux, grand-père, pourquoi ne vous êtes-vous pas joint au parti? » Il a répondu: « Parce que, Matthew, quand on est membre du parti, si le parti dit que ceci est noir », et il pointait du doigt la nappe blanche, « alors on doit dire que ceci est noir, même si en réalité, c'est blanc. »

Mon grand-père s'était exprimé dans sa cinquième langue. Je jure qu'il n'a jamais lu *1984*, de George Orwell, mais son explication correspondait en tout point à la scène du « deux et deux font cinq ». Je pense souvent à cette scène quand on me dit qu'un homme peut avoir une grossesse. Lorsque la vérité devient illégale, tout casse. Si l'on ne peut pas dire ce qui cloche avec le tracteur ou la digue ou l'hôpital ou le bureau des passeports, jamais on ne pourra rectifier la situation, et le problème va persister. Mon grand-père a refusé d'abandonner la liberté de dire la vérité et est retourné au village. Toutefois, quelques années plus tard, les exploitations agricoles ont toutes été socialisées, et la famine a fini par être si grave que mon grand-père a dû fuir.

J'ai entendu dans les universités des histoires sur le système de santé qui remontent à il y a 13 ans, et l'automne dernier, mon épouse, en proie à des saignements et souffrant de dépression post-partum, a passé six heures aux urgences en tenant dans ses bras un bébé de deux jours sans même qu'un médecin l'examine. Quand j'ai dit à l'infirmier au triage que j'allais emmener mon épouse à un autre hôpital dans la ville voisine, il a répondu: « Je vous en serais très reconnaissant, parce qu'il n'y a pas de place pour elle ici. » Quand une personne se rend aux urgences et qu'on la traite comme du bétail, comme c'est arrivé à mon épouse ce jour-là, elle n'a aucun recours. On est donc vraiment ravis que les gens aillent se faire soigner ailleurs.

Avec une agriculture socialisée, on se retrouve avec des files d'attente devant les soupes populaires. Or, des gens sont morts de faim alors qu'ils faisaient la queue devant des soupes populaires soviétiques. Avec des soins de santé socialisés, on se retrouve avec des files d'attente aux urgences, et je vous jure que des gens meurent dans les salles d'attente et dans les urgences aux quatre coins du pays en ce moment.

● (1250)

On pourrait penser que j'exagère et que j'entrevois le spectre du communisme là où il n'existe pas. Je souligne pourtant que nous venons de passer 10 ans avec un premier ministre qui, lorsqu'on lui a demandé quel gouvernement il admirait le plus, a déclaré que ce qu'il admirait le plus, c'était la dictature du Parti communiste chinois et qui, lorsque Fidel Castro est décédé, a encensé ce brutal dictateur communiste, en plus de toujours proposer davantage de socialisme, de planification centralisée et de déclarations autoritaires, mais moins de liberté de choix pour nous et nos familles, comme solution à tous les problèmes sociaux, y compris les soins dentaires, les services de garde, l'assurance-médicaments, les repas dans les écoles, les changements climatiques, etc.

Tout ce contrôle autocratique a atteint son paroxysme au cours de la pandémie. Les députés d'en face se sont carrément lancés dans le communisme. Ils ont enfermé les Canadiens chez eux. Ils ont gâché des mariages, des funérailles, des célébrations de Pâques, des bals de finissants et des fêtes de Noël. Ils ont fermé les frontières. Ils ont séparé des mères de leurs enfants et des frères de leurs sœurs. Ils ont privé la Chambre de ses droits historiques, ils ont dépensé 600 milliards de dollars de fonds publics sans budget et ils ont doublé la dette nationale pour payer des jeunes de 16 ans en bonne santé afin qu'ils restent assis dans leur sous-sol. À l'époque, comme aujourd'hui, ils ont fait tout cela au nom de la gestion de crise.

Des médecins, des professeurs et des journalistes qui ont dénoncé ces abus ont été pourchassés. Leurs licences et leurs emplois ont été menacés. Je le sais parce que cela m'est arrivé à l'Université Queen's, où j'enseignais. Jane Philpott, l'une des deux seules ministres à avoir dit la vérité sur le pouvoir de Justin Trudeau, m'a elle-même informé dans son bureau, celui qu'elle occupe en tant que doyenne, que l'administration était dans l'obligation de me harceler parce que j'avais « critiqué le gouvernement ». Je la cite textuellement.

Bien sûr, le premier ministre Trudeau et ses commissaires étaient à l'abri de tout cela. Il pouvait participer à des rassemblements de plus de cinq personnes si cela répondait à ses fins politiques, comme une manifestation pour George Floyd à Ottawa, et il l'a fait. Les libéraux se sont arrogé le pouvoir de censurer les nouvelles et de violer la liberté d'expression au nom de la lutte contre la mésinformation, tout en faisant la promotion de la mésinformation. Ils ont accordé de juteux contrats à leurs amis du milieu universitaire pour promouvoir leur mésinformation et ils ont versé des centaines de millions de dollars aux médias grand public pour promouvoir la version des faits du gouvernement. Ces trois institutions, c'est-à-dire le gouvernement, les médias et le milieu universitaire, ont des rôles importants à jouer dans la société pour se réglementer mutuellement. Cependant, dans le cadre du stratagème de corruption du gouvernement fédéral, ils se sont retrouvés dans la même situation que le boucher, le pâtissier et le fabricant de bougeoirs en mer dans la comptine anglaise; ils se sont retrouvés à mariner dans l'eau de bain les uns des autres.

Quand des Canadiens ordinaires sont venus à Ottawa pour dénoncer la violation de leur autonomie corporelle, de leur liberté de réunion et de leur liberté de circulation — des droits garantis par la Charte —, tous les membres du caucus libéral ont voté pour bafouer davantage leurs droits. Ils ont enfreint les articles 2 et 8 de la Charte en imposant la Loi sur les mesures d'urgence. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le juge Mosley de la Cour fédérale. Les libéraux ont bafoué les droits garantis par la Charte qu'ils prétendaient vénérer, puis ils en ont ri. L'actuelle ministre des Transports, en particulier, a bien rigolé à ce sujet.

Si nous ne pouvons pas dire la vérité aux libéraux qui sont au pouvoir, tout continuera à se dégrader. C'est pourquoi je devais venir ici. Je refuse d'être un rouage de leur machine brisée. J'espère que cette noirceur a bel et bien disparu avec l'ancien premier ministre, et j'implore le nouveau premier ministre de se tourner vers la lumière et de défendre les valeurs inscrites dans notre hymne national, soit la vérité, la force et la liberté. J'ai lu son livre. Il s'intitule *Values*, et j'ai le regret de dire à la Chambre que la liberté ne fait pas partie des valeurs dont traite le livre.

Le fait de déguiser les plans socialistes des libéraux en banquier aux bas bruns trompera peut-être certaines personnes, mais pas les communautés multiculturelles de Kitchener-Sud—Hespeler. Ce sont les Roumains, les Albanais, les Polonais, les Ukrainiens, les Serbes, les Croates, les Lituaniens, les Vénézuéliens, les Chinois, les Somaliens et les Éthiopiens qui ont vécu sous un régime socialiste, qui reconnaissent ce qu'ils observent et qui n'aiment pas cela qui m'ont élu. Ils sont venus ici en quête de liberté, et pas n'importe quelle liberté, mais bien celles qui existent au Canada.

Ces libertés sont les nôtres, mais elles ne nous appartiennent pas en propre, et il ne nous revient pas de les balayer du revers de la main. Ces libertés ont été défendues à Runnymede et inscrites dans la Magna Carta. Elles ont été défendues lors des guerres civiles anglaises et de la Glorieuse Révolution et elles ont été inscrites dans la Déclaration de droits. Elles ont été défendues lors des guerres mondiales et promulguées dans la Déclaration canadienne des droits de M. Diefenbaker. Mes deux grands-pères, comme tous nos grands-parents, se sont battus pour ces libertés que nous incarnons tous.

Je suis ici pour dire la vérité à ceux qui sont au pouvoir au nom des habitants de Kitchener-Sud—Hespeler, voilà pourquoi je suis ici. Je serai heureux de recommencer à pratiquer la médecine et à enseigner lorsque je pourrai à nouveau pratiquer librement et que nous pourrons tous recommencer à vivre librement. Que Dieu protège le Canada, nos foyers et nos droits.

● (1255)

Bruce Fanjoy (Carleton, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face d'avoir si bien montré pourquoi le Parti libéral a été réélu afin de former le gouvernement du Canada.

Les Canadiens sont des gens raisonnables. Ils croient aux faits et à la science, et ils estiment qu'un gouvernement doit chercher à améliorer leur vie. Malheureusement, j'ai entendu beaucoup d'absurdités. En ce qui concerne la santé, je me demande si le député n'aurait pas mieux fait de se porter candidat au Parlement provincial plutôt qu'au Parlement fédéral.

Matt Strauss: Monsieur le Président, beaucoup de gens croient à tort que le gouvernement fédéral n'a aucun rôle à jouer dans les soins de santé. Ce n'est évidemment pas le cas. La Loi canadienne sur la santé est un document fédéral. L'Agence de la santé publique du Canada est évidemment une agence fédérale. Lorsque nous constatons des problèmes semblables de Victoria à St. John's, à Terre-Neuve, il y a généralement une seule explication et, dans ce cas-ci, il s'agit bien du gouvernement fédéral.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je félicite le député de Kitchener-Sud—Hespeler. Il y a beaucoup de nouveaux députés à la Chambre et je leur souhaite tous la bienvenue et la meilleure des chances dans leur travail ici au nom de leurs concitoyens.

Je tiens à demander au député s'il est d'avis que notre système de santé devrait être aboli et que la Loi canadienne sur la santé devrait être abrogée, étant donné qu'ils représentent le socialisme.

Je pense que les Canadiens et notre social-démocratie ont merveilleusement réussi à combiner la libre entreprise et un système qui fonctionne pour tous les Canadiens en associant le souci de faire le plus grand bien au plus grand nombre de personnes et à ne pas laisser les forces du marché faire grimper le coût des soins de santé. Le système de santé américain, par exemple, entraîne des coûts plus élevés et produit de pires résultats en matière de soins de santé.

Matt Strauss: Monsieur le Président, il me faudrait plus de 30 secondes pour parler de cette question. Le pire système de santé de l'OCDE est celui des États-Unis. Je suis désolé de dire que le système de santé canadien le suit de près. Quand on regarde la France, l'Allemagne, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande, on constate que, partout dans le monde, d'autres pays développés sont capables de combiner libre marché et régime d'assurance publique, ce qui est la solution que je préconise, plus efficacement que nous le faisons dans notre système.

● (1300)

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, beaucoup d'éléments dont le député a parlé ont été soulevés lors de la campagne, en particulier par ceux qui ont grandi dans les pays de l'Europe de l'Est, où ils ont été témoins de la montée du socialisme, de la perte progressive de leurs droits et libertés, de la propagande médiatique, du contrôle d'Internet et de ce que l'on peut voir et dire en ligne et, enfin, de la confiscation des armes à feu de citoyens respectueux des lois. Ce que j'ai entendu dans ma circonscription ressemble beaucoup aux arguments que le député a entendus dans la sienne. Je me demande s'il peut nous en dire un peu plus à ce sujet.

Matt Strauss: Monsieur le Président, j'ai effectivement entendu de telles choses. Le père de mon meilleur ami vient de la Tchécoslovaquie. Il s'est enfui pendant le Printemps de Prague. Il nous a dit qu'il se sentait mal pour nous, qu'il n'avait jamais vécu sous l'Union soviétique ce qu'il a vécu sous le gouvernement libéral pendant la pandémie. Ce sont ses mots, pas les miens. De même, lorsque je faisais du porte-à-porte dans ma collectivité, j'ai rencontré une Roumaine qui faisait littéralement ses valises pour retourner en Roumanie à cause de ces atteintes à ses libertés fondamentales.

L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.): Monsieur le Président, je tiens d'abord à dire que vous paraissez bien dans le fauteuil. J'ai hâte de travailler avec vous.

C'est un honneur et un privilège de représenter les bonnes gens de la circonscription de Waterloo. Je tiens à souhaiter la bienvenue à mon collègue et ami, je l'espère, qui représente également la région de Waterloo.

Aujourd'hui, nous sommes saisis d'un amendement au discours du Trône. Je crois que le discours a été très bien accueilli. En ce qui concerne nos familles et les endroits d'où viennent les gens, j'aimerais savoir si le député voit quoi que ce soit dans le discours qui ne constitue pas une bonne vision pour le Canada. Croit-il que nous pouvons réaliser cette vision et croit-il que, peu importe nos allégeances politiques, nous pourrons travailler ensemble?

Matt Strauss: Monsieur le Président, je tiens d'abord à assurer à la députée de Waterloo que je la considère comme une amie. Elle représente maintenant mes parents à la Chambre, car ils ont déménagé à Waterloo, et elle y fait du bon travail.

J'ai écouté le discours du Trône et je l'ai lu attentivement. J'ai trouvé ce discours truffé de platitudes. Les objectifs qui y sont énoncés sont excellents, mais je n'ai rien vu de concret sur la manière de les réaliser. Cela dit, le principal problème, c'est que le gouvernement n'a présenté aucun budget.

L'Adresse

[*Français*]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord vous indiquer que je vais partager mon temps de parole avec mon collègue le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères.

Je me permets maintenant de faire un retour sur le discours du Trône. Je ne cacherai pas que le Bloc québécois est extrêmement inquiet du virage que prennent actuellement les libéraux. Ils ont littéralement laissé tomber la lutte contre les changements climatiques alors qu'ils devraient en faire beaucoup plus. En campagne électorale, les libéraux ont confirmé leur intention d'abandonner une bonne partie du plan d'action climatique du gouvernement précédent. Ils ont abandonné la tarification du carbone pour les consommateurs sans la remplacer par une autre mesure. Même l'Organisation de coopération et de développement économiques affirmait que c'était une excellente mauvaise idée que d'abolir cette taxe-là.

On a aussi assisté à l'envoi de chèques électoraux d'un montant de 3,7 milliards de dollars à l'ensemble des Canadiens, sauf les Québécois et les Québécoises, malgré le fait que ces derniers avaient payé 800 millions de dollars pour compenser l'abolition d'une taxe sur le carbone. C'est une taxe qui n'existait plus et que le gouvernement a voulu compenser.

À cela s'ajoutent des projets de pipelines de pétrole et de gaz. Le gouvernement précédent s'était engagé à abolir les subventions pour le pétrole et le gaz, mais, maintenant, on n'entend plus un mot de la part des libéraux à ce sujet. Je rappellerai que, en 2024, ce sont quand même 30 milliards de dollars de subventions qui ont été versés à l'industrie pétrolière et gazière, pour un total de 75 milliards de dollars en cinq ans.

Les libéraux ont aussi mentionné l'idée d'abolir le plafond d'émissions pour le secteur pétrolier et gazier, soit le secteur le plus polluant au pays. Ils ont aussi proposé d'affaiblir les évaluations environnementales pour favoriser l'approbation de pipelines. Ça, c'était avant les élections. Depuis les élections, on assiste encore une fois au festival de l'irresponsabilité climatique qui se poursuit, tant chez les libéraux que chez les conservateurs.

Actuellement, il y a de graves feux de forêt au Manitoba. Il y a près de 70 feux et des milliers de gens ont été évacués. Le gouvernement semble en faire totalement fi pour favoriser le développement et la poursuite de l'expansion du secteur pétrolier et gazier au pays.

On retrouve également ce qui suit dans le discours du Trône. Le discours du Trône mentionne qu'il y a des défis importants en matière de changements climatiques qui font naître des incertitudes sur tous les continents. Je répète « changements climatiques », parce que c'est la seule référence dans le discours du Trône aux changements climatiques. Ce n'est pas compliqué: les changements climatiques ont actuellement disparu du discours de M. Carney.

Comme solution à la crise climatique...

● (1305)

Le vice-président: Je rappelle au député qu'il n'est pas permis de nommer le premier ministre, car il faut désigner les députés par leur titre.

Le député de Repentigny a la parole.

Patrick Bonin: Monsieur le Président, cette erreur est due à mon inexpérience. Je ne recommencerai plus et j'espère qu'on me pardonnera.

Comme solution à la crise climatique, le gouvernement propose de propulser les projets dits d'intérêt national. Il annonce maintenant ces projets, qu'il ne nomme pas. Toutefois, tout le monde sait très bien que le gouvernement parle entre autres de pipelines, de pétrole et de gaz.

Dans le discours du Trône, on affirme que l'élimination d'obstacles devra permettre de bâtir une stratégie industrielle, de faire du Canada une « superpuissance en matière d'énergie verte et conventionnelle ». L'énergie conventionnelle, nous comprenons maintenant que c'est le pétrole et le gaz. Une telle approche est complètement incohérente avec la lutte contre les changements climatiques.

Comme nous le notions pendant les élections, le gouvernement veut continuer de soutenir la croissance du pétrole des sables bitumineux, du pétrole en général, du gaz et des pipelines. Nous voyons clair dans le jeu du gouvernement. Aujourd'hui même, le premier ministre du Canada rencontrait les premiers ministres des provinces et, avant de les rencontrer, il s'est assis avec les PDG de l'industrie pétrolière et gazière et avec Mme Danielle Smith, la première ministre de l'Alberta.

Or, le Canada est déjà le quatrième producteur mondial de pétrole et de gaz. C'est déjà une superpuissance énergétique. Soyons clairs, actuellement, nous subissons les effets dévastateurs des feux de forêt en cours. Ils nous rappellent que ce n'est pas dans l'intérêt national d'envenimer la crise climatique et de construire de nouveaux pipelines de pétrole et de gaz. Il faut plutôt abandonner rapidement les énergies fossiles.

Or, le gouvernement fait le contraire. Il propose de réduire les délais d'approbation pour les grands projets fédéraux et de faire passer de cinq ans à deux ans le délai d'approbation grâce à la mise en place d'un bureau des grands projets fédéraux. Évidemment, on s'attend à ce que les évaluations environnementales en pâtissent. Quel sera le rôle de ce bureau par rapport à l'Agence d'évaluation d'impact du Canada? Ce qu'on constate, c'est que, désormais, il s'agira de faire l'approbation de projets avant de faire des évaluations.

Le gouvernement souhaite créer un corridor énergétique sans embûches réglementaires en affaiblissant les évaluations environnementales pour procéder plus rapidement. C'est l'environnement et la souveraineté environnementale et territoriale du Québec et des provinces qui risquent d'en faire les frais. Au Bloc québécois, nous pensons qu'il est essentiel que tout projet d'infrastructure majeur soit soumis à une évaluation environnementale complète et rigoureuse et qu'il obtienne l'approbation du Québec et des provinces, surtout quand il s'agit de projets pétroliers et gaziers. Évidemment, nous ne laisserons pas le gouvernement passer un pipeline sur le corps du Québec.

En matière de lutte contre les changements climatiques, l'attitude actuelle du gouvernement est complètement irresponsable. De plus, le gouvernement affirme le bien-fondé des projets au regard du bien commun, encore une fois avant même d'évaluer lesdits projets. Le gouvernement doit comprendre qu'il n'y a pas de voie rapide vers l'acceptabilité sociale. Il faut prendre le temps de mener des consultations libres et éclairées. À cet égard, il est nécessaire de réaliser une étude d'impact environnemental en bonne et due forme afin de comprendre les conséquences environnementales, sociales et économiques des projets. De plus, cela doit absolument inclure une évaluation d'impact climatique. Avant même de déterminer si un projet est dans l'intérêt national, il faut évaluer l'impact climatique. Évidemment, tout ça doit se faire en collaboration avec les Autochtones, les provinces et les populations concernées.

Maintenant, on nous parle de l'approche « un projet, une évaluation ». Au Bloc québécois, nous exigions en effet que le gouvernement fédéral ne fasse pas en double les évaluations environnementales québécoises comme il l'a fait pour le projet Énergie Saguenay de GNL Québec, où il a poursuivi son évaluation après le rejet du projet par Québec.

Le gouvernement fédéral doit certainement assumer ses responsabilités, mais seulement dans ses champs d'évaluation très précis, qui sont délimités par la Loi sur l'évaluation d'impact, et lorsque ça relève des compétences du fédéral. Il ne doit pas empiéter sur les compétences de la province.

À cet égard, lorsque le gouvernement dit qu'il veut adopter l'approche « un projet, une évaluation », nous nous demandons comment il pourra le faire, parce que, au Québec, nous avons des lois qui sont très claires. Un pipeline de plus de 2 kilomètres est soumis à la procédure d'évaluation environnementale de Québec et doit être évalué par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement du Québec, ou BAPE. Ça fait déjà une évaluation. On se demande comment le fédéral fera pour avoir une seule évaluation si c'est Québec qui est déjà chargé de le faire.

En matière de protection du territoire, le gouvernement a réitéré son engagement à protéger 30 % du territoire et des mers pour 2030. Pour être crédible, par contre, le gouvernement doit immédiatement cesser d'encourager le développement de forages extracôtiers, qui menacent la biodiversité marine. En effet, le premier ministre a appuyé tout récemment la mise aux enchères de 85 000 kilomètres carrés de permis d'exploration pétrolière en milieu marin au large des côtes de Terre-Neuve. Ottawa juge que ce geste en faveur d'une expansion de l'exploitation des énergies fossiles est cohérent avec la lutte contre la crise climatique, alors que certains permis empiètent même sur une zone de protection de la biodiversité marine.

● (1310)

Si le gouvernement fédéral veut contribuer à la protection du territoire, qui ne lui appartient pas, il doit plutôt bonifier les montants accordés par le truchement de l'accord Canada-Québec sur la nature et faire passer sa contribution de 100 millions à 300 millions de dollars, comme le Bloc québécois l'a suggéré dans sa plateforme en 2025.

On ne peut pas prétendre qu'un projet est dans l'intérêt national si la population n'a pas été consultée et ne s'est pas positionnée. Qu'est-ce qui fait qu'un projet est d'intérêt national? Pourquoi un projet majeur de pétrole et de gaz prendrait-il le dessus sur d'autres projets d'intérêt beaucoup plus grand, comme de vastes projets de développement d'électricité, d'énergies vertes ou de transports collectifs?

Le financement que le gouvernement fédéral investira probablement dans l'industrie pétrolière et gazière pourrait plutôt être mis à profit pour développer, solidifier et renforcer les actifs et les services en transports collectifs, que ce soit pour le tramway de Québec, la ligne bleue de Montréal, les trains jusqu'en Gaspésie ou les réseaux entre les villes. Ces projets, qui ont énormément besoin d'appui, peuvent être de vrais projets d'intérêt national et constituer une vision cohérente avec les défis du XXI^{e} siècle. Dans sa plateforme, le Bloc québécois proposait d'ailleurs un chantier de transport collectif.

C'est certain que lorsqu'on entend parler d'un pipeline vers l'est pour diversifier les marchés, on se demande quels sont ces marchés alors qu'aucun pays européen n'a levé la main pour acheter du pétrole qui, de toute évidence, ne coulerait pas avant plusieurs années et pour lequel le marché est en décroissance.

Il est clair que nous sommes favorables au développement des énergies vertes, de l'efficacité énergétique, du transport collectif, de l'électrification des transports, de la sobriété énergétique ou des bâtiments verts. Développer les énergies fossiles, les pipelines, le pétrole des sables bitumineux et le gaz avec l'argent public, nous y sommes défavorables.

Ce que nous proposons, c'est une vision. Nous espérons que le gouvernement va redevenir crédible parce que, malheureusement, en matière de lutte contre les changements climatiques, il ne l'est pas. Actuellement, on voit la crise avec les feux de forêt qui font rage partout au Canada et avec les gens qui sont évacués. Nous demandons au gouvernement d'être responsable. Le Bloc québécois va se tenir debout pour être certain que le gouvernement prenne enfin la crise climatique au sérieux.

Caroline Desrochers (Trois-Rivières, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je félicite mes collègues de tous les partis pour leur élection ou leur réélection. Ensuite, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je tiens à remercier mes concitoyens et mes concitoyennes de Trois-Rivières de leur confiance. C'est la première fois en 45 ans qu'une députée libérale fédérale est élue à Trois-Rivières. C'est un privilège de représenter mes concitoyens et mes concitoyennes de Trois-Rivières ici, à la Chambre. J'espère que nous pourrons travailler tous ensemble.

Lors des dernières élections, les Québécois et les Canadiens se sont prononcés très clairement. Ils nous ont dit ce qu'ils attendaient de ce gouvernement, notamment de rendre la vie plus abordable. C'est pour ça que la première mesure que nous avons mise de l'avant a été une réduction d'impôt pour 22 millions de Canadiens et de Québécois.

Mon collègue trouve-t-il que c'est une bonne idée de mettre plus d'argent dans les poches des gens de Repentigny?

Patrick Bonin: Monsieur le Président, ce qui est certain, c'est que les citoyens et les citoyennes de Repentigny se font actuellement prendre de l'argent directement dans leurs poches, entre autres à cause de l'augmentation des événements climatiques extrêmes, et ils ne sont pas les seuls. Le Bureau d'assurance du Canada a dit que l'année dernière était une année record en ce qui concerne les impacts financiers des conditions climatiques, et ce, partout au Canada. Cela se répercute lorsqu'on voit des inondations, sur le coût de l'épicerie, sur les frais de santé. Cela se répercute partout.

Le Bloc québécois est complètement d'accord pour que le gouvernement devienne sérieux dans la lutte contre les changements climatiques et pour faire en sorte qu'on arrête de payer pour les conséquences des événements climatiques liés au pétrole et au gaz.

Cela dit, nous avons été clairs sur l'importance pour le gouvernement de présenter un budget avant d'augmenter les dépenses déjà faramineuses pour lesquelles nous n'avons aucun éclairage. Si le gouvernement veut présenter un budget, nous évaluerons les propositions. Pour l'instant, selon nous, c'est de l'irresponsabilité financière.

● (1315)

[*Traduction*]

David Bexte (Bow River, PCC): Monsieur le Président, l'un des principes dans mon l'industrie, c'est de toujours mesurer le comportement futur en fonction du rendement passé. Nous n'avons pas été en mesure de développer nos infrastructures énergétiques d'un océan à l'autre, et il y a un manque de corridors et de pipelines. Je me demande si le député pourrait expliquer comment on arrivera à développer les infrastructures énergétiques dans l'ensemble du territoire canadien.

[*Français*]

Patrick Bonin: Monsieur le Président, lorsqu'on examine ce que proposent les plus grandes agences internationales, dont l'Agence internationale de l'énergie, en matière de carboneutralité, il est très clair qu'il y a actuellement à l'échelle mondiale de l'irresponsabilité de la part des gouvernements. En effet, ces derniers continuent d'augmenter leurs investissements et d'approuver davantage de projets pétroliers et gaziers sur la planète. Or, il faudra être sérieux dans la lutte contre les changements climatiques si on veut respecter les accords, entre autres l'Accord de Paris sur le climat.

Pour le Bloc québécois, la question n'est pas de savoir s'il y a suffisamment de pipelines, de pétrole ou de gaz au pays. Oui, il y en a déjà bien amplement. En fait, le Canada produit actuellement deux fois plus de pétrole qu'il n'en consomme. Des projets de pipelines et de gazoducs traversant le Québec ont déjà été rejetés parce qu'il n'y avait pas d'acceptabilité sociale et parce que les gouvernements ont déclaré que ces projets menaçaient la transition énergétique à l'échelle mondiale, ainsi que la biodiversité.

Nous demandons à l'opposition officielle de nous dire ce qu'elle prévoit faire pour la lutte contre les changements climatiques et ce qu'elle propose comme projets et comme transition pour accompagner les travailleurs. Se cacher la tête dans le sable et extraire davantage de pétrole et de gaz n'est aucunement dans l'intérêt des travailleurs et des...

Le vice-président: Nous poursuivons la période de questions et observations.

La députée de Laurentides—Labelle a la parole.

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, nous allons dénoncer l'incohérence, car la quête du Bloc québécois n'est pas de se préparer pour les prochaines élections.

Il y a la pression exercée par les lobbies et la nécessité de maintenir l'économie, mais pendant ce temps, la planète brûle. Mon collègue vient tout juste de mentionner qu'on faisait fi des changements climatiques.

J'aimerais lui poser une question: ne serait-il pas temps de se demander combien les changements climatiques nous coûtent, plutôt que de continuer à subventionner qui de droit au nom de l'économie?

Patrick Bonin: Monsieur le Président, il semble en effet qu'au Canada, la seule vision mise de l'avant consiste à vouloir éliminer la tarification du carbone. Il faut comprendre que si le gouvernement élimine la tarification du carbone, c'est l'ensemble de la population qui devra assumer les coûts liés aux impacts des changements climatiques, du pétrole et du gaz.

Au Bloc québécois, nous estimons que ce sont les industries qui devraient assumer les coûts liés aux impacts climatiques, car si les grands émetteurs et pollueurs ne paient pas, la facture est refilée aux citoyens. On parle de coûts économiques, sociaux, environnementaux et de santé majeurs, et le gouvernement doit se responsabiliser.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, avant de commencer de façon plus officielle mon discours, je tiens à remercier les électeurs de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, qui m'ont accordé leur confiance pour une quatrième fois à cette élection. Je pense que c'est un grand privilège que la population m'a accordé. Ce n'est pas un privilège que je prends à la légère. Je tâcherai de faire honneur aux citoyens de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères.

Comme le débat d'aujourd'hui porte sur le discours du Trône et que mon chef m'a confié le dossier de la monarchie, je me permettrai de m'attarder davantage sur ce volet dans ma prise de parole d'aujourd'hui.

Aux dernières élections, il y a beaucoup de Québécois qui, selon l'expression, se sont pincé le nez et ont décidé de voter libéral. Or, au lendemain des élections, quelle a été la première action de ce gouvernement? Pour remercier les Québécois, il nous a fait une belle surprise, il a invité le roi. Quand j'ai vu ça, je me suis dit que ça n'avait pas de bon sens, qu'il riait de nous, qu'il nous narguait, qu'il y avait quelque chose qui se passait et que ça n'avait pas d'allure. Pourtant, non, le monsieur était sérieux et ce n'était pas une plaisanterie.

On sait que les Acadiens ont été déportés parce qu'ils refusaient de prêter serment au roi. On sait qu'après la Conquête, on a imposé ce qu'on appelait le serment du Test aux nouveaux conquis pour qu'ils renient leur foi catholique en échange de pouvoir exercer des fonctions dans l'État. On sait que les patriotes, en 1837-1838, ont été pendus au nom de la monarchie. Pourtant, après tout ça, on vient dire aux Québécois d'être Canadiens et de voter pour le Canada. Après l'élection, cependant, est-ce que ça leur dit de faire une belle fête payée par leurs impôts, d'assister à une belle parade royale et d'inviter Charles III? Si tel avait été le discours libéral à la dernière élection, j'ai comme l'impression qu'il y aurait eu moins de députés libéraux.

Le roi, on ne se le cachera pas, c'est l'incarnation vivante de la vieille oppression coloniale. Si le premier ministrea décidé de faire venir le roi, c'est parce que, pour lui, le pouvoir royal, ce n'est pas juste une vieille relique insignifiante. Pour lui, ça veut dire quelque chose, c'est important. On n'invite pas le roi pour rien.

Les nations, ça se bâtit sur des symboles, qui sont une façon d'exprimer ce qu'on est. Le choix d'inviter le roi est une façon d'assumer ce fameux symbole que les Québécois rejettent, de le leur rappeler et de leur mettre en plein visage. Pourtant, on commençait à l'oublier, puisque ça fait un demi-siècle qu'on n'a pas eu de présence monarchique au Parlement. À une certaine époque, quand j'étais étudiant à l'université, j'ai suivi un cours de droit constitutionnel durant lequel on m'a expliqué que si on n'utilise pas un pouvoir pendant trop longtemps, il s'y accumule un genre de poussière, et le pouvoir finit par sentir la poussière et par tomber en désuétude. C'est un peu comme quand on a une vieille auto qu'on laisse dans le fond de notre entrée et que la rouille l'attaque. À un moment donné, elle ne bouge plus et elle est juste bonne pour la ferraille. C'est à peu près la même comparaison.

Il s'est d'ailleurs produit comme une forme de rupture récemment. Je dis récemment, mais ça date quand même d'avant ma naissance, ce qui, à l'échelle de l'histoire canadienne, pourrait vouloir dire récemment. En 1982, il y a eu le fameux rapatriement de a Constitution. En passant, il s'est fait contre le Québec, mais ça, c'est une autre histoire. À l'époque, qu'est-il arrivé? La reine est partie de Londres et est arrivée avec la Constitution, pour dire que ce n'était désormais plus à elle, mais à nous. C'était une forme de reddition, quelque part, parce que depuis ce temps, on ne l'a pas revue.

Maintenant, grâce aux libéraux, on vient de reculer de 100 ans. Des journalistes ont demandé au premier ministre pourquoi il avait invité le roi. Il était un peu surpris de la question et il ne comprenait pas pourquoi on la lui posait, puisque, pour lui, la réponse semblait bien évidente. En effet, il a répondu que, pour lui, c'était un signe de souveraineté face aux États-Unis. Il faut alors se demander de quelle souveraineté il s'agit, car ce n'est pas de la nôtre, en tout cas. La souveraineté dont il est question ici, c'est celle du souverain.

Selon moi, faire venir un monarque étranger n'est pas un signe de souveraineté. C'est plutôt un signe d'assujettissement et de soumission. La preuve en est l'ordre dans lequel ils marchaient quand le roi est arrivé. L'ordre de marche voulait tout dire. En première rangée, il y avait le roi. Ensuite, derrière, venaient la gouverneure générale et, en dernier, le premier ministre. Plus on est légitime, plus on est en arrière.

C'était la même chose pour les députés. Quand le roi est arrivé au Sénat, assis sur son trône, les sénateurs non élus étaient assis confortablement à leurs pupitres et les députés, élus par le peuple, étaient pour leur part à l'entrée.

● (1320)

C'est honteux. On n'est plus au Moyen Âge. Face à cela, le gouvernement a dit qu'il fallait qu'il envoie un message à l'intention du président Trump. Le message envoyé par le gouvernement au président Trump, grosso modo, c'est qu'il ne peut pas être son sujet parce qu'il est déjà le sujet de quelqu'un d'autre. Il a déjà un maître et c'est le roi d'Angleterre. On est bien parti. La prochaine étape pourrait être de remplacer le drapeau par l'*Union Jack* ou de remplacer l'hymne national par *God Save the King*, tant qu'à y être.

En fait, c'est quand même incroyable que, 150 ans après sa création, le Canada soit toujours un pays qui est incapable d'exister par lui-même. Il a absolument besoin de raviver son vieux lien colonial pour justifier son existence. Voulons-nous vraiment être des valets, un sous-pays? À un moment donné, je pense que le Canada a lui aussi le droit d'évoluer.

On nous dit qu'il fallait inviter le roi parce qu'on voulait montrer qu'on est différent des États-Unis. Si le fait d'avoir un roi est la seule différence entre le Canada et les États-Unis, cela ne va pas bien. Il faut vraiment être désespéré. En fait, cela en dit long sur l'insécurité identitaire du Canada anglais. Il n'est pas capable de se tenir debout sans béquille. Si on a besoin du roi pour se tenir debout, c'est qu'on est vraiment fragile. Au Québec, nous n'allons pas nous mettre à inviter Emmanuel Macron pour nous définir. Nous savons que nous sommes Québécois. Nous savons qui nous sommes.

Par la suite, on a vu le député de Saint-Maurice—Champlain dire que ce jour-là était un grand jour pour le Canada, que le monde avait les yeux tournés vers le Canada. Il ne se pouvait plus. Les Bédouins du Sahara, ils retenaient leur souffle en regardant cela. En Ukraine, dans les tranchées, ils ont arrêté les combats, il fallait qu'ils regardent le discours du roi. Au Vatican, à Jérusalem et à la Mecque, ils ont arrêté leurs prières; voyons donc. À part le Royaume-Uni, qui s'intéresse à un vieux courbé venu lire le texte de quelqu'un d'autre? Je dirais: à peu près personne. C'est vraiment n'importe quoi. Quand on dit « le monde », ce qu'on veut dire, c'est « le Royaume-Uni ». C'est à peu près rien que là que les gens ont dû s'intéresser au discours du roi. Cela témoigne d'une vision anglocentriste du monde. Pour eux, le monde, c'est l'anglosphère. Le monde tourne autour de leur nombril.

L'invitation au roi, c'est surtout une manifestation du vieux fond loyaliste canadien-anglais. Le Canada anglais a été fondé par des loyalistes qui ont quitté les États-Unis après leur indépendance, il y a de cela 250 ans. Ils ne voulaient pas être dans une république, dans un État souverain. Ils ont décidé de se sauver au Canada, où il y avait encore un roi. Après, ils ont tenté de nous faire disparaître par tous les moyens possibles. C'est devenu le pays des orangistes. Il y a eu la mise en application du rapport Durham, la répression des Métis dans le sang, la pendaison de Louis Riel, l'interdiction du français dans toutes les provinces canadiennes. La réalité, c'est que le Canada est un pays qui s'est construit sur notre exclusion et notre minorisation. C'est ça, la réalité. Là, le Canada est en train de nous dire qu'il n'a pas changé, qu'il a toujours les mêmes royalistes.

Le fameux romantisme monarchique que nous voyons en ce moment est célébré dans la nostalgie du Canada loyaliste du bon vieux temps. On comprendra que je n'ai pas trop envie de faire le *party* avec eux. Je ne comprends pas qu'ils se demandent comment il se fait que le Québec n'embarque pas avec eux et que nous ne célébrons pas comme tout le monde tout ce que je viens de raconter. Ce sont des horreurs en fait.

Je vais leur proposer quelque chose. Qu'ils fassent leur *party* monarchique. Qu'ils s'amusent. Qu'ils dépensent leurs taxes tant qu'ils veulent pour des couronnes et des babioles. Qu'ils le fassent dans leur coin, par exemple. Nous, de notre côté, nous allons aller faire notre pays. Ma proposition ressemble tout simplement à cela. J'espère que cela va trouver un grand appui à la Chambre. Je pense que cela va être la solution au conflit que nous vivons présentement.

● (1325)

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous faisons face au manque de respect envers les Québécoises et les Québécois.

Le député d'en face vient de traiter les Québécois de peureux et de lâches. Il a dit que les Québécois ont bouché leur nez avant de voter libéral. C'est un manque de respect total envers les libéraux. Je ne sais pas si je peux exiger, au nom des libéraux, des excuses de mon collègue. Les Québécois et les Québécoises ne sont pas des lâches. Les Québécoises et les Québécois votent depuis des années. Les Québécoises et les Québécois ont choisi un gouvernement libéral sur qui ils peuvent compter.

Je demande à mon collègue d'en face de respecter le choix des Québécois. Le Bloc québécois doit cesser de traiter les Québécoises et les Québécois de peureux et de lâches.

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, je vais inviter les gens à la Chambre à réécouter mes paroles et à relire mes écrits pour voir si j'ai dit les mots « peureux » ou « lâche ». Je ne pense pas qu'ils vont les trouver dans mon discours.

Par contre, ce que j'ai dit, c'est qu'une bonne partie des Québécois se sont bouché le nez pour voter libéral, et bon nombre d'entre eux ne le cachaient pas. Quand je faisais du porte-à-porte, ils disaient qu'ils allaient, juste une fois, se tenir derrière ce que les libéraux proposaient pour affronter Trump parce qu'il y avait une campagne de peur.

Pourtant, après ça, le premier geste du gouvernement n'a pas été pour défendre le Canada. Il a invité un monarque étranger à lire le discours du Trône pour montrer qu'on n'est pas vraiment souverain, que ce n'est pas le peuple qui décide et qu'on est encore dans une monarchie. Quand 87 % des Québécois rejettent la monarchie, c'est toute une insulte envers eux.

● (1330)

[*Traduction*]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je tiens avant tout à féliciter le député de sa réélection.

Nous avons entendu les bloquistes parler de climat aujourd'hui. C'est formidable d'entendre des députés en parler, car il n'en a pas été suffisamment question dans le discours du Trône. Le député est-il d'avis qu'en ce qui concerne le Canada et le Québec, l'édification nationale sous-entend la lutte contre les changements climatiques?

[*Français*]

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, mon collègue pose une très bonne question.

Quand on lit le discours du Trône, on voit que la question de la lutte contre les changements climatiques en est totalement absente. C'est comme si ça n'existait plus, qu'il n'y avait plus de pollution ni de sables bitumineux, que ça avait disparu et que tout allait bien.

Je trouve cette espèce de conversion des libéraux en conservateurs hallucinante et incroyable. C'est comme si le Parti libéral avait décidé de mettre un masque conservateur, de se mettre au service des pétrolières et d'oublier qu'il y a des feux de forêt un peu partout au pays. Je trouve ça complètement irresponsable. Malheureusement, ça semble être la vision qu'on a de l'autre côté de la Chambre et j'espère que ça va changer.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour sa réélection.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention son discours axé, selon moi, sur la division. Pourtant, ce que j'ai entendu durant la campagne électorale, c'est une envie d'être plus unis que jamais, de se sentir proches de nos concitoyens canadiens en tant que Québécois pour faire front commun contre la division semée par les États-Unis. Ce discours profondément souverainiste que j'entends de la voix de mon collègue n'est pas celui que j'ai entendu en cognant aux portes.

Je suis une fière Québécoise originaire des Cantons-de-l'Est, où j'ai grandi. J'ai étudié au Saguenay. Je vis depuis presque toujours dans les Cantons-de-l'Est. Je viens des régions du Québec. Je suis une fière Québécoise. Je me suis présentée pour le Parti libéral parce que je crois en ses valeurs, en l'état de droit, en l'équité et en la démocratie. Comme moi, 44 de mes collègues québécois ont été élus pour le Parti libéral, le double du Bloc québécois.

Est-ce que mon collègue reconnaît que je suis une fière Québécoise libérale élue pour, moi aussi, représenter les Québécois?

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, ma collègue parle d'unité.

C'est très intéressant parce que, quand on veut être uni, on pose des gestes d'unité et on tend la main. À la place, ce que ce gouvernement a décidé de faire, c'est d'inviter le monarque britannique que 9 Québécois sur 10 rejettent. Je trouve ça hallucinant. Si les libéraux avaient proposé ça pendant la campagne et avaient fait élire 44 députés, peut-être que ça serait correct puisque ce serait la décision des Québécois.

Or, là, ce qu'on constate, c'est qu'on divise les Québécois. Malheureusement, ce sont les gestes de ce gouvernement. On a l'impression de se faire...

Le vice-président: Nous reprenons le débat.

L'honorable député de York-Centre a la parole.

[*Traduction*]

Roman Baber (York-Centre, PCC): Monsieur le Président, je tiens à exprimer ma sincère reconnaissance envers les gens d'York-Centre, mes électeurs et mes collègues. C'est l'honneur de toute une vie. Je les remercie du fond du cœur.

Quiconque ne tire pas de leçons de l'histoire est condamné à la répéter. C'est avec humilité que je prononce mon premier discours à la Chambre en racontant mon parcours particulier, dans l'espoir de ne pas le revivre.

Je me souviens très bien de l'Union soviétique communiste. J'y ai vécu jusqu'à l'âge de 9 ans. Ceux d'entre nous qui viennent du bloc de l'Est ont peur. De grâce, ne nous ignorez pas.

Je vais commencer en posant une question. Combien y a-t-il de chambres à coucher chez les députés? Y a-t-il plus de chambres à coucher que d'habitants? Pourquoi poser la question? C'est parce qu'il y a une crise du logement. Pourquoi a-t-on besoin d'autant de chambres à coucher? « Combien de chambres à coucher? » C'est exactement ce que l'Armée rouge a demandé à mon arrière-grand-mère après que les bolcheviks ont fait irruption dans notre maison familiale à Saint-Pétersbourg, en Russie, en 1918. Il s'avère que la maison de ma famille était trop grande. Les bolcheviks y ont donc installé deux autres familles. Voilà l'enfer qu'étaient les logements communautaires en Europe de l'Est.

À Toronto, on impose déjà une taxe sur les logements inoccupés. À Vancouver, on envisage également une taxe sur les chambres inoccupées, et il faut déjà déclarer le nombre de chambres que compte son logement dans le recensement national. Faisons une mise en situation. L'auteur d'un article du *Globe and Mail* a affirmé qu'il est tout à fait impossible que l'offre de logement rattrape la hausse de la demande. Le programme « Maisons Canada » du premier ministre est voué à l'échec, étant donné que nous ne pouvons pas compter sur le gouvernement pour régler le moindre de nos problèmes. Imaginons alors ce qui se passera lorsque, puisque les gens n'auront plus d'endroit où habiter, le gouvernement déclarera que la crise du logement constitue une urgence nationale. Nous devons tous faire notre part. Les personnes qui possèdent un logement de grande taille doivent apporter leur contribution. Pourquoi ont-ils besoin de ces chambres supplémentaires? Pourquoi ne pas redistribuer le logement?

Je ne dis pas que c'est ce qui va arriver, mais de nos jours, qui sait? Ce que je redoute, c'est le nouveau phénomène qu'on observe au Canada, le collectivisme. Il prend rapidement de l'ampleur, et c'est exactement la voie que le Venezuela et tant d'autres pays ont empruntée, lentement, petit à petit.

De nos jours, on pense que tout ce qui arrive est la chose la plus grave qui soit jamais arrivée. Chaque semaine, il y a une nouvelle crise. Le problème, c'est qu'en temps de crise, même lorsque le collectivisme part d'une bonne intention, il n'est qu'à un cheveu du communisme. Le collectivisme n'a pas de limites, car plus la crise est grave, plus la solution du gouvernement est radicale, surtout dans le cas des libéraux, qui tiennent mordicus à nous sauver de tout. Ils insisteront pour faire entrer une cheville carrée dans un trou rond, même s'ils doivent tout casser pour y arriver. Bien entendu, les médias grand public les félicitent en nous disant que cela fonctionne. Puis, tout à coup, nous ne reconnaissons plus notre pays.

Il y a aussi autre chose. En Union soviétique, les gens n'avaient pas le droit d'écouter la radio étrangère, comme la BBC ou Voice of America. Les Soviétiques n'avaient pas non plus le droit de lire de journaux ou de livres provenant de l'Occident. Ils ne pouvaient même pas faire circuler des photos de supermarchés, car on craignait qu'ils ne commencent à se demandaient pourquoi les Européens pouvaient se procurer des œufs, mais pas eux. C'est ce qu'on appelait le Rideau de fer.

Le premier ministre dit qu'il y a trop de désinformation sur les plateformes américaines. Que va-t-il faire? Le premier ministre va-t-il censurer Twitter? Va-t-il encore me placer derrière un rideau de fer? La liberté d'expression, c'est le droit le plus important, car elle nous permet de défendre tous les autres droits et tout le monde. Cependant, la liberté d'expression ne se limite pas au droit de s'exprimer: elle suppose aussi la liberté d'entendre les discours. Quand le premier ministre menace de m'empêcher de lire Twitter, je suis inquiet. Est-ce un retour vers le futur? Ce sera comme dans la chanson des Beatles, *Back in the U.S.S.R.*?

Peu importe la manière dont les gens ont voté, ils ne veulent pas de censure au Canada. Ce n'est pas au ministre du Patrimoine, qui se dit fièrement socialiste, de décider ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas et ce qui est sûr et ce qui ne l'est pas. Les libéraux, comme tous les radicaux, pensent savoir ce qui est bon pour nous. Voilà la différence entre les libéraux et les conservateurs: les libéraux veulent dire aux gens quoi faire, tandis que les conservateurs veulent les laisser décider. En fait, les communistes utilisent le mot « désinformation » pour s'attaquer à la liberté d'expression. Ayons simplement la décence d'appeler cela des mensonges. Ils peuvent m'accuser de mentir. Je les mets au défi de le faire.

● (1335)

La censure n'est pas la meilleure façon de lutter contre les mensonges. Il faut plutôt diffuser davantage d'informations et de meilleures informations. Au cours de l'histoire, la censure a toujours été imposée par les méchants. À moins que les propos n'enfreignent le Code criminel, il faut laisser les Canadiens entendre toutes les opinions et se faire leur propre opinion. Voilà comment fonctionne la démocratie. Les communistes mentaient également de manière convaincante. Ils mentent à propos de tout. Mon professeur de gymnastique de première année déclarait ce qui suit: « Tu n'as pas besoin de hareng sur ton pain. Le pain et le beurre suffisent. Ils ont peut-être du hareng en Amérique, mais c'est parce que l'Amérique n'a pas participé à la Seconde Guerre mondiale ». Quel terrible mensonge! On trouve du hareng en Allemagne, et pourtant ce pays a perdu la Seconde Guerre mondiale.

Ironiquement, le premier ministre a lui aussi du mal à s'en tenir aux faits. Il dit une chose en anglais et une autre en français, une chose dans l'Ouest et une autre au Québec. Il n'a rien à voir avec le déménagement de Brookfield à New York. Il s'est contenté de signer la lettre adressée aux actionnaires.

Aujourd'hui, le premier ministre refuse de présenter un budget, car il prévoit de réécrire les livres comptables. Nous recevrons tous de nouveaux livres. Il va passer outre les principes comptables du secteur public qui sont bien établis. Il retirera les capitaux, car il ne s'agit pas de véritables liquidités. Nous ne payons pas d'intérêts sur ces capitaux, et nous ne les ajoutons pas à la dette. Abracadabra, et hop, le budget de fonctionnement du Canada sera équilibré.

J'ai commencé comme avocat plaidant en matière de faillites et de droit commercial. Lorsqu'on entre dans une entreprise en difficulté, on va tout d'abord demander de voir les livres. Quand les livres sont pleins de tours de passe-passe, c'est qu'il se passe des choses pas très catholiques, c'est certain. Quand on entend parler d'une entreprise qui fait une grosse révision comptable, on s'empresse de se départir de ses actions. La séparation des dépenses en immobilisations et des dépenses opérationnelles n'a jamais fonctionné. On l'a essayé et cela n'a pas marché.

Le premier ministre devrait être honnête au sujet de l'échec de son gouvernement et reconnaître sa culpabilité pour le déficit pharaonique que nous constatons. Il ne devrait pas essayer de manipuler les chiffres parce que, je vous prie de me croire, cela va miner la confiance qu'inspire notre pays et ruiner la nation. S'il vous plaît, ne jouons pas avec les livres comptables du Canada.

Après l'Union soviétique, j'ai vécu en Israël jusqu'à l'âge de 15 ans. J'ai vécu en Terre sainte pendant la première intifada. Je m'excuse, chers collègues, mais c'est important. Quand un terroriste du Hamas se confectionne une veste-suicide, il la leste d'autant de clous que possible, et c'est vrai. De cette façon, lorsque la veste-suicide explose, elle crève autant d'yeux et coupe autant de membres que possible. À la télévision, j'ai vu le bus de la ligne n^{o} 5 exploser toutes les deux semaines à Tel-Aviv. C'était lors de la première intifada.

Aujourd'hui, dans ma circonscription, dans le Nord de Toronto, ils scandent « Viva viva intifada ». Je suis de retour vers le futur, encore une fois. Je suis ici pour mettre en garde mes concitoyens canadiens et tous les députés à la Chambre contre l'intifada et le djihad qui guettent le Canada. Il n'y a pas d'occupation sioniste en Syrie, mais plus d'un million de personnes ont été tuées dans une guerre civile. Au Yémen, au cours de la dernière décennie, près d'un demi-million de personnes ont été assassinées. Au Rwanda et au Soudan, des millions de musulmans ont été assassinés, sans la présence de sionistes. Une filiale des Frères musulmans assassine des musulmans noirs au Soudan en ce moment même. Il s'agit d'un véritable génocide, et les libéraux ne disent pas un mot là-dessus. C'est pourquoi de nombreux musulmans viennent au Canada, pour échapper au djihad et à cet enfer.

Il est honteux que le mot « intifada » soit maintenant scandé au Canada, même si je suis un adepte de la liberté d'expression. Le djihad est une incitation à la violence et il est dangereux. Méfions-nous de sa montée en puissance au Canada. C'est la perspective historique que j'apporte à ce Parlement.

En fait, j'apporte aussi une autre perspective historique, car mon parcours illustre ce qu'est la promesse du Canada. Ma famille est arrivée à l'aéroport Pearson le 5 septembre 1995. J'avais 15 ans. Nous sommes allés directement près du coin des rues Sheppard et Bathurst, au cœur de York-Centre. Je m'en souviens comme si c'était hier. C'était le milieu de la nuit. J'ai regardé par la fenêtre et j'ai vu le parc Earl Bales. Je voyais, de l'autre côté du parc, les lumières et les tours de la rue Yonge. C'était magnifique. Cet endroit s'est taillé une place dans mon coeur dès le premier jour.

● (1340)

Nous n'avions pas du tout d'argent. Je me rappelle comment c'était de vivre dans la vraie pauvreté. Mon père vendait de la crème glacée sur des bicyclettes jaunes et ma mère était une enseignante sans emploi, mais le Canada m'a offert beaucoup d'occasions d'étudier, de travailler et de réussir, car tout ce qu'il fallait pour réussir au Canada, c'était de travailler fort et d'être gentil avec les gens. C'est tout. Aujourd'hui, je suis élu à la Chambre des communes par la même communauté qui m'a accueilli en tant qu'immigrant.

Les rêves peuvent se réaliser, mais pas dans le Canada actuel. Avant les libéraux, beaucoup de Canadiens voyaient souvent leurs rêves se réaliser. Aujourd'hui, le quart des Canadiens n'ont pas les moyens de se nourrir. C'est honteux. C'est pourquoi je suis ici, et c'est pourquoi notre équipe conservatrice est là pour aider Pierre Poilievre...

Le vice-président: Le député d'Eglinton—Lawrence a la parole.

Vince Gasparro (Eglinton—Lawrence, Lib.): Monsieur le Président, le député d'York-Centre et moi nous connaissons depuis un bon bout, et je tiens à le féliciter de sa victoire.

Il a beaucoup parlé de la communauté juive. Comme nous le savons, Eglinton—Lawrence compte une importante et dynamique communauté. Le député appuie-t-il le projet du gouvernement de présenter une mesure législative en vue d'instaurer une zone de sécurité?

Roman Baber: Monsieur le Président, je suis content que mon homologue municipal ait présenté ce projet de règlement. Nous verrons s'il survit à l'examen fondé sur la Charte.

Ce que je ne comprends pas, c'est qu'en 2017, le gouvernement libéral a abrogé une loi qui avait été adoptée par le gouvernement de Stephen Harper, le projet de loi C-51, laquelle rendait illégal et contraire au Code criminel le fait de promouvoir le terrorisme. Ce faisant, les libéraux ont abrogé la disposition qui aiderait à régler bien des situations que l'on observe en ce moment dans les rues de Toronto et partout au pays. Promouvoir le terrorisme ne devrait pas être légal dans les rues du Canada.

● (1345)

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, le Canada n'a pas toujours été comme cela. Les libéraux d'en face veulent nous faire croire que tout cela est arrivé du jour au lendemain, mais c'est une décennie d'échecs libéraux qui ont mené à bon nombre des situations dont le député a parlé.

Je me demande si le député a quelque chose à ajouter à ce sujet.

Roman Baber: Monsieur le Président, comme je l'ai dit dans mes observations, auparavant, il suffisait de travailler fort et d'être aimable avec les gens pour réussir et avoir un assez bon niveau de vie au Canada. Cependant, après 10 ans sous le gouvernement libéral, le quart des Canadiens craignent de ne pas avoir les moyens de se nourrir. Plus de 2 millions de personnes ont recours aux banques alimentaires. C'est honteux.

C'est pour cela que nous avons été élus. Nous sommes ici pour aider Pierre Poilievre à rétablir la promesse canadienne selon laquelle les gens peuvent, peu importe d'où ils viennent, se nourrir et se loger dans un quartier sûr. Peu importe d'où nous venons, nous pouvons réaliser nos rêves, car le Canada est le meilleur pays du monde.

[*Français*]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, on parle du coût de la vie et des enjeux économiques. J'aimerais connaître la position de mon honorable collègue sur les cadeaux électoraux de 3,7 milliards de dollars que le gouvernement libéral a envoyés en pleine campagne électorale et qui ont coûté 800 millions de dollars aux Québécois, qui n'ont pas reçu de chèques. C'était une compensation pour la tarification du carbone, qui avait été abolie.

Mon honorable collègue est-il d'accord que les Québécois devraient recevoir ces 800 millions de dollars qu'ils ont payés pour la distribution de chèques à travers le Canada?

[*Traduction*]

Roman Baber: Monsieur le Président, je suis d'accord pour dire que tous les Canadiens doivent récupérer une plus grande part possible de l'argent qu'ils ont gagné. En ce moment, le gouvernement libéral offre une baisse d'impôt qui représente environ 240 $ par personne. C'est 20 $ par mois. Ce n'est rien. Ce sont des miettes. Le ministre des Finances répète tous les jours à la Chambre que 22 millions de Canadiens recevront une baisse d'impôt de 20 $. Bien sûr, les conservateurs sont en faveur de toutes les baisses d'impôt et de taxe. Nous exhortons toutefois le gouvernement à en faire plus. Partout au pays, y compris au Québec, les Canadiens ne peuvent plus se permettre ce gouvernement. Il faut plus d'allégements fiscaux pour tous les Canadiens.

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, à la lumière de ce discours, je pense comprendre la position du député et ce qui a poussé Pierre Poilievre à qualifier les coopératives d'habitation et les logements communautaires de logements « à la soviétique ». Selon son discours, le député semble croire que toute mesure de soutien à la population relève du communisme.

Comme le député dit qu'il appuie les baisses d'impôt et de taxe, je vais lui poser une question sur le sujet. Le milieu des microbrasseries et des distilleries artisanales est frappé d'une taxe d'accise injuste. En fait, elle devrait être modifiée. Ma question est la suivante: le député serait-il en faveur d'une modification du taux de la taxe d'accise afin que les microbrasseries et les distilleries artisanales d'ici n'aient pas à payer le même taux que les deux géants étrangers qui sont présents dans le secteur canadien?

Roman Baber: Monsieur le Président, j'appuierai toujours les réductions d'impôt, comme le feraient, j'en suis sûr, tous mes collègues de ce côté-ci de la Chambre. Le gouvernement libéral devrait avoir honte d'avoir augmenté la taxe sur l'alcool alors que notre pays traverse la pire crise de l'abordabilité de son histoire. Mes collègues conservateurs et moi sommes en faveur de toutes les réductions d'impôt et de taxes, et cela inclut la taxe d'accise.

Aaron Gunn (North Island—Powell River, CPC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui pour prononcer mon tout premier discours en tant que député. Je tiens d'abord à remercier mes incroyables concitoyens de North Island—Powell River. Si je suis ici, c'est d'abord et avant tout à cause de la confiance qu'ils m'ont accordée en m'élisant pour les représenter dans cette vénérable enceinte. Je leur en serai toujours reconnaissant et je ne l'oublierai jamais.

Près de deux ans se sont écoulés depuis que j'ai décidé de me porter candidat à l'investiture du Parti conservateur et de me présenter aux élections. Si j'ai pris cette décision, c'est parce que je croyais, et que je crois encore, que notre pays s'en va dans la mauvaise direction, qu'il ne réalise pas son véritable potentiel et qu'il se dirige aveuglément vers un précipice budgétaire et culturel. Le meilleur exemple est la mauvaise gestion des ressources financières du pays.

Lorsque je travaillais à la Fédération canadienne des contribuables, je parcourais le pays avec un compteur de la dette. Il montrait combien le gouvernement fédéral avait emprunté et à combien s'élevait la dette pour les générations futures. C'était un excellent outil pour aider les gens à visualiser la dette que nous laisserions la prochaine génération payer. Ce compteur de la dette n'existe plus parce que, sous les libéraux et les néo-démocrates, au cours des 10 dernières années, nous avons réussi à emprunter plus d'argent que tous les autres gouvernements réunis dans l'histoire du pays et nous avons littéralement manqué d'espace sur le compteur.

Évidemment, toutes ces dépenses, tous ces emprunts et tout cet argent imprimé ont aussi d'autres conséquences. Nous avons connu la pire inflation en plus de 30 ans, car tout, en particulier le logement, est devenu moins abordable. Auparavant, la promesse canadienne existait: si les gens travaillaient dur, payaient leurs impôts et respectaient la loi, ils auraient les moyens d'avoir un toit au-dessus de leur tête.

Lorsque mon grand-père, qui a maintenant 94 ans, est arrivé au Canada en tant que réfugié en 1957, il a commencé, comme la plupart des nouveaux Canadiens, à travailler aux chemins de fer au salaire minimum. Grâce à cet emploi au salaire minimum, il a pu acheter une maison et un beau terrain sur l'île de Vancouver et il a pu rembourser son prêt hypothécaire en moins de 10 ans. Croyez-vous que, de nos jours, une personne qui gagne le salaire minimum pourrait acheter une maison où que ce soit au Canada et en rembourser le prêt hypothécaire en moins de 10 ans? Je ne le pense pas.

C'est ce qui arrive quand on a un gouvernement trop interventionniste, une réglementation excessive et une bureaucratie hypertrophiée. Il est temps d'écarter les empêcheurs de tourner en rond et de relancer la construction dans notre pays. Cela signifie également qu'il faut soutenir notre incroyable secteur des ressources et ses travailleurs, qui sont constamment la cible d'attaques de la part des libéraux et des néo-démocrates.

À North Island, où j'habite, les activités forestières ont diminué du tiers; l'aquaculture a été réduite de moitié; les pêcheurs se sont vu interdire l'accès à des zones où ils pratiquent la pêche durable depuis plus de 100 ans; et la dernière mine de l'île de Vancouver a fermé ses portes. En matière d'énergie, le bilan des libéraux est encore pire: ils ont mis fin au projet d'oléoduc Northern Gateway, en disant à nos alliés de la Corée, de l'Allemagne et de la Grèce qu'il n'était pas rentable de leur livrer du gaz naturel liquéfié du Canada, et ont présenté des lois comme le projet de loi C-69, qui a torpillé des dizaines de grands projets énergétiques et d'exploitation de ressources et provoqué l'exode vers les États-Unis d'investissements de dizaines de milliards de dollars. Pourquoi? Est-ce pour que les emplois quittent le pays vers la Chine, l'Inde, les États-Unis, des pays dont les normes environnementales sont moins strictes que les nôtres? Il s'agit de travailleurs canadiens qui ont vu leur gagne-pain et leur capacité à nourrir leur famille sacrifiés par les libéraux et les néo-démocrates sur l'autel de leur idéologie verte. La vérité est la suivante: le Canada et les Canadiens gèrent la sécurité et de l'environnement mieux que personne et, tant que le monde aura besoin de bois d'œuvre, de minéraux, de pétrole et de gaz naturel, la plus grande partie possible devrait provenir d'ici même, au Canada.

Nous devons également rebâtir notre armée. Nous avons des hommes et des femmes en uniforme exceptionnels qui pilotent des avions de combat vieux de 40 ans, et ne parlons pas de l'état de nos sous-marins. Nos hommes et femmes en uniformes sont formidables et s'arrangent avec les moyens du bord. Ils trouvent des solutions. Toutefois, ils ne devraient pas avoir à devenir des experts de l'utilisation d'équipement vétuste et rouillé. Ils méritent mieux que cela.

Là où les libéraux et le NPD ont fait le plus de dégâts, d'un point de vue humain, c'est dans leur mauvaise gestion de la crise des dépendances. Ils ont commencé par décriminaliser les drogues dures, y compris le fentanyl, la méthamphétamine en cristaux et la cocaïne, puis ils ont utilisé l'argent des contribuables pour inonder les rues d'un opioïde mortel à grand pouvoir d'accoutumance appelé hydromorphone, ou Dilaudid, tout en disant à nos jeunes qu'il s'agissait d'une drogue à approvisionnement sécuritaire. Toutes ces mesures font partie de leur plan de réduction des méfaits.

● (1350)

Le résultat, c'est que depuis 2015, plus de 50 000 Canadiens sont morts de surdoses. Ce nombre est supérieur à celui des Canadiens qui ont péri pendant la Seconde Guerre mondiale. Il ne me semble pas que l'on puisse parler de réduction des méfaits. On dit que la folie consiste à faire encore et encore la même chose en espérant obtenir un réultat différent. Alors au lieu de donner gratuitement de la drogue, pourquoi ne pas fournir un traitement à nos concitoyens, faire en sorte qu'ils se remettent et redeviennent des membres sains et productifs de notre société?

En même temps, nous devons abroger les mesures législatives laxistes des libéraux en matière de criminalité, comme celles découlant des projets de loi C-75 et C-5, qui ont eu pour effet de réduire les peines d'emprisonnement pour les délinquants dangereux et d'accorder une mise en liberté sous caution quasi automatique aux criminels endurcis. En fait, on dirait que les seules personnes qui aient jamais été punies pour quoi que ce soit sous les libéraux et les néo-démocrates sont les gens qui travaillent pour gagner leur vie et qui respectent les lois. Songeons notamment aux propriétaires d'armes à feu respectueux des lois, qui ont été ciblés et diabolisés par le gouvernement de leur propre pays, aux propriétaires de petites entreprises, qui ont tellement d'impôt à payer et de règles à respecter qu'ils en deviennent insolvables, et aux travailleurs dusecteur des ressources, qui ont vu leur emploi menacé, leur carrière dénigrée et, dans certains cas, leurs moyens de subsistance réduits à néant.

À l'heure actuelle, au Canada, à bien des égards, on a l'impression que c'est le monde à l'envers et que le gros bon sens n'existe plus. Cela m'amène à parler de l'érosion culturelle dont nous avons été témoins, du déboulonnement de statues et de l'effacement de notre histoire.

Je me trouvais à Victoria le jour où cette idéologie destructrice a pris racine, quand la statue en hommage à l'homme qui a bâti notre pays a été déboulonnée, un homme sans qui le Canada n'aurait jamais existé. La vérité, c'est que le Canada a tellement à célébrer, tellement de choses dont nous pouvons être fiers. Nous serons éternellement redevables à tous ceux qui étaient là avant nous, notamment tous les premiers ministres, autant libéraux que conservateurs, dont les portraits sont accrochés à l'extérieur de la Chambre. Ce sont eux qui ont mis en place les fondations de ce qui allait devenir et demeurer le meilleur pays au monde. Pour y arriver, ils ont fait preuve d'audace et ils n'ont pas eu peur d'oser et de faire ce qu'il fallait.

À la fin des années 1800, le Canada était un petit pays divisé sur les questions linguistiques et religieuses, puis bordé par un voisin beaucoup plus imposant et puissant. Pourtant, malgré ce contexte, nous avons réussi à achever ce que plusieurs considèrent comme la plus grande réalisation du pays en matière d'ingénierie et de politique: le Chemin de fer Canadien Pacifique. Sous l'impulsion du premier ministre sir John A. Macdonald, le gros des travaux n'a duré que quatre ans, ce que beaucoup de gens ignorent, alors qu'il fallait travailler sur l'un des territoires les plus vastes et les plus accidentés du monde et traverser le Bouclier canadien et les Rocheuses canadiennes. C'était la clé pour faire entrer ma province, la Colombie-Britannique, dans la Confédération.

Les députés peuvent-ils imaginer ce qui se passerait dans le contexte politique, réglementaire et culturel d'aujourd'hui, si le pays se lançait dans une telle entreprise? Au lieu de proposer ce genre de projets rassembleurs d'envergure nationale, le gouvernement en place semble s'affairer à empêcher l'achèvement de tels projets, mais les choses pourraient être différentes. Macdonald n'avait pas peur de rêver grand, sir Wilfrid Laurier rêvait grand lui aussi et nous pourrions aussi recommencer à rêver grand.

À vrai dire, c'est quand on s'attarde à la solution au problème qu'on se console. Nous n'avons pas besoin que le gouvernement intervienne de quelque façon que ce soit. Il n'a qu'à redonner les rênes du pays à ceux qui l'ont bâti, à la population, et à ne plus lui mettre de bâton dans les roues. La plus grande force de notre pays est la richesse de ses ressources et de l'ingéniosité de ses citoyens, et c'est par là qu'il faut commencer. J'ai l'intention de faire mon possible afin de toujours être la voix des travailleurs de ma circonscription dans ce pays extraordinaire, de toujours assumer sans complexe ma fierté d'être Canadien et de toujours être guidé, quoi qu'il arrive, par ce qui est vrai et ce qui est juste, et non par ce qui est politiquement correct.

● (1355)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, nombre de mes collègues et moi-même constatons aujourd'hui que l'extrême droite se porte très bien au sein du Parti conservateur, sous la gouverne de Pierre Poilievre.

Le député pourrait-il faire part à la Chambre de ce qu'il pense réellement des pensionnats autochtones?

Aaron Gunn: Monsieur le Président, le député d'en face perpétue la fière tradition libérale de répandre de la mésinformation. Je n'ai jamais nié les horreurs qui se sont produites dans les pensionnats autochtones. Les libéraux essaient simplement de détourner l'attention de leur horrible bilan des 10 dernières années en matière d'économie, alors qu'ils ont doublé la dette nationale et fait grimper de 50 % le nombre de crimes violents. À cause des libéraux, notre pays est plus faible et plus vulnérable face à l'intimidation et aux droits de douane des États-Unis.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

● (1400)

[*Traduction*]

HARSIMRAT RANDHAWA

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec une profonde tristesse que j'interviens pour rendre hommage à Harsimrat Randhawa, une jeune Indienne de 21 ans brillante, aimable et ambitieuse qui étudiait au Collège Mohawk. Le 17 avril 2025, Harsimrat a perdu la vie tragiquement à la suite d'un acte de violence aberrant. Victime innocente, elle a été tuée alors qu'elle attendait l'autobus pour se rendre au travail.

Endeuillés, les membres de notre collectivité se sont rassemblés pour pleurer et commémorer Harsimrat et pour se soutenir les uns les autres. La force de la collectivité reflète l'essence même de ce que le Canada représente.

En tant que père, je ne peux qu'imaginer la douleur qu'endure la famille de la victime, qui l'a vue avec tristesse partir à l'autre bout du monde pour réaliser ses rêves, pour ensuite apprendre la nouvelle déchirante de sa mort. L'histoire d'Harsimrat nous rappelle de façon brutale que la sécurité publique doit être une priorité.

Harsimrat Randhawa était aimée, et nous nous souviendrons d'elle.

* * *

KAMLOOPS—SHUSWAP—CENTRAL ROCKIES

Mel Arnold (Kamloops—Shuswap—Central Rockies, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole en tant que député de la nouvelle circonscription de Kamloops—Shuswap—Central Rockies en ce début de 45e législature. Je tiens d'abord à remercier les électeurs, les bénévoles et les familles qui m'ont accordé leur confiance.

Kamloops—Shuswap—Central Rockies est une circonscription diversifiée qui s'étend de la ligne continentale de partage des eaux située à la frontière entre la Colombie-Britannique et l'Alberta jusqu'aux prairies d'élevage de Kamloops en passant par les hautes terres de Shuswap. On trouve dans notre circonscription Craigellachie, l'endroit où a été enfoncé le dernier crampon du Chemin de fer Canadien Pacifique, ainsi que trois parcs nationaux et les affluents des énormes fleuves Columbia et Fraser.

Cela dit, ce sont les habitants de cette majestueuse circonscription qui la rendent vraiment spectaculaire: qu'ils soient agriculteurs, artisans, alpinistes, mineurs, cheminots ou retraités, ce sont tous les habitants de Kamloops—Shuswap—Central Rockies qui occupent ce siège à la Chambre. Je m'engage à faire de mon mieux pour qu'ils soient bien représentés.

* * *

[*Français*]

LA CIRCONSCRIPTION DES PAYS-D'EN-HAUT

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur le Président, je me permets, à l'occasion de ma première intervention à la Chambre, de parler d'une belle histoire des Pays-d'en-Haut.

Je me présente devant la Chambre comme premier député de l'histoire de cette circonscription, et j'en suis très fier. Si j'ai cet incroyable privilège, c'est grâce au travail acharné de ma femme Julie, de mes enfants, Emma et William, de toute mon équipe de bénévoles et des citoyens de cette belle circonscription.

La circonscription des Pays-d'en-Haut est composée de montagnes, de lacs et de sentiers que je m'engage à défendre et à promouvoir.

Je ne pourrais passer sous silence les gens de la municipalité de Morin-Heights, qui m'ont accordé leur confiance comme maire pendant les 16 dernières années. Je suis certain que mon implication en politique va se traduire par la défense de tous les citoyens de la circonscription des Pays-d'en-Haut.

* * *

[*Traduction*]

NIAGARA-OUEST

Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre des communes depuis mon élection, au cours de laquelle la lutte a été chaude. Je remercie de tout cœur les gens de Niagara-Ouest de m'avoir accordé leur confiance pour la huitième fois consécutive. Toutefois, je n'aurais pas pu accomplir tout cela sans le travail assidu et le dévouement de notre excellente équipe de campagne, qui a su relever le défi.

Nous avons pu compter sur des dizaines de bénévoles extraordinaires. Je les remercie pour tout le travail qu'ils ont accompli dans le cadre de notre campagne. Beau temps, mauvais temps, ils n'ont jamais abandonné, même lors des journées froides et venteuses que nous apporte notre grand lac, le lac Ontario. Je remercie les équipes chargées des affiches, les gens qui ont fait du porte-à-porte et bien d'autres encore. C'est la meilleure équipe du Canada. Je n'oublierai jamais leur travail et je leur en serai toujours reconnaissant.

Je souhaite également remercier mes amis, ma famille, mes enfants et mon personnel. Cependant, mes plus importants remerciements vont à ma conjointe, Rebecca. C'est une femme extraordinaire, et je peux assurer aux députés qu'elle est dotée d'une grande patience. Je remercie Rebecca de faire équipe avec moi pour cette nouvelle aventure que nous entreprenons ensemble.

Il est maintenant temps de nous remettre au travail. Les Canadiens ont besoin de nous en ces temps difficiles. Les conservateurs sont là pour travailler sans relâche en leur nom, et c'est exactement ce que nous allons faire.

* * *

● (1405)

[*Français*]

LA 45E LÉGISLATURE

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les citoyens et les citoyennes de Bourassa qui m'ont confié l'honneur de les représenter ici, à la Chambre des communes. C'est un immense honneur que je mesure.

Je veux aussi adresser un message à mes collègues. Malgré nos différences, nous partageons tous le même engagement, celui de servir la population avec l'intégrité, l'écoute et l'humilité que nous impose la voix de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Ensemble, faisons de cette législature un moment de progrès, de respect et d'espoir pour tous les Canadiens et les Canadiennes. Nous sommes ici pour être des acteurs du changement, peu importe les défis. Chaque parole qui a été prononcée ou qui sera prononcée ici peut transformer des vies.

Je finirai en partageant avec mes collègues une citation de Nelson Mandela, qui disait: « Cela semble toujours impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse. » Faisons de cette législature un moment pour travailler ensemble...

[*Traduction*]

Le Président: Le député de Prince Albert a la parole.

* * *

LES INCENDIES DE FORÊT EN SASKATCHEWAN

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, avant de commencer mon intervention, je tiens à remercier les gens de ma circonscription, Prince Albert, de m'avoir réélu en tant que député.

Les députés le savent, ma province, la Saskatchewan, connaît un des pires débuts de saison des feux de forêt de son histoire. Plus d'un demi-million d'hectares ont déjà brûlé, et dimanche après-midi, 20 collectivités étaient toujours visées par des ordres d'évacuation. Quinze feux de forêt qui font rage actuellement ont contraint les habitants de municipalités comme Timber Bay, Hall Lake et Pelican Narrows à fuir leur domicile.

Le premier ministre, Scott Moe, a récemment parlé de l'importance d'établir une stratégie nationale de financement qui permettrait au pays de posséder des ressources essentielles, comme des avions-citernes, et d'en faire profiter les provinces et territoires en cas de demande accrue. L'objectif est de protéger les collectivités, les forêts et l'avenir de notre pays.

Je remercie les pompiers et le personnel des services d'urgence, qui mettent leur vie en danger pour protéger les collectivités du pays.

De grâce, prions tous pour qu'il y ait de la pluie.

Déclarations de députés

LA JOURNÉE MONDIALE DU LAIT

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Monsieur le Président, la majeure partie de ma vie, j'ai été producteur laitier dans l'Est de l'Île-du-Prince-Édouard, et j'aimerais profiter de l'occasion pour lever mon verre à la santé de tous les producteurs laitiers du pays.

Comme les députés le savent peut-être, le 1er juin, c'était la Journée mondiale du lait. C'est une journée célébrée partout dans le monde. Elle met en évidence la valeur nutritive du lait et célèbre le travail des producteurs laitiers, des femmes et des hommes qui travaillent fort chaque jour pour fournir du lait sécuritaire et nutritif aux Canadiens.

Avec plus de 9 000 exploitations laitières canadiennes, le secteur laitier est à l'origine de plus de 270 000 emplois à temps plein dans les collectivités de toutes les provinces du pays. Un secteur laitier sain et dynamique apporte de la stabilité aux collectivités rurales et urbaines tout en soutenant la vitalité des industries connexes.

Je suis fier d'être un producteur laitier canadien, d'être le fils d'un producteur laitier et le père d'un autre. Pour reprendre une expression inventée par les députés d'en face, je viens du milieu des bottes, pas des cravates.

* * *

LES OPIOÏDES

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, le discours du Trône des libéraux fait 2 500 mots, mais il ne contient pas une seule mention de la crise des opioïdes ou de la vague de criminalité sans précédent causée par leurs politiques.

La semaine dernière, dans ma ville, Williams Lake, le conseil municipal a adopté une motion visant à déclarer l'état d'urgence en réponse à l'augmentation des cas de vandalisme, de consommation de drogues en public, d'incendies criminels, de vols, de surdoses et d'indécence publique. Les entreprises ne peuvent même pas souscrire l'assurance obligatoire en raison des taux élevés de vandalisme. Pendant ce temps, il y a de 20 à 30 surdoses par jour dans la ville.

Le conseiller municipal Scott Nelson a déclaré que les taux de criminalité, de vandalisme, de consommation de drogues et de surdoses ont « explosé » et qu'ils sont « hors de contrôle ». Il a dit: « À Williams Lake, qui compte 10 000 habitants, plus de 98 % des crimes sont commis par six délinquants prolifiques. Lorsque ces délinquants sont en prison, le taux de criminalité diminue; lorsqu'ils sont en liberté, il monte en flèche. Le nouveau gouvernement doit enfin prendre la crise du fentanyl au sérieux, sévir contre la criminalité, enfermer les récidivistes et assurer la sécurité de nos collectivités. »

* * *

[*Français*]

LE 275E ANNIVERSAIRE DE SAINT-ANTOINE

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, en Nouvelle-France, en 1724, quatre frères âgés de moins de 20 ans — François, Jacques, Jean et Pierre Archambault — se sont établis au bord de la rivière Richelieu, sur des terres qui faisaient alors partie de la seigneurie de Contrecœur. Ils furent rejoints par d'autres familles, jusqu'à ce qu'ils soient assez nombreux, en 1750, pour se doter de leur propre église. Après la déportation de 1755, ils accueillirent de nombreux réfugiés qui s'installèrent dans ce qui s'appelle maintenant le Rang de l'Acadie.

Le 23 novembre 1837, grâce aux renforts de Saint-Antoine, les patriotes remportèrent la victoire à Saint-Denis. Parmi eux se trouvait un certain Georges-Étienne Cartier, qui changea plus tard d'allégeance. Aujourd'hui, Saint-Antoine a gardé tout son cachet et toute son histoire. Mon ancêtre François Guertin ne devait pas s'imaginer en défrichant sa terre que, 300 ans plus tard, un de ses descendants se retrouverait au Parlement pour souligner les 275 ans de son village, un des plus beaux sur Terre.

Je souhaite un bon 275e anniversaire à tous les Antoniens et à toutes les Antoniennes.

* * *

● (1410)

[*Traduction*]

HUMBER RIVER—BLACK CREEK

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, comme mes collègues, je suis honorée de prendre la parole à la Chambre en cette 45e législature. Je tiens d'abord à remercier les habitants de Humber River—Black Creek de m'avoir accordé la chance et le privilège de les représenter pour la 10e fois ici, à Ottawa.

Je tiens à remercier mon mari infatigable, Sam, et mes enfants, Cathy, Deanna et Sam, de leur soutien continu. Je remercie tout particulièrement mon gendre, Graziano, de son immense soutien pendant la campagne électorale, ma bru Claudia, ainsi que mes petits-enfants.

Je tiens également à remercier les membres de mon personnel, Amy, Albert, Abby, Stephanie et Xania, de leur dévouement au quotidien pour soutenir les habitants de Humber River—Black Creek.

Je n'aurais pas été élue et réélue sans les efforts inlassables de nombreux bénévoles pendant la campagne, notamment Terryl, Chris, Juan, Marina, Chris, Dave, Miss Emma et Marianne. J'aimerais en nommer bien d'autres, mais, malheureusement, mon temps de parole est limité.

Je continuerai à honorer mon serment de servir notre circonscription, Humber River—Black Creek, avec dévouement et intégrité, alors que nous travaillons ensemble à bâtir un Canada meilleur.

* * *

LES FINANCES

Jim Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, le gouvernement libéral a déposé un projet de loi de dépenses de 486 milliards de dollars. Le premier ministre a promis pendant les élections qu'il gouvernerait le Canada avec une nouvelle discipline financière. Il semble que nous ayons affaire à une situation où le nouveau patron est identique à l'ancien.

De nombreux habitants du Nord de l'Ontario peinent à joindre les deux bouts vu l'augmentation constante du coût de la vie, mais les libéraux ne comprennent pas. Ils font de beaux discours sur la rigueur budgétaire, mais parler ne coûte pas cher, contrairement à la vie de tous les jours. Le premier projet de loi du premier ministre ne ferait rien pour alléger le fardeau de la montée en flèche des paiements hypothécaires, de l'épicerie et de l'énergie. Au lieu de cela, il augmenterait les dépenses publiques de 8 %, y compris une augmentation de 36 % des dépenses liées aux consultants.

Quand les libéraux feront-ils passer les intérêts des Canadiens ordinaires avant ceux de leurs initiés bien branchés à Ottawa?

* * *

SCARBOROUGH—AGINCOURT

Jean Yip (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, je remercie les gens de Scarborough—Agincourt de m'avoir accordé leur confiance pour la quatrième fois. Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance et ma gratitude aux nombreux bénévoles et militants, à mon équipe de campagne et à ma famille, qui, tous, n'ont ménagé aucun effort pour me permettre de continuer à être une voix à Ottawa et dans ma circonscription. Je suis ici pour eux et grâce à eux.

Je tiens à souhaiter la bienvenue à tous mes concitoyens qui font désormais partie de la circonscription de Scarborough—Agincourt en raison des changements apportés aux limites des circonscriptions électorales fédérales. Je me concentrerai sur le coût de la vie, les préoccupations liées aux droits de douane et la sécurité des collectivités, c'est-à-dire les sujets dont j'ai entendu parler en faisant du porte-à-porte. Nous sommes vraiment une collectivité dynamique, comme en témoignent nos nombreux lieux de culte, nos petites entreprises et nos excellents restaurants.

Je suis très fière de représenter l'une des circonscriptions où la diversité culturelle est la plus forte au Canada.

* * *

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a refusé à maintes reprises de faire preuve de transparence au sujet de ses avoirs financiers. Au lieu de dire la vérité au sujet de ses intérêts financiers, il a placé ses avoirs dans une fiducie sans droit de regard, ce qui a mis au jour une échappatoire dans les lois canadiennes sur la divulgation des renseignements financiers. Grâce à ce stratagème, il cache ses intérêts financiers aux Canadiens afin d'échapper à son obligation de rendre des comptes. Cela s'inscrit dans une suite de comportements louches.

Avant de devenir premier ministre, il a soutenu deux fonds de plusieurs milliards de dollars dans des paradis fiscaux à l'étranger afin que sa société, Brookfield, puisse éviter de payer des impôts au Canada. Après le dépôt d'un projet de loi prévoyant des dépenses d'un demi-billion de dollars, les Canadiens méritent de savoir si le premier ministre utilise ces dépenses pour faire fructifier son propre portefeuille d'investissements.

Le premier ministre doit dire aux Canadiens quels actifs il détenait lorsqu'il est entré en fonction et si ces actifs étaient détenus dans des paradis fiscaux à l'étranger pour éviter de payer des impôts au Canada.

[*Français*]

RIVIÈRE-DES-MILLE-ÎLES

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec une grande humilité que j'accepte ce deuxième mandat que mes concitoyens et mes concitoyennes m'ont confié aux dernières élections. Je l'apprécie sincèrement et je les remercie du plus profond de mon cœur.

Après cet arrêt à la Chambre, de 2019 à 2025, j'aimerais que tous mes collègues me croient: n'importe quel siège à la Chambre est un super siège. Je le dis et je le répète aux nouveaux députés. Je n'y serais pas arrivée sans le soutien de mon conjoint, de mes enfants, de ma famille et de mes amis. Sans l'apport de mes super bénévoles, Roger Hamel et Bérénice St-Martin...

● (1415)

Le Président: Je suis désolé de devoir interrompre l'honorable députée.

L'honorable député de Niagara-Sud a la parole.

* * *

[*Traduction*]

LE LOGEMENT

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC): Monsieur le Président, après la décennie perdue à cause des libéraux, les Canadiens n'ont plus les moyens de composer avec l'enfer créé par les libéraux dans le domaine du logement. Un rapport sur l'itinérance révèle que, dans la région de Niagara, l'itinérance chronique a augmenté de 41 %. Le problème ne fait que s'aggraver. J'en vois la preuve dans toutes les communautés de ma circonscription. Selon une association de construction domiciliaire, les mises en chantier décélèrent rapidement, et un déficit massif de l'offre commence à se manifester.

Pendant ce temps, les personnes qui sont déjà propriétaires d'un logement ont du mal à joindre les deux bouts. Selon Equifax, le taux de propriétaires en défaut de paiement sur un prêt hypothécaire a augmenté de 6 %, et le taux de défaut de paiement de 90 jours et plus sur un prêt hypothécaire a bondi de 71 % en Ontario. Le plan libéral créera une deuxième instance bureaucratique chargée du logement et ne fait rien pour construire plus d'habitations.

Les Canadiens réclament une intervention. Les conservateurs continueront d'appuyer un plan concret qui abaissera les taxes et l'impôt, qui rendra la vie plus abordable et qui rendra réalisable le rêve de devenir propriétaire d'une maison au Canada.

* * *

MOIS NATIONAL DE L'HISTOIRE AUTOCHTONE

Jaime Battiste (Cape Breton—Canso—Antigonish, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole en tant que député de Cape Breton—Canso—Antigonish, je profite de l'occasion pour remercier les habitants de ma circonscription de m'avoir accordé leur confiance pour les représenter. Je tiens à dire à mon équipe de campagne que ce parcours n'aurait pas été possible sans elle.

Juin est le Mois national de l'histoire autochtone au Canada. C'est l'occasion de célébrer la culture autochtone, de réfléchir à notre histoire commune et de souligner les vastes contributions des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Le Mois national de l'histoire autochtone est également l'occasion de participer aux activités autochtones dans nos collectivités, d'entendre les belles langues autochtones et de soutenir le travail des artistes et des artisans autochtones. J'encourage tous les Canadiens à participer au Mois national de l'histoire autochtone en juin.

Wela'lioq. *Meegwetch*. *Marsi*. *Nakurmiik*.

QUESTIONS ORALES

[*Traduction*]

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a fait campagne en promettant de « jouer du coude » et d'imposer aux États-Unis des droits de douane d'un dollar pour un dollar, ce qui générerait des recettes de 20 milliards de dollars. Il se trouve en fait que le premier ministre a baissé les bras en rompant sa promesse et en annulant en catimini l'imposition de droits de douane. Maintenant, M. Trump menace d'imposer des droits de douane de 50 % sur l'acier canadien, ce qui risque de dévaster l'industrie sidérurgique du Canada et de jeter des milliers de métallurgistes au chômage.

Le premier ministre peut-il être sincère et avouer aux métallurgistes que son gouvernement avait en fait l'intention de baisser les bras devant le gouvernement des États-Unis? Peut-il également leur indiquer combien d'argent les droits de douane vont réellement générer?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous avons dit clairement à la Chambre, tout comme le premier ministre, que nous allons lutter contre ces droits de douane injustifiés et illégaux sur l'acier et l'aluminium canadiens. Nous allons protéger nos travailleurs et notre industrie. Le ministre de l'Industrie en a déjà parlé en fin de semaine, et nous allons bâtir un Canada fort. Nous allons bâtir le Canada de demain, un Canada confiant, un Canada prospère, un Canada dont nous pouvons tous être fiers.

Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, quel que soit le député libéral qui prend la parole pour répondre à une question, c'est du pareil au même. Que ce soit au cours de la présente législature ou de la précédente, les libéraux ne répondent jamais aux questions. Ce n'est pourtant pas compliqué: « jouer du coude » signifiait imposer des droits de douane d'un dollar pour un dollar.

Le premier ministre a-t-il déjà rompu la promesse qu'il a faite aux métallurgistes, ou son engagement à « jouer du coude » n'était-il qu'une fausse nouvelle? À l'heure actuelle, nous sommes aux prises avec les droits de douane imposés par Trump, et les métallurgistes du pays risquent fort de perdre leur emploi. La question est simple: combien d'argent les droits de douane du premier ministre qui « joue du coude » ont-ils généré?

● (1420)

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, nous savons qu'il y a beaucoup d'anxiété partout au pays, surtout en ce qui concerne les secteurs de l'acier et de l'aluminium. C'est pourquoi, au cours de la fin de semaine, j'ai été en communication avec des dirigeants de l'industrie et des dirigeants syndicaux, et nous continuerons de protéger leurs emplois.

En guise de première solution, nous allons nous assurer que l'acier et l'aluminium canadiens sont utilisés dans nos grands projets d'infrastructure. C'est pourquoi les métallurgistes ont déclaré ce qui suit en fin de semaine: « Alors que nos secteurs de l'acier et de l'aluminium sont frappés par d'énormes droits de douane américains, c'est le genre de leadership que nous réclamions, et c'est ce que nous avons obtenu. »

Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, soyons clairs, le premier ministre a promis de jouer du coude dans le dossier des tarifs douaniers américains. Il a promis des contre-mesures tarifaires d'un dollar pour un dollar. Il a promis que cela générerait 20 milliards de dollars de revenus, mais il n'a pas tenu ses promesses. Il a secrètement réduit les contre-mesures tarifaires à zéro. Il a cessé assez rapidement de se battre contre le président Trump, qui menace maintenant de doubler les droits de douane sur l'acier canadien pour les porter à 50 %, ce qui constitue une attaque directe contre les travailleurs canadiens, leur gagne-pain et l'économie canadienne.

Si le premier ministre a vraiment choisi de jouer du coude et de riposter, peut-il dire aux métallurgistes canadiens combien d'argent a été perçu avec les contre-mesures tarifaires sur les exportations des États-Unis? Combien de dollars? Quel est le chiffre?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue du fait qu'elle sera maintenant la porte-parole de son parti en matière d'industrie. C'est une bonne nouvelle. J'ai hâte de travailler avec elle.

En effet, les propos de la Maison-Blanche sont préoccupants. Cela dit, aucun décret n'a encore été signé. Nous prenons ces propos très au sérieux, mais nous travaillons sur tous les scénarios. C'est pourquoi le premier ministre est à Saskatoon, où il rencontre les premiers ministres provinciaux et territoriaux, et c'est aussi la raison pour laquelle nous veillerons à mettre en œuvre notre plan de riposte, de protection et de construction.

Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, la ministre ne m'a pas indiqué le montant des recettes provenant des droits de douane imposés en représailles, alors nous pouvons supposer qu'il est bel et bien de zéro. Comme si les droits de douane sur l'acier ne suffisaient pas, le premier ministre est déterminé à maintenir la taxe sur le carbone imposée à l'industrie de l'acier, ce qui fait grimper le coût de la production de l'acier au Canada. Ce n'est pas vraiment surprenant, étant donné que le premier ministre a prétendu que les Canadiens n'utilisent pas tant d'acier que cela, comme s'il n'y avait pas d'acier dans les lave-vaisselles, les réfrigérateurs, les voitures, les casseroles et les poussettes pour bébés que les Canadiens utilisent et comme s'il n'y avait pas d'immeubles d'habitation à structure en acier au Canada.

Comment le premier ministre peut-il prétendre défendre les travailleurs et se battre pour l'abordabilité alors qu'il continue d'imposer une taxe sur le carbone punitive aux producteurs canadiens d'acier?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons aucune leçon à recevoir des conservateurs. Le Canada a imposé les contre-mesures tarifaires les plus importants de son histoire pour protéger les travailleurs de l'industrie sidérurgique, de l'industrie de l'aluminium, de l'industrie forestière et de tous les secteurs de l'économie, et pour défendre toutes les industries. Tous les députés devraient défendre fièrement les travailleurs canadiens et l'industrie canadienne. Ils devraient tous bâtir un Canada fort. C'est cela, être Canadien.

[*Français*]

Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, les travailleurs de l'aluminium de chez nous au Saguenay sont très inquiets. Le premier ministre avait promis aux Canadiens qu'il se tiendrait debout devant les Américains et leurs droits de douane et, pourtant, le président Trump nous menace encore une fois d'imposer une hausse de 50 %. Pendant ce temps, le gouvernement libéral a réduit les droits de douane sur les produits américains à presque zéro, mais le premier ministre nous affirmait qu'il allait récolter 20 milliards de dollars.

Est-ce que nos travailleurs du Saguenay peuvent savoir quel montant le premier ministre a récolté grâce aux contre-mesures tarifaires jusqu'à maintenant?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, je comprends l'anxiété qu'exprime mon collègue; elle est partagée par tout le secteur de l'aluminium. C'est pourquoi, en fin de semaine, j'étais au Sommet Aluminium 2025, dimanche soir, à Montréal, non seulement pour rencontrer les leaders de l'industrie, mais aussi pour parler avec les syndicats.

Nous allons continuer de soutenir notre secteur de l'aluminium au Québec. Nous allons utiliser l'aluminium et l'acier québécois et canadiens dans nos projets d'infrastructures. Nous allons créer des emplois, nous allons les protéger et nous allons être en mesure de nous défendre contre cette injustice imposée par la Maison-Blanche.

* * *

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, de nombreux Canadiens ont voté pour le premier ministre en pensant qu'il allait tenir tête au président Trump. Toutefois, ça n'a pas été long avant qu'il supprime les contre-mesures tarifaires sur les produits américains. Ensuite, il a affirmé qu'il serait plus responsable sur le plan financier, mais il présente des prévisions de dépenses encore plus importantes que celles de son prédécesseur. Il parle comme un conservateur, mais gouverne comme Justin Trudeau. Il dit une chose, puis il fait le contraire.

Quand le premier ministre va-t-il arrêter de tenir un double discours?

● (1425)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je suis surpris d'entendre les commentaires de mon collègue. Au contraire, il devrait être fier d'avoir un gouvernement qui se tient debout face aux Américains. Si nous avions écouté les conservateurs, nous aurions capitulé.

De ce côté-ci de la Chambre, nous nous tenons debout pour défendre les travailleurs de l'industrie. Nous connaissons l'importance de l'industrie de l'aluminium au Québec. Nous connaissons le talent et l'expertise de nos travailleurs et de nos travailleuses. Le meilleur aluminium au monde est produit chez nous, au Canada, au Québec.

Nous allons continuer de défendre l'industrie et nos travailleurs et nous allons continuer de bâtir un pays fort ensemble.

* * *

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, les libéraux se sont fait élire en promettant que leur priorité serait les menaces tarifaires de Donald Trump. Pourtant, ce ne sont pas les nouvelles menaces tarifaires sur l'aluminium et sur l'acier qui sont discutées à Saskatoon aujourd'hui entre les premiers ministres. La priorité discutée, c'est forcer le Québec à accepter un oléoduc de pétrole sale de l'Ouest. Les Québécois ont voté pour un gouvernement qui les protégerait de Donald Trump. Ils n'ont pas voté pour des pipelines.

Est-ce que les libéraux vont remettre de l'ordre dans leurs priorités?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, il va de soi que les Québécois sont très préoccupés par la guerre tarifaire qui a été lancée par la Maison-Blanche. C'est pourquoi ils ont élu 44 députés québécois libéraux. C'est une première depuis 1981. D'ailleurs, nous allons être là pour défendre les emplois dans le domaine de l'aluminium, parce que nous savons qu'il y a des menaces d'augmentation de droits de douane contre ce secteur.

Bien entendu, nous allons travailler avec les élus du Saguenay—Lac-Saint-Jean, ceux de Bécancour et les autres, et nous allons nous tenir debout fermement et avec force pour protéger nos emplois.

Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, avant même qu'il rencontre les provinces et le Québec aujourd'hui, le premier ministre rencontrait hier des hommes d'affaires. Il ne rencontrait pas des représentants de l'acier ou de l'aluminium pour parler des nouvelles menaces tarifaires de Donald Trump. Non, il rencontrait des PDG du secteur des énergies fossiles. Ce sont les pétrolières d'abord; le Québec et les provinces passent en deuxième. Le premier ministre n'a pas été élu pour être au service des pétrolières. Il a été élu pour protéger l'économie québécoise des menaces de Donald Trump.

Comment se fait-il que les pétrolières passent en premier?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, je pense que le Bloc québécois doit comprendre que le rôle du premier ministre est de pouvoir parler à tous, que ce soit aux gens des secteurs de l'aluminium, de l'acier, de l'énergie propre ou des énergies conventionnelles. C'est le boulot du premier ministre, ce que les députés du Bloc québécois ne seront jamais.

Cela dit, ce qui est fondamental, c'est que, présentement, nous voulons bâtir. Nous allons investir dans des grands projets d'infrastructures. Pour le Québec, un des projets d'infrastructures fondamentaux, c'est le train à grande vitesse entre Windsor et Québec, quelque chose que le Bloc québécois devrait soutenir.

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, pendant que les Prairies sont en feu, les premiers ministres sont à Saskatoon pour parler de pipelines de pétrole sale et d'abandon des évaluations environnementales. C'est ça, l'identité canadienne aujourd'hui: un premier ministre libéral qui parle aux pétrolières avant de parler à ses homologues, et des provinces qui isolent le Québec pour le forcer à accepter un pipeline. Tous ces gens-là nous répètent que c'est une question d'unité canadienne et d'intérêt national.

Est-ce que le ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes pense sincèrement lui aussi que, l'unité canadienne et l'intérêt national, c'est construire des pipelines pendant que les Prairies sont en train de brûler?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, ce qui est d'intérêt national, c'est la création d'emplois et la protection des emplois.

C'est la question que les gens, dans toutes les circonscriptions du Bloc québécois et toutes les circonscriptions ici, se posent: qui est capable de livrer la marchandise? Il y a seulement un parti, c'est le Parti libéral. Il y a seulement un gouvernement qui est capable de protéger les emplois et de faire en sorte d'en créer, c'est le gouvernement libéral.

Nous allons le faire en travaillant avec le gouvernement du Québec, bien entendu, et en travaillant avec toutes les provinces. Il est fondamental dans cette guerre tarifaire de se battre contre cette rhétorique de la Maison-Blanche, et en même temps de créer des emplois.

* * *

[*Traduction*]

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant Nord, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a promis de jouer du coude et d'imposer des droits de douane équivalents à ceux imposés par les États-Unis et d'ainsi percevoir 20 milliards de dollars. Le premier ministre a ensuite rompu cette promesse. Il s'est dégonflé devant les Canadiens en réduisant à zéro les droits de douane imposés aux États-Unis. Maintenant, Trump menace de doubler les droits de douane sur l'acier canadien en les faisant passer à 50 %, ce qui constitue une attaque contre les travailleurs canadiens, leurs emplois, leur gagne-pain et notre industrie.

Le premier ministre peut-il dire aux métallurgistes combien d'argent a été perçu grâce aux droits de douane imposés aux États-Unis?

● (1430)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, de toute évidence, le député d'en face est mal informé, mais parlons de tout ce que nous avons fait pour les Canadiens récemment.

La semaine dernière, comme première mesure présentée à la Chambre, nous avons annoncé une réduction d'impôt pour la classe moyenne, qui bénéficiera à 22 millions de Canadiens. En outre, nous avons supprimé la TPS pour les acheteurs d'une première maison jusqu'à concurrence de 1 million de dollars. Voilà des mesures qui aident les Canadiens de toutes les régions du pays. Ce sont des mesures qui permettront de bâtir un Canada fort.

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant Nord, PCC): Monsieur le Président, les travailleurs de l'acier d'Hamilton ont-ils entendu cela? Il n'y avait pas un seul chiffre dans cette réponse arrogante.

Cela n'a rien de surprenant, étant donné que le premier ministre actuel croit que les Canadiens n'utilisent pas d'acier au quotidien. Les travailleurs et les entreprises de ma collectivité, Hamilton, qui auraient besoin du soutien provenant des recettes de ces contre-mesures tarifaires, se retrouvent les mains vides et s'inquiètent pour leur avenir.

J'aimerais poser à nouveau ma question. S'il est vrai que les libéraux prennent ces mesures, peuvent-ils nous dire combien d'argent a été perçu en droits de douane? Je leur demande simplement de donner un chiffre.

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, nous savons qu'on est très inquiet dans le secteur de l'acier et de l'aluminium à l'échelle du pays, et surtout à Hamilton. C'est la raison pour laquelle j'ai communiqué avec le PDG d'ArcelorMittal Dofasco au cours de la fin de semaine. Je me suis également entretenue avec le directeur du Syndicat des Métallos et je m'assure que nos députés d'Hamilton participent activement aux efforts visant à conserver les emplois dans leurs collectivités.

Ce qu'on entend à la Maison-Blanche est extrêmement préoccupant, mais aucun décret n'a encore été signé. C'est la raison pour laquelle nous continuerons d'avoir recours aux contre-mesures tarifaires pour protéger nos travailleurs et nous assurer de réaliser des projets d'intérêt national.

* * *

L'EMPLOI

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Monsieur le Président, le taux de chômage augmente; il atteint maintenant 7 %. Chez les jeunes, le taux de chômage s'élève à 14 %. Les Canadiens ne peuvent pas trouver d'emploi, et le fardeau des tracasseries administratives gouvernementales ne fait rien pour faciliter les choses. Les petites entreprises passent 32 jours ouvrables chaque année à s'occuper de la réglementation excessive. Il n'est pas étonnant qu'elles ne puissent pas embaucher ou innover.

Les libéraux vont-ils enfin réduire les formalités administratives qui étouffent notre économie afin que les entreprises puissent embaucher des travailleurs et que les Canadiens puissent trouver un emploi?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement tient à ce que les employeurs disposent d'une main-d'œuvre qualifiée et talentueuse pour faire croître leurs petites et moyennes entreprises. Il veut veiller à répondre aux besoins des sociétés de tout le pays en matière d'innovation et de talents.

Je recommanderais au député d'écouter les employeurs de sa circonscription au sujet de leur besoin grandissant en matière de talents et d'en discuter avec eux. Nous serons là pour tous les Canadiens qui souhaitent eux aussi se trouver un bon emploi.

Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC): Monsieur le Président, cela fait 10 ans que j'écoute les Canadiens. La ministre devrait écouter les Canadiens qui n'arrivent pas à trouver un emploi. Notre pays n'a jamais compté si peu de nouveaux entrepreneurs. La productivité et la croissance sont en baisse. Oublions les ciseaux et les sécateurs, c'est une scie à chaîne qu'il nous faut pour élaguer toutes ces lourdeurs administratives. Il est temps de débroussailler le chemin aux entrepreneurs canadiens pour qu'ils soient prospères et qu'ils créent des emplois.

Pourquoi les libéraux continuent-ils d'étouffer les entreprises et les travailleurs canadiens avec leurs lourdeurs administratives?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme le dit souvent le premier ministre, on ne peut pas être contre les bonnes choses que les Canadiens peuvent faire pour eux-mêmes.

Le premier ministre et les ministres sont à Saskatoon aujourd'hui et ils travaillent fort pour éliminer les lourdeurs administratives qui font obstacle au commerce intérieur afin que nous ayons une seule économie au Canada, au lieu de 13 économies d'un océan à l'autre. Cela pourrait faire entraîner une baisse des prix pouvant aller jusqu'à 15 % et une augmentation de la productivité pouvant atteindre 7 %, en plus d'ajouter 200 milliards de dollars dans l'économie. Voilà comment nous éliminons les lourdeurs administratives. Voilà comment nous défendons le Canada.

* * *

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a promis de jouer du coude, il a promis d'imposer des droits de douane équivalents à ceux imposés par les États-Unis et il a prétendu qu'il percevrait ainsi 20 milliards de dollars. Le premier ministre a brisé sa promesse, et il a plutôt donné un coup direct aux travailleurs canadiens de l'acier et de l'automobile en abaissant les droits de douane imposés aux États-Unis à zéro pour cent. Le président Trump menace maintenant de doubler les droits de douane sur l'acier canadien en les portant à 50 %, ce qui constitue une attaque contre les travailleurs canadiens, leurs emplois, leur gagne-pain et l'industrie au nord de la frontière.

Le premier ministre peut-il nous dire quelle somme il a réellement perçue en droits de douane jusqu'à présent et comment il protégera les emplois à Windsor?

● (1435)

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, non seulement nous veillerons à ce que l'acier et l'aluminium canadiens fassent partie de nos grands projets, mais nous veillerons également à ce que tous nos investissements dans la défense visent à créer des emplois, ce qui aura une incidence sur le secteur de l'acier et de l'aluminium. C'est pourquoi, au moment où les secteurs de l'acier et de l'aluminium sont frappés par d'énormes droits de douane américains, le syndicat des Métallos a mentionné que le type de leadership exercé par le gouvernement correspond à ce que le syndicat voulait.

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a promis de jouer du coude, de rétorquer dollar pour dollar aux droits de douane américains et de générer ainsi des recettes de 20 milliards de dollars. En réalité, il a discrètement réduit, pratiquement à zéro, les droits de douane imposés aux États-Unis. Voilà que Donald Trump menace de doubler les droits de douane sur l'acier canadien, pour le faire passer à 50 %, ce qui détruirait l'industrie et punirait les travailleurs du Canada.

Les recettes fiscales canadiennes étaient censées soutenir les travailleurs de l'acier. Le premier ministre peut-il nous dire combien d'argent il a recueilli jusqu'à présent pour des emplois dans Oxford? Dites-nous simplement le montant.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais voir à la Chambre le même mouvement que nous avons observé chez les travailleurs de l'industrie de l'acier. C'est le moment de nous unir en tant que nation. C'est le moment de lutter ensemble contre des droits de douane injustifiés. C'est le moment de protéger notre industrie et nos travailleurs. C'est le moment de bâtir le pays, comme le fait le premier ministre avec ses homologues des provinces et des territoires aujourd'hui, à Saskatoon. J'aimerais simplement qu'à la Chambre, tout le monde se tienne debout pour défendre notre industrie et nos travailleurs, et pour bâtir un Canada fort.

* * *

LA TARIFICATION DU CARBONE

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, surprise, surprise: les libéraux n'arrivent pas à nous donner un chiffre. Les droits de douane de 50 % imposés par le président Trump sur l'acier vont entraîner la fermeture de nos usines partout au pays. Des milliers d'emplois sont menacés. Les mises à pied ont déjà commencé dans Oxford. L'inquiétude règne dans nos usines et à la table de la cuisine.

Il n'y a pas que les droits de douane de Donald Trump qui font disparaître des emplois, il y a aussi la taxe sur le carbone pour les industries imposée par les libéraux.

Si le premier ministre n'arrive pas à conclure un accord sur les droits de douane avec Donald Trump, donnera-t-il au moins une chance aux travailleurs canadiens et éliminera-t-il dès aujourd'hui la taxe sur le carbone pour les industries imposée par les libéraux?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que nous devons riposter aux mesures de la Maison-Blanche en imposant de solides contre-mesures tarifaires. Par ailleurs, notre stratégie a porté ses fruits. Il n'y a que deux pays au monde qui ont mis en place des droits de douane en guise de représailles à ceux des États-Unis: la Chine et nous.

Aujourd'hui, la Chambre de commerce des États-Unis a déclaré que la menace de droits de douane de 50 % sur le secteur de l'acier et de l'aluminium était tout à fait inacceptable. Nous allons travailler avec nos alliés au sein de la société américaine, et nous avons bien l'intention de nous défendre.

[*Français*]

LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, les élections ont prouvé que les Autochtones sont traités en citoyens de seconde classe au fédéral. Dans Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, les Inuits n'ont pas pu voter. On rapporte que, dans au moins six communautés, les heures d'ouverture des bureaux de vote n'ont pas été respectées. À Ivujivik, le bureau n'a carrément jamais été ouvert. Personne n'a pu voter. Si ça s'était passé à Toronto, ce serait un scandale, mais, dans le Nord, c'est toléré.

Est-ce que la ministre des Services aux Autochtones trouve ça normal que les Inuits se soient fait retirer ainsi leur droit de vote?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, Élections Canada est une agence indépendante — d'ailleurs, l'une des meilleures du monde entier —, qui assure notre démocratie de façon sécuritaire et efficace. S'il y a des problèmes en ce qui concerne les élections et la conduite des élections au Canada, évidemment, les questions doivent être posées à Élections Canada.

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, Élections Canada a retiré à des Inuits leur droit de vote, le droit le plus fondamental en démocratie. C'est complètement inacceptable. Pourtant, c'est accepté. Personne n'en parle. On n'a pas le droit de cautionner ce préjudice causé aux Inuits par Élections Canada, que ce soit par incompétence ou par négligence.

Qu'est-ce que la ministre va faire pour qu'Élections Canada révèle tout ce qui s'est passé? Quelles mesures va-t-elle mettre en place pour s'assurer que ça ne se reproduira plus jamais dans sa circonscription ou ailleurs?

● (1440)

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme le député le sait très bien, s'il y a des problèmes, il peut évidemment faire part de ses préoccupations à Élections Canada, comme toute la population. Je suis sûr que cette agence indépendante, qui fait la fierté du monde entier, va tâcher de répondre à ces questions.

Le droit de voter est évidemment le droit le plus strict des Canadiennes et des Canadiens. On se bat tous les jours à la Chambre pour cela. Élections Canada est chargée de mener nos élections. Elle le fait très bien, mais elle va répondre à ces préoccupations.

* * *

[*Traduction*]

LES FINANCES

Kelly DeRidder (Kitchener-Centre, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a présenté son premier projet de loi de dépenses. Les libéraux ont augmenté les dépenses de 8 % après avoir promis de ne pas les augmenter de plus de 2 %. À elles seules, les dépenses en consultants ont augmenté de plus de 36 %, pour atteindre un montant sans précédent de 26,1 milliards de dollars. Maintenant, chaque ménage canadien doit payer 1 400 $ par année en impôts rien que pour payer les proches des libéraux bien branchés. Les dépenses des libéraux alimentent l'inflation.

Quand les libéraux dépenseront-ils de façon responsable pour que les Canadiens, y compris les habitants de Kitchener-Centre, n'aient jamais à choisir entre remplir le réfrigérateur et mettre...

Le Président: Le président du Conseil du Trésor a la parole.

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, le nouveau gouvernement veille à ce que les dépenses soient gérées avec soin et soient axées sur nos priorités les plus pressantes.

En 2023 et 2024, les ministères ont commencé à diminuer les dépenses en services professionnels et en services de voyage en vue de les réduire de 500 millions de dollars. Nous continuerons d'examiner nos dépenses de manière à dépenser de manière efficace et ciblée.

Michael Guglielmin (Vaughan—Woodbridge, PCC): Monsieur le Président, le jour même où le premier ministre a promis d'appliquer un plafond des dépenses de 2 %, son gouvernement a dévoilé un projet de loi qui générerait une augmentation de 8 % des dépenses, brisant ainsi cette promesse. Les honoraires des consultants ont bondi de 36 % après la promesse faite par les libéraux de les faire baisser, et ils ont généré 1 400 $ en impôts supplémentaires pour les familles canadiennes. Alors que les ménages sont obligés de faire attention pour ne pas dépasser leur budget, le gouvernement libéral agit de façon non contrôlée et met des emplois en péril.

Après 10 années d'échecs des libéraux, pourquoi le premier ministre pense-t-il qu'il est souhaitable de donner encore plus d'argent à des initiés et à des lobbyistes?

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, je viens de parler des réductions que nous allons apporter aux dépenses. Parlons également des investissements qui figurent dans le Budget principal des dépenses, et qui comprennent un financement important destiné à appuyer les soins dentaires, les Forces canadiennes et les services frontaliers. Le nouveau gouvernement investit dans les Canadiens pour bâtir un Canada fort.

Kathy Borrelli (Windsor—Tecumseh—Lakeshore, PCC): Monsieur le Président, nous avons un nouveau premier ministre, mais rien n'a changé. Il propose les mêmes dépenses qui auront les mêmes conséquences douloureuses pour les Canadiens. Les travailleurs de l'industrie automobile de Windsor, en Ontario, craignent de perdre leur maison s'ils sont licenciés. À cause des dépenses des libéraux, nos concitoyens n'arrivent pas à effectuer leurs paiements hypothécaires, et les pertes d'emplois grimpent en flèche.

Pourquoi le gouvernement libéral demande-t-il de dépenser un demi-billion de dollars, ce qui augmenterait l'inflation, sans plan budgétaire?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite à ma collègue la bienvenue à la Chambre. Elle devrait savoir que nous avons fait un investissement de longue durée dans le secteur de l'automobile à Windsor. Elle devrait prendre la parole pour acclamer le gouvernement libéral et le remercier de ce geste.

Les travailleurs, les représentants de l'industrie et les habitants de Windsor croient en leur avenir. Les gens de Windsor savent qu'ils peuvent compter sur nous. Ils savent que nous allons nous battre pour eux et pour l'industrie. Nous allons nous battre pour les travailleurs de l'automobile, et nous allons bâtir un Canada fort ensemble.

[*Français*]

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, le premier ministre a présenté son premier budget de dépenses. Après 10 ans de gouvernement libéral, je pensais que c'était impossible de faire pire que Justin Trudeau. Malheureusement, c'est pire.

Le premier ministre a hérité d'un gouvernement libéral obèse et a promis de dépenser moins. Pourtant, il ajoute 8 % de dépenses à ce que Justin Trudeau a dépensé durant sa dernière année, et ce, sans budget.

Comment le premier ministre du Canada peut-il expliquer à son collègue l'ancien ministre des Finances du Québec qu'on peut gérer le Canada sans budget?

● (1445)

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, il est vrai que nous avons reçu un mandat fort pour rendre le gouvernement plus efficace en utilisant, par exemple, les nouvelles technologies. Nous avons aussi reçu le mandat de réduire la dépendance aux consultants externes, ce que nous faisons et ce que nous allons continuer de faire tout en nous assurant que la fonction publique a l'expertise et les outils dont elle a besoin pour accomplir sa mission.

Je note toutefois que, dans les estimations, il y a, par exemple, le financement du Régime canadien de soins dentaires, dont des milliers de gens de la circonscription de mon collègue de l'autre côté de la Chambre bénéficient. Durant la campagne, les conservateurs ont dit qu'ils allaient l'appuyer et là, ils vont voter contre.

C'est regrettable et c'est déplorable que mon collègue prive des milliers de gens de sa circonscription du Régime canadien de soins dentaires.

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, je pense qu'on n'a aucune leçon de gestion à retenir du côté du gouvernement libéral.

Les dépenses totales vont croître presque trois fois plus vite que l'inflation et la croissance démographique combinées. C'est un projet de dépense d'un demi-billion de dollars, et ce, sans budget.

Comment les collègues libéraux qui rencontrent dans leur circonscription des mères de famille monoparentale, des familles, des aînés et des entrepreneurs qui, eux, font des budgets et n'y arrivent pas, peuvent-ils accepter ces dépenses sans budget?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, ça fait quand même 10 ans que je suis à la Chambre et j'en remercie les gens de Louis-Hébert. J'ai pu constater l'amnésie sélective des conservateurs qui les amène à oublier qu'il y a à peine un moins, ils ont été incapables de déposer une plateforme chiffrée alors que ça faisait des années qu'ils demandaient une élection. Les chiffres utilisés ne valaient pas le papier sur lequel ils étaient écrits.

Mon collègue nous parle des aînés et des gens de sa circonscription. Que va-t-il leur dire après avoir voté contre le Régime canadien de soins dentaires qui, il y a deux jours, a été ouvert aux personnes de 18 à 64 ans? Ça va permettre à des millions de Canadiens d'avoir accès aux soins dentaires. Il devrait l'appuyer. Il devrait avoir honte de voter contre.

[*Traduction*]

LA PROTECTION CIVILE

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État au Développement rural…

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Kevin Lamoureux: C'est vraiment une question très sérieuse, et je demanderais à mes amis conservateurs de se calmer un peu.

Monsieur le Président, des feux de forêt dévastateurs font rage au Manitoba et en Saskatchewan. Dans certaines collectivités rurales des Prairies, il faut évacuer par milliers les victimes des incendies. C'est un problème très grave. Je tiens à féliciter les pompiers et les premiers intervenants pour leurs efforts et pour le travail fantastique qu'ils font.

Le secrétaire d'État peut-il expliquer ce que le gouvernement fédéral…

Le Président: Le secrétaire d'État au Développement rural a la parole.

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, c'est une question très sérieuse. J'étais chez moi, en Saskatchewan, la fin de semaine dernière. J'ai rencontré le premier ministre de la province, et nous avons tenu un très bon point de presse. J'ai rencontré des dirigeants métis et autochtones. J'ai rencontré des dirigeants locaux et de nombreux groupes, dont des personnes évacuées qui traversent une période très difficile.

Dans ma circonscription, beaucoup de gens ont été forcés de fuir leur logement. Nos prières les accompagnent. Je dirai rapidement que le gouvernement fédéral est prêt à apporter son aide. Il sera là pour la Saskatchewan. Il sera là pour le Manitoba. Il sera là pour tout le Canada.

* * *

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, lorsque je faisais du porte-à-porte, j'ai rencontré des familles de Foothills dont les membres étaient en larmes parce qu'ils allaient perdre leur emploi et leur entreprise à cause des attaques des libéraux contre le secteur canadien de l'énergie. Ce sont des propriétaires de petites entreprises qui emploient des centaines de milliers de Canadiens partout au pays. Ils ont besoin de mesures concrètes et non de jeux politiques. Comme les provinces, ils veulent construire parce que les pipelines sont synonymes de chèques de paie, de croissance économique et d'indépendance énergétique. Pourquoi les libéraux sont-ils les seuls à empêcher la réalisation de ces projets?

Le premier ministre rencontre les premiers ministres des provinces et des territoires en Saskatchewan aujourd'hui. Approuvera-t-il la construction d'un pipeline lors de cette réunion?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre rencontre effectivement les 13 dirigeants provinciaux et territoriaux aujourd'hui dans un objectif clair: soutenir les projets d'édification nationale qui sont rassembleurs pour les Canadiens, en accélérant leur réalisation tout en garantissant un examen efficace. Comme le premier ministre l'a dit, tout projet devra faire consensus parmi les provinces, les communautés autochtones et les partenaires du secteur privé, en plus de faire l'objet d'une évaluation. Cependant, le premier ministre a aussi dit clairement qu'il est temps de bâtir au Canada, et c'est ce que nous ferons.

● (1450)

John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre assiste peut-être à des rencontres, mais il n'écoute certainement pas ses interlocuteurs. Pendant qu'il se traîne les pieds, les possibilités de libérer le potentiel énergétique canadien nous échappent à cause des mesures législatives anti-énergie des libéraux, qui bloquent les projets d'infrastructures et les investissements. Les provinces sont prêtes à construire des infrastructures et les travailleurs canadiens sont prêts à se mettre au travail. Les Canadiens veulent l'indépendance énergétique, mais le projet de loi C-69 bloque les pipelines et le projet de loi C-48 bloque le transport maritime. Quant à elles, la taxe sur le carbone néfaste pour l'emploi et la taxe sur le carbone pour les industries punissent le secteur canadien de l'énergie.

Le premier ministre va-t-il mettre fin à ses attaques contre le pétrole et le gaz canadiens en abrogeant dès aujourd'hui les lois anti-énergie?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, pas plus tard qu'en fin de semaine, on nous a encore rappelé les menaces qui pèsent sur le commerce international. Le gouvernement est déterminé à se battre, à protéger les Canadiens et à construire des infrastructures.

Le premier ministre est à Saskatoon aujourd'hui avec 13 leaders provinciaux et territoriaux pour bâtir une économie canadienne unie, et non 13. Nous avons l'intention de bâtir notre pays. Nous avons l'intention de réaliser de grands projets nationaux au pays et de mettre à contribution les travailleurs canadiens, ainsi que l'acier et l'aluminium produit au Canada, pour bâtir le pays dans lequel nous vivons.

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre rencontre les représentants des provinces à Saskatoon aujourd'hui. Le consensus est clair, et l'appel à construire des pipelines et des infrastructures énergétiques se fait de plus en plus pressant: le seul obstacle est le gouvernement libéral fédéral. Bâtir des projets énergétiques, c'est renforcer l'économie canadienne, réduire la dépendance à l'égard des États-Unis et procurer de bons salaires à des travailleurs canadiens.

Le gouvernement libéral approuvera-t-il un pipeline à la rencontre qui se tient aujourd'hui en Saskatchewan?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre a été très clair, et je ne sais pas si mes collègues d'en face l'ont bien entendu. Les Canadiens l'ont certainement entendu lors des dernières élections fédérales, quand ils ont réélu un gouvernement libéral avec le mandat très clair de se battre pour notre pays, de lutter contre les menaces commerciales venues d'ailleurs, de protéger les citoyens de ce pays, de protéger nos ressources naturelles, de protéger nos travailleurs et de bâtir: bâtir ce pays et mener à bien de grands projets nationaux. C'est ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui à Saskatoon.

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, nous entendons beaucoup de beaux discours de la part du gouvernement libéral sur la nécessité de faire du Canada une superpuissance énergétique, mais sa détermination à faire adopter des lois hostiles au secteur canadien de l'énergie et nuisibles pour l'emploi empêche notre pays d'atteindre son plein potentiel. Aujourd'hui, nous devons abroger la loi C-69, qui s'oppose à la construction de tout nouveau pipeline; nous devons abroger la loi C-48, qui impose un moratoire sur les pétroliers; nous devons supprimer le plafonnement de la production de pétrole et de gaz néfaste pour l'emploi; et nous devons abolir la taxe sur le carbone pour les industries.

Le gouvernement libéral prendra-t-il dès aujourd'hui les mesures nécessaires pour annuler son programme anti-énergie?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, nous avons été on ne peut plus clairs à ce sujet. Le premier ministre a convoqué aujourd'hui les 13 dirigeants provinciaux et territoriaux dans le but précis de discuter avec eux des grands projets d'intérêt national que notre pays peut envisager d'entreprendre. C'est ce qui se passe à Saskatoon. Je ne sais pas si les députés d'en face suivent l'actualité ou s'ils ont suivi la campagne électorale, mais nous avons dit qu'il est temps de construire, et c'est ce que nous allons faire.

[*Français*]

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre participe aujourd'hui, en Saskatchewan, à une rencontre avec l'ensemble des premiers ministres canadiens. Depuis tantôt, ce qu'on entend, c'est un consensus clair, selon moi. Les appels à construire des pipelines et des infrastructures énergétiques se multiplient. Les Québécois veulent un pipeline. Le seul problème, c'est le gouvernement fédéral.

Construire des projets énergétiques, c'est renforcer notre économie, c'est réduire notre dépendance aux États-Unis et c'est offrir un solide chèque de paie à nos travailleurs.

Est-ce que le gouvernement libéral va approuver aujourd'hui la création de pipelines au Canada?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre est effectivement à Saskatoon aujourd'hui. De quoi parle-t-il là-bas? Il parle justement d'énergie. Il parle de projets d'envergure nationale. Il parle de l'élimination des barrières entre les 13 provinces et territoires du Canada pour en faire une seule économie, ce qui pourrait faire augmenter notre produit intérieur brut de 4 % selon certains économistes.

Nous allons donc évidemment travailler à fournir de bons emplois et de l'investissement au Québec comme au Canada. C'est pour bâtir le Canada que nous sommes ici.

● (1455)

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, tout au long de la campagne électorale, le premier ministre disait qu'il avait un plan pour bâtir de nouveaux projets énergétiques. Y a-t-il meilleur moment qu'aujourd'hui pour présenter son plan à tous les premiers ministres canadiens et pour expliquer comment il va bâtir cette énergie?

Les citoyens de Montmorency—Charlevoix et ceux de partout au Québec et au Canada sont tannés de payer plus cher pour en avoir moins. Est-ce que le gouvernement libéral va penser aux régions et abroger la loi anti-énergie, le projet de loi C-69?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je sais que le député est nouveau ici. Je ne sais pas s'il suit l'actualité, mais le premier ministre est à Saskatoon. Il travaille en collaboration avec l'ensemble des provinces et des territoires.

De quoi parle-t-on là-bas? On parle de projets énergétiques et autres pour justement faire du Canada une superpuissance économique à l'échelle planétaire. Bâtir le Canada, c'est notre mandat. C'est le mandat que nous sommes allés chercher en campagne électorale. Bâtir le Canada, c'est ce que nous allons faire.

* * *

[*Traduction*]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Amanpreet Gill (Calgary Skyview, PCC): Monsieur le Président, le tout premier appel que j'ai reçu de la part d'un Calgarien provenait d'un propriétaire de petite entreprise à qui des criminels tentaient d'extorquer 300 000 $. Les cas d'extorsion à Calgary, Brampton et Edmonton sont en hausse et ne font qu'empirer. Sous le gouvernement libéral, les cas d'extorsion ont augmenté de 357 %. Les libéraux ont rejeté le projet de loi conservateur C-381 visant à lutter contre l'extorsion. Ce projet de loi prévoyait des peines minimales obligatoires dans les cas d'extorsion pour remplacer celles que les libéraux avaient supprimées en adoptant leur projet de loi clément envers les délinquants, c'est-à-dire le projet de loi C-5.

Le premier ministre collaborera-t-il avec les conservateurs pour adopter le projet de loi C-381 visant à lutter contre les extorsions violentes?

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, l'extorsion est un crime grave que nous prenons très au sérieux. L'extorsion est passible d'une peine d'emprisonnement à perpétuité au Canada. Il s'agit là d'une infraction extrêmement grave. Si elle est commise avec une arme à feu, la loi prévoit aussi des peines minimales.

Nous agirons avec détermination afin de renforcer le Code criminel et de protéger les victimes en rendant les lois sur la mise en liberté sous caution plus strictes pour les criminels violents et les membres du crime organisé. De plus, nous travaillerons en étroite collaboration avec la GRC et les services de police locaux partout au pays.

Nous avons créé un groupe de travail, mais il y a encore beaucoup à faire. Nous enquêtons sur ces problèmes graves, et j'espère que les criminels...

Le Président: La députée de Fort McMurray—Cold Lake a la parole.

* * *

LA SANTÉ MENTALE ET LES DÉPENDANCES

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, les politiques libérales inefficaces qui inondent nos rues de drogues dangereuses, engendrant la criminalité et le chaos, aggravent la crise de la toxicomanie. Chaque jour, 22 Canadiens meurent d'une surdose. Le nombre de gens qui sont morts de leur dépendance au cours de la décennie perdue des libéraux dépasse celui des pertes canadiennes pendant la Deuxième Guerre mondiale. On nous a raconté des histoires déchirantes de jeunes qui sont devenus dépendants à des drogues qualifiées de sûres et qui ont fini par en mourir. Les conservateurs réclament des investissements dans les traitements et le rétablissement.

Ma question est simple: le premier ministre fera-t-il marche arrière en mettant aujourd'hui fin au programme d'approvisionnement, dangereux et mortel?

[*Français*]

L'hon. Marjorie Michel (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question. Cette situation touche énormément les Canadiens. Il faut savoir que mon ministère et moi nous pencherons sur la question. Nous allons continuer à travailler pour trouver des solutions.

[*Traduction*]

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, le fentanyl est 100 fois plus puissant que l'héroïne et à peine 2 milligrammes suffisent à tuer une personne. Pendant la décennie libérale perdue, le Canada est devenu une plaque tournante de la production de fentanyl, où de supers laboratoires dignes de la série *Breaking Bad* se sont établis partout. Produire du fentanyl en quantité massive équivaut à commettre un meurtre de masse, mais les lois des libéraux permettent aux monstres qui font le trafic de cette drogue mortelle d'être remis en liberté.

Les conservateurs proposent des peines obligatoires d'emprisonnement à perpétuité pour toute personne reconnue coupable de trafic, de production ou de distribution de plus de 40 milligrammes de fentanyl. Le premier ministre entend-il agir concrètement et imposer des peines d'emprisonnement à perpétuité aux barons de la drogue qui commettent ces meurtres de masse?

● (1500)

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, le fentanyl a des répercussions sur absolument toutes les régions de l'Amérique du Nord. Nous en voyons les impacts. De nombreux jeunes sont morts parce qu'ils en ont consommé. Voilà pourquoi, en vertu du Code criminel, nous avons inscrit sept cartels sur la liste des entités terroristes.

Je travaille en étroite collaboration avec Kevin Brosseau, le responsable canadien de la lutte contre le fentanyl, tant au pays qu'à l'étranger, afin de mettre l'accent sur le démantèlement des réseaux de trafic de fentanyl. Nous allons mettre ceux qui font des profits grâce à cette drogue derrière des barreaux. Nous serons toujours là pour protéger les Canadiens.

* * *

[*Français*]

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, l'immigration francophone joue un rôle essentiel pour le renforcement et la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire dans l'ensemble du pays et pour la croissance de notre économie. C'est pourquoi je suis très fier de dire que nous avons fixé des objectifs ambitieux pour les prochaines années: 8,5 % en 2025, 9,5 % en 2026 et 10 % en 2027.

Est-ce que la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté peut faire le point sur les efforts déployés par notre gouvernement en matière d'immigration francophone?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question et de son travail sur l'immigration francophone.

L'année dernière, nous avons dépassé notre objectif en matière d'immigration francophone à l'extérieur du Québec. Nous sommes déterminés à assurer la force et la croissance à long terme des communautés francophones. C'est pourquoi notre nouveau gouvernement établira un objectif de 12 % d'immigration francophone à l'extérieur du Québec d'ici à 2029.

* * *

[*Traduction*]

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

Larry Brock (Brantford—Brant Sud—Six Nations, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre vient de remettre les clés du gouvernement qu'il dirige à son nouveau chef de cabinet, Marc-André Blanchard, ancien ambassadeur de Justin Trudeau à l'ONU. C'est ce gars-là qui veut investir dans l'élimination du pétrole et du gaz et qui veut le faire...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Le député voudrait-il revenir un peu en arrière?

Larry Brock: Monsieur le Président, le premier ministre vient de remettre les clés du gouvernement qu'il dirige à son nouveau chef de cabinet, Marc-André Blanchard, ancien ambassadeur de Justin Trudeau à l'ONU. C'est ce gars-là qui veut investir dans l'élimination du pétrole et du gaz. Où sont les applaudissements? Il veut le faire en passant par Brookfield. Qui d'autre a travaillé à Brookfield, quelqu'un le sait? C'est le premier ministre lui-même.

Pourquoi le premier ministre entoure-t-il le gouvernement libéral de loyalistes de Justin Trudeau qui veulent mettre la hache dans le secteur canadien de l'énergie? Est-ce pour cela qu'il refuse toujours de divulguer publiquement les actifs qu'il détient dans Brookfield?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, nous saluons la nomination d'un nouveau chef de cabinet au Cabinet du premier ministre. M. Blanchard est un serviteur exemplaire de notre pays et un grand Canadien qui a eu une brillante carrière dans les secteurs privé et public. Il est de nouveau au service de la population, et nous lui souhaitons un bon retour.

Quant au premier ministre, il suit, comme tous les députés doivent le faire, le code d'éthique pour les élus qui est le plus rigoureux au monde, et il va évidemment continuer de respecter toutes les règles.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Larry Brock (Brantford—Brant Sud—Six Nations, PCC): Monsieur le Président, ce n'est pas seulement le secteur de l'énergie qui est menacé: la sécurité publique aussi. Alors que son nouveau chef de cabinet tient mordicus à mettre fin à l'exploitation du pétrole et du gaz, le premier ministre a également ramené David Lametti, au poste de secrétaire principal, soit le même ministre de la Justice raté...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Le député peut reprendre depuis le début.

Larry Brock: Monsieur le Président, ils applaudissent l'incompétence. C'est ce même ministre qu'ils ont congédié. C'est ce même ministre qui a vidé la mise en liberté sous caution de sa substance et qui a fait la promotion de projets de loi laxistes en matière de criminalité comme les projets de loi C-5 et C-75, pour lesquels eux ont tous voté, des mesures législatives qui ont contribué à semer le chaos dans nos rues et à faire grimper le taux de criminalité violente de 50 %.

Le premier ministre s'obstine-t-il vraiment à recruter les proches de Justin Trudeau mêmes qui ont toujours fait passer les criminels avant la sécurité de la population?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il semble y avoir une fixation très étrange sur les décisions relatives au personnel au Cabinet du premier ministre. De toute évidence, la reddition de comptes se fait à la Chambre, comme le député le sait très bien, et il peut poser toutes les questions qu'il veut à n'importe quel ministre sans dénigrer des personnes qui ne sont pas ici.

Pour sa part, M. Lametti est un ancien parlementaire remarquable, un grand Canadien d'origine italienne et une personne notable qui se met au service de la population. Les députés d'en face devraient célébrer le fait que de grands Canadiens sont prêts à se mobiliser en devenant agent public pour servir les Canadiens.

* * *

● (1505)

LES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT

David McKenzie (Calgary Signal Hill, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a annoncé hier la nomination de son nouveau chef de cabinet et de son nouveau secrétaire principal. Les titulaires de ces postes sont deux de ses principaux collaborateurs, et certaines des personnes les plus puissantes à Ottawa; ils dirigent l'élaboration des politiques. Le nouveau chef de cabinet veut faire disparaître le secteur pétrolier et gazier, et il affirme que cela doit se faire par l'intermédiaire de Brookfield. David Lametti, qui a été ministre de la Justice sous Justin Trudeau, a supervisé le système de mise en liberté sous caution désastreux de notre pays, et il a maintenu en place les lois C-5 et C-75.

Pourquoi le premier ministre s'entoure-t-il d'anciens collaborateurs de M. Trudeau qui veulent empêcher l'extraction des hydrocarbures et maintenir des lois laxistes en matière de criminalité?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je ne comprends pas cette étrange fixation sur les décisions relatives au personnel. Il y a à la Chambre plusieurs élus qui sont tout à fait disposés à répondre aux questions sur les politiques publiques du gouvernement et à rendre des comptes là-dessus.

Nous nous réjouissons évidemment lorsque des personnes remarquables, compétentes et talentueuses se joignent au gouvernement du Canada. C'est ce à quoi nous venons d'assister la fin de semaine dernière. Je suggère aux députés de poser des questions sur les problèmes qui préoccupent les Canadiens.

L'ÉCONOMIE

Corey Hogan (Calgary Confederation, Lib.): Monsieur le Président, face aux menaces répétées des États-Unis à l'égard de notre souveraineté économique, les Canadiens ont choisi de donner au gouvernement un mandat fort pour bâtir un Canada fort. Comme nous l'avons entendu, le premier ministre et les premiers ministres provinciaux et territoriaux se réunissent aujourd'hui à Saskatoon, en Saskatchewan, l'un des moteurs économiques de notre grand pays, et le renforcement de l'économie canadienne est à l'ordre du jour.

Les députés d'en face ont imaginé beaucoup de résultats d'une rencontre à laquelle ils n'ont pas été invités. Afin de revenir aux faits, le ministre des Finances et du Revenu national peut-il informer la Chambre des détails de ces travaux et de leur importance pour le Canada?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à la Chambre à mon collègue de Calgary Confederation et je le remercie de l'excellent travail qu'il accomplit pour les habitants de Calgary et pour les Albertains.

En effet, la rencontre des premiers ministres a lieu aujourd'hui à Saskatoon. Il s'agit d'une excellente occasion pour le premier ministre de réunir les premiers ministres provinciaux et territoriaux autour d'une même table avec un programme commun, pour se concentrer sur l'édification d'un Canada plus fort et plus uni. Le temps est venu de bâtir une économie canadienne unie et d'accélérer l'approbation de projets d'édification nationale.

Ensemble, nous allons bâtir un Canada fort. Voilà ce à quoi nous nous employons.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, depuis sept mois, les comités parlementaires sont demeurés inactifs alors que, selon le premier ministre, le pays fait face à une menace existentielle. Il semble que le premier ministre ne soit pas pressé de les mettre sur pied.

Les comités jouent un rôle important dans notre démocratie. Il s'agit de l'endroit où les projets de loi sont examinés minutieusement, où des témoins parlent aux députés des répercussions que ces mesures législatives et ces menaces ont sur leur entreprise, leur vie et leur collectivité, et où le gouvernement est tenu de rendre des comptes. Nous n'avons pas de budget et, sans comités, il n'y aura pas de surveillance ni de reddition de comptes. C'est peut-être ce que veut le premier ministre.

Le premier ministre s'engagera-t-il à faire en sorte que les comités soient formés avant le début de ses vacances d'été?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je prends bonne note de la question du député. Des comités permanents seront mis sur pied à la Chambre, comme toujours. Je me demande où était le député l'automne dernier, lorsque son parti a passé trois mois consécutifs à refuser d'entendre une seule proposition du gouvernement visant à améliorer la vie des Canadiens, à améliorer notre environnement et à faire avancer des projets.

Où se trouvait le député à ce moment-là? Il devrait avoir honte de poser une telle question maintenant.

[*Français*]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, depuis 20 mois, le régime Nétanyahou bombarde sans pitié les Palestiniens de Gaza. Résultat: 54 000 morts, dont 15 000 enfants, et des milliers de blessés, la famine utilisée comme arme de guerre, des hôpitaux bombardés et des familles brûlées vives. Alors que l'humanité s'était dit « plus jamais », ça se reproduit aujourd'hui sous nos yeux. De concert avec la France et l'Angleterre, le premier ministre a affirmé que si ça ne s'arrêtait pas, ils ne resteraient pas les bras croisés.

Au nom de tous les enfants tués et meurtris de Gaza, les libéraux préparent-ils des sanctions contre Nétanyahou et son cabinet?

● (1510)

[*Traduction*]

L'hon. Randeep Sarai (secrétaire d'État (Développement international), Lib.): Monsieur le Président, le Canada est profondément préoccupé par la nouvelle escalade de la violence à Gaza. Ces attaques mettent en danger la vie d'un nombre incalculable de civils. Nous exhortons les deux parties à maintenir leur engagement à respecter le cessez-le-feu et à mettre fin aux innombrables pertes de vies évitables. Les produits de première nécessité comme la nourriture, l'électricité, le carburant et les fournitures médicales ne doivent jamais être utilisés comme des outils politiques. Nous demandons que ces produits puissent entrer immédiatement et librement dans la bande de Gaza et que tous les otages restants soient libérés.

AFFAIRES COURANTES

[*Traduction*]

PÉTITIONS

LE BUDGET

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom de Canadiens qui déplorent le fait que le gouvernement va commencer ses vacances d'été sans leur avoir présenté de budget et ainsi exposé comment les libéraux dépensent l'argent durement gagné des contribuables. C'est la première fois que cela se produit dans l'histoire du Canada, et cela est d'autant plus surprenant qu'il s'agit d'un gouvernement qui était déjà en place.

Kevin Lamoureux: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Il ne s'agit évidemment pas d'une pétition. Il s'agit plutôt d'une déclaration. Si le député présente une pétition, il ne devrait parler que de l'essence de cette dernière.

Le Président: Le député peut poursuivre, mais en se concentrant sur la pétition. Je vais lui demander de reprendre du début. Nous verrons où cela nous mène.

Article 52 du Règlement

Greg McLean: Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom de Canadiens qui déplorent le fait qu'aucun budget ne sera déposé avant les vacances d'été que le gouvernement entend prendre sans avoir expliqué aux Canadiens comment il va dépenser l'argent qu'ils ont durement gagné. Les pétitionnaires disent que c'est la première fois dans l'histoire du Canada qu'un gouvernement qui était déjà en place ne présente pas de budget au printemps et qu'il remet cela à l'automne. Les gens évoquent l'incertitude que cela crée et le manque de confiance du public qui en découle.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au gouvernement fédéral de déposer immédiatement un budget et de prolonger la présente séance de la Chambre afin que nous puissions avoir des éclaircissements sur les dépenses que le gouvernement effectue au-delà des 60 milliards de dollars annoncés pour les mesures qu'il a présentées durant la campagne électorale.

Je dépose cette pétition au nom des Canadiens de partout au pays.

LA PAIX ET LA JUSTICE

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition au nom d'habitants de Vancouver-Est qui ont participé au voyage du train de la paix jusqu'à Ottawa pour promouvoir une culture de la paix et résister à la culture de la guerre.

Les pétitionnaires soulignent que le Canada est signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et que l'adoption par le Canada de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones reflète également notre engagement envers les principes de justice, d'égalité et de liberté. Ils soulignent que ces principes sont essentiels à la paix, à la prévention des conflits et des guerres, ainsi qu'à la sécurité et à la stabilité du Canada. Ils soulignent également que l'absence de respect universel des droits de la personne et des libertés fondamentales est l'une des principales causes sous-jacentes de conflits violents.

Face à des guerres de plus en plus violentes, à la menace nucléaire, aux bouleversements climatiques et aux crises humanitaires, les signataires demandent à la Chambre des communes réunie en Parlement de créer et de financer un centre d'excellence pour la paix et la justice axé sur la recherche, l'éducation et la formation en matière de résolution de conflits, de diplomatie et d'opérations de paix pour les services de police, le personnel militaire et les civils canadiens ainsi que pour la communauté internationale.

● (1515)

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je présente également une pétition au nom de membres du train de la paix de Parksville, Denman Island, Courtenay, Port Alberni et Bamfield, dans ma circonscription.

Les pétitionnaires soulignent que l'absence de respect universel des droits de la personne et des libertés fondamentales est la cause sous-jacente des conflits violents. Ils soulignent qu'une société ouverte et un public et un Parlement informés sont essentiels pour comprendre les questions complexes liées aux conflits violents et parvenir à une paix durable et au désarmement. Avec la fermeture du Centre Pearson pour le maintien de la paix, le Canada a perdu une importante structure institutionnelle indépendante dirigée par des civils qui soutenait la recherche, les politiques et la formation sur les opérations de paix et la résolution de conflits.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de créer et de financer un centre d'excellence pour la paix et la justice axé sur la recherche, l'éducation et la formation en résolution de conflits, en diplomatie et en opérations de paix pour les civils, les services de police et le personnel militaire canadiens, ainsi que pour la communauté internationale.

* * *

LES ÉPAULARDS RÉSIDENTS DU SUD

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, les pétitionnaires demandent à la Chambre de se pencher sur la crise que représente l'effondrement de la population d'épaulards résidents du Sud. Ces animaux constituent une population en voie de disparition inscrite sur la liste de la Loi sur les espèces en péril du Canada. Bon nombre de promesses et de programmes ont été mis en place, mais la population d'épaulards résidents du Sud ne bénéficie toujours pas d'une protection adéquate et serait bien mieux protégée si elle nageait de l'autre côté de la frontière, dans les eaux de l'État de Washington, où les règles sont plus strictes, où les règlements sont appliqués sur-le-champ et où les plaisanciers et les grands bateaux savent qu'ils peuvent recevoir des amendes et des contraventions au lieu d'être ignorés lorsqu'ils enfreignent les mesures de protection des baleines, comme c'est le cas de notre côté de la frontière.

Les pétitionnaires demandent instamment à la ministre des Transports de mettre en œuvre une réglementation obligatoire sur la distance à respecter entre les navires et les épaulards résidents du Sud, comme c'est le cas au sud de la frontière, dans l'État de Washington.

* * *

[*Français*]

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Adam van Koeverden (secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, je veux d'abord vous féliciter pour votre élection.

[*Traduction*]

Je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

LES FEUX DE FORÊT AU MANITOBA ET EN SASKATCHEWAN

Le Président: Je désire informer la Chambre que j'ai reçu un avis de demande de débat d'urgence. J'invite la députée de Winnipeg-Centre à prendre la parole pour une brève intervention.

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole pour demander la tenue d'un débat d'urgence sur les feux de forêt dévastateurs qui touchent actuellement le Manitoba et les régions avoisinantes.

Depuis la semaine dernière, plus de 17 000 personnes ont été contraintes d'évacuer leur maison dans le Nord du Manitoba. Bon nombre de ces personnes vivent dans des collectivités des Premières Nations isolées et nordiques. L'épaisse fumée dégagée par ces incendies s'est propagée à travers le pays et jusqu'aux États-Unis, suscitant de graves préoccupations pour la santé publique.

Le Manitoba et la Saskatchewan ont tous deux déclaré l'état d'urgence et lancent maintenant un appel à l'aide à la communauté internationale. Toutefois, le système d'intervention d'urgence du Canada manque une fois de plus à ses obligations envers les personnes les plus démunies, en particulier les communautés autochtones. Comme l'intervention a été lente, bureaucratique et déconnectée des réalités sur le terrain, les dirigeants des Premières Nations et les personnes évacuées tirent la sonnette d'alarme. Le système est défaillant, et ce sont les citoyens qui en paient le prix.

Dans un pays comme le Canada, aucune communauté ne devrait être laissée pour compte au cours d'une catastrophe climatique. En tant que parlementaires, il est de notre devoir d'agir. Voilà pourquoi je demande respectueusement la tenue d'un débat d'urgence, afin de délibérer sur les mesures immédiates à prendre pour protéger les communautés touchées et garantir une intervention juste et efficace à cette crise qui s'aggrave.

● (1520)

DÉCISION DE LA PRÉSIDENCE

Le Président: Je remercie la députée de Winnipeg-Centre de son intervention.

Je suis disposé à autoriser la tenue d'un débat d'urgence sur les feux de forêt au Manitoba et en Saskatchewan. Ce débat aura lieu demain, à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien.

DISCOURS DU TRÔNE

[*Français*]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement modifié.

L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai la voix un peu faible aujourd'hui, mais tout moment où je peux parler au nom de mes concitoyens est un bon moment.

Je vais partager mon temps de parole avec ma très chère collègue la députée de Rivière-des-Mille-Îles.

Je prends la parole en commençant par exprimer ma fierté et ma reconnaissance aux électeurs de Québec-Centre qui, le 28 avril dernier, m'ont appuyé pour une quatrième fois consécutive en me permettant de travailler avec eux de manière positive, constructive et rassembleuse. Je tiens donc à les remercier de leur confiance. J'ai hâte de bien les représenter ici, à Ottawa, comme à Québec.

La circonscription de Québec-Centre est évidemment la plus belle circonscription du pays. Je sais que d'autres députés prétendent que c'est aussi le cas de leur circonscription. Je vais donc dire que c'est la première ou la deuxième plus belle circonscription du Canada et je vais laisser le choix final à mes propres concitoyens. C'est une circonscription de gens fiers et solidaires. C'est

une circonscription diversifiée qui est fière et consciente de cette diversification que nous connaissons à Québec et ailleurs au Canada.

Je remercie évidemment ma famille de son appui indéfectible au cours des dernières années. Cela me touche énormément. À la Chambre, nous savons tous et toutes à quel point l'appui de nos familles est essentiel à notre travail. Je pense évidemment à Marie-Chantal, à Étienne, à Clémence, à Antoine et à Jade, ma belle-fille, et à ses deux enfants, mes deux petits-enfants. Leur force tranquille me donne l'énergie et la vision nécessaires pour faire ce travail avec intégrité.

Je pense aussi à mes parents, à qui je dois tout. Leur proximité et leur présence m'aident encore aujourd'hui. Je pense aux bénévoles de la circonscription de Québec-Centre, qui ont mené une campagne électorale vraiment positive. Ils étaient proches des citoyens et présents dans notre communauté. Ce sont des gens qui, durant plusieurs semaines, se sont levés tôt le matin pour frapper à des portes, pour faire des appels ou pour poser des pancartes. Je me souviens du premier soir. Il ventait et il pleuvait, mais ils étaient là pour faire vivre notre démocratie.

Je pense aussi aux autres candidats dans la circonscription de Québec-Centre; Simon Bérubé, Tommy Bureau, Patrick Kerr et Daniel Brisson. Ce sont des gens qui, avec leurs bénévoles, se sont donnés corps et âme pour faire vivre notre démocratie avec des débats d'idées et des échanges passionnés et informés, mais toujours respectueux et cordiaux. Je les remercie de leur engagement et de leur dévouement sincère envers les citoyens et les citoyennes de Québec-Centre.

Finalement, je pense à l'équipe de mon bureau de Québec-Centre, que je remercie. Maya, Corinne, Fatima, Anie-Ève, Steve et Nelson font tous les jours ce qu'on appelle chez nous de la « PPPP », à savoir de la politique positive proche des personnes. C'est pour ça qu'ils sont reconnus et connus. Au cours des prochaines années, je vais continuer à travailler avec eux pour faire valoir l'importance de cette politique proche de nos concitoyens, une politique positive, solidaire et résiliente.

Parlant de solidarité et de résilience, les dernières années nous ont mis à l'épreuve, avec la pandémie, avec les effets de la crise climatique, avec les guerres un peu partout sur la planète, avec l'augmentation du coût de la vie et, tout dernièrement, avec les tensions économiques mondiales et les tensions géopolitiques.

À cet égard, le discours du Trône trace un chemin vers un avenir plus juste, durable et prospère. C'est un discours qui s'inscrit dans la volonté de ce nouveau gouvernement de bâtir un Canada plus fort où personne n'est laissé pour compte.

Le plan est clair: il faut soutenir les familles, les jeunes et les aînés dans un contexte économique exigeant, construire plus de logements plus rapidement et à moindre coût et défendre nos intérêts et nos valeurs dans un contexte de tensions commerciales et sécuritaires.

● (1525)

Il s'agit de faire du Canada l'économie la plus forte du G7. Il s'agit aussi d'investir en une économie plus verte et plus respectueuse de la santé de l'environnement et de la santé des gens. Il s'agit de créer une économie plus innovante, créatrice d'emplois de qualité avec de bons salaires, diversifiée et résiliente. Évidemment, il s'agit aussi de faire progresser, au Québec comme ailleurs au Canada, la réconciliation avec les peuples autochtones dans le respect et l'affirmation de leurs droits.

Dans ma circonscription de Québec-Centre, ces priorités ne sont pas théoriques. Elles sont profondément concrètes. On les entend résonner dans les commerces de Saint-Roch, on en entend parler dans les établissements d'enseignement de Saint-Sacrement, dans les résidences pour aînés de Montcalm, chez les petites entreprises du Vieux-Québec, chez les familles de Vanier et de Duberger-Les Saules, dans les organismes communautaires de Saint-Sauveur, chez les fiers résidants du Cap-Blanc et parmi les citoyens engagés de Saint-Jean-Baptiste. Ce sont leurs voix, nos voix, nos besoins et nos aspirations que je porte ici à la Chambre.

Je suis particulièrement encouragé par les engagements clairs du gouvernement canadien en matière de logement. Nous devons accélérer la construction de logements sociaux et abordables. Nous devons appuyer les coopératives, les habitations de propriété publique et les organismes sans but lucratif en logement, et nous devons faire en sorte que tous les Québécois et les Canadiens, que chaque personne, peu importe son revenu et sa situation, puisse vivre, grandir et être logée dans la dignité.

Le plan que nous mettons de l'avant vise non seulement à bâtir plus de logements, mais à bâtir mieux, plus rapidement et à moindre coût. J'aimerais souligner en passant cette entente historique que nous avons signée il y a presque deux ans avec le gouvernement du Québec, qui permet actuellement de construire près de 10 000 logements sociaux et abordables. C'est l'entente en logement avec le Québec la plus importante de toute l'histoire du pays. C'est en fait l'investissement le plus important du gouvernement du Québec, appuyé par le gouvernement canadien, de toute l'histoire de la province en matière de logements sociaux. C'est une démonstration très manifeste que, lorsque les gouvernements travaillent ensemble, tous les Québécois, y compris ceux de Québec-Centre, peuvent en profiter de manière extraordinaire.

Dans le discours du Trône, le gouvernement canadien promet aussi d'investir dans des projets structurants. Dans ma circonscription de Québec et dans la grande région de Québec, il y a plusieurs de ces projets qui permettront de raccorder le pays, de resserrer les liens entre le Canada et le reste du monde, et de créer des emplois bien rémunérés pour les générations à venir.

Je vais commencer par le réseau de transport structurant pour Québec, le réseau de tramway qui fera que Québec ne sera plus la seule ville de taille comparable au Canada à ne pas avoir de réseau de transports en commun moderne. En plus, la ville de Québec est la capitale nationale du Québec. Nous avons besoin de ce projet, qui va créer des dizaines de milliers d'emplois, qui va accélérer, et même permettre la construction de jusqu'à 15 000 logements autour du réseau de transport et qui va amener des investissements publics et privés à la hauteur d'environ 50 000 $ par famille de la ville de Québec.

Il y a aussi un lien de train à grande fréquence entre Toronto et Québec et des investissements additionnels dans le chantier Davie, le plus grand chantier naval au pays et qui est depuis maintenant deux ans inclus dans la nouvelle Stratégie nationale de construction navale après en avoir été exclus par l'ancien gouvernement.

Il y a le pont de Québec, qui est évidemment une véritable prouesse d'ingénierie, un majestueux emblème du patrimoine canadien depuis 1919. Nous allons le restaurer, le sauvegarder et mieux le valoriser après des décennies de frustration de la part des gens de ma circonscription.

Je vais terminer en parlant du Régime canadien de soins dentaires. Il y a quelques minutes à peine, notre collègue faisait mention de ce régime canadien. Il y a 15 000 aînés de ma circonscription qui en profitent déjà. Ce nombre est de 1,3 million à l'échelle du Québec. Il y en a maintenant des millions d'autres, autour de 4 millions, qui y sont admissibles depuis le mois dernier. Nous avons tous et toutes la responsabilité et la chance d'en faire la promotion au cours des prochaines semaines.

En terminant, c'est une grande chance, évidemment, d'être député de la circonscription de Québec-Centre. Être député, c'est une chance que je partage avec beaucoup de gens ici, à la Chambre. Peu importe nos couleurs politiques, c'est une occasion de travailler ensemble sur les grandes priorités du gouvernement canadien.

● (1530)

[*Traduction*]

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, si je ne m'abuse, le député a déjà été président du Conseil du Trésor, un organisme responsable de l'ensemble des dépenses gouvernementales et de la responsabilité financière. L'une des choses qui me préoccupent et qui préoccupent bon nombre de mes collègues et de nombreux Canadiens, c'est que le premier ministre a annoncé qu'il ne présenterait pas de budget avant l'automne. Pourtant, pendant la campagne électorale, il disait « il faut un plan ».

Compte tenu de son expérience à titre de président du Conseil du Trésor, le député ne convient-il pas que c'est tout à fait vrai et que les Canadiens devraient pouvoir voir un budget, afin de savoir où l'argent sera dépensé et d'où il viendra?

L'hon. Jean-Yves Duclos: Monsieur le Président, je suis ravi d'entendre mon collègue, avec qui j'ai eu l'occasion de travailler de diverses manières au cours des dernières années.

Je suis d'accord avec lui pour dire que nous aurons un budget en temps et lieu. Ce budget contiendra tous les renseignements à jour dont le député a légitimement besoin. Il verra ces chiffres et ce budget en temps et lieu, et ils auront fait l'objet de toute la rigueur voulue.

[*Français*]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours de mon collègue.

Nous parlons de rigueur budgétaire. Notre collègue conservateur avait raison de le mentionner, on n'a toujours pas de budget alors qu'on prévoit des dépenses.

Il y a une dépense importante que le gouvernement s'apprête probablement à faire. On parle de construire des pipelines partout au Canada. Je me souviens de Trans Mountain et de l'annonce à l'époque qui disait qu'on allait l'acheter, qu'on allait le revendre et qu'on allait faire de l'argent. À ce que je sache, il n'a pas été vendu, et on parle pourtant d'en construire un autre.

Est-ce que mon collègue considère que ce serait un geste de rigueur budgétaire que de dépenser pour acheter un nouveau pipeline alors qu'on n'a toujours pas réussi à vendre le premier et alors qu'on n'a toujours pas de budget déposé?

L'hon. Jean-Yves Duclos: Monsieur le Président, comme mon collègue le sait très bien, le gouvernement canadien n'a pas l'intention de rester propriétaire du pipeline Trans Mountain. Il est construit, il est opérationnel et il sera éventuellement, au moment opportun, transmis à d'autres propriétaires.

Au sujet de la question des corridors commerciaux, mon collègue, que j'estime beaucoup, sait aussi que nous avons davantage besoin de corridors commerciaux entre les différentes régions du Canada et entre le Canada et d'autres régions, à l'extérieur du pays, si nous voulons être davantage forts et résilients en ces circonstances très inquiétantes que nous vivons depuis déjà plusieurs mois.

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais féliciter mon honorable collègue pour son retour à la Chambre de commune. J'ai eu la chance de visiter sa circonscription durant la session dernière. J'ai vu à quel point il a le soutien de ses concitoyens et de ses concitoyennes.

J'aimerais poser une question à mon collègue. Qu'est-ce qu'il pense du Régime canadien des soins dentaires dont l'accès sera élargi à plusieurs personnes dans sa circonscription, des gens qui l'ont encore envoyé ici pour s'assurer que le gouvernement travaille sur ce genre d'enjeux? Est-ce qu'il peut nous dire un peu ce qu'il va faire sur ce plan?

● (1535)

L'hon. Jean-Yves Duclos: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de London-Ouest que j'apprécie beaucoup. Elle a pu voir les gens de ma circonscription la recevoir avec bonheur. Elle a aussi montré aux gens de ma circonscription, Québec-Centre, qu'il y a de fiers francophones qui habitent hors Québec qui sont fiers de leur communauté, qui la défendent et qui en font la promotion.

Pour le Régime canadien de soins dentaires, c'est une histoire de succès extraordinaire. La raison pour laquelle on en parle peu, c'est que cela va très bien dans ma circonscription. C'est 98 % des dentistes et des hygiénistes qui participent au programme et qui félicitent le gouvernement canadien tous les jours. Il y a 15 000 aînés qui en profitent aussi. Comme elle le dit, il y a maintenant plusieurs milliers d'autres Canadiens âgés de 18 à 64 ans qui ne sont pas encore au courant de l'existence de ce régime.

[*Traduction*]

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, il est clair que le premier ministre a présenté un discours du Trône d'exclusion qui ne fait aucune mention des aînés, de la communauté des personnes handicapées, de la santé mentale des jeunes et de la toxicomanie ni de mention honorable des femmes, des personnes de diverses identités de genre, des travailleurs et des Autochtones, même si l'ensemble de son plan économique dépend des terres, des territoires et des ressources des Autochtones. Il n'a pas non plus de budget.

En pleine crise de l'abordabilité, comment le premier ministre entend-il s'attaquer aux inégalités croissantes au Canada qui découlent...

[*Français*]

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Québec Centre peut donner une brève réponse.

[*Traduction*]

L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'aurais besoin de beaucoup plus de temps que cela pour parler de la nécessité fondamentale de travailler à la réconciliation et à l'affirmation des droits et des libertés des Autochtones. La députée a parlé des aînés. Elle n'est pas sans savoir que c'est grâce à l'appui du NPD que nous avons été en mesure de...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons le débat. La députée de Rivière-des-Mille-Îles a la parole.

[*Français*]

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord vous féliciter pour votre nomination.

J'aimerais remercier mes chers concitoyens de Boisbriand, de Deux-Montagnes, de Saint-Eustache et de Rosemère de leur appui lors de la dernière élection. Je suis reconnaissante de me voir accorder à nouveau ce privilège.

[*Traduction*]

J'aimerais également exprimer ma profonde gratitude envers les citoyens de ma circonscription qui m'ont appuyée aux dernières élections.

[*Français*]

Je me tiens aujourd'hui avec fierté devant les concitoyens de ma circonscription à la suite du discours du Trône de 2025, qui trace la voie d'un Canada plus fort, plus juste et plus solidaire. Ce discours n'est pas qu'un énoncé d'intention, c'est un engagement envers les concitoyens de ma circonscription, envers notre avenir commun. Il a été présenté dans un contexte mondial incertain, mais il est porteur d'espoir. Il trace une voie claire, celle d'un Canada plus juste, plus résilient, plus uni. Cette vision, nous devons la faire vivre ici, dans notre circonscription, Rivière-des-Mille-Îles.

Voici ce qui a attiré mon attention plus particulièrement en ce qui touche Rivière-des-Mille-Îles: la défense de la langue française et de la culture québécoise. Dans Rivière-des-Mille-Îles, nous savons que la langue française est bien plus qu'un outil de communication. Elle est le cœur battant de notre identité, de notre nation. Ce n'est pas qu'une langue, c'est une mémoire, une culture, une façon de voir le monde. Notre gouvernement s'est engagé à renforcer la Loi sur les langues officielles. Je m'assurerai que cela se traduira par des mesures concrètes pour protéger le français, par l'augmentation du financement des institutions francophones de partout au pays et par un soutien accru partout où c'est nécessaire.

Notre culture québécoise mérite elle aussi d'être protégée et célébrée. Cela passe par un appui clair à nos artistes, à nos maisons de production, à nos festivals. Cela passe aussi par la défense de CBC/Radio-Canada, notre diffuseur public, qui joue un rôle essentiel dans la diffusion de notre culture, de notre identité, de notre diversité et de notre histoire, et qui travaille à contrer la désinformation.

J'aimerais signaler à tous mes collègues que les Québécois ont élu, aux dernières élections fédérales, 44 députés libéraux, soit 56 % des 78 députés québécois. Au gouvernement, nous serons présents pour défendre les intérêts des Québécois à la table des décisions.

La protection des droits des femmes est un autre élément qu'il faut souligner. Dans un monde où les droits des femmes sont encore remis en question et sont menacés, nous devons rester vigilants. Le Canada doit être un phare en réaffirmant son engagement à protéger ces droits. Cela signifie un accès équitable aux soins de santé, à la sécurité, à l'éducation et à l'emploi. Cela implique aussi des mesures concrètes contre la violence conjugale, les écarts salariaux et toutes les formes de discrimination.

J'aimerais souligner que notre caucus libéral a atteint la zone paritaire en faisant élire 40 % de femmes au sein de notre équipe de parlementaires.

Des voix: Bravo!

Linda Lapointe: Monsieur le Président, il reste encore beaucoup d'efforts à faire à la Chambre des communes, car, malheureusement, nous, les femmes élues à la Chambre des communes, ne représentons que 30 % de la députation totale.

J'aimerais également attirer l'attention de la Chambre sur un autre point soulevé dans le discours du Trône: il ne faut pas oublier la baisse d'impôts qui entrera en vigueur dès le 1er juillet. Cela entraînera des répercussions notables dans la circonscription de Rivière-des-Mille-Îles. En réduisant de 1 % le taux d'imposition, cette mesure permettra à plus de 22 millions de Canadiens, notamment ceux des familles à revenus moyens et faibles, de bénéficier d'un allégement fiscal pouvant atteindre jusqu'à 825 $ par année pour les ménages disposant de deux revenus. Le coût de la vie, notamment en matière de logement et d'alimentation, pèse lourdement sur les ménages. Cette baisse d'impôts offrira un répit financier aux citoyens de Rivière-des-Mille-Îles et renforcera leur pouvoir d'achat.

Parlons maintenant du logement. Le gouvernement a promis la construction de 500 000 logements par année partout au pays. C'est une mesure ambitieuse, mais nécessaire. Ici, dans Rivière-des-Mille-Îles, la pression sur le marché immobilier est forte. Les jeunes familles peinent à acheter un logement. Les aînés cherchent des logements adaptés, les loyers des locataires ne cessent d'augmenter. Toutes et tous ont besoin de logements abordables, accessibles et bien situés. Toutes et tous méritent de vivre dans la dignité.

Je veillerai à ce que Rivière-des-Mille-Îles reçoive sa juste part de ces investissements. Il faut évidemment construire des logements, mais il faut aussi en rénover, densifier intelligemment les villes et protéger les quartiers contre la spéculation.

● (1540)

Je veux aussi travailler à aller chercher les subventions en matière d'infrastructure pour ma circonscription. Lorsque j'ai eu le privilège de représenter Rivière-des-Mille-Îles de 2015 à 2019, j'ai assisté au lancement du projet de transport collectif électrique de train léger de la région métropolitaine, le REM, par notre gouvernement. Une ligne de ce projet va relier Montréal à Deux-Montagnes, dans ma circonscription. Selon mes informations, cette ligne devrait ouvrir cet automne. C'est une belle nouvelle. J'invite le Président à venir essayer le train léger. Ça me fera plaisir de prendre le train avec lui.

La protection de la gestion de l'offre est un des éléments qui m'intéresse particulièrement dans le discours du Trône. Nos producteurs agricoles, nos éleveurs et nos transformateurs alimentaires dépendent de la gestion de l'offre. Ce système garantit des prix stables, une qualité constante et une sécurité alimentaire. La gestion de l'offre protège aussi nos fermes familiales contre les aléas du marché mondial. Je m'opposerai à toute tentative de la démanteler dans le cadre des accords commerciaux. La souveraineté alimentaire, c'est aussi une question de sécurité nationale.

Les relations commerciales avec les États-Unis nous demandent vigilance et résilience. Les tensions commerciales avec les États-Unis entraînent des répercussions directes dans ma circonscription, Rivière-des-Mille-Îles. Des entreprises comme Nova Bus, qui fabrique des autobus électriques, ou Damotech, qui conçoit des systèmes de sécurité industrielle, sont touchées par les droits de douane et l'incertitude qu'ils engendrent. Même l'entreprise Aliments O'Sole Mio, une fierté locale, ressent les effets de cette guerre commerciale.

Nous devons défendre nos entreprises tout en ouvrant les nouveaux marchés avec nos alliés, dont ceux du G7, l'Europe, l'Asie et l'Amérique latine. Ce sont des partenaires stratégiques pour notre avenir économique. Il est également temps de briser les barrières commerciales interprovinciales. Pourquoi un produit fabriqué à Saint-Eustache aurait-il plus de difficultés à se vendre en Ontario qu'en Californie? C'est une absurdité économique que nous devons corriger.

La défense de notre souveraineté dans l'Arctique a aussi été mise en évidence dans le discours du Trône. Le Canada doit affirmer sa souveraineté dans l'Arctique. Le réchauffement climatique ouvre de nouvelles routes maritimes et attise les convoitises. Nous devons être prêts. Cela passe par une augmentation responsable de nos dépenses militaires pour moderniser nos équipements, soutenir nos troupes et protéger notre territoire.

Les soins dentaires sont un autre élément important du discours du Trône. Le nouveau programme de soins dentaires représente une économie d'environ 800 $ par an pour 8 millions de Canadiens. C'est une mesure concrète qui améliore la santé, réduit les inégalités et allège le fardeau financier des familles. Dans ma circonscription, ce sont plus de 10 000 citoyens qui en bénéficiaient en janvier 2025. J'avais eu le privilège d'aller à la rencontre des résidants du Domaine Chénier, à Saint-Eustache, au printemps 2024, pour parler du programme, avec l'honorable Marie-Claude Bibeau. Les résidants étaient enchantés. Je sais que cela améliore énormément les choses dans Rivière-des-Mille-Îles.

En conclusion, Boisbriand, Deux-Montagnes, Saint-Eustache et Rosemère, ce sont quatre villes, mais une seule communauté; une communauté forte, résiliente et fière. Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir où nos deux langues officielles seront protégées et où notre culture est célébrée.

● (1545)

[*Traduction*]

Nous sommes unis pour l'avenir. Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir où nos droits seront protégés et où notre économie sera forte. La version anglaise de notre hymne national contient une phrase puissante qui dit que notre pays est fort et libre. C'est la voie de l'avenir.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, dans le discours du Trône, le roi a notamment parlé de faire du Canada une superpuissance énergétique. Qu'en pense la députée? Croit-elle que l'Alberta jouera un rôle important à cet égard?

[*Français*]

Linda Lapointe: Monsieur le Président, comme notre collègue doit sûrement le savoir, le premier ministre est aujourd'hui en rencontre avec tous les premiers ministres des provinces et des territoires. J'ose espérer que, tous ensemble, ils trouveront une façon de continuer à bâtir un Canada plus fort et plus juste.

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, c'est ma première intervention en cette 45e législature. On me permettra de remercier les gens de Montcalm qui m'ont renouvelé leur confiance pour une quatrième fois. Je tiens à leur dire que je tenterai d'être à la hauteur de leurs attentes.

Ma collègue a parlé du programme de soins dentaires. C'est absolument nécessaire d'élargir cette assurance. Par contre, ici, j'ai une motion unanime de l'Assemblée nationale. Elle a parlé des 44 députés du Québec à la Chambre qui vont faire valoir les intérêts du Québec. C'est une motion adoptée à l'unanimité par les élus du Québec de tous les partis. À l'époque, ils disaient, par rapport à l'assurance dentaire, qu'ils voulaient un droit de retrait avec pleine compensation pour pouvoir bonifier leur propre régime.

Est-ce que les 44 députés vont faire valoir la voix de l'Assemblée nationale ici, à la Chambre?

Linda Lapointe: Monsieur le Président, en effet, comme je l'ai dit précédemment dans mon discours, les soins dentaires touchent plus de 10 000 personnes qui en ont bénéficié dans ma circonscription. C'est beaucoup de personnes. Cela fait une différence. Souvent, cela a une incidence chez les aînés qui ne pouvaient pas changer leur dentier. C'est quelque chose qui est très dispendieux. Je suis contente de voir que les gens ont pu en profiter.

Au sujet des 44 députés qui représentent le Québec, j'aimerais dire à mon honorable collègue que nous sommes à la table de décision. Nous allons pouvoir faire avancer le dossier du Québec. Tout le temps, nous allons avancer.

L'hon. Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue pour son discours et pour son retour à la Chambre. Au cours des dernières années, elle a été là pour nous chaque jour. Maintenant, elle va pouvoir à nouveau se concentrer sur les citoyens de sa circonscription. Je lui dis bravo.

Elle a mentionné dans son discours l'importance de lutter pour le droit des femmes. Aux États-Unis, on voit ce qui s'est passé avec le renversement de la décision dans la cause *Roe c Wade*. On voit aussi comment les conservateurs ont de la difficulté à prendre position. Ils ont tout fait pour empêcher un des leurs de venir témoigner au Comité permanent de la justice.

Alors, je voudrais que ma collègue nous réitère l'importance d'être là pour appuyer les femmes dans toutes les sphères de leurs droits.

● (1550)

Linda Lapointe: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Sherbrooke, j'apprécie ses mots gentils. Oui, j'ai eu du plaisir pendant cinq ans à soutenir mes collègues du parti, mais je dois dire que de soutenir mes concitoyens de Rivière-des-Mille-Îles me fait vraiment chaud au cœur.

Il y a des questions qui nous touchent plus que d'autres. Je dirais que, pour moi, ce sont les langues officielles et le droit des femmes. Pour moi, c'est très important. Il y a un vent qui souffle depuis le sud de la frontière. Il faut contrer cela et nous assurer de conserver et d'améliorer nos droits prévus par la Charte canadienne des droits et libertés. Cela demeure toujours sensible et facile à changer.

Je vais être là pour continuer à parler pour le droit des femmes. J'ai deux filles. J'ai une petite-fille. J'ai des belles-filles. Pour moi, c'est très important. Tout cela m'a été donné par ma mère, qui est féministe.

[*Traduction*]

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, quiconque a déjà fait des affaires dans le secteur privé sait que la prévisibilité et la stabilité sont deux des éléments les plus recherchés. Or, le premier ministre actuel ne se donne même pas la peine de présenter un budget. Qu'en pense la députée d'en face?

[*Français*]

Linda Lapointe: Monsieur le Président, je dois avouer que je croyais que mon temps de parole était terminé. Je ne suis pas certaine de quel enjeu le député parlait. Toutefois, je suis capable de parler de Rivière-des-Mille-Îles et de dire que je vais être la fière représentante de tous mes concitoyens. Je vais continuer à siéger.

J'espère que les députés de l'autre côté de l'allée vont travailler avec le gouvernement pour faire avancer tous les dossiers qui sont très importants, notamment les droits de douane et la guerre commerciale.

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole au sujet du discours du Trône.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Surrey-Sud—White Rock.

J'aimerais revenir sur un point qui vient d'être soulevé par les députés d'en face, à propos du budget. Un certain nombre de conservateurs ont demandé pourquoi il n'y a pas de budget fédéral. Je les invite à se rappeler l'époque où Stephen Harper est devenu premier ministre du Canada. Lorsqu'il est entré en fonction, c'était au mois de février. Il a fallu des mois avant qu'il présente enfin un budget. Je crois qu'il est arrivé au pouvoir en février et qu'il a présenté le budget en mai.

Les Canadiens ont pris la décision très sage d'élire un premier ministre qui a conscience de l'importance de l'économie et du budget. Les Canadiens ne sont pas surpris que cela prenne du temps. Les élections ont eu lieu le 28 avril dernier. Il faut un certain temps pour évaluer des dépenses qui se chiffrent en milliards de dollars et présenter un budget en bonne et due forme. Lorsqu'un nouveau gouvernement arrive au pouvoir, il y a lieu de s'attendre à un budget, et le premier ministre s'y intéresse de très près.

Après tout, le premier ministre a indiqué très clairement quelle est la priorité du gouvernement du Canada. Nous l'avons constaté grâce à l'une des toutes premières mesures qu'il a prises. Nous savons tous ce qu'il a fait: il a accordé un allégement fiscal important à des millions de Canadiens. Des centaines de millions de dollars retourneront gonfler le revenu disponible de tous les Canadiens. Sa première décision a été d'accorder un allégement fiscal aux Canadiens, ce qui répondait à l'un des principaux problèmes soulevés pendant la campagne électorale fédérale, à savoir le coût de la vie.

L'autre problème, et j'ai déjà eu l'occasion d'en parler à la Chambre, c'est la souveraineté du Canada ainsi que les moyens de créer les types d'emplois qui sont absolument nécessaires tout en préservant les emplois qui existent déjà. Il existe des préoccupations légitimes au sujet d'un certain nombre d'industries dans tout le pays.

Examinons les sujets dont les gens m'ont sans cesse parlé quand je faisais du porte-à-porte pendant la campagne électorale: les problèmes avec M. Trump, le commerce international, les droits de douane et le fardeau fiscal. Voilà les sujets dont les gens me parlaient quand je faisais du porte-à-porte. Ils comparaient Pierre Poilievre, les conservateurs et l'extrême droite au premier ministre et à ce qu'il avait à offrir. Examinons leurs biographies.

J'ai mentionné quelque chose l'autre jour. D'aucuns diraient que je suis en quelque sorte un politicien de carrière. C'est aussi le cas de Pierre Poilievre. Cependant, les Canadiens voulaient quelqu'un qui comprend l'économie en profondeur. Le premier ministre a été gouverneur de la Banque du Canada. Il avait été choisi par Stephen Harper, qui était alors premier ministre. Il a été gouverneur de la Banque d'Angleterre. Il comprend le fonctionnement d'une économie comme nul autre. Il s'est engagé à bâtir l'économie canadienne et à faire du Canada le pays le plus fort du G7, toutes proportions gardées. C'est pourquoi il rencontre les premiers ministres provinciaux aujourd'hui. Il est conscient que pour unifier l'économie canadienne, il faut rallier les premiers ministres provinciaux.

J'estime que c'est intéressant. J'ai une sœur qui vit en Ontario, un frère qui vit en Saskatchewan, deux sœurs qui vivent en Alberta et un frère qui vit en Colombie-Britannique. Quand nous discutons ensemble, ils comprennent pourquoi c'est si important que l'on fonctionne comme une seule économie. En tant que député ministériel, je trouve que ce serait une bonne chose, et les propositions sont très prometteuses.

● (1555)

Je n'ai jamais été un grand admirateur de Doug Ford, mais je suis vraiment très inspiré par un certain nombre de choses qu'il fait en concertation avec le premier ministre du Manitoba, Wab Kinew, et la Saskatchewan. Je crois comprendre qu'il tend également la main au Canada atlantique. Il y a un bien meilleur esprit de coopération de la part des provinces en ce qui concerne les obstacles au commerce. Selon des estimations, on pourrait réaliser des économies de 200 milliards de dollars en amenant les provinces et le gouvernement fédéral à travailler main dans la main. C'est ce que veulent les Canadiens.

Quelle que soit leur région, qu'ils viennent du Canada atlantique, du Québec, de l'Ontario, des Prairies, de la côte Ouest ou du Grand Nord, les Canadiens veulent que les partis politiques travaillent main dans la main. Ils veulent que les différents pouvoirs publics travaillent main dans la main pour répondre aux besoins des Canadiens. C'est ce que nous devrions tous réclamer.

Je suis cependant appréhensif parce que le Parti conservateur ne semble pas avoir tourné la page. Les conservateurs veulent reprendre les choses là où ils les avaient laissées en novembre et en décembre. D'après quelques discours que j'ai entendus, je dirais même que les conservateurs sont maintenant encore plus à droite. Certaines des choses que nous entendons de la part des députés d'en face sont insensées.

Au bout du compte, le discours du Trône, ce n'est pas que du vent. Les conservateurs devraient le lire. Ils constateraient qu'il est très constructif dans la perspective de faire progresser l'économie canadienne en plus de reconnaître l'importance des programmes sociaux. Que pensent les conservateurs de certains de ces programmes? Aujourd'hui, j'ai entendu un conservateur dire qu'il observait telle et telle chose dans le système de santé. Il blâmait Ottawa, même si ce sont les provinces qui administrent la santé.

J'ai de bonnes nouvelles pour ce député: le fédéral n'a jamais injecté autant d'argent dans le système de santé des provinces. D'un point de vue personnel, j'aimerais que des changements soient apportés à la Loi canadienne sur la santé, notamment pour accroître la reddition de comptes et la responsabilité financière. Nous pouvons sans doute prendre certaines mesures, mais nous devons être conscients que l'administration de la santé relève des provinces.

Parlons du potentiel des programmes fédéraux. Un député bloquiste s'est montré critique en demandant que le fédéral se contente de donner de l'argent à la province plutôt que de mettre en place le programme de soins dentaires, qui aide des milliers de gens au Québec et des centaines de milliers à l'échelle du pays. Pour les députés du bloc, Ottawa n'est rien de plus qu'un guichet automatique. Nous pouvons faire mieux.

Nous avons tous des responsabilités, et nos électeurs veulent que nous travaillions davantage ensemble et que nous agissions à titre de force unifiée. Je pense qu'au cours de la période à venir nous pourrons collaborer sur un grand nombre de questions. Tout d'abord, comment allons-nous bâtir cette économie unique? La Chambre des communes a un rôle à jouer. Il consiste en partie à veiller à ce que la Chambre adopte des projets de loi avant l'ajournement à la fin du mois.

Si les députés souhaitent contribuer à l'approche Équipe Canada et générer des résultats pour les Canadiens, elle doit notamment, et ce n'est pas facultatif, mettre en œuvre certaines des initiatives législatives qui seront proposées. Celles-ci reflètent ce que les Canadiens nous ont dit collectivement lorsque nous avons frappé à leur porte. L'élection s'est tenue il y a seulement un mois. Voilà ce en quoi consiste le programme législatif à court terme.

Nous espérons obtenir le soutien d'autres députés. Pour un gouvernement minoritaire, ce n'est pas facultatif. Nous devons convaincre des députés de l'opposition de se joindre à nous. Si les députés croient réellement en une économie unique plus forte et plus saine, par exemple, il y a un projet de loi qu'ils peuvent soutenir. Si les députés se préoccupent de ce qui se passe aux frontières, il y aura aussi un projet de loi qu'ils pourront soutenir.

Voilà le genre d'initiatives qui amélioreront la vie quotidienne des Canadiens, et les partis de l'opposition ont l'obligation morale d'appuyer certaines de ces mesures législatives. Ils pourraient peut-être chercher des moyens de les améliorer. Je ne dis pas que les députés ne peuvent pas être dans l'opposition. Ils devraient certainement être dans l'opposition et formuler des critiques constructives, mais ils devraient aussi reconnaître qu'à titre de Chambre des communes, nous devons adopter des mesures législatives. J'ai hâte que ce soit le cas.

● (1600)

Jagsharan Singh Mahal (Edmonton-Sud-Est, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre. Ce n'est rien de moins qu'un privilège. C'est ma deuxième semaine, et j'écoute le député de l'autre côté de la Chambre. Je l'aime réellement, mais là n'est pas la question. Il essaie de nous vendre un beau menu sans préciser le prix des articles qui se trouvent sur ce menu. S'il souhaite que les députés du Parti conservateur ou du Bloc appuient les libéraux, il doit nous dire ce que nous devrons faire pour les soutenir et où les libéraux vont nous mener.

La deuxième chose que je n'arrive pas à comprendre, c'est que nous en sommes à la deuxième semaine et que les libéraux ne nous ont toujours pas fourni la définition d'« une seule économie ». Ils évitent de fournir une telle définition, malgré le fait que nous avons une économie diversifiée. Chaque province a sa propre économie, qui diffère de celle des autres. Comment les libéraux prendront-ils cela en compte?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je comprends les principes qui sous-tendent la question posée. Il y a là des problèmes très concrets.

Par exemple, l'une des premières initiatives a été l'allégement fiscal pour les Canadiens, dont j'ai parlé. J'aurais pensé que les conservateurs se joindraient à nous et que nous n'aurions pas de problème à faire adopter cette mesure, mais je ne le tiens pas pour acquis parce que la première fois que nous avons tenté de le faire, c'était en 2015, et les députés se souviendront que les conservateurs ont voté contre cet allégement fiscal.

Quand je parle de « se joindre à nous », je ne veux pas dire que l'opposition ne devrait jamais formuler de critiques. Ses députés peuvent toujours dire qu'ils veulent X, Y et Z, mais en ce qui concerne l'allégement fiscal proposé, je pense que le Parti conservateur devrait voter en sa faveur. Je pense aussi que les conservateurs devraient voter pour le projet de loi dont la Chambre sera saisie et qui visera à éliminer certains de ces obstacles, surtout après avoir consulté les provinces.

[*Français*]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Winnipeg-Nord de son intervention et, encore une fois, de son appel à la bonne morale.

Je veux justement le questionner sur cette bonne morale. Est-ce qu'il considère comme légitime la présence à la Chambre de sa collègue de Terrebonne? On sait qu'il y a eu des ratés de la part d'Élections Canada concernant des bulletins de vote acheminés par voie postale. On sait également que le dépouillement judiciaire a permis à quatre bulletins de vote sur lesquels seul le prénom de Tatiana était inscrit d'être comptés. Je rappelle que le Bloc québécois a perdu avec un vote d'écart. Quatre votes auraient changé le résultat. Est-ce qu'il trouve cela légitime? Sur le site d'Élections Canada, il est clairement indiqué qu'il faut inscrire le prénom et le nom de famille de la candidate. Si on rejetait ces bulletins, c'est Nathalie Sinclair-Desgagné qui devrait être assise ici.

Est-ce qu'il trouve légitime la présence de sa collègue à la Chambre?

● (1605)

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, il y a eu beaucoup de résultats très serrés lors des dernières élections. Dans une circonscription, les libéraux ont perdu par quatre voix. Dans un autre cas, comme le député l'a souligné, les libéraux ont gagné par une voix, ou je devrais plutôt dire que les candidats concernés ont gagné ou perdu. Je fais entièrement confiance à Élections Canada et à son travail.

Élections Canada est reconnue dans le monde entier comme une organisation incontournable lorsqu'il est question, par exemple, de démocratie et de la façon de tenir des élections justes. Commencer à remettre en question Élections Canada ne rendrait service à personne, selon moi. Élections Canada a tout mon appui. J'ai moi-même dû passer par un recomptage. Cette expérience m'a appris quelque chose. Je crois que nous devrions accepter les résultats qui ont été fournis...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous poursuivons les questions et observations. La députée de London-Ouest a la parole.

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, avant de poser ma question, je dirais que même si les députés ne doivent pas mentionner le nom d'autres collègues, je tiens tout de même à féliciter mon honorable collègue de sa réélection.

Je suis convaincue que, tout comme le Parti libéral, il est revenu à la Chambre avec le mandat que lui ont confié ses électeurs, à savoir revenir au Parlement pour discuter de la réduction d'impôt, des soins dentaires et de tous les programmes qui améliorent la vie des jeunes familles au Canada. Je suis sûre qu'il y en a dans la circonscription du député. Le député peut-il nous en dire davantage à ce sujet?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je pense que ces sujets reflètent bien ce que la députée de London-Ouest a entendu sur le terrain. C'est ce qu'elle souhaite défendre ici, que ce soit à la Chambre des communes ou au sein de son caucus. Les gens veulent que l'on s'attaque au problème de l'abordabilité. Il ne sera peut-être pas résolu du jour au lendemain, mais la première mesure prise par le premier ministre en matière d'allégements fiscaux aura un effet bénéfique considérable et aidera les électeurs de la circonscription de ma collègue, les électeurs de ma circonscription et tous les Canadiens.

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, je suis reconnaissante d'avoir l'occasion de participer au débat sur le discours du Trône. Je ne m'attendais pas à avoir la parole avant demain, mais quoi qu'il en soit, l'occasion s'est présentée, et je suis prête.

J'ai pris connaissance du discours du Trône, et la véritable question que je me pose, c'est: quelles sont les omissions? Les personnes de Vancouver-Est avec qui je me suis entretenue en campagne électorale ont soulevé de nombreux sujets de préoccupation. Bien sûr, les gens m'ont parlé de leurs inquiétudes par rapport à la situation avec les États-Unis. Toutefois, bien qu'ils croient que nous devons absolument intervenir de manière concertée pour gérer cette situation, ils ont également parlé d'une autre menace à laquelle le Canada doit faire face, soit l'ingérence étrangère.

Je n'arrive pas à m'expliquer pourquoi, depuis les élections, nous n'avons pas entendu le premier ministre soulever la question de l'ingérence étrangère, qui pourtant représente une menace pour nos institutions démocratiques et notre démocratie. Il faut aussi nous unir pour protéger ces choses. Or, jusqu'à présent, ce n'est pas ce que nous voyons.

Durant la législature précédente, tous les députés, peu importe leur parti, ont travaillé ensemble pour accélérer la création du registre sur l'ingérence étrangère. À ce jour, la loi tendant à sa création n'a pas encore été promulguée. Le registre n'a toujours pas été mis en place, alors j'ai une question à poser au gouvernement à ce sujet. Où est le registre, et pourquoi n'a-t-il pas été mis en place?

J'aimerais parler d'autres éléments absents du discours du Trône et des préoccupations qui ont déjà été soulevées. Je pense aux aînés et à leurs inquiétudes, aux femmes, aux questions concernant les répercussions de l'égalité des genres, ainsi qu'aux personnes ayant des capacités différentes. Aucun de ces sujets n'a été abordé dans le discours du Trône.

J'ai été absolument consternée par le traitement réservé au dossier du logement. Le gouvernement a prévu deux mesures principales dans ce dossier. Tout d'abord, il y a l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première propriété. C'est une mesure que le NPD avait réclamée avec insistance. C'est bien qu'elle se trouve dans le discours du Trône, mais je dois souligner que dans la vallée du bas Fraser, le coût du logement est très différent de celui dans le reste du pays. Le plafond imposé n'aidera pas beaucoup de gens là-bas.

Le gouvernement a aussi parlé de réduire de moitié les redevances d'aménagement. Si on fait cela, on privera de ressources des administrations locales qui en ont besoin pour construire des infrastructures. C'est encore une priorité. D'ailleurs, la Fédération canadienne des municipalités était ici la semaine dernière et pendant la fin de semaine. Aujourd'hui, j'ai croisé certains des conseillers qui étaient encore à Ottawa, et ils veulent des réponses. Ils veulent savoir comment le gouvernement va combler le manque à gagner qui sera créé par la réduction des redevances d'aménagement pour la construction de logements. C'est une grande source de préoccupation pour les gens des collectivités et les conseillers locaux. Ils ne savent pas comment ils vont combler ce manque à gagner.

Bien sûr, il y a d'autres besoins en matière d'infrastructure qui ne sont pas comblés, surtout avec la croissance démographique des collectivités. Cela n'a pas été mentionné dans le discours du Trône.

Je tiens à souligner que, en ce qui concerne le logement, les locataires n'ont pas été mentionnés. Je trouve cela très bizarre. Les locataires représentent une grande partie de nos collectivités et de notre population. Les locataires et leurs préoccupations n'ont pas été mentionnés dans le discours du Trône. La crise du logement a été engendrée par l'annulation du programme de coopératives d'habitation par les progressistes-conservateurs en 1992 et l'annulation du programme national de logement abordable par le gouvernement libéral fédéral en 1993. Pourtant, le discours du Trône ne fait aucune mention d'un programme national de logement abordable et d'un programme national de coopératives d'habitation.

● (1610)

Il n'y a aucune mention de la nécessité d'investir dans la construction de logements sociaux et coopératifs au Canada. Le discours ne mentionne pas les subventions qui sont nécessaires pour garantir que le secteur à but non lucratif dispose des ressources dont il a besoin pour gérer ces bâtiments et maintenir les loyers abordables. Je ne comprends pas cela.

Nous avons un nouveau ministre du Logement. Au cours de sa première entrevue avec les médias, il a déclaré que, dans le contexte de la crise du logement, l'abordabilité n'était pas un problème. Comment l'abordabilité peut-elle ne pas être un problème dans le contexte de la crise du logement que nous devons affronter, alors que c'est justement le principal problème?

L'année dernière, la FCM a déclaré que, oui, nous avons besoin d'un plus grand nombre de logements, mais que cela ne suffirait pas à résoudre le problème. Ce dont nous avons besoin, ce sont des logements abordables, ce qui signifie que le gouvernement fédéral doit s'engager à fournir des ressources, tant en matière d'investissement dans la construction de logements sociaux qu'en matière de gestion et d'exploitation de ces logements. Le parc de logements abordables au Canada est inférieur à 4 %, par rapport à au moins 7 % dans les autres pays du G7. Les pays qui obtiennent de bons résultats et qui ne connaissent pas de crise de l'abordabilité en matière de logement affichent un taux de 20 %.

Je sais que, pour Pierre Poilievre, les logements communautaires sont en quelque sorte des logements à la soviétique. J'espère que les libéraux ne sont pas de cet avis. J'espère qu'ils s'inscriront en faux contre ce point de vue et que le Canada investira dans des logements sociaux et coopératifs et ramènera les subventions pour réduire le coût du logement.

Il y a tout un éventail de besoins en matière de logement. Il y a les sans-abri, les locataires à faible revenu qui ont besoin de logements subventionnés, ceux qui ont besoin de logements du marché locatif à bas prix, ceux qui gagnent un revenu moyen et qui ont besoin d'aide étant donné le marché, et ceux qui veulent accéder à la propriété afin de posséder leur propre maison.

Les gens qui souhaitent accéder au marché et faire l'achat d'une première maison ont besoin que le gouvernement règle le problème des profits excessifs dans le domaine résidentiel. Je parle des acteurs qui expulsent les locataires afin de faire grimper le prix du loyer, parce que leur principal objectif consiste à faire le plus de profit possible. Ces personnes ne réfléchissent pas à la manière de maintenir le coût du loyer ou les frais de logement bas. Ils se demandent comment se remplir les poches et comment rentabiliser le plus possible leur investissement. Il faut donc s'attaquer à la financiarisation du logement et il n'y a rien dans le discours du Trône à ce sujet.

J'aimerais proposer un sous-amendement parce que je pense qu'il faut aussi traiter de la question des droits autochtones. À cette fin, je propose:

> Que l'amendement soit modifié par adjonction de ce qui suit: « ainsi que les peuples autochtones ».

● (1615)

Le vice-président adjoint (John Nater): Le sous-amendement est recevable.

Karim Bardeesy (Taiaiako'n—Parkdale—High Park, Lib.): Monsieur le Président, nous avons beaucoup entendu parler de différents types de problèmes de logement dans la circonscription de la députée et à l'échelle du pays, ainsi que des pressions exercées par le secteur privé et d'autres intervenants. Un marché du logement idéal, un marché où les choses fonctionnent bien, est-il celui qui a une multiplicité d'intervenants ou celui où seul le secteur public fournit des logements?

Jenny Kwan: Monsieur le Président, en ce qui concerne le logement, la réalité est la suivante: il y a un continuum de besoins, et les tentatives de s'en remettre au secteur privé pour fournir les logements dont les Canadiens ont besoin ont échoué. Au cours des 30 dernières années, c'est sur ce modèle que se sont appuyés les gouvernements libéraux et conservateurs successifs. Devinez quoi, monsieur le Président? Nous traversons une grave crise du logement dans Vancouver-Est et dans l'ensemble du pays.

Nous devons faire en sorte que le gouvernement fédéral redevienne un véritable partenaire: un partenaire des administrations locales, des gouvernements autochtones et des gouvernements provinciaux; un partenaire du secteur à but non lucratif et, oui, même un partenaire du secteur privé. Cependant, nous devons construire des logements sociaux dans la mesure où ils sont nécessaires et construire des coopératives d'habitation au même rythme qu'auparavant, faute de quoi nous continuerons à souffrir de la crise du logement. S'appuyer uniquement sur le secteur privé mène simplement à l'exploitation du secteur du logement à des fins lucratives. C'est à cela que nous avons affaire.

● (1620)

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, en ce qui concerne l'abordabilité et l'accessibilité du logement, je pense que nous pouvons tous convenir qu'il y a une crise au pays. Une façon de s'attaquer au problème consiste, bien sûr, à présenter un budget fédéral. Nous n'avons pas eu de budget fédéral au cours des 18 derniers mois. Les députés se souviendront du fiasco qui a eu lieu lors de la présentation de l'énoncé économique de l'automne. C'est la leader du gouvernement à la Chambre de l'époque qui s'en était chargée, et non l'ancienne ministre des Finances, puisqu'elle avait démissionné ce jour-là.

La députée convient-elle qu'en l'absence d'un budget fédéral, il est difficile pour nous, en tant que parlementaires, de comprendre non seulement comment le gouvernement dépensera son argent, mais aussi d'où viendra cet argent?

Jenny Kwan: Monsieur le Président, il y a une question qui m'inquiète beaucoup dans le discours du Trône. Le premier ministre a parlé de réduire les dépenses et d'en plafonner l'augmentation à 2 %. Il s'agit là d'une réduction de 7 %, qui pourrait être obtenue grâce à des compressions dans les services publics. C'est évident. Aucun gain d'efficience ne pourra compenser cet écart.

À cela s'ajoute l'engagement du premier ministre à augmenter les dépenses militaires pour atteindre les 2 % du PIB exigés par l'OTAN. Cet engagement engendrerait une augmentation de 20 à 25 milliards de dollars des dépenses. Ma question est la suivante: où va-t-on trouver cet argent? Oui, nous devons voir le budget.

Voici ce que j'ai à dire au sujet du logement: les conservateurs doivent cesser de répéter que les logements sociaux et les coopératives d'habitation sont des logements d'inspiration soviétique. Les logements sociaux et coopératives d'habitation sont des types de logements dont le pays a besoin, et il est temps que les conservateurs se rallient à nous là-dessus.

[*Français*]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, je suis d'accord avec ma collègue du NPD sur le fait que la crise du logement est quelque chose de terrible. Au Canada comme au Québec, ça concerne tout le monde.

Hier encore, je constatais qu'environ 17 000 personnes du Manitoba ont été évacuées à cause des incendies de forêt. Ça fait 17 000 autres personnes à reloger. Pendant ce temps, la réponse du gouvernement à ces feux de forêt causés par les changements climatiques, c'est d'acheter un autre pipeline pour pouvoir exporter davantage de pétrole.

Selon ma collègue, est-ce que c'est cohérent ou est-ce qu'il y aurait lieu de se pencher sur la problématique des changements climatiques et de se réorienter vers des énergies vertes plutôt que de vendre du pétrole quand on sait les conséquences que ça a?

[*Traduction*]

Jenny Kwan: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec le député. Nous devons attaquer la crise climatique de front et non prétendre qu'elle n'existe pas ou qu'elle n'a aucune incidence sur nos collectivités. Ce n'est pas en faisant l'autruche qu'on va régler la crise.

Des incendies de forêt font rage en ce moment. Des gens perdent leur logement. Quand un dôme de chaleur s'est installé il y a quelques années dans ma circonscription, Vancouver-Est, des gens sont morts. Des gens campaient dans les parcs parce que la chaleur était insupportable. Nous devons intervenir face à la crise climatique.

Favoriser l'exploitation pétrolière et gazière sans réfléchir à la crise climatique, c'est mettre l'ensemble du Canada en danger, y compris le Québec.

Le vice-président adjoint (John Nater): Avant la reprise du débat, conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, L'éthique; la députée de Newmarket—Aurora, Les finances; le député d'Elgin—St. Thomas—London-Sud, Les ressources naturelles.

Emma Harrison Hill (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Saint-Laurent.

J'ai l'insigne honneur de prendre la parole aujourd'hui grâce à l'appui et à la confiance indéfectibles que m'ont accordés les gens de la circonscription de Peterborough, qui en sont l'âme. Que l'on pense aux communautés des Premières Nations de Hiawatha et Curve Lake, aux petites localités typiquement canadiennes de Lakefield, Ennismore, Norwood, Havelock, Bridgenorth et Keene, entre autres, où prospère un milieu agricole florissant, voire à la ville animée de Peterborough, où se trouvent une scène artistique incroyable et des établissements d'enseignement de classe mondiale comme l'Université Trent et le Collège Sir Sandford Fleming, les habitants de la circonscription de Peterborough savent à quel point ils sont chanceux de vivre, de travailler et de se divertir dans une région aussi magnifique.

Sans surprise, que ce soit la pluie, la neige ou même une tempête de verglas si violente qu'elle a causé une panne d'électricité de plus d'une semaine et entraîné la déclaration de l'état d'urgence, rien n'a pu freiner les efforts monumentaux déployés par notre équipe de campagne et par des centaines de bénévoles. Ils se sont tous joints à notre campagne très rapidement et avec une grande détermination en raison de l'unité et de l'attitude positive dont nous faisions preuve. Les histoires que les gens m'ont si généreusement racontées et qu'ils continuent de me raconter resteront gravées dans ma mémoire, me guideront et m'aideront à faire ce qu'il y a de mieux pour ma communauté et à être sa voix. Un « merci » ne sera jamais suffisant pour vraiment montrer aux gens de Peterborough à quel point leur soutien compte pour moi.

J'ai grandi dans l'exploitation agricole de ma famille, dans la partie rurale de ma circonscription. Quel privilège d'avoir grandi dans une exploitation agricole dans une région rurale de l'Ontario, d'avoir eu souvent l'occasion d'apprendre dès mon plus jeune âge à d'abord prendre soin des autres et à maintenir le cap contre vents et marées, d'apprendre que rien ne remplace le travail assidu et le dévouement. Je sais que quand nos collectivités se mobilisent, il n'y a rien que nous ne puissions pas accomplir.

Je considère toujours l'Ontario rural comme mon chez-moi. Je suis fière de pouvoir dire que je suis agricultrice de troisième génération. Mon mari est ambulancier dans notre collectivité. Ensemble, nous élevons nos trois enfants tout en rénovant la ferme familiale. Notre plus jeune, ma fille, est née il y a à peine neuf mois. De ce point de vue, le moment choisi pour venir ici n'est peut-être pas idéal pour ma famille. Cependant, mon mari et moi avons convenu que je ne pouvais pas rester les bras croisés alors que notre collectivité et notre pays ont tant besoin de gens qui reconnaissent le potentiel exceptionnel du Canada et d'élus qui sont prêts à faire avancer le Canada dans l'intérêt tous les Canadiens. On a besoin de gens qui non seulement écoutent, mais agissent et travaillent sans relâche pour que tous les Canadiens aient l'assurance d'être soutenus. Je peux assurer aux députés que je ne pensais jamais prendre la parole ici, mais je suis bien consciente que c'est un privilège qui vient avec une responsabilité.

Aujourd'hui, j'ai choisi de parler un peu de mon père à la Chambre. Mon père est décédé en 2010 d'un cancer du pancréas. C'était un agriculteur et un ouvrier spécialisé. Il était très fier d'être membre de l'Union internationale des opérateurs-ingénieurs. Mécanicien spécialiste du matériel de découpage, il a passé une grande partie de sa vie à parcourir le Nord de l'Ontario et de nombreuses régions du Canada. Encore aujourd'hui, je me souviens de l'atmosphère qui régnait à la ferme quand quelqu'un l'appelait pour lui demander de prendre la direction du nord ou de l'ouest. La présence caractéristique d'un cigare Colts à embout était l'un des signes qui révélaient son enthousiasme à l'idée d'une prochaine aventure. Il adorait être un mécanicien très recherché et apparemment capable de tout régler. Aucune machine n'était trop grosse ou trop petite pour lui. Quand il revenait à la ferme, il adorait nous raconter ses récentes aventures.

Si j'en parle aujourd'hui, c'est que j'ai pu être témoin de la fierté qu'inspire le travail dans les métiers spécialisés. Les métiers spécialisés offrent la possibilité d'avoir des emplois valorisants et bien rémunérés qui soutiennent les familles canadiennes. Mon père a participé à des projets d'importance nationale qui ont laissé un héritage concret et durable dans le paysage du Canada, héritage qu'il a lui-même pu voir, que ma famille a vu et que nous voyons toujours après son départ.

Je sais que les métiers spécialisés ont été négligés et sous-estimés pendant trop longtemps. Je sais toutefois que le nouveau gouvernement considère que lorsque les Canadiens s'unissent, le Canada construit des choses qui durent. Nous créerons des centaines de milliers de carrières dans les métiers spécialisés. Les travailleurs qualifiés seront encore aux premières lignes des efforts pour lutter contre la crise du logement. Ils réaliseront des projets d'importance nationale et joueront fièrement un rôle déterminant dans l'édification de l'économie la plus forte du G7.

Nous devons profiter de ces occasions pour bâtir et protéger l'avenir de nos enfants, pour veiller à ce que les familles aient ce qu'il leur faut pour faire face aux problèmes croissants en matière d'abordabilité. Nous continuerons de bâtir notre économie, et le gouvernement protégera les programmes qui aident les familles, comme les services de garde d'enfants, l'assurance-médicaments et la bonification du régime canadien de soins dentaires, qui leur permettent d'économiser des milliers de dollars chaque année. La réduction d'impôt que nous proposons pour la classe moyenne serait un ajout bénéfique pour aider les Canadiens qui peinent à reprendre le dessus.

Les résidants de mon patelin, Peterborough, étaient prêts à être représentés par une députée qui les écouterait et serait leur voix à Ottawa. Ils ont compris que nous devons saisir l'occasion de renouveau qui se présente à notre pays. Comme nous, ils savent que nous avons la possibilité de voir grand et de poser des gestes encore plus grands.

● (1625)

J'ai hâte de collaborer avec tous les députés pour permettre au Canada de réaliser son plein potentiel et de gagner en prospérité, à la mesure de ce qui l'a toujours animé. Je crois que, partout dans notre beau pays, les gens qui nous élisent attendent la même chose de nous tous. Je remercie mon mari et ma famille de m'avoir soutenue pour que je puisse être ici et contribuer à bâtir l'avenir que méritent tous les Canadiens.

● (1630)

Roman Baber (York-Centre, PCC): Monsieur le Président, je félicite la députée pour son élection. J'ai écouté son discours très attentivement. J'ai, moi aussi, perdu un grand-père il y a quelques années. Il était comme un père pour moi, et je comprends tout à fait ce que la députée a dit à la Chambre aujourd'hui. Je connais également très bien Peterborough et les nombreuses familles que représente la députée; on dirait bien que ses concitoyens sont devenus sa famille.

La députée a reconnu que ses concitoyens font face à une crise de l'abordabilité à l'heure actuelle. Dans ce contexte, une réduction d'impôt de 20 $ par mois améliorera-t-elle concrètement leur vie? Ne faudrait-il pas une réduction d'impôt plus importante pour aider ses concitoyens?

Emma Harrison Hill: Monsieur le Président, c'est avec regret que j'apprends que le grand-père du député est mort du cancer. C'est une terrible maladie qui touche des Canadiens partout au pays et dans le monde. Je sympathise avec tous ceux qui ont eu à lutter contre cette terrible maladie. Je remercie le député de son intervention.

Notre gouvernement entend contribuer à résorber la crise de l'abordabilité, et c'est un bon début. Nous espérons que le député conviendra qu'il faut réduire le fardeau fiscal des Canadiens de la classe moyenne et que chaque petite mesure a sa valeur dans le contexte actuel. Il faut absolument en faire plus. Je ne suis pas en désaccord avec le député, mais je pense qu'il s'agit d'un excellent début.

[*Français*]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, j'ai été touché par l'intervention de ma collègue de Peterborough.

J'ai moi aussi perdu mon père en 2011. C'était également un amateur de cigares, des Panter pour sa part si ma mémoire est bonne. Je la remercie de ce devoir de mémoire. C'est important à la Chambre. Le fait de se souvenir d'où nous venons donne énormément de sens à nos actions ici à la Chambre.

Nous sommes ici pour débattre d'un enjeu au sujet duquel un producteur agricole ou quelqu'un qui a travaillé dans le milieu agricole voudrait voir une prise de position: la gestion de l'offre. Je pense que c'est acquis et que tout le monde veut garder la gestion de l'offre. Cependant, va-t-on garder l'intégralité de ce modèle ou veut-on encore en sacrifier des parties? Est-ce que ma collègue de Peterborough pourra être une alliée et appuyer le projet de loi du Bloc québécois pour protéger intégralement la gestion de l'offre?

[*Traduction*]

Emma Harrison Hill: Monsieur le Président, nous appuierons sans équivoque le projet de loi du Bloc afin de protéger la gestion de l'offre, notamment pour les excellents agriculteurs du Québec.

Maggie Chi (Don Valley-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter ma collègue d'avoir remporté l'élection dans sa circonscription, et je suis certaine qu'elle servira bien les habitants de Peterborough.

Dans son discours, la députée a parlé de l'importance des métiers spécialisés et nous a fait part d'une histoire personnelle très émouvante. Pourrait-elle nous en dire plus sur les raisons pour lesquelles il est si important d'appuyer les métiers spécialisés en ce moment, tant pour les travailleurs que pour notre économie?

Emma Harrison Hill: Monsieur le Président, je remercie ma charmante nouvelle amie et collègue de Don Valley-Nord.

Les métiers spécialisés sont essentiels à tout pays et à la construction de tout ce qui est censé durer et soutenir notre économie et les gens qui vivent au Canada. C'est aussi un emploi valorisant.

Mon frère est membre de l'Union internationale des opérateurs-ingénieurs; c'était son but dans la vie, afin de suivre l'exemple de mon père. Il s'agit d'un travail valorisant qui est très bien rémunéré et qui permet de soutenir sa famille. Alors que nous nous engageons à réaliser des projets d'importance nationale, nous devrons continuer à accroître notre main-d'œuvre, en particulier dans les métiers spécialisés, car nous sommes loin d'en avoir assez.

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, en l'absence de budget, le gouvernement a présenté un budget principal des dépenses la semaine dernière. Il prévoit augmenter les frais de consultants de 37 %, pour un total de 26 milliards de dollars par année, c'est-à-dire environ 1 400 $ par famille moyenne. Ces dépenses s'ajoutent à l'augmentation de près de 50 % de la bureaucratie sous le gouvernement actuel.

La députée ne pense-t-elle pas qu'il y a une incohérence dans le fait que d'un côté, on propose une réduction d'impôt équivalant au coût d'une tasse de café par semaine, mais que de l'autre, les frais pour les nouveaux consultants vont coûter 1 400 $ par année à chaque famille canadienne? À son avis, n'y a-t-il pas là une incohérence?

Emma Harrison Hill: Monsieur le Président, nous avons hâte de présenter notre budget cet automne. Là d'où je viens, nous savons qu'il est important de prendre le temps de bien faire les choses, et c'est exactement ce que nous ferons. Nous allons prendre notre temps. Parce que le monde et l'économie sont en constante évolution, nous devons nous assurer que chaque dollar est investi dans l'intérêt des Canadiens.

● (1635)

[*Français*]

Emmanuella Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec un profond sens du devoir que je me lève aujourd'hui au nom de la circonscription de Saint-Laurent pour m'exprimer en faveur du discours du Trône.

Je me permets de prendre un moment pour remercier sincèrement les électeurs et les électrices qui m'ont confié, pour un quatrième mandat, l'honneur de les représenter à la Chambre des communes. C'est un grand honneur de servir à nouveau ma communauté, qui m'a vue grandir et que j'ai toujours eu le bonheur d'appeler « mon chez-moi ».

[*Traduction*]

Je veux prendre un instant pour remercier mon équipe et les nombreux bénévoles. Leur détermination et leurs longues heures de travail ont contribué à cette réussite. Je remercie aussi les membres de ma famille de leur soutien indéfectible. C'est vraiment grâce à eux que je peux continuer cet important travail.

La 45^{e} législature commence à un moment charnière pour le pays. Le monde autour de nous change rapidement, et les valeurs qui nous définissent en tant que Canadiens sont plus importantes que jamais. À une époque où les principes de la démocratie et le pluralisme sont mis à l'épreuve partout dans le monde, le Canada se tient debout, fort et libre. Il est uni dans sa détermination à protéger sa souveraineté et à défendre les droits de son peuple.

Dans son discours au Parlement, Sa Majesté le roi Charles III nous a rappelé que le Canada est particulièrement bien placé pour jouer un rôle de chef de file, car nous disposons des ressources et de l'expertise dont le monde a besoin et avons des valeurs que le monde respecte. Le gouvernement est prêt à relever le défi. Nous prenons des mesures audacieuses pour bâtir une économie canadienne forte et unifiée — et non 13 — en éliminant les obstacles à la mobilité et au commerce interprovinciaux. Le processus, qui est déjà en cours, peut nous aider à augmenter le PIB annuel de 200 milliards de dollars. Ce faisant, nous solidifierons non seulement notre marché intérieur, mais aussi la position du Canada sur la scène internationale.

Le gouvernement investit 5 milliards de dollars par l'entremise du nouveau Fonds pour la diversification de corridors commerciaux afin de poursuivre ces progrès et de moderniser et d'agrandir les infrastructures qui relient les entreprises canadiennes au reste du monde. Cet investissement aidera le Canada à fabriquer des produits canadiens et à atteindre les marchés plus rapidement, tout en nous aidant à établir des liens plus forts avec des pays aux vues similaires et à créer des emplois de qualité ici même, chez nous. Grâce à notre plan, le Canada a le potentiel de devenir plus fort que jamais.

[*Français*]

En plus de l'importance de bâtir une économie forte et résiliente, les Canadiens et les Canadiennes doivent aussi se sentir en sécurité dans leur communauté. Pour réussir à bâtir un Canada plus sécuritaire, nous allons renforcer la sécurité à nos frontières en dotant les forces de l'ordre et les agences de renseignement des outils nécessaires pour arrêter le flux de fentanyl et de ses précurseurs, ainsi que pour empêcher les armes et les drogues illégales d'entrer dans nos quartiers.

[*Traduction*]

Ces mesures seront renforcées par le déploiement de drones, d'hélicoptères, d'agents de l'Agence des services frontaliers du Canada supplémentaires et d'équipes canines. De plus, nous modifierons le programme de permis d'armes à feu et renforcerons l'application des dispositions d'intervention d'urgence et de signalement préventif. Ce qui me rend particulièrement heureuse, c'est que les individus reconnus coupables de violence contre un partenaire intime et ceux qui font l'objet d'une ordonnance de protection se verront retirer leur permis d'arme à feu. De plus, dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à rendre le Code criminel plus sévère afin qu'il soit plus difficile pour les récidivistes d'obtenir une mise en liberté sous caution s'ils sont accusés de certains crimes comme le vol de voitures, les violations de domicile, le trafic de drogues et la traite de personnes.

[*Français*]

La sécurité du Canada est également renforcée par des partenariats internationaux.

C'est précisément pourquoi nous nous joignons au plan ReArm Europe et collaborons étroitement avec nos alliés qui partagent nos valeurs afin de bâtir des alliances mondiales résilientes.

De plus, pour protéger notre souveraineté tout en renforçant notre présence dans le Nord, alors que cette région est confrontée à de nouvelles menaces, nous reconstruirons et réarmerons nos Forces armées canadiennes en y réinvestissant.

Grâce à ces efforts, le Canada prendra les devants et continuera d'être un phare de stabilité sur la scène internationale.

[*Traduction*]

Le Canada se trouve maintenant à un carrefour unique qui lui offre une véritable occasion de façonner l'avenir du monde occidental au sein des pays du G7. Guidés par des valeurs qui trouvent écho bien au-delà de nos frontières, nous allons de l'avant avec confiance, prêts à agir avec ambition, clarté et conviction. Notre leadership mondial va de pair avec notre détermination à bâtir un avenir meilleur pour les Canadiens ici, au pays.

● (1640)

L'une des principales préoccupations des Canadiens de ma circonscription, Saint-Laurent, préoccupation qui a été soulevée par des dizaines de personnes quand j'ai fait du porte-à-porte pendant la campagne électorale, c'est la question de l'abordabilité du logement. Pour contribuer à rendre la vie plus abordable, le gouvernement élimine les redevances d'aménagement municipales sur les projets d'immeubles à logements multiples et élimine la TPS sur les habitations de moins de 1 million de dollars, afin de réduire les coûts et d'accélérer la construction. Le gouvernement double également le rythme de construction de logements partout au pays grâce au programme « Maisons Canada » et aux investissements stratégiques dans les logements modulaires et préfabriqués.

En tirant parti de la technologie canadienne, du bois d'œuvre canadien et des compétences des travailleurs canadiens, nous créons des emplois bien rémunérés et jetons les bases d'une croissance économique à long terme.

[*Français*]

Déterminés à respecter notre engagement d'appuyer les familles canadiennes dans leur quotidien, nous poursuivons nos efforts afin de bâtir des logements abordables et de créer de bons emplois. Nous allégeons le fardeau fiscal en offrant une réduction d'impôt pour la classe moyenne, permettant à un ménage à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 $ par année, tout en continuant d'offrir des programmes essentiels comme les services de garde, l'assurance-médicaments et les soins dentaires. Huit millions de Canadiens bénéficient du Régime canadien de soins dentaires qui aide les familles à économiser des milliers de dollars chaque année. Pour de nombreuses familles et aînés de Saint-Laurent, ce régime allégera le coût des soins dentaires et améliorera l'accès à des soins essentiels.

[*Traduction*]

Je ne peux pas terminer mon discours sans parler de l'engagement du gouvernement à l'égard de la protection de l'environnement, car la nature est un élément important de l'identité canadienne. Lors de la COP15, qui s'est tenue à Montréal, nous avons conclu une entente avec 196 pays visant à protéger 30 % de nos terres et de nos eaux d'ici 2030. Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à protéger plus de terres et d'eaux canadiennes que jamais en créant des parcs nationaux, des parcs urbains nationaux et des zones de protection marine, et en prenant d'autres initiatives de conservation.

[*Français*]

Le Canada a tout ce qu'il faut pour être un chef de file. En cette période d'incertitude mondiale, nous sommes résolument sur la bonne voie.

[*Traduction*]

En choisissant d'investir dans la population, de protéger les collectivités et de renforcer nos partenariats à l'étranger, nous veillons non seulement à ce que le Canada relève les défis d'aujourd'hui, mais aussi à ce qu'il devienne plus fort en tant qu'innovateur de demain. Avançons ensemble vers un objectif commun en étant résolus à bâtir un avenir meilleur pour tous les Canadiens.

Larry Brock (Brantford—Brant Sud—Six Nations, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral — qui, à mon avis, est le même gouvernement libéral depuis 10 ans —, parle toujours fort lorsqu'il s'agit d'améliorer la sécurité des collectivités et de répondre aux préoccupations des Canadiens d'un océan à l'autre. Chaque jour, pendant la campagne électorale, j'ai entendu dire que les Canadiens en ont tout simplement assez. Je sais que les chefs de police en ont assez. Je sais que les premiers ministres des provinces et des territoires en ont assez des velléités du gouvernement quand il s'agit d'apporter de véritables changements.

J'ai écouté très attentivement le discours du Trône, et j'aimerais poser une question au sujet de la lutte que l'on veut raviver contre le vol de voitures et les invasions de domicile, en resserrant les conditions de mise en liberté sous caution dans le Code criminel. C'est un concept trop vague. En tant qu'ancien procureur, je sais qu'il est notamment possible de limiter l'accès à la mise en liberté sous caution en éliminant complètement le principe de la retenue.

La députée s'engage-t-elle à abroger le projet de loi C-75, qui a engendré le phénomène de la capture et la remise en liberté dont les Canadiens sont témoins tous les jours?

Emmanuella Lambropoulos: Monsieur le Président, de toute évidence, le Parti libéral s'est doté d'un nouveau chef et d'une orientation renouvelée. Nous prévoyons rendre les collectivités plus sécuritaires, et toute une série de mesures sera mise en place. L'une d'entre elles, comme je l'ai mentionnée dans mon discours, consiste à resserrer les conditions de mise en liberté sous caution pour les récidivistes, y compris ceux qui ont déjà été déclarés coupables de vol de voitures ou d'invasion de domicile, et ainsi de suite. Bien entendu, je crois que le gouvernement trouvera la meilleure façon de s'attaquer à cette problématique.

[*Français*]

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, entre 2015 et 2019, il y avait une quarantaine de députés libéraux, dont cinq ministres. Ça ne les a pas empêchés, malgré les positions environnementales du Québec, d'acheter Trans Mountain.

Au cours de la dernière législature, il y avait une trentaine de députés libéraux du Québec. Ça ne les a pas empêchés d'aller à l'encontre d'une motion unanime de l'Assemblée nationale qui demandait au gouvernement fédéral de verser au Québec sa juste part pour le programme d'assurance pour les soins dentaires. Comme la RAMQ administrait déjà une partie de ces soins, elle allait donc bonifier son propre régime. Les députés libéraux ont laissé faire leur gouvernement.

Qu'est-ce qui nous dit qu'en étant 44, ils ne continueront pas à être des représentants du gouvernement auprès des Québécois plutôt que d'être des représentants des Québécois auprès du gouvernement?

● (1645)

Emmanuella Lambropoulos: Monsieur le Président, les députés du Québec sont des voix très fortes de leurs communautés. Nous sommes là pour le bien-être des Québécois et des Québécoises, et nous faisons ce que nous pouvons au sein de notre gouvernement pour renforcer le bien-être des Québécois et des Québécoises.

Notre gouvernement est en train de travailler avec toutes les provinces et avec les territoires afin de trouver les meilleures mesures pour rendre la vie plus abordable et meilleure pour tous les Canadiens au pays.

[*Traduction*]

L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.): Monsieur le Président, la députée a parlé du discours du Trône et de certains de ses éléments.

Les habitants de la circonscription de Waterloo ont été très heureux d'entendre parler du plan pour des emplois durables. Ils étaient heureux de constater que nous avions une vision pour le pays sur laquelle nous comptions nous appuyer, en sachant que nous sommes plus forts lorsque nous travaillons ensemble que lorsque nous sommes désunis.

J'aimerais que la députée nous dise ce que ses concitoyens lui disent dans sa circonscription, ainsi que dans les autres circonscriptions du pays. Sont-ils d'accord avec les députés conservateurs, qui semblent très pessimistes? On ne voit pas beaucoup d'optimisme sur les banquettes d'en face. Les choses semblent très pénibles pour eux, d'autant plus que leur chef n'est pas parvenu à se faire élire. Toutefois, je pense qu'il est important d'être conscient du signal que la population canadienne nous envoie, et j'aimerais que la députée nous dise comment elle interprète ce signal.

Emmanuella Lambropoulos: Monsieur le Président, les Canadiens de ma circonscription se sont montrés très optimistes tout au long de la campagne. Ils ont vu un regain d'espoir dans notre pays, et ils ont également vu de nombreuses possibilités d'amélioration.

Bien que les derniers mois aient apporté leur lot de difficultés et que d'autres pays nous aient lancé de nouveaux défis, je pense que nous avons là une occasion unique pour que le Canada se montre très fort et joue un rôle de premier plan au sein du G7 et dans le reste du monde. À mon avis, les Canadiens veulent que nous nous montrions à la hauteur et que nous fassions tout notre possible pour rester dans cette position de force, pour continuer à créer des emplois bien rémunérés pour les Canadiens et pour continuer à aider les Canadiens qui en ont le plus besoin en continuant à offrir les programmes que nous avons mis en place au fil des ans.

[*Français*]

Rhéal Éloi Fortin: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais clarifier une situation avec vous.

Lorsque notre collègue de Vancouver-Est a pris la parole tantôt, elle le faisait en tant que députée indépendante. Selon l'ordre des prises de parole, c'est le 45e rang qu'elle a utilisé. Elle est intervenue et a proposé un amendement. Par la suite, vous avez donné la parole à la députée de Saint-Laurent, qui aurait donc occupé le 46e rang. Je veux juste m'assurer que c'est considéré comme tel. Sinon, il y a vraiment un préjudice pour tous les interlocuteurs qui étaient là avant le 45e rang.

En résumé, pouvez-vous nous préciser que votre interprétation est bien que la députée de Vancouver-Est a pris la parole au 45e rang en tant qu'indépendante?

Le vice-président adjoint (John Nater): Je remercie l'honorable député de Rivière-du-Nord de son intervention.

[*Traduction*]

Il s'agissait de la seconde moitié de la période d'intervention d'un député libéral, qui a été utilisée par la députée de Vancouver-Est. Nous sommes encore au début de la session, de sorte que certains députés sont encore en train de s'adapter et ne savent pas toujours à quel moment ils peuvent prendre la parole. L'interprétation de la présidence est qu'il s'agissait de la seconde moitié de la période d'intervention d'un député libéral, donc que l'ordre des prises de parole sera maintenu tel quel, le 45e rang demeurant attribué à un député indépendant à ce stade-ci.

Le député de Rivière-du-Nord a la parole.

● (1650)

[*Français*]

Rhéal Éloi Fortin: Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir statué sur la question. Je vous soumets toutefois que les règles veulent que, lorsque nous partageons notre temps de parole avec un autre député, nous devons le mentionner en début de discours. Or, notre collègue de Winnipeg-Nord a annoncé qu'il partageait son temps de parole avec un autre député du Parti libéral. Il n'a jamais annoncé la députée de Vancouver-Est. Si on s'en tient à cette interprétation, il me semble donc qu'elle n'aurait pas dû avoir la parole. La seule façon de légitimer son tour de parole, c'est de le placer où il devait être, selon l'ordre prévu, c'est-à-dire au 45e rang.

[*Traduction*]

Le vice-président adjoint (John Nater): Je remercie le député. Il existe une certaine marge de manœuvre à cet égard; cela peut changer de temps à autre. Je crois que le whip en chef du gouvernement souhaite intervenir brièvement.

Mark Gerretsen: Monsieur le Président, pour que tout soit bien clair, je crois que lorsque nous partageons notre temps de parole, il n'est pas nécessaire de dire avec qui nous le partageons, bien que nous ayons l'habitude de le préciser. La seule chose qui est nécessaire, c'est de dire que nous partageons notre temps de parole. La personne qui prendra la deuxième partie du temps de parole pourra changer jusqu'au moment où elle se lèvera pour prendre la parole.

Le vice-président adjoint (John Nater): C'est l'interprétation de la présidence.

J'en ai assez entendu sur le sujet. Nous allons donc poursuivre la rotation, comme convenu.

[*Français*]

Je remercie l'honorable député de Rivière-du-Nord de son intervention.

[*Traduction*]

Je rappelle à tous les députés que, dorénavant, nous serons très attentifs pour que chacun se lève et prenne la parole lorsque c'est bel et bien son tour.

Nous reprenons le débat. Le député d'Edmonton Riverbend a la parole.

Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, pour être applaudi deux fois à la Chambre, il suffit que les députés d'en face invoquent le Règlement. Je tiens également à vous féliciter. Je suis heureux que vous occupiez le fauteuil. Je sais que vous nous servirez bien et que vous serez juste. Je souhaite un joyeux anniversaire à votre garçon, Bennett Nater, dont c'était l'anniversaire cette fin de semaine.

Maintenant que je suis dans les bonnes grâces de la présidence, je vais passer au reste de mon discours.

C'est mon premier discours de la 45e législature, qui est ma quatrième législature. Je siège à la Chambre depuis près de 10 ans, et ce qui ne cesse de m'étonner, c'est que j'ai l'occasion de prendre la parole ici, de représenter les habitants d'Edmonton Riverbend et de faire part à la Chambre, de temps à autre, de la bonne volonté des gens d'Edmonton qui m'ont élu. J'en suis extrêmement fier.

Puisqu'il s'agit de mon premier discours, je profite de l'occasion pour remercier quelques personnes qui ont contribué à ma campagne. Tout d'abord, je m'en voudrais de ne pas remercier ma charmante et magnifique épouse, Elizabeth, qui chemine à mes côtés depuis le début de cette aventure incroyable. Elle a une vie bien remplie. Elle pratique des chirurgies colorectales. Elle se plaît parfois à dire qu'elle sauve vraiment des vies, alors que nous prétendons seulement en sauver. Toutefois, nous avons certainement pris des initiatives ensemble qui ont donné des résultats assez extraordinaires et remarquables.

Je tiens également à remercier mes deux filles. Molly vient d'avoir 17 ans, et elle ira à l'université l'année prochaine. Elle a été d'une aide précieuse durant la campagne, comme toujours. C'est aussi le cas de mon autre fille, Lily, qui a 16 ans. Cette fois-ci, elles ont fait appel à leurs petits amis. Il y avait donc quelques bénévoles de plus pour s'occuper des affiches et de la logistique. Je remercie Molly et Lily de continuer à m'appuyer dans ce travail, qui m'éloigne d'elles. En fait, la cérémonie de remise des diplômes de Molly aura lieu mercredi et, malheureusement, ma présence ici m'empêchera d'y assister. Je n'oublie jamais d'intervenir à la Chambre pour les remercier et leur dire à quel point je les aime.

Puis, bien sûr, il y a Hugh, 5 ans, le petit monsieur qui gouverne notre maisonnée. Il est né au cours de la dernière législature. Il s'est assis dans le fauteuil du Président à plusieurs occasions et il dirige la Chambre lorsqu'il s'y trouve. Heureusement, il n'y avait pas de députés présents à ces moments-là, mais j'ai pu passer un peu de temps avec lui. Il m'a accompagné tous les jours de campagne. Il a fait du porte-à-porte, il a distribué des dépliants et il a installé des affiches avec moi. Aux députés qui cherchent des bénévoles, je suppose que le message est d'avoir des enfants, car ils recruteront d'autres bénévoles.

Il y a aussi ma formidable sœur, Bernadette Jeneroux. Elle est enseignante chez nous, à Edmonton. Elle nous a énormément aidés à bien des égards et elle s'est occupée de nos tout-petits.

Il y a aussi, bien sûr, mon équipe de bénévoles. Je m'en voudrais de ne pas tous les nommer, ou presque. Au bout du compte, ce sont eux qui m'ont vraiment aidé à me faire élire. Les voici: Vera Fedor, Jason Bischoff, Carter Moroz, Norman Lorrain, Ivonne Martinez, Sohail Quadri, Sami Alam, Tania Fatmi et Christine Liu, qui travaillent toutes deux dans mon bureau, David Sparrow, Asia Parmar, la meilleure agente financière qui soit, Varun Chandrasekar, Karen Stix, Alison Webster, qui nous a cuisiné de délicieuses collations tout au long de la campagne, et son mari, John Webster, sans oublier Brooke Timpson, Rob Bligh, Ash Gupta, Alex Liu ainsi que Ravi et Sonia Dhawan. Je remercie également mon bon ami Rishi Dhawan pour son soutien et ses conseils.

Comme la session actuelle sera un peu écourtée, je veux prendre le temps de souligner une initiative qui est importante pour moi depuis que je siège au Parlement: notre activité annuelle qui s'appelle « La fête des Pères sur la Colline ». Depuis environ huit ans, cette activité vise à accroître la sensibilisation à l'égard de la santé mentale des hommes auprès des jeunes hommes et des jeunes pères. Cette année, nous ne serons malheureusement pas en mesure d'organiser l'événement tel que nous l'avons connu jusqu'à maintenant. Cette activité est organisée en partenariat avec la fondation Hi Dad, un organisme dont je fais partie depuis sa mise sur pied il y a environ trois ans.

Nous continuons de sensibiliser les gens à la santé mentale des hommes grâce à ce programme, en partenariat avec la Commission de la santé mentale du Canada. Je félicite Michel Rodrigue, qui s'apprête à célébrer sa retraite. Il y a aussi la campagne Movember et, bien sûr, le député de Courtenay—Alberni, qui a grandement contribué à la mise en œuvre de cette initiative.

● (1655)

D'autres personnes ont pris la parole dans le cadre de l'activité de la fête des Pères organisée sur la Colline. L'Association des joueurs de la Ligue nationale de hockey, Bryan Baeumler, de HGTV, le service d'incendie de Burlington et d'autres intervenants sont venus pour sensibiliser la population à l'importance de la santé mentale des hommes. Selon les statistiques, 50 hommes canadiens se suicident chaque semaine. C'est un problème qui doit cesser et auquel nous devons nous attaquer au Parlement.

Cette année, pour l'activité de la fête des Pères sur la Colline, au lieu de faire comme d'habitude en invitant tous les députés et les sénateurs, nous avons décidé d'organiser une table ronde sur les politiques en matière de santé des hommes. À l'échelle internationale, sept pays ont une politique en matière de santé des hommes: l'Australie, le Brésil, l'Iran, l'Irlande, la Malaisie, la Mongolie et l'Afrique du Sud. L'Irlande a ouvert la voie en 2008 avec sa politique nationale sur la santé des hommes visant à combler un écart de cinq ans dans l'espérance de vie et à cibler des groupes marginalisés comme les voyageurs au moyen du programme de formation Engage. Dans le cadre de sa politique nationale de santé de 2010, l'Australie a mis à jour sa stratégie pour la période de 2021 à 2030 et soutient divers groupes, comme les hommes autochtones, en vue de leur assurer une longue vie en santé.

La politique nationale brésilienne de 2009 en matière de soins de santé complets pour les hommes a étendu les services de santé pour les hommes à plus de 1 000 villes, en mettant l'accent sur les soins primaires et la santé génésique. La stratégie de 2014 de la Mongolie s'attaquait à un écart de 10 ans dans l'espérance de vie, tandis que le plan 2020-2025 de l'Afrique du Sud s'attaquait au VIH, à la tuberculose et à la santé mentale, en s'alignant sur les objectifs de développement durable des Nations unies. En Europe, la stratégie de 2018 pour la région européenne reliait la santé des hommes aux objectifs de développement durable, soulignant l'incidence des normes de masculinité sur la recherche d'aide en matière de santé mentale au Royaume-Uni. En l'absence de stratégie officielle, ce pays a nommé un ambassadeur de la santé des hommes en 2024 afin de lutter contre les préjugés qui entourent la santé mentale des hommes.

Des voix s'élèvent pour réclamer une plus large politique dans ce domaine, et ce ne sont là que des exemples qui peuvent aider le Canada à élaborer des dispositions législatives qui donnent la priorité à la santé mentale des hommes et à la santé des hommes, qui

s'attaque aux disparités et qui favorise l'inclusion sans laisser personne de côté.

En avril, le Zebra Child & Youth Advocacy Centre d'Edmonton a déménagé dans un tout nouvel espace de 30 000 pieds carrés, principalement grâce à Bill Eaton, un généreux Edmontonien. Le centre Zebra travaille en partenariat avec la section de la protection de l'enfance et l'équipe d'intervention auprès des enfants à risque du service de police d'Edmonton, la GRC de l'Alberta, les services à l'enfance et à la famille, Alberta Health Services et le service des poursuites d'Edmonton pour venir en aide aux enfants et aux jeunes qui ont fait l'objet de mauvais traitements, en les soutenant pendant le processus d'enquête et de guérison. Je déteste qu'un tel organisme soit nécessaire, mais je me réjouis de son existence. Cet organisme exceptionnel est dirigé par Emmy Stuebing. Je les félicite, elle et sa formidable équipe, de leurs locaux tout neufs. J'ai hâte d'aller les visiter lorsque je retournerai à Edmonton.

Enfin, merci à Edmonton. Des rives de la rivière Saskatchewan Nord jusqu'aux exploitations agricoles au sud de la route Anthony Henday, notre circonscription est très prometteuse, et c'est vraiment un joyau des Prairies. Nous attirons un grand nombre de personnes formidables des quatre coins du Canada grâce à la capacité des Albertains de faire preuve d'un esprit d'entreprise. Voilà maintenant 13 ans que j'ai l'honneur de représenter cette ville. Nous l'avons vue grandir, accueillir un nombre croissant de familles et développer de nouveaux quartiers. Je suis on ne peut plus reconnaissant à ses résidants de m'avoir permis d'être ici pour les représenter. À mes débuts, il n'y avait que des terres agricoles, mais au rythme où va la croissance, c'est comme s'il y avait une toute nouvelle ville dans la partie sud d'Edmonton.

Ce qui est enthousiasmant en ce moment à Edmonton, c'est que notre équipe de hockey se porte extrêmement bien. J'aimerais donc terminer en disant: « Allez, les Oilers, allez! »

● (1700)

[*Français*]

Caroline Desrochers (Trois-Rivières, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais prendre un moment pour féliciter mon collègue pour son élection et le remercier de soulever cet enjeu absolument crucial et important. J'ai moi-même un jeune fils de 17 ans et c'est un enjeu dont nous discutons souvent à la maison.

[*Traduction*]

C'est un enjeu qui a été discuté avec certains de mes collègues du caucus libéral. C'est un enjeu très important, et je remercie le député de l'avoir mis à l'avant-plan. J'espère que nous pourrons unir nos forces pour réaliser des progrès à cet égard et, qu'à l'avenir, nous aurons un esprit de collaboration pour faire fonctionner la Chambre et rendre le Canada plus fort.

Matt Jeneroux: Monsieur le Président, je trouve que, dans cette enceinte, il y a de nombreuses raisons pour lesquelles nous sommes aspirés par la partisanerie. Toutefois, nous pouvons arriver à tisser des liens amicaux avec les députés de l'autre côté de la Chambre dans le but de faire progresser des questions et des politiques qui améliorent notre pays. J'encourage tous les députés à prendre le temps de discuter des questions qui leur tiennent à cœur et à tisser des liens d'amitié avec les députés d'en face.

[*Français*]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, le député d'Edmonton Riverbend a beaucoup parlé de l'économie de l'Alberta, de sa fierté de représenter sa circonscription et de sa fierté des Oilers. Je lui souhaite, évidemment, le meilleur des succès lors de la finale.

Il a aussi parlé de l'économie albertaine et de sa fibre entrepreneuriale. Est-ce qu'il apprécie réellement le discours du premier ministre et des libéraux qui veulent mettre de l'avant une seule économie tout en niant les particularités économiques régionales et le besoin d'intervenir différemment en Alberta, au Québec ou ailleurs en Ontario? Est-ce qu'il appuie ce principe d'une seule économie canadienne?

[*Traduction*]

Matt Jeneroux: Monsieur le président, s'il y a une chose pour laquelle j'appuie le premier ministre, c'est son choix en matière d'équipe de hockey.

Depuis que je suis ici, je me suis rendu compte qu'il y a de nombreux points communs entre l'Alberta et le Québec. En ce moment, nous constatons que l'Alberta fait face à de nombreux défis. On parle de séparation dans les nouvelles, et c'est à cause d'un manque de respect de la part du gouvernement national. Au bout du compte, il incombe au gouvernement d'apporter les changements nécessaires.

Il est bien de voir que les médias accordent beaucoup d'attention à l'Alberta en ce moment au sujet des questions liées à l'énergie et aux pipelines, et je crois que ce sont des dossiers que nous pouvons continuer à faire avancer dans nos provinces respectives.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, félicitations pour vos nouvelles fonctions.

Je tiens à féliciter mon collègue d'Edmonton Riverbend pour le travail incroyable et formidable qu'il fait pour les hommes qui ont des difficultés au chapitre de la santé mentale et pour tous ceux qui éprouvent des problèmes de santé mentale. C'est un domaine de travail louable et fort nécessaire par les temps qui courent.

J'aimerais que le député nous en dise plus long sur les difficultés que vivent les Canadiens. Je sais que nous insistons beaucoup sur l'importance du rétablissement et le besoin de services de rétablissement en lien avec la santé mentale et les dépendances, mais il n'en est pas vraiment question dans le discours du Trône. Le député pourrait-il parler de l'importance de revenir à une approche fondée sur le rétablissement plutôt que sur des stratégies de réduction des méfaits lorsqu'il s'agit d'intervenir auprès des personnes en difficulté ou aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de dépendance au pays?

● (1705)

Matt Jeneroux: Monsieur le Président, je ne manque pas une occasion de parler de santé mentale, en particulier celle des jeunes hommes. J'ai déjà dit qu'au Canada, il y a 50 suicides par semaine chez les hommes. De plus, 75 % des personnes qui se suicident sont des hommes et, bien souvent, ce sont des hommes jeunes qu'on ne s'imaginerait pas être suicidaires. Les gens ne se sentent pas à l'aise de parler de santé mentale à cause des préjugés. Chaque fois que j'en aurai l'occasion, que ce soit en réponse à un discours du Trône ou lors d'un événement, je parlerai de l'importance de la santé mentale des hommes.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, nous avons beaucoup investi dans la santé mentale ces dernières années. Je me demande si le député pourrait nous donner son point de vue sur la prise en charge des problèmes de santé mentale par le système de santé actuel et sur la façon dont on doit vraiment en faire une priorité bien plus...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député d'Edmonton Riverbend a la parole.

Matt Jeneroux: Monsieur le Président, le député a raison. Depuis la pandémie, nous avons constaté que davantage de personnes parlent de santé mentale. Davantage de personnes veulent faire quelque chose, mais, au bout du compte, nous n'avons pas cette conversation-là dans cette enceinte. C'est aussi une question de financement. Il doit être assorti de conditions pour garantir qu'il sera consacré aux enjeux de santé mentale, et j'espère que le gouvernement prend cet aspect au sérieux.

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre pour la première fois en tant que nouveau député de Richmond Hill-Sud, l'endroit où j'ai vécu la majeure partie de ma vie. Je le fais avec un sens de l'humilité et une profonde gratitude envers les personnes qui m'ont accordé leur confiance pour que je les représente. Je remercie les habitants de Richmond Hill. Ils ont voté pour moi, pour le changement, et je m'engage à me battre chaque jour à la Chambre pour leur famille, leurs valeurs et leur avenir.

Le soutien de ma famille revêt une importance cruciale pour moi. Je remercie mes parents pour tout ce qu'ils ont fait pour me permettre d'être ici. Je tiens également à remercier mon épouse d'avoir participé à ce cheminement afin que nous puissions bâtir un avenir meilleur pour notre fille. Enfin, je tiens à dire à mes collègues du caucus conservateur que c'est un immense privilège de travailler à leurs côtés.

Avant de me présenter aux élections, j'étais avocat de société. J'ai obtenu quatre diplômes des meilleures universités canadiennes et je suis autorisé à exercer le droit au Canada et aux États-Unis. J'ai été analyste financier agréé ainsi qu'associé dans un grand cabinet d'avocats. J'ai renoncé à tout cela et je me suis lancé en politique non pas pour voir le gouvernement prendre de l'expansion, mais pour voir les débouchés se multiplier et rendre les citoyens plus audacieux et plus fiers; non pas pour voir les échecs pardonnés, mais pour voir le mérite récompensé; non pas pour voir les Canadiens divisés à cause de leur région, de leur croyance ou des conflits à l'étranger, mais pour les voir unis sous un drapeau fier et derrière une promesse commune: la promesse d'un pays où le travail assidu porte ses fruits, où la justice triomphe et où la prochaine génération hérite non pas de moins, mais de plus.

Pendant ma campagne électorale, j'ai eu l'occasion de parler à de nombreuses personnes dans Richmond Hill-Sud. Notre équipe a frappé à 100 000 portes, et je tiens à défendre à la Chambre les enjeux dont j'ai entendu parler. Contrairement aux libéraux, qui ne ressentent aucune urgence à déposer un budget à temps, je prends la parole aujourd'hui avec une mission claire: lutter pour des politiques qui rétabliront la sécurité dans nos rues, l'abordabilité dans notre économie, le respect pour nos aînés et les possibilités pour la prochaine génération de Canadiens.

Commençons par ce qui devrait être la promesse la plus simple qu'un gouvernement puisse faire: assurer la sécurité des Canadiens. À cause de l'approche laxiste que les libéraux ont suivie pendant 10 ans à l'égard de la criminalité, une vague de criminalité sans précédent a déferlé sur les collectivités canadiennes. Elle garde nos concitoyens éveillés la nuit. Les incidents violents, les activités des gangs, les détournements de voitures et les invasions de domiciles, souvent commis par des récidivistes, soit dit en passant, sont de plus en plus courants partout au Canada. Soyons clairs: il ne s'agit pas de propos alarmistes. C'est une réalité quotidienne pour les habitants de Richmond Hill. J'ai parlé à des aînés qui ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils se rendent au parc à pied, à des parents qui s'inquiètent lorsque leurs enfants se rendent à l'école à pied et à des propriétaires de petites entreprises qui se sont fait voler à maintes reprises. Pendant ce temps, les criminels sont remis en liberté.

La sécurité publique ne doit jamais être une question partisane. Cependant, sous le gouvernement libéral, un système de capture et de remise en liberté sous caution permet aux récidivistes d'entrer et de sortir sans cesse de prison, tandis que nos collectivités en subissent les conséquences. C'est un système où les criminels reconnus coupables d'infractions graves sont condamnés à purger leur peine à domicile plutôt qu'à purger une peine d'emprisonnement obligatoire, et où les criminels condamnés à des peines consécutives sont récompensés par des peines réduites. C'est une injustice et un affront pour les victimes.

Bien que le premier ministre parle beaucoup de la lutte contre la criminalité, son discours du Trône ne mentionne pas qu'il faut mettre fin au système de justice libéral qui permet aux criminels de récidiver sans arrêt et de s'en tirer à bon compte. Nous devons rétablir des conséquences concrètes pour les crimes violents et défendre les victimes, pas les criminels. Sans l'ordre public, il ne peut y avoir de liberté, de prospérité et de tranquillité d'esprit.

Cependant, la sécurité ne concerne pas que la criminalité. Il faut aussi faire face à la crise dévastatrice des drogues encouragée par les libéraux, cette crise qui a détruit des vies et des familles partout au Canada. Les surdoses d'opioïdes ont atteint des niveaux records. La politique désastreuse des libéraux a entraîné la mort de plus de 50 000 Canadiens, un nombre qui dépasse maintenant celui des décès survenus lors de la Seconde Guerre mondiale. Les expériences des politiques d'approvisionnement en drogues soi-disant sûres et des centres d'injection supervisée ont été des échecs monumentaux. Les drogues fournies par le gouvernement libéral ont déferlé dans nos rues, aggravant la douleur et la souffrance de ceux qui sont déjà touchés par les dépendances. La décriminalisation des drogues dures et la distribution de seringues à partir de distributeurs automatiques ont transformé nos quartiers en sites de consommation à aire ouverte où les décès par surdose continuent d'augmenter, et non de diminuer. Il n'y a pas de réduction des méfaits. Il y a plutôt une prolifération des méfaits orchestrée par le gouvernement.

Nous avons besoin d'une nouvelle voie, une voie qui offre un véritable espoir, une véritable guérison et un véritable rétablissement. Nous devons nous concentrer sur le traitement plutôt que sur le traumatisme. Les solutions doivent être fondées sur la dignité, et non sur la dépendance. Enfin, nous devons traiter les barons du fentanyl comme les meurtriers de masse qu'ils sont. Tous les Canadiens méritent d'avoir la chance de rebâtir leur vie, et cela commence par un système qui les aide à se débarrasser de leur dépendance, et non à la maintenir.

Nos rues sont devenues moins sûres à cause du chaos provoqué par le gouvernement, mais notre économie est également en déclin après une décennie de vandalisme libéral. Les Canadiens sont pris à la gorge à cause du prix des aliments, de l'essence, du chauffage et du logement. Tout augmente, et les gens sont laissés pour compte.

● (1710)

La taxe libérale sur le carbone pour les industries, qui détruit des emplois, augmente le coût de tout, en particulier pour les plus démunis. Les agriculteurs, les camionneurs et les familles de travailleurs déboursent tous davantage et reçoivent moins du gouvernement, qui est déconnecté de la réalité. Il ne s'agit pas de réduire les émissions, mais de pénaliser économiquement les familles qui travaillent fort et qui, plus que jamais, sont prises à la gorge. Nous devons cesser de pénaliser le travail et la productivité, et de saboter la compétitivité de notre pays. Cela commence par l'abolition définitive de la taxe sur le carbone et par la possibilité pour les Canadiens de garder une plus grande partie de l'argent qu'ils ont durement gagné. Il faut également s'attaquer au problème plus profond créé par le gouvernement libéral: la crise de la productivité qui plombe notre économie sur la scène mondiale et qui prive les travailleurs canadiens d'une chance d'avancer dans la vie.

Il y a une fuite des investissements. La productivité baisse. Des usines ferment leurs portes. Des emplois bien rémunérés disparaissent. Ce n'est pas seulement mauvais pour les affaires, c'est aussi mauvais pour les travailleurs, pour les salaires et pour la croissance à long terme. Aucun Canadien ne devrait perdre son emploi parce que le gouvernement libéral refuse de cesser de faire de l'obstruction. Nous devons libérer le potentiel de notre économie. En d'autres termes, il faut réduire les formalités administratives des libéraux qui étouffent les petites entreprises. Il faut accélérer l'approbation des projets pour que nous puissions exploiter les ressources naturelles de manière responsable, construire des infrastructures et attirer des investissements. Il faut récompenser l'entrepreneuriat, favoriser l'innovation et faciliter plutôt que compliquer la vie des Canadiens qui veulent bâtir et créer.

Ensuite, nous devons défendre la construction de pipelines, pas seulement dans le cadre d'une politique énergétique, mais aussi en tant que projet d'édification nationale. Nous devons acheminer nos ressources vers les marchés, créer des milliers d'emplois bien rémunérés et renforcer notre souveraineté énergétique. Pour y arriver, il faut mettre fin aux politiques d'autosabotage anti-énergie. Or, le discours du Trône ne fait aucune mention du secteur pétrolier et gazier du Canada, qui est l'industrie la plus vitale du pays.

Notre pays doit être un endroit où une bonne idée peut devenir une entreprise, et une entreprise, une industrie; où les étudiants envisagent un avenir sous le signe de la croissance et de l'abondance, et non de la stagnation et de la rareté; où il est à nouveau possible de fabriquer, de bâtir et de faire croître des choses. Le tout doit se faire en accordant la priorité aux travailleurs canadiens. C'est la différence entre les députés de ce côté-ci de la Chambre et ceux d'en face. Les conservateurs veulent grossir le gâteau pour les Canadiens alors que les libéraux cherchent des façons de le partager entre eux.

L'échec des politiques du gouvernement libéral est particulièrement évident dans le marché immobilier. Les jeunes couples attendent avant de fonder une famille, voire abandonnent carrément l'idée, parce qu'ils sont complètement exclus du marché en raison des prix prohibitifs. Les paiements hypothécaires et les loyers ont doublé alors que les revenus ont stagné ou ont même diminué. Les jeunes familles doivent quitter leur milieu de vie en raison des prix pendant que le gouvernement finance plus de structures bureaucratiques que de logements. Les libéraux ont ni plus ni moins orchestré une crise de l'offre et perpétuent un enfer du logement qu'une génération entière doit subir.

Nous devons inciter les municipalités à construire plus rapidement plus de logements. Nous devons exiger l'obtention de résultats et la reddition de comptes, et arrêter de produire des piles de rapports et d'engager des consultants qui se servent du financement libéral sans restriction. Nous devons éliminer les empêcheurs de tourner en rond qui retardent et rejettent les projets dont les Canadiens ont désespérément besoin. La simple obtention d'un permis pour construire un logement ne devrait pas prendre des années et coûter des centaines de milliers de dollars. Les membres du personnel infirmier devraient pouvoir se permettre de vivre près de l'hôpital dans lequel ils travaillent et les gens de métier devraient pouvoir se permettre de vivre dans les logements qu'ils ont aidé à construire.

Les gens ne sont plus seulement en colère et frustrés; ils sont en train de perdre espoir. Ils suffoquent. La misère est en train de devenir la nouvelle norme. Lorsqu'on ne peut pas marcher dans la rue sans avoir peur, lorsque les logements sont complètement inabordables et que les salaires stagnent, lorsqu'on punit le travail et que l'on récompense la bureaucratie, notre pays ne peut pas prospérer.

Je crois en la résilience des Canadiens. Je crois en la force de nos valeurs et en la promesse de notre avenir. Je me battrai pour cette promesse canadienne: un pays sûr, abordable et libre, un pays dont les habitants ne sont pas obsédés par nos différences, mais qui se concentrent sur ce qui nous unit, un pays où la compassion se mesure non pas à la taille du gouvernement, mais à la foi et à la force de nos collectivités, un pays où la liberté n'est pas un cadeau du gouvernement, mais un droit inné de chaque citoyen canadien, un pays qui croit en la responsabilité, et non en des excuses, et qui célèbre les réussites plutôt que de les saboter. Voilà le Canada pour lequel je me battrai. Voilà le Canada que Richmond Hill mérite. Voilà le Canada que nous bâtirons ensemble.

● (1715)

Jessica Fancy-Landry (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, je sais que, dans son discours d'aujourd'hui, mon collègue a beaucoup parlé de planification et de préparation. Cela me fait penser aux incendies qui sévissent en ce moment au Manitoba et en Saskatchewan. L'année dernière, les incendies ont eu des effets dévastateurs dans ma circonscription, South Shore—St. Margarets, et dans les régions de Tantallon et de Shelburne.

Par conséquent, ma question pour mon collègue est la suivante: que pense-t-il des mesures de préparation aux situations d'urgence qui auront malheureusement des répercussions sur un grand nombre de nos circonscriptions?

Vincent Ho: Monsieur le Président, ne laissons pas les libéraux nous distraire de leur horrible bilan des 10 dernières années, de la vague de criminalité qu'ils ont créée dans nos collectivités et de la crise du logement qu'ils alimentent depuis une décennie. C'est de cette crise du logement que mes concitoyens me parlaient quand je faisais du porte-à-porte au cours de la dernière campagne électorale. La crise du logement perpétuée par le gouvernement libéral.

Tout au long de la campagne électorale, je me suis entretenu avec de nombreux jeunes de 30, 35 et 40 ans sur le seuil de magnifiques maisons unifamiliales, maisons en rangée et maisons jumelées. En les écoutant parler de leurs préoccupations, j'ai compris qu'ils n'étaient pas propriétaires de ces maisons: ils habitaient chez leurs parents. Voilà la crise du logement que les libéraux ont créée et que ces jeunes subissent. Ils ont pourtant un emploi bien rémunéré, parfois même deux emplois, mais ils n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Ils font exactement ce que la société attend d'eux, mais ils n'ont pas les moyens de devenir propriétaires.

[*Français*]

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, mon collègue a parlé de la crise du fentanyl, une crise épouvantable dont nous avons discuté et sur laquelle nous avons travaillé pendant un an au Comité permanent de la santé. Il a parlé du volet traitement. Nous avons entendu des experts et des parents nous dire que la guérison passe par un processus de rechute.

Qu'est-ce que mon collègue pense de la stratégie nationale basée sur quatre piliers, pour laquelle il faudrait, à mon avis, augmenter la concertation et l'effet?

[*Traduction*]

Vincent Ho: Monsieur le Président, au cours des 10 dernières années, la crise des opioïdes a causé la mort de 50 000 personnes. Ce bilan est plus élevé que celui de la Deuxième Guerre mondiale. Voilà la tragédie humaine dont nous parlons: des politiques inefficaces en matière de drogues et la décriminalisation des drogues dures, comme le crack et le fentanyl, que les libéraux ont parrainées au fédéral. En ce qui concerne les substances comme le fentanyl, 2,5 grammes de cette drogue peuvent tuer l'ensemble des députés. Une dose de fentanyl de 2,5 grammes est mortelle à ce point-là, mais elle est légale. Nous devons commencer à enfermer les caïds du fentanyl en les traitant comme les tueurs en masse qu'ils sont.

● (1720)

Dan Albas (Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nomination. Je tiens également à féliciter ce nouveau député pour cet excellent premier discours à la Chambre. Il fera beaucoup pour les braves gens de Richmond Hill.

Pendant la campagne électorale, le gouvernement a dit qu'il procéderait à une réforme limitée de la mise en liberté sous caution. Mes concitoyens d'Okanagan Lake-Ouest—Kelowna-Sud savent que, dans ce qu'ils appellent le système « sitôt arrêté, sitôt relâché », les individus représentent un énorme défi. Le député est-il d'accord avec les libéraux ou pense-t-il que ce qu'ils ont proposé ne répondra pas aux besoins?

Vincent Ho: Monsieur le Président, ce ne sont pas des propos alarmistes, mais la réalité actuelle. Nous connaissons une vague de criminalité. Le nombre de détournements de voiture augmente, le nombre de violations de domicile augmente; le nombre de crimes violents augmente; le nombre de crimes commis avec une arme à feu augmente. Les libéraux ont parrainé cette politique de remise en liberté.

Mon fleuriste a été cambriolé. L'épicerie que je fréquente habituellement a été cambriolée. Mon dentiste a été cambriolé. Mon pharmacien a été cambriolé. Mon optométriste a également été cambriolé. Mes voisins ont été cambriolés et mes amis ont été cambriolés. Tout le monde a été cambriolé. Il s'agit d'un problème grave. Il est temps que les libéraux prennent enfin les mesures nécessaires.

Leslie Church (Toronto—St. Paul's, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps avec le député de Marc-Aurèle-Fortin.

Comme j'interviens pour la première fois devant la Chambre pour parler du discours du Trône, j'aimerais commencer par remercier du fond du coeur les habitants de Toronto—St. Paul's de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir offert un siège à la Chambre des communes.

[*Français*]

C'est le plus grand honneur de ma vie d'être leur voix à la Chambre.

[*Traduction*]

Je tiens à remercier les centaines de bénévoles qui ont apporté une énergie incroyable à notre campagne, comme James Kingsmill, un élève du secondaire qui a fait du porte-à-porte presque tous les jours après l'école, ainsi que la légion de résidants mobilisés qui ont fait des appels, qui ont apporté des repas, qui ont organisé des cafés-causeries et qui nous ont aidés à parler à des dizaines de milliers de personnes dans la collectivité.

Je remercie les membres de notre équipe de campagne, dirigée par Wilder Walker-Stewart et Jonathan Afek Levy, et ceux de notre association de circonscription, dirigée par Brian Klunder, de leur travail acharné, souvent jusqu'à des heures tardives, et du leadership de notre équipe exceptionnelle.

Je tiens à remercier les membres de ma famille de tout leur amour et de leur soutien, c'est-à-dire mon mari Sheamus et mes enfants Adaira, Ethan et Meghan. Chaque jour, je fais ce travail pour veiller à ce qu'ils aient un avenir sûr, prometteur et prospère.

Comme mes parents étaient contrôleurs aériens, j'ai grandi autour des aéroports et des avions à Edmonton, en Alberta. Chaque fois que je vois un avion dans le ciel, je pense à mes parents, Doug et Helen. Je les remercie de leur soutien et des valeurs qu'ils nous ont inculquées, à mon frère, à ma sœur et à moi, soit le travail acharné et les études, sans oublier l'art de garder son calme dans des situations stressantes. Je pense à ma grand-mère Wanda, qui n'est plus parmi nous et qui a laissé une marque indélébile dans ma vie. Venue au Canada pour fuir la guerre en Europe, elle s'est bâti une vie de couturière et d'épouse de charpentier, et elle était fièrement libérale. Elle se souciait toujours de ses voisins et gardait des ciseaux près du journal pour découper les articles qu'elle jugeait importants de porter à notre attention.

Je suis tous les jours reconnaissante de la vie que le Canada a offerte à ma famille. C'est pourquoi je me suis présentée aux élections, pour participer au travail constant qui est nécessaire pour protéger notre pays, renforcer l'unité du pays et voir à ce que chaque Canadien ait un avenir prometteur.

Au cours des 18 derniers mois, j'ai eu la chance merveilleuse d'établir des liens avec beaucoup de mes voisins de partout dans Toronto—St. Paul's, de Hillcrest et Humewood à Davisville Village et à la grande république de Rathnelly, d'Oakwood et de Little Jamaica en passant par Cedarvale et Forest Hill, des tours animées de Yonge et Eglinton aux rues tranquilles nichées au-dessus du ravin du parc Moore.

St. Paul's est un quartier incroyable, où règnent la bienveillance, la gentillesse et l'ambition. Nous croyons qu'il faut soutenir notre quartier au moyen de marchés agricoles dynamiques et de petites entreprises locales qui donnent à nos rues du caractère et un fort esprit communautaire. Nous partageons un amour profond pour notre ville et notre pays, et nous nous engageons à les léguer à nos enfants dans un meilleur état, avec de nouveaux espaces verts, de meilleurs transports en commun, des soins de santé et une éducation de grande qualité, et une économie forte qui améliore notre qualité de vie. Cependant, il y a des défis à relever. Nombre de nos voisins font face à la hausse des loyers, au manque de logements, à l'augmentation du coût de la vie et à la précarité de l'emploi. Comme l'indique le discours du Trône, trop de familles ont du mal à joindre les deux bouts.

Nous sommes ici pour répondre aux besoins des Canadiens. Voilà pourquoi la toute première mesure du nouveau gouvernement est de réduire les impôts de la classe moyenne, ce qui permettra à des familles d'économiser jusqu'à 840 $ par année. Nous protégeons également les programmes dont dépendent les Canadiens. À St. Paul's, j'ai rencontré des aînés à la St. Matthew's Bracondale House qui recevaient des soins dentaires pour la première fois depuis des années grâce à notre programme de soins dentaires. J'ai rencontré des familles qui économisaient jusqu'à 10 000 $ par année grâce à notre programme de garderies à 10 $ par jour. C'est bon pour les enfants, c'est bon pour les familles et c'est bon pour notre économie, car les parents, en particulier les femmes, peuvent reprendre leur carrière. C'est un véritable triplé qui a déjà stimulé notre PIB.

Les économies les plus fortes reposent sur des assises solides, comme le logement, l'éducation et la culture. Nous sommes résolus à faire bâtir des logements abordables afin d'augmenter l'offre et de réduire les coûts. Nous répondrons à l'ensemble des besoins en matière de logement, qu'il s'agisse de logements très abordables, de coopératives d'habitation, de logements à vocation locative ou de logements neufs pour les jeunes et les jeunes familles. D'importants investissements fédéraux sont déjà à l'œuvre dans Toronto—St. Paul's, où on construira plus de 800 logements dans 2 immeubles sur l'avenue Broadway. Au complexe domiciliaire St. Hilda's Towers, nous investissons dans la construction de 330 logements abordables pour les aînés.

Ce n'est que le début. Nous devons faire construire beaucoup plus de logements, et c'est ce que nous ferons. Le logement est essentiel pour bâtir une économie forte, mais l'éducation allume l'étincelle des possibilités économiques. Il y a 20 ans, j'ai eu l'honneur de travailler avec Bob Rae et Bill Davis, d'anciens premiers ministres provinciaux, à la commission Rae sur de l'éducation postsecondaire, qui visait à améliorer la qualité et l'accessibilité des collèges et des universités de l'Ontario.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous ne devrions viser rien de moins que de posséder des compétences et une éducation de classe mondiale. Comme l'indique le discours du Trône, les métiers spécialisés peuvent permettre à des centaines de milliers de Canadiens d'entamer de bonnes carrières. Ces carrières seront encore meilleures si elles sont liées à des recherches scientifiques et à des innovations de classe mondiale. Je pense au constructeur qui bâtit plus de logements plus rapidement et à moindre coût avec de nouveaux matériaux ou à l'ingénieur qui peut tirer parti de l'intelligence artificielle et diriger une équipe pour la commercialiser. Toronto—St. Paul's abrite les innovateurs et les entrepreneurs d'aujourd'hui, ainsi que ceux de demain.

● (1725)

[*Français*]

Nous sommes aussi une communauté d'artistes, de cinéastes, de musiciens, d'auteurs et de journalistes. Ces professions continuent de raconter nos histoires typiquement canadiennes, de refléter notre histoire et d'ouvrir notre imagination.

[*Traduction*]

Au cœur de Toronto, nous soutenons les arts et des institutions publiques solides: nos centres des sciences, nos galeries d'art, les organismes locaux qui rassemblent des gens de tous âges à des fins théâtrales, artisanales et de camaraderie. En cette ère de mésinformation et de polarisation, notre radiodiffuseur public a un rôle essentiel à jouer. Améliorons CBC/Radio-Canada au lieu de la démolir.

Lorsque je pense au porte-à-porte que je faisais l'hiver dernier, je me souviens des bancs de neige sur lesquels étaient plantés des bâtons de hockey arborant des drapeaux canadiens. Les Canadiens sont prêts à défendre le Canada. Oui, c'est une question de patriotisme, mais comme le premier ministre l'a montré, c'est aussi une question de respect. Nous nous attendons à ce que nos voisins et nos alliés fassent preuve de respect. C'est réciproque, nous les traitons avec respect et nous nous attendons à être traités de la même manière. C'est ce que nous attendons les uns des autres. Le respect mutuel est une valeur canadienne. C'est ce que nous devons exiger de nos dirigeants politiques. Les Canadiens s'attendent à ce que nous nous tendions la main, à ce que nous débattions de bonne foi les faits et non la fiction. Nous vivons un moment de changement et de défi. Il est plus facile que jamais de répandre la peur et la haine. C'est une recette toxique pour n'importe quel pays.

Toronto—St. Paul's, avec ses synagogues dynamiques, est au cœur de la communauté juive du Canada. Les 604 jours qui se sont écoulés depuis l'attaque terroriste du 7 octobre ont constitué une période extraordinairement difficile marquée par le deuil, la colère, la douleur et la peur. Il y a une montée très réelle et choquante de l'antisémitisme dans notre ville. En tant que parlementaires, en tant que Canadiens, nous devons nous assurer sans équivoque qu'aucun parent n'a peur d'envoyer son enfant à l'école, qu'aucune petite entreprise n'est la cible d'actes de haine et qu'aucune synagogue, aucun lieu de culte ni aucun quartier n'est pris pour cible dans le but de rendre un groupe de Canadiens responsable d'un conflit à l'étranger. C'est de l'antisémitisme et c'est inacceptable.

Alors que nous nous efforçons, en tant que nouveau gouvernement, de rendre nos rues sûres, de réduire la criminalité et de renforcer l'application de la loi, nous protégerons également les écoles, les centres communautaires et les lieux de culte contre les actes d'intimidation et de peur. La liberté d'être à l'abri de la peur est à la base de l'engagement du Canada à l'égard de la démocratie, du pluralisme et de la primauté du droit. Comme nous l'avons entendu dans le discours du Trône, ce sont des valeurs chères aux Canadiens, et notre gouvernement est déterminé à les protéger.

En conclusion, je suis ici pour écouter, travailler avec acharnement et faire entendre haut et fort la voix des habitants de Toronto—St. Paul's. Nous marchons dans les pas de ceux qui nous ont précédés, notamment l'honorable Carolyn Bennett, à qui je tiens à rendre hommage pour avoir représenté la collectivité de St. Paul's pendant plus de 27 ans à la Chambre des communes. Elle a consacré sa vie au service public. Elle a été une pionnière en politique et une ardente défenseure de la réconciliation et de la santé des femmes, mais ce ne sont là que quelques-unes de ses nombreuses réalisations.

À chaque nouvelle législature, il faut poursuivre la grande entreprise qui consiste à bâtir notre pays. Comme le premier ministre Lester Pearson l'espérait lorsqu'il a hissé l'unifolié sur la Colline du Parlement pour la première fois il y a 60 ans cette année: « Sous ce drapeau, puisse notre jeunesse trouver l'inspiration de sa loyauté envers le Canada, un patriotisme qui n'ait rien d'un nationalisme étroit, mais qui soit l'expression d'une fierté profonde qu'éprouveront tous les Canadiens qui partagent ce magnifique pays. »

La voie à suivre comporte peut-être des défis, mais gardons les yeux rivés sur l'horizon, vers un avenir meilleur, vers un peuple fier et vers un Canada fort et libre.

● (1730)

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC): Monsieur le Président, je remercie ma collègue d'en face de son discours.

La députée a parlé d'alléger le fardeau fiscal. La taxe sur le carbone a deux volets: la taxe pour les consommateurs et la taxe pour les industries. L'actuel premier ministre a suspendu la taxe pour les consommateurs, mais il a conservé celle pour les industries. En fait, il a promis de l'appliquer ou de l'alourdir. C'est une taxe qui nuit vraiment à la classe moyenne.

Ma question est la suivante: ne serait-il pas logique d'éliminer la taxe pour les industries également?

Leslie Church: Monsieur le Président, d'abord, il importe de noter que l'une des premières mesures prises par le gouvernement a été d'éliminer la taxe sur le carbone pour offrir aux Canadiens un allégement dont ils avaient désespérément besoin.

Pour ce qui est de la taxe sur le carbone pour les industries, les Canadiens appuient les politiques qui font en sorte que les grands pollueurs paient pour la pollution qu'ils génèrent. Je note également que l'Alberta était parmi les premières provinces, si ce n'était pas la première, à mettre en place une tarification du carbone pour les industries. Il est révélateur que le gouvernement fédéral ait emboîté le pas quelques années plus tard.

[*Français*]

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, depuis le début, les libéraux se gargarisent du programme d'assurance dentaire. Au fond, ils sont fiers de l'objectif. L'objectif, c'est qu'il y ait une couverture plus grande. Tout le monde en convient. Le Québec en convenait. Le problème, c'est que le Québec demandait la maîtrise d'œuvre de ce programme-là avec sa juste part pour pouvoir bonifier son propre programme, notamment la RAMQ qui gérait cela.

Or, qu'est-ce qu'ils ont fait? Ils ont envoyé cela à une entreprise privée. Cela coûte plus de 2 milliards de dollars par année pour les frais administratifs.

Est-ce que ma collègue considère que c'est une bonne gestion?

[*Traduction*]

Leslie Church: Monsieur le Président, en tant que Canadiens, nous apprenons beaucoup du Québec. Je pense notamment au programme de services de garde. En nous inspirant du Québec, nous avons mis en place un programme formidable qui permet aux familles d'économiser des sommes considérables lorsqu'elles font appel à des services de garde. Dans la même veine, le programme de soins dentaires permet aux Canadiens d'économiser jusqu'à 800 $ par année en moyenne. Certains ont maintenant accès aux soins buccodentaires dont ils ont besoin, ce qui améliore la vie des gens, des jeunes aux aînés.

Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.): Monsieur le Président, c'est un plaisir d'accueillir la députée de Toronto—St. Paul's à la Chambre. Elle est une véritable alliée de la communauté juive.

En ce qui concerne ce qu'elle a dit dans son discours, ces 10 derniers jours seulement, deux Juifs ont été tués à Washington alors qu'ils quittaient un événement du Comité juif américain. Cette fin de semaine, au Colorado, des personnes qui défilaient pour exiger la libération d'otages ont été brutalement attaquées. Dans la circonscription de la députée, à Casa Loma, et dans ma circonscription, à Chevra Kadisha, des gens ont manifesté juste à l'extérieur d'événements de la communauté juive.

Quelles mesures la députée espère-t-elle prendre pour aider notre communauté à se sentir plus en sécurité au Canada?

● (1735)

Leslie Church: Monsieur le Président, la situation à laquelle nous faisons face est extrêmement grave. La montée choquante de l'antisémitisme que nous observons au Canada et dans le monde entier donne lieu à des actes de violence. Je suis profondément attristée par les tragédies qui ont frappé les États-Unis ces dernières semaines, au Colorado et à Washington.

Notre priorité absolue est de veiller à ce que nous disposions d'une loi garantissant un accès sécuritaire aux écoles, aux campus, aux lieux de culte et aux centres communautaires. Les Canadiens qui fréquentent ces établissements au sein de nos collectivités ne devraient jamais ressentir de la peur ou subir l'intimidation que nous observons dans nos rues. À titre de nouvelle élue et à l'instar de certaines municipalités canadiennes qui ont adopté des mesures législatives similaires, il m'apparaît prioritaire que des zones d'accès sécuritaire soient créées.

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole au nom des habitants de Kamloops—Thompson—Nicola. Je souhaite la bienvenue à ma toute nouvelle concitoyenne, Amélie Anne-Marie Brogan, ainsi qu'à ses parents Mike et Carolyn.

Je souhaite également la bienvenue à ma collègue. A-t-elle dit que les Canadiens sont en réalité favorables à la taxe sur le carbone pour les industries? Je veux simplement que cela soit clair.

Leslie Church: Monsieur le Président, j'ai dit que les Canadiens sont favorables à ce que les grands pollueurs paient le prix de la pollution.

L'Adresse

[*Français*]

Carlos Leitao (Marc-Aurèle-Fortin, Lib.): Monsieur le Président, c'est à mon tour de me lever ici pour la première fois et de prononcer un discours au sujet du discours du Trône.

D'abord, j'aimerais remercier les citoyens de Marc-Aurèle-Fortin qui m'ont envoyé ici en votant massivement pour le Parti libéral et pour l'équipe Carney. Je m'engage à les représenter du mieux que je peux et à représenter tous les citoyens de cette...

Le vice-président adjoint (John Nater): L'honorable députée de Waterloo invoque le Règlement.

[*Traduction*]

Bardish Chagger: Monsieur le Président, nous devrions donner le ton dès le début: dans cette enceinte, il faut désigner les députés par le nom de leur circonscription, et non par leur nom.

Le vice-président adjoint (John Nater): Je remercie la députée de Waterloo.

J'avais l'intention de laisser passer cette erreur et de la corriger plus tard. Nous devons utiliser le nom de la circonscription ou la fonction des députés. C'est un rappel à tous.

Le député de Marc-Aurèle-Fortin a la parole.

[*Français*]

Carlos Leitao: Monsieur le Président, je présente mes excuses.

J'aimerais aussi remercier la magnifique équipe de bénévoles et de sympathisants qui nous ont beaucoup aidés pendant la campagne. Sans leurs efforts, je n'aurais pas pu me retrouver à la Chambre aujourd'hui. Je veux enfin remercier ma famille. Sans son soutien, je ne pourrais pas non plus me retrouver ici, surtout que c'est la deuxième fois que je lui joue ce tour. En effet, en 2014, je me suis présenté en politique provinciale et j'ai passé huit ans à l'Assemblée nationale du Québec. Je remercie Marie-Hélène, André, Valérie et Claire de leur soutien. Je l'apprécie vraiment.

Aussi, j'aurais un mot particulier pour mon père, António Leitao, qui serait tellement fier de son fiston aujourd'hui. Malheureusement, il nous a quittés en 2008, après une longue maladie. Il aurait été vraiment très fier, parce que mon père et ma mère, notre famille, nous avons quitté le Portugal en 1975 pour que nous, les enfants — nous sommes cinq —, puissions avoir la chance d'une vie meilleure. S'il avait pu le voir, quoi de mieux de voir que son fiston est rendu ici, au Parlement, comme député fédéral? Cela aurait été merveilleux.

Or, notre histoire n'est pas une histoire unique. Toute l'immigration est faite comme ça. Le Canada, c'est l'immigration, et l'immigration, c'est le Canada. Quand nous, les immigrants, venons ici, c'est pour participer activement au développement de ce pays. C'est ce que nous avons fait, nous, les Leitao. C'est ce que tous les millions d'immigrants font quand ils viennent au Canada. Bien sûr, ça ne veut pas dire que tout est parfait. Nous devons revoir et appliquer notre politique d'immigration avec rigueur et avec cohérence, mais aussi et surtout avec compassion et humanité. Les immigrants sont surtout, d'abord et avant tout des personnes et des êtres humains qui viennent ici pour améliorer leur vie et pour contribuer au pays.

Revenons donc au discours sur le discours du Trône. Le monde a véritablement changé énormément au cours des trois, quatre ou cinq derniers mois. Très rapidement, voici trois facettes de ce changement.

● (1740)

[*Traduction*]

Premièrement, la nouvelle administration aux États-Unis mène une attaque directe contre le système commercial mondial, ce qui est tout à fait paradoxal, parce que c'est ce nouveau système commercial qui a contribué à la croissance de la prospérité à l'échelle mondiale, prospérité qui profite aux petites économies ouvertes comme celle du Canada, mais également aux économies comme celle des États-Unis. Il est vraiment aberrant que ce soient aujourd'hui les États-Unis qui entendent remplacer ce système par une vision du monde mercantiliste fondée sur la pensée magique, une vision déconnectée de la réalité qui est entièrement contre-productive.

Deuxièmement, il y a les droits de douane injustes, exagérés et complètement incompréhensibles imposés par l'administration américaine sur les exportations canadiennes. Ces droits de douane demeureront peut-être en place, ou pas, ils pourraient être prolongés ou réinstaurés, ou pas, mais entretemps, ils créent des dommages et provoquent un gel des investissements des entreprises. Autant la création d'emplois que l'ouverture de nouvelles usines, et j'en passe, se trouvent repoussés à cause de cette incompréhensible politique en matière de droits de douane.

Troisièmement, les États-Unis foncent tout droit vers ce qui, à mon avis, sera qualifié de la pire récession des 75 dernières années dans laquelle ce pays se sera plongé lui-même. Cela est tout de même important, parce que les États-Unis possèdent toujours l'économie la plus dynamique de la planète, et la plus grande. Il est donc important qu'ils essaient de changer de cap.

En conclusion, j'aimerais reprendre les mots que Sa Majesté a prononcés dans le discours du Trône:

[*Français*]

> [...] le Canada [a] continué à donner l'exemple au monde entier par sa conduite et ses valeurs, en agissant au nom du bien.

Les valeurs canadiennes sont au nom du bien, leçon que nous devons tous continuer à propager.

[*Traduction*]

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, le député a parlé du tort que les États-Unis se font à eux-mêmes. Je m'interroge simplement sur les dommages que le Canada s'est lui-même infligés. Lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir, 14 projets énergétiques attendaient d'être approuvés. Aujourd'hui, il n'y a rien de tel. Aucun projet énergétique n'est prêt à être réalisé. Le premier ministre a parlé de faire du Canada une superpuissance énergétique. J'aimerais que le député nous dise ce qu'il en pense.

Carlos Leitao: Monsieur le Président, la récession probable aux États-Unis sera déclenchée par une politique publique totalement malavisée, digne du XIX^{e} siècle. La politique publique que nous suivons dans notre pays est celle du XXI^{e} siècle. Je suis extrêmement surpris d'entendre un vrai conservateur s'opposer à la tarification du carbone pour les industries. Les conservateurs appuient les mécanismes du marché industriel pour fixer les prix de l'énergie. Je ne comprends pas pourquoi ils ne peuvent pas appuyer cette mesure.

[*Français*]

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, le député de Marc-Aurèle-Fortin a siégé à l'Assemblée nationale du Québec, comme il l'a dit lui-même. Il sait qu'un consensus unanime, réunissant tous les partis à l'Assemblée nationale du Québec, sur un sujet aussi majeur que l'assurance-médicaments, cela n'arrive pas tous les jours. Le Québec a demandé une pleine compensation sans condition pour pouvoir bonifier son propre régime.

Le député va-t-il être un allié pour que cela puisse se faire avec la volonté unanime des élus du peuple de la nation québécoise?

Carlos Leitao: Monsieur le Président, je suis le premier à reconnaître qu'il est extrêmement important que le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces soient capables de se mettre d'accord pour bien financer les programmes sociaux.

On peut penser au Régime canadien de soins dentaires, par exemple. Ce programme a été mis en œuvre assez rapidement, de façon très efficace, et il a donné de bons résultats. Pour ce qui est de l'assurance-médicaments, les discussions se poursuivent toujours, à ma connaissance. Si on peut trouver une entente, ce sera tant mieux.

● (1745)

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon honorable collègue qui représente l'autre côté de la rivière des Mille Îles. Nous sommes voisins, en quelque sorte. Il est du côté de Laval, tandis que je suis dans les Basses-Laurentides.

Quelles préoccupations entendues lors du porte-à-porte mon collègue a-t-il été heureux de voir reprises dans le discours du Trône, et qui, selon lui, contribueront à nous rapprocher de nos concitoyens?

Carlos Leitao: Monsieur le Président, en effet, quand nous parlions aux citoyens devant leurs portes, une seule véritable préoccupation s'imposait la plupart du temps: quel gouvernement ou quel premier ministre serait le mieux en mesure de faire face à la menace américaine? C'était la seule préoccupation.

Les citoyens ont réfléchi et sont arrivés à la conclusion que le premier ministre actuel était la personne la mieux placée pour faire face à cette menace américaine. C'est ce qu'ils ont voté et je pense qu'ils ont eu raison.

[*Traduction*]

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Monsieur le Président, je tiens à souhaiter la bienvenue à mon nouveau collègue à la Chambre des communes. Je crois comprendre qu'il est un législateur d'expérience. Il a, je crois, siégé à l'Assemblée nationale du Québec et y a même été ministre des Finances. Malheureusement, il n'a pas été nommé au Cabinet du nouveau gouvernement. Je suis un peu surpris et je me demande s'il est lui aussi surpris qu'après la quatrième journée complète de débat à la Chambre des communes, le gouvernement n'ait toujours pas présenté de projet de loi. Est-ce que cela aurait été le cas s'il avait fait partie du Cabinet?

Carlos Leitao: Monsieur le Président, il y aura un budget, qui sera présenté en temps et lieu. En fait, il est beaucoup plus responsable et important de prendre le temps de préparer le budget plutôt que de le faire à la hâte. Les députés d'en face semblent dire que nous aurions dû présenter un budget à la hâte. Prenons le temps qu'il faut. Faisons-le bien et procédons à partir de là.

Connie Cody (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre au nom des habitants de Cambridge et de North Dumfries ainsi que de répondre au discours du Trône. En tant que première femme depuis la Confédération à avoir été élue pour représenter cette circonscription à Ottawa, j'assume cette responsabilité avec une profonde gratitude et une détermination à servir la population avec cœur et motivation. C'est là où je suis née, où j'ai grandi, où j'ai élevé ma famille et où j'ai passé ma vie à redonner à mes prochains, que ce soit en me concentrant sur les jeunes et les aînés, en soutenant les anciens combattants ou en défendant les sans-voix, notamment les victimes de la traite des personnes.

Au fil des ans, j'ai vu notre région se développer, depuis les dynamiques quartiers Galt, Preston et Blair — où la rivière Grand et la rivière Speed se rencontrent —, reliés par des ponts, jusqu'aux secteurs ruraux de North Dumfries: Ayr, Clyde et Branchton. Il s'agit d'une région empreinte d'histoire et d'une beauté naturelle où règne un sentiment d'appartenance. C'est un endroit où les voisins s'entraident et que les entrepreneurs choisissent pour bâtir leur PME et la faire croître.

Au cours de la campagne, nous avons frappé à plus de 80 000 portes à Cambridge et dans North Dumfries. Nous avons écouté les gens sur leur perron, dans leur entrée de cour et dans leur cuisine. Les gens se sont confiés à nous, ils nous ont raconté leurs histoires et ils nous ont parlé de leurs difficultés et de leurs espoirs d'un avenir meilleur. En cours de route, j'ai rencontré des gens qui sont devenus des amis, comme Bonnie, qui fait preuve de gentillesse dans tout ce qu'elle fait. Elle confectionne des tartes et des tartelettes au beurre pour les services de repas de la région et elle fabrique des carrés au crochet, qui servent à la confection de couvertures qui aident les anciens combattants à s'installer dans leur nouveau logis.

Je me souviens d'avoir rencontré Susan, une personne âgée vivant avec un revenu fixe. Elle m'a dit qu'après avoir payé ses factures, il ne lui reste souvent pas assez d'argent pour acheter les aliments dont elle a besoin. Son histoire m'a fait penser à ma grand-mère. Notre famille possède une vieille photo d'elle devant son réfrigérateur. Sur la photo, la porte du réfrigérateur est grande ouverte, les tablettes sont abondamment garnies, et ma grand-mère sourit à pleines dents. Pour elle, ce réfrigérateur n'était pas seulement une question de nourriture. Après qu'elle a quitté l'Europe de l'Est, qui était déchirée par la guerre, pour immigrer au Canada, ce réfrigérateur est devenu pour elle un symbole de sécurité et montrait qu'elle avait suffisamment de vivres pour qu'aucun membre de sa famille ne souffre à nouveau de la faim.

Je me suis également entretenue avec de nombreux jeunes. Certains entamaient tout juste leur carrière et d'autres terminaient leurs études, et ils m'ont dit qu'ils ne voyaient pas comment ils pourraient se bâtir un avenir ici. Ils veulent rester près de leur famille et contribuer à la collectivité dans laquelle ils ont grandi, mais ils ne peuvent pas trouver d'emploi avec un salaire qui leur permettrait de survivre.

Un jeune ingénieur m'a dit qu'il envisageait de quitter le Canada et de chercher des occasions à l'étranger, car il ne pense plus avoir un avenir dans son propre pays. Il souhaite faire sa vie ici, mais en raison de l'augmentation du coût de la vie et du petit nombre de possibilités qui s'offrent à lui, il commence à avoir l'impression que son rêve est inatteignable. Même s'il travaille fort, il ne voit pas comment il pourrait acheter une maison ou fonder une famille ici, et il n'est pas le seul. J'ai parlé à de nombreux jeunes de notre collectivité qui pensent la même chose. Ils font tout ce qu'ils sont censés faire, mais ils ont l'impression d'être à la traîne.

À 19 ans, mon père est venu au Canada pour y trouver la liberté et des possibilités. Le lendemain de son arrivée, il a commencé à travailler comme électricien dans le village d'Ayr, où il a pu bâtir sa vie, acheter une maison et fonder une famille. De nos jours, beaucoup de jeunes estiment que ce genre de choses n'est plus possible, c'est-à-dire la promesse d'un pays où le travail acharné est récompensé, où les droits sont protégés et où chaque génération bâtit quelque chose de mieux pour la suivante. Voilà la promesse que je vais contribuer à rétablir. Voilà la promesse que je défendrai.

Durant mes nombreuses discussions, j'ai également entendu un sentiment d'inquiétude croissant. J'ai grandi dans un quartier où nous pouvions laisser notre porte déverrouillée. Nous nous rendions à la place Queen, au cœur du village, pour nous asseoir près de la fontaine et déguster une crème glacée par un bel après-midi d'été. À cette époque, les gens n'avaient pas à se soucier de leur sécurité. Aujourd'hui, ce sentiment de sécurité est en train de disparaître.

À maintes reprises, j'ai entendu des gens me dire qu'ils ne se sentent plus en sécurité, même si leur porte est verrouillée. Ils s'inquiètent des introductions par effraction, des vols et de l'augmentation des crimes violents dans les rues. J'ai parlé à des parents qui ne laissent plus leurs enfants se rendre seuls au parc, à des aînés qui n'osent pas répondre à la porte le soir et à des commerçants qui ont été ciblés plus d'une fois.

● (1750)

Ce n'est pas seulement une question de statistiques ou de manchettes. Il s'agit de vraies personnes dans de vrais quartiers qui ne se sentent pas en sécurité où ils vivent. Il s'agit de la perte de quelque chose que nous méritons tous: la tranquillité d'esprit et la liberté de marcher dans la rue ou de s'asseoir près de la fontaine et de déguster une crème glacée sans crainte.

Il y a un fossé de plus en plus grand entre les citoyens et leur gouvernement. À un moment où beaucoup de gens ont perdu confiance dans nos institutions, il faut rappeler au gouvernement qu'il existe pour servir la population, pour rendre des comptes, pour être responsable et pour avoir un plan.

Lorsque j'ai fait du porte-à-porte, mes concitoyens m'ont également fait part de leur espoir qu'on puisse rétablir ce qui a été perdu, reconstruire ce qui a été brisé et renouveler la promesse du Canada. Ce même espoir, ces mêmes efforts soutenus et cette même résilience m'ont permis de surmonter bon nombre des défis que la vie m'a lancés et ils me guideront tous les jours à la Chambre. Ces expériences ne m'ont pas menée à la politique; elles m'ont menée à des gens et les gens m'ont menée ici.

Je suis venue à Ottawa pour servir, pour écouter et pour défendre avec vigueur les résidents de Cambridge et North Dumfries. Je suis venue ici pour soutenir des solutions qui permettront de bâtir un Canada qui fonctionne pour tous, un pays dans lequel on défendra la liberté, on offrira de véritables possibilités et on rétablira l'espoir. Je veux contribuer à bâtir un Canada où on peut à nouveau croire en une vie meilleure et pas seulement y rêver.

Ce pays a tout donné à ma famille, et aujourd'hui, je compte faire tout mon possible pour le lui rendre. Je servirai avec honnêteté; je dirigerai avec intégrité et je n'oublierai jamais qui m'a envoyée ici. Je veux prendre un instant pour exprimer ma profonde gratitude.

Je remercie mon époux, Bill, pour son amour et son soutien constants dans tous les défis et toutes les victoires, pour être resté à mes côtés, pour avoir cru en moi, même les jours où je doutais de mes capacités, et pour m'avoir rappelé pourquoi ce travail est important. Je remercie mes deux filles incroyables. Elles sont ma source d'inspiration depuis le début. Les voir grandir et devenir des femmes fortes empreintes de compassion est le plus beau cadeau que la vie m'ait fait. Je remercie mes cinq belles petites-filles; chacune d'elles est une brillante source de lumière dans ma vie. Elles sont la raison pour laquelle je suis ici aujourd'hui, luttant pour un avenir où leurs rêves pourront prendre racine et se réaliser, ici, chez nous. Je remercie mon frère, qui m'appuie depuis le début, pour son soutien et toute son aide. Je remercie ma mère pour son altruisme et les sacrifices que seule une mère fait. Tout ce que je suis a commencé par elle.

Je remercie les nombreux bénévoles, voisins et amis qui ont mis du temps, de l'énergie et du cœur dans cette campagne. Cette aventure n'est pas seulement la mienne; elle appartient à nous tous. Chaque porte où nous avons frappé, chaque conversation que nous avons tenue et chaque moment que nous avons partagé ont eu de l'importance et ont façonné la personne que je suis maintenant.

Enfin, je remercie les habitants de Cambridge et de North Dumfries de m'avoir confié leurs histoires et de m'avoir accueillie chez eux et dans leur vie. Chaque jour, à la Chambre, je porte leurs luttes et leurs espoirs, touchée par la confiance qu'ils m'ont accordée et luttant pour que chaque personne puisse, comme ma grand-mère naguère, sourire à pleines dents en ouvrant le réfrigérateur.

● (1755)

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur le thème de l'espoir. Il y a un peu plus de 1 mois, un peu plus de 8,5 millions de Canadiens ont voté pour le Parti libéral du Canada, le nouveau premier ministre et un nouveau gouvernement. Je crois que le message était très fort et très concret: on voulait un candidat rassembleur qui s'attaque aux droits de douane imposés par Donald Trump et à la question du commerce, et on voulait que le problème du coût de la vie soit reconnu. Le premier ministre a pris des engagements en ce sens. C'est pourquoi il est en Saskatchewan aujourd'hui: il travaille avec les premiers ministres des provinces. C'est pourquoi la première initiative qu'il a prise a été d'accorder une forte réduction d'impôt à plus de 20 millions de Canadiens.

La députée appuie-t-elle ces deux initiatives?

Connie Cody: Monsieur le Président, alors que ma famille, qui était arrivée ici démunie, a pu se bâtir une vie, les jeunes d'aujourd'hui n'arrivent pas à s'en sortir, même s'ils font tout ce qu'il faut. La promesse du Canada, c'était la conviction qu'en travaillant fort, on pourrait améliorer son sort. Cette promesse a permis de fonder des familles, de bâtir des collectivités et d'édifier le pays lui-même. Aujourd'hui, toutefois, trop de jeunes n'y croient plus. Mon travail, notre travail à tous, c'est de faire en sorte que cette promesse ait encore un sens.

Je ne suis pas la seule à le dire. C'est aussi ce que disent des jeunes de ma circonscription qui estiment ne pas avoir d'autre choix que de quitter leur pays, leur famille et leurs amis parce qu'ils n'ont pas les moyens de rester. Ils ne demandent pas grand-chose: juste la chance de se bâtir une vie, de se loger sans se ruiner et d'avoir un emploi suffisamment payant pour s'en sortir. Les jeunes ont besoin de croire en un avenir meilleur. Il est temps de leur donner une raison d'y croire.

[*Français*]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, on sait que les conservateurs sont plutôt favorables à l'achat de pipelines. Or, le gouvernement ne présente pas de budget, ne fait pas de prévision budgétaire, mais propose d'acheter un pipeline à plusieurs milliards de dollars pour produire davantage de pétrole alors que, présentement, les forêts canadiennes brûlent. Ma collègue pense-t-elle que c'est une façon adéquate de gérer les affaires de l'État?

Au Québec comme ailleurs au Canada, les changements climatiques nous touchent. Il y a de la pauvreté un peu partout et il y a une crise du logement. Encore cette semaine, 17 000 familles sont évacuées en raison des feux de forêt au Manitoba.

Est-ce que ma collègue croit que c'est une façon rigoureuse de gérer les finances publiques?

[*Traduction*]

Connie Cody: Monsieur le Président, aux 80 000 logements où je suis allée en faisant du porte-à-porte, j'ai parlé avec beaucoup de gens, et leurs priorités actuelles sont le coût de la vie, le logement et la criminalité. Par le passé, je me suis investie dans ma région non pas du haut d'une tribune, mais sur le terrain, en aidant des enfants dans leur apprentissage, en aidant des familles à surmonter leurs problèmes de logement et leurs difficultés financières, en écoutant ceux qui se sentaient laissés pour compte et en me portant à la défense des anciens combattants, qui méritent beaucoup mieux.

Ces gens m'ont fait part de leurs histoires, de leurs épreuves et de leurs espoirs, et c'est grâce à eux que je suis ici, pour être leur voix et pour les servir avec l'engagement qu'ils me connaissent. À la Chambre, je ferai ce pour quoi j'ai été élue: défendre les gens que je représente et travailler chaque jour à améliorer leur vie.

● (1800)

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole au nom des habitants de Kamloops—Thompson—Nicola.

En cette nouvelle législature, les libéraux restent bien campés dans leurs habitudes. Par exemple, le député de Winnipeg-Nord prend constamment la parole, alors que nous avons beaucoup de nouveaux collègues libéraux que j'oserais qualifier de gens de talent. Nous revoici avec deux hommes du côté libéral qui semblent parler au nom de tous les autres.

J'aimerais demander à ma collègue de réfléchir à la question de l'intervenant précédent et de me dire ce qu'elle a entendu en faisant du porte-à-porte au sujet de la méthode forte consistant à jouer du coude qui était censée tout régler.

Connie Cody: Monsieur le Président, pendant que le gouvernement continue de s'intéresser à tout, sauf à son absence de plan ou de budget, je vais pour ma part continuer de mettre l'accent sur ce pour quoi les gens de ma circonscription m'ont élue. Après tout, un gouvernement qui fait des promesses sans plan ni budget ne produit pas de résultats: il se contente de publier des communiqués de presse.

Les Canadiens ne peuvent pas se permettre un nouveau gouvernement qui sent le réchauffé. Dans ma circonscription, on m'a parlé du coût de la vie, de logement et de criminalité. Mes concitoyens m'ont personnellement dit être très préoccupés par la hausse de la criminalité. Les familles ont peur dans leur propre quartier, et les aînés ne se sentent plus...

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Nous devons poursuivre.

Nous reprenons le débat. Le député de Niagara-Ouest a la parole.

Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège de prendre à nouveau la parole à la Chambre des communes, après une chaude lutte électorale. Je tiens à remercier sincèrement les habitants de Niagara-Ouest de m'avoir accordé leur confiance pour les représenter et être leur porte-parole à Ottawa pour une huitième fois consécutive. Les gens de Niagara-Ouest sont de vaillants travailleurs, et je suis honoré de les servir.

Je tiens également à mentionner l'excellente équipe de campagne, qui a fait tout ce qu'il fallait. Des dizaines de bénévoles extraordinaires m'ont aidé à franchir la ligne d'arrivée. Je remercie tous ceux qui ont contribué à ma victoire. Je m'en souviendrai toujours et j'en serai toujours reconnaissant.

Je tiens également à remercier ma famille et mes amis, et surtout mon épouse, Rebecca. Que ce soit en campagne électorale ou lorsque nous sommes ici à Ottawa, il faut un certain type de personnalité pour être l'épouse ou la conjointe d'un candidat ou d'un député. Je remercie Rebecca d'être à mes côtés depuis plus de 10 ans, tandis que nous poursuivons cette aventure ensemble. Ce parcours témoigne de ma passion de servir les habitants de Niagara-Ouest. Mon engagement envers eux n'a jamais faibli et je leur promets de continuer à travailler sans relâche en leur nom.

Maintenant que les élections sont derrière nous, le Parti conservateur entame cette législature avec une équipe pancanadienne plus forte et plus grande qu'à la dernière législature. Nous avons récolté 2,4 millions de votes de plus qu'aux élections précédentes, pour un total de plus de 8 millions de votes, soit le plus grand nombre de votes et la plus forte augmentation de votes de l'histoire de notre parti, la plus grande part des votes depuis 1998 et le meilleur résultat à Terre-Neuve depuis deux décennies. Vingt-cinq députés conservateurs supplémentaires se sont joints à nous dans cette enceinte. J'ajouterais qu'en Ontario, nous avons récolté 1,2 million de votes de plus que Doug Ford en a récoltés en février pour les conservateurs de l'Ontario.

Notre réseau de soutien et notre coalition se sont élargis pour inclure des travailleurs syndiqués, des jeunes, des nouveaux arrivants et beaucoup d'autres personnes qui n'avaient jamais voté auparavant. Notre message était un message d'espoir et de changement, et il le demeure. Je suis fier de ce que nous avons accompli, même si, effectivement, nous avons raté de peu la victoire.

En ce début de législature, ce n'est un secret pour personne que le pays doit faire face à de nombreuses difficultés. Les droits de douane injustifiés imposés par les États-Unis nuisent aux Canadiens et à notre économie. Nous vivons une crise du logement. Nous avons des défis à relever en matière d'innovation, d'investissement et de productivité, et le taux de chômage chez les jeunes est élevé. Notre système d'immigration est débridé. Il y a du mécontentement dans les provinces de l'Ouest, certains habitants de l'Ouest étant même d'avis qu'il serait plus avantageux pour leur province de se séparer du Canada. Manifestement, nous avons du pain sur la planche à la Chambre des communes.

Plus tôt ce printemps, le premier ministre s'est vu confier un mandat minoritaire. Il aura donc besoin de l'appui d'autres députés pour faire adopter son programme. Comme l'a dit notre chef conservateur, nous travaillerons de concert avec le gouvernement sur des initiatives qui amélioreront la vie de tous les Canadiens. Nous demanderons également des comptes au gouvernement s'il prend des initiatives ayant l'effet contraire.

Malheureusement, à peine quelques semaines après le début du mandat du gouvernement, nous constatons déjà que l'approche adoptée par le premier ministre et ses ministres dans plusieurs dossiers est problématique. J'aimerais en parler un peu dans ma réponse au discours du Trône. Comme nous le savons, le discours du Trône a été prononcé par Sa Majesté le roi Charles III au nom du gouvernement. C'est le plan du gouvernement pour régler les problèmes auxquels font face les Canadiens, notamment en ce qui concerne le commerce.

Nous sommes tous au courant des droits de douane que les États-Unis imposent au Canada et du tort qu'ils causent aux Canadiens et aux entreprises canadiennes. Les conservateurs estiment que le Canada doit être autosuffisant et beaucoup moins dépendant des États-Unis. L'une des solutions est le libre-échange à l'intérieur du Canada. Pour les gens qui nous regardent à la maison et qui ne le savent pas encore, il existe encore des dizaines de règlements et de formalités administratives qui compliquent les échanges commerciaux entre les provinces.

L'équipe conservatrice estime que le Canada a besoin d'un véritable libre-échange pour que les travailleurs puissent gagner plus d'argent, que les prix baissent et que les entreprises puissent prospérer. Nous croyons que le Canada doit stimuler la libre entreprise pour construire des oléoducs, des lignes électriques, des ports, des chemins de fer, des routes et des technologies afin que nous soyons forts, autonomes et souverains. Toutefois, est-ce là l'approche du gouvernement? On ne dirait pas.

Les libéraux se sont donné des échéances, mais il n'y a pas beaucoup de détails. Or, sans plan, on ne peut pas respecter d'échéances. Ont-ils un plan? Pas tout à fait. Le premier ministre a même refusé de présenter un budget ce printemps. Bien sûr, il prévoit un projet de loi de dépenses, mais les détails se font rares. Ce n'est pas un plan. C'est un projet de loi de dépenses d'un demi-billion de dollars, mais ce n'est pas un budget.

Malheureusement, on commence à se rendre compte que le nouveau gouvernement libéral est tout comme l'ancien. À bien des égards, le projet de loi de dépenses est même pire que ce que nous a servi l'ancien premier ministre. Il prévoit une augmentation massive des dépenses pour les consultants, la bureaucratie et le coût global du gouvernement. Ce qui est décourageant, c'est que le premier ministre a déjà rompu sa promesse de maintenir la croissance des dépenses à 2 % par année. À quoi se chiffre-t-elle en réalité? À 8 %, soit quatre fois plus que promis. Dans l'ensemble, les dépenses du gouvernement fédéral augmenteront presque trois fois plus vite que l'inflation et la population combinées. C'est peut-être pour cette raison que le premier ministre ne veut pas présenter de budget ce printemps.

● (1805)

Un budget contient habituellement des détails précis quant à l'affectation de l'argent, mais encore une fois, pour le moment, il n'y a ni budget ni plan. Sans plan concret, comment un gouvernement peut-il continuer à fonctionner? Comment peut-il s'attaquer, par exemple, à la lourde tâche qui consiste à régler la crise du logement? C'est une crise qui évolue depuis plus de cinq ans.

Selon les organismes du secteur immobilier, les ventes de maisons ont atteint un niveau critique. Ils disent que le marché du logement est en baisse. Les stocks augmentent, mais la baisse des taux d'intérêt n'est pas parvenue à stimuler les ventes. Les gens n'achètent pas de maison parce qu'ils s'inquiètent de l'économie. Ils s'inquiètent de leur sécurité d'emploi. Les jeunes sont préoccupés par l'emploi en général. Il n'y en a pas assez. Le taux de chômage chez les jeunes est parmi les plus élevés qu'on ait vus depuis de très nombreuses années.

Les gens de ma circonscription m'ont parlé de ces problèmes des milliers de fois quand je faisais du porte-à-porte il y a quelques semaines à peine. Ce n'est pas pour rien que les jeunes ont été plus nombreux que jamais à voter pour les conservateurs. Pour eux, nous représentions une source d'espoir pour l'emploi et le logement. Je ne saurais dire aux députés combien de jeunes nous ont dit qu'ils avaient abandonné l'idée de devenir propriétaires. Ils m'ont dit qu'ils ne sont pas en mesure de fonder une famille parce qu'il n'y a pratiquement pas de logements abordables. On ne construit tout simplement pas assez.

Alors que la crise du logement progresse, le marché du travail est devenu difficile et, comme je l'ai déjà dit, l'incertitude empêche les jeunes d'accéder à la propriété. Je dirais en toute confiance qu'à bien des égards, cette génération de jeunes souffre énormément comparativement aux générations qui l'ont précédée. Cette situation est attribuable aux politiques libérales des 10 dernières années.

Je vais parler du Grand Toronto. Le rêve d'accéder à la propriété est hors de portée pour beaucoup trop de gens dans cette région. La Building Industry and Land Development Association a constaté que les ventes de maisons précédant la construction se sont effondrées à Toronto, et on parle d'une grave pénurie de logements d'ici deux ans. Le mois dernier, les ventes de maisons précédant la construction étaient de 89 % inférieures à la moyenne sur 10 ans et elles avaient diminué de 72 % par rapport à avril 2024. Il s'agit du septième mois consécutif où les ventes de maisons neuves n'ont jamais été aussi basses dans la région du Grand Toronto.

C'est pour cette raison que je parle de crise « qui évolue ». D'un côté, le nombre de chantiers est insuffisant pour répondre aux besoins des Canadiens en matière de logement. De l'autre, les jeunes sont inquiets au sujet de leur situation financière et, dans de nombreux cas, ils attendent avant de fonder une famille parce qu'ils n'ont pas d'endroit adéquat où vivre. Il y a aussi un troisième élément: comment pourraient-ils faire l'achat d'une maison neuve alors que les prix sont ridiculement élevés?

On dirait bien que la promesse canadienne sur laquelle les générations passées pouvaient compter s'est envolée. Le gouvernement a tout simplement laissé tomber les jeunes, et on s'attend à ce que les choses empirent. Dans un article, on pouvait lire ceci: « Le secteur des maisons neuves tourne de plus en plus au ralenti et on commence à prévoir un immense déficit dans le parc immobilier vers la période de 2027 à 2029. » Dans l'ensemble, les choses se présentent mal en matière de logement et, comme il n'a de budget ni de plan, le gouvernement montre qu'il ne prend pas au sérieux ses responsabilités envers les Canadiens.

Parlons aussi des gens qui ont la chance d'être déjà propriétaires de leur logement. Comment se portent-ils financièrement? Ils ne vont pas bien. En fait, en Ontario, les défauts de paiement hypothécaire ont augmenté de 6,5 %, et les défauts de paiement de plus de 90 jours ont augmenté de 72 % depuis le premier trimestre de 2024. Qu'en est-il des gens qui ont d'autres types de crédit? Au cours du premier trimestre de 2025, 1,4 million de Canadiens ont été incapables de faire un paiement de crédit. Les défauts de paiement ont augmenté de près de 9 % en un an et, en Ontario, les défauts de paiement non hypothécaire ont augmenté plus que les autres, de 24 %.

La hausse des coûts et les salaires qui ne suivent pas frappent particulièrement durement les jeunes; chez les Canadiens de 25 ans et moins, les retards de paiement ont augmenté de 15 %. Chez les moins de 26 ans, les taux de défaillance de plus de 90 jours rien que pour les cartes de crédit ont progressé de 22 % en un an. Compte tenu de ces chiffres, je m'inquiète pour les jeunes Canadiens. Equifax dit que les salaires à l'arrivée sur le marché du travail sont insuffisants pour couvrir les besoins des jeunes qui doivent rembourser leurs dettes.

De toute évidence, il est urgent d'agir. Il est essentiel de trouver sans tarder des solutions viables. Je suis un peu préoccupé par certains slogans dans l'annonce du premier ministre et dans le discours du Trône, même si le premier ministre dit ne pas être amateur de slogans. Ce dont les Canadiens ont désespérément besoin, c'est que nous élaborions tous ensemble un plan, mais un plan qui présente clairement les mesures à prendre. C'est ce qu'on appelle un budget.

Le gouvernement doit présenter un budget au printemps afin que nous puissions aller de l'avant. Sinon, je crains que toutes les crises que traversent actuellement les Canadiens ne soient pas gérées de manière adéquate. Je m'inquiète pour les jeunes Canadiens, pour les propriétaires de maisons et pour les familles.

Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, nous devons nous efforcer d'aider les Canadiens et les entreprises canadiennes en ces temps difficiles, et je suis prêt à le faire. J'espère que le gouvernement prendra la situation au sérieux, compte tenu des problèmes avec lesquels nous sommes aux prises en ce moment. Notre équipe conservatrice se tient aux côtés des Canadiens, et nous sommes prêts à offrir notre aide pour améliorer la vie des familles des quatre coins de notre beau pays, afin que le Canada soit abordable, sûr, indépendant et uni.

● (1810)

[*Français*]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a parlé de la question du coût de la vie. J'ai une excellente nouvelle à annoncer.

Le mois dernier, on a élargi l'admissibilité au Régime canadien de soins dentaires à tous les groupes d'âge. Cela veut dire qu'il y a désormais plus de 8 millions de Canadiennes et de Canadiens qui ont accès aux soins dentaires abordables dont ils ont besoin.

Voici ma question: est-ce que mon collègue de Niagara-Ouest partage mon enthousiasme vis-à-vis de cette excellente nouvelle qu'est l'élargissement de l'accès au Régime canadien de soins dentaires?

[*Traduction*]

Dean Allison: Monsieur le Président, je suis sorti avec des collègues hier soir. Un dentiste parmi nous a parlé du programme et de la difficulté qu'ont certains dentistes à y adhérer en raison des tarifs que le gouvernement leur offre. Encore une fois, on a ce beau programme national, mais on s'attend à ce que les gens sur le terrain subissent des pertes et encaissent le coup. Voilà qui ne me semble pas raisonnable.

Bien sûr, ces programmes sont utiles. Ils sont formidables, mais ils doivent être bien gérés, et une chose que je peux dire au sujet du gouvernement fédéral, c'est qu'il ne sait rien gérer comme il faut. Si les 10 dernières années nous ont révélé une chose, c'est bien l'incapacité du gouvernement à diriger ou à gérer quoi que ce soit.

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole au nom des habitants de la circonscription de Kamloops—Thompson—Nicola, surtout lorsque je reçois de telles acclamations de la part de mes collègues libéraux.

Des voix: Oh, oh!

Frank Caputo: Monsieur le Président, je les remercie de leurs encouragements.

C'est aussi un honneur de prendre la parole alors que le député de Kingston et les Îles allait nous faire l'honneur d'une autre intervention, mais c'est moi que les députés doivent écouter à la place.

J'ai écouté attentivement le discours de mon collègue. Il a parlé de ce qu'il a entendu en faisant du porte-à-porte. Nous avons entendu dire qu'il fallait jouer du coude et que les libéraux avaient un plan, mais ils n'ont pourtant présenté ni plan ni budget. À son avis, que penseraient ses concitoyens s'il dirigeait ses bureaux ou le Parlement sans plan, en ne s'appuyant que sur des slogans?

Dean Allison: Monsieur le Président, c'est l'un des problèmes que nous avons constatés au cours des dernières années. Je peux assurer à toutes les nouvelles personnes qui se joignent à nous à la Chambre que cela fait des années que le Parti libéral parle de ses plans, de ses communications et de toutes ces choses grandioses qu'il va faire, mais qu'il ne livre jamais la marchandise.

Je ne peux m'empêcher de rire quand j'entends de nouveaux députés dire à la Chambre qu'ils doivent régler ce problème. Ils ont raison. C'est le problème que vous avez créé, alors merci d'être venus nous donner un coup de main. Nous apprécions...

● (1815)

Le Président: Les observations doivent être adressées à la présidence.

Dean Allison: Monsieur le Président, vous avez raison.

Voici ce que je répondrai à mon collègue: les libéraux ne doivent pas seulement se contenter de présenter un plan, ils doivent aussi s'assurer de le mettre en œuvre. De ce côté-ci de la Chambre, nous attendons qu'ils le fassent depuis 10 ans.

[*Français*]

Le Président: Comme il est 18 h 15, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire pour disposer du sous-amendement et de l'amendement, tel que modifié, dont la Chambre est maintenant saisie.

Le vote porte sur le sous-amendement.

[*Traduction*]

Si un député participant en personne désire que le sous-amendement soit adopté ou adopté avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Mark Gerretsen: Monsieur le Président, nous demandons la tenue d'un vote par appel nominal, s'il vous plaît.

Le Président: Convoquez les députés.

Après l'appel de la sonnerie:

● (1845)

[*Français*]

Le Président: Le vote porte sur le sous-amendement suivant.

[*Traduction*]

Puis-je me dispenser d'en faire la lecture?

Des voix: Non.

[*La présidence donne lecture du sous-amendement.*]

● (1905)

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté par le vote suivant:)

(Vote nº 2)

POUR

Députés

Aboultaif	Acan
Aitchison	Al Soud
Albas	Ali
Allison	Alty
Anand	Anandasangaree
Anderson	Anstey
Arnold	Au
Auguste	Baber
Bailey	Bains
Baker	Baldinelli
Bardeesy	Barlow
Barrett	Barsalou-Duval
Battiste	Beaulieu
Beech	Belanger (Desnethé—Missinippi—Churchill River)
Bélanger (Sudbury East—Manitoulin—Nickel Belt)	Bendayan
Berthold	Bexte
Bezan	Bittle
Blair	Blanchet
Blanchette-Joncas	Block
Blois	Bonin
Bonk	Borrelli
Boulerice	Bragdon
Brassard	Brière
Brock	Brunelle-Duceppe
Calkins	Caputo
Carney	Carr
Casey	Chagger
Champagne	Champoux
Chang	Chartrand
Chatel	Chen
Chenette	Chi
Church	Clark
Cobena	Cody
Connors	Cooper
Cormier	Coteau
Dabrusin	Dalton
Dancho	Dandurand
Danko	Davidson
Davies (Vancouver Kingsway)	Davies (Niagara South)
Dawson	DeBellefeuille
Deltell	d'Entremont
DeRidder	Deschênes
Deschênes-Thériault	Desrochers
Dhaliwal	Dhillon

Diab
Doherty
Duclos
Duncan
Earle
El-Khoury
Erskine-Smith
Falk (Provencher)
Fanjoy
Fisher
Fortier
Fragiskatos
Freeland
Fuhr
Gainey
Garon
Gaudreau
Généreux
Gerretsen
Gill (Brampton West)
Gill (Windsor West)
Gill (Abbotsford—South Langley)
Godin
Gourde
Greaves
Guay
Guilbeault
Gunn
Hallan
Hardy
Hepfner
Ho
Hodgson
Holman
Hussen
Idlout
Jaczek
Jeneroux
Johns
Joseph
Kelloway
Khalid
Kibble
Klassen
Konanz
Kram
Kronis
Kuruc (Hamilton East—Stoney Creek)
Kwan
Lalonde
Lamoureux
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)
Larouche
Lauzon
Lavoie
Lawton
Lefebvre
Lemire
Lewis (Essex)
Lightbound
Lobb
Louis (Kitchener—Conestoga)
MacDonald (Malpeque)
MacKinnon (Gatineau)
Majumdar
Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk)
Mantle
May
McCauley
McKenzie
McKnight
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)
Melillo
Mendès
Michel
Miller
Diotte
Dowdall
Duguid
Dzerowicz
Ehsassi
Epp
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)
Fancy-Landry
Fergus
Fonseca
Fortin
Fraser
Fry
Gaheer
Gallant
Gasparro
Gazan
Genuis
Gill (Calgary Skyview)
Gill (Calgary McKnight)
Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)
Gladu
Goodridge
Grant
Groleau
Guglielmin
Gull-Masty
Hajdu
Hanley
Harrison Hill
Hirtle
Hoback
Hogan
Housefather
Iacono
Jackson
Jansen
Jivani
Joly
Kayabaga
Kelly
Khanna
Kirkland
Kmiec
Koutrakis
Kramp-Neuman
Kurek (Battle River—Crowfoot)
Kusie
Lake
Lambropoulos
Lantsman
Lapointe (Sudbury)
Lattanzio
Lavack
Lawrence
LeBlanc
Leitao
Leslie
Lewis (Haldimand—Norfolk)
Lloyd
Long
Ma
MacDonald (Cardigan)
Mahal
Malette (Bay of Quinte)
Maloney
Martel
Mazier
McKelvie
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLean (Calgary Centre)
McPherson
Ménard
Menegakis
Miedema
Mingarelli
Moore
Morrison
Motz
Myles
Nater
Nguyen
Normandin
Oliphant
O'Rourke
Patzer
Perron
Powlowski
Ramsay
Reid
Reynolds
Roberts
Rochefort
Rood
Royer
Saini
Sari
Sawatzky
Schiefke
Seeback
Sheehan
Sidhu (Brampton South)
Small
Solomon
Steinley
Stevenson
Strahl
Stubbs
Tesser Derksen
Thomas
Tochor
Turnbull
Valdez
Van Popta
Vien
Villeneuve
Wagantall
Watchorn
Weiler
Yip
Zerucelli
Zuberi– — 331
Morin
Morrissey
Muys
Naqvi
Nathan
Noormohamed
Ntumba
Olszewski
Osborne
Paul-Hus
Petitpas Taylor
Provost
Rana
Rempel Garner
Richards
Robertson
Romanado
Rowe
Sahota
Sarai
Savard-Tremblay
Scheer
Schmale
Sgro
Shipley
Simard
Sodhi
Sousa
Ste-Marie
St-Pierre
Strauss
Sudds
Thériault
Thompson
Tolmie
Uppal
van Koeverden
Vandenbeld
Viersen
Vis
Warkentin
Waugh
Williamson
Zahid
Zimmer

CONTRE

Aucun

PAIRÉS

Députés

Chambers
Eyolfson
Plamondon
Sidhu (Brampton East)
Chong
McGuinty
Ruff
Wilkinson– — 8

Le Président: Je déclare le sous-amendement adopté.

Le vote suivant porte sur l'amendement modifié.

Si un député participant en personne désire que l'amendement modifié soit adopté ou adopté avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Une voix: Monsieur le Président, je demande la tenue d'un vote par appel nominal.

● (1925)

(L'amendement, mis aux voix, est adopté par le vote suivant:)

(Vote nº 3)

POUR

Députés

Aboultaif	Aitchison
Albas	Allison
Anderson	Anstey
Arnold	Au
Baber	Bailey
Baldinelli	Barlow
Barrett	Barsalou-Duval
Beaulieu	Bélanger (Sudbury East—Manitoulin—Nickel Belt)
Berthold	Bexte
Bezan	Blanchet
Blanchette-Joncas	Block
Bonin	Bonk
Borrelli	Boulerice
Bragdon	Brassard
Brock	Brunelle-Duceppe
Calkins	Caputo
Champoux	Cobena
Cody	Cooper
Dalton	Dancho
Davidson	Davies (Vancouver Kingsway)
Davies (Niagara South)	Dawson
DeBellefeuille	Deltell
d'Entremont	DeRidder
Deschênes	Diotte
Doherty	Dowdall
Duncan	Epp
Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)	Falk (Provencher)
Fortin	Gallant
Garon	Gaudreau
Gazan	Généreux
Genuis	Gill (Calgary Skyview)
Gill (Brampton West)	Gill (Calgary McKnight)
Gill (Windsor West)	Gill (Côte-Nord—Kawawachikamach—Nitassinan)
Gill (Abbotsford—South Langley)	Gladu
Godin	Goodridge
Gourde	Groleau
Guglielmin	Gunn
Hallan	Hardy
Ho	Hoback
Holman	Idlout
Jackson	Jansen
Jeneroux	Jivani
Johns	Kelly
Khanna	Kibble
Kirkland	Kmiec
Konanz	Kram
Kramp-Neuman	Kronis
Kurek (Battle River—Crowfoot)	Kuruc (Hamilton East—Stoney Creek)
Kusie	Kwan
Lake	Lantsman
Larouche	Lawrence
Lawton	Lefebvre
Lemire	Leslie
Lewis (Essex)	Lewis (Haldimand—Norfolk)
Lloyd	Ma
Mahal	Majumdar
Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk)	Mantle
Martel	May
Mazier	McCauley
McKenzie	McLean (Calgary Centre)
McPherson	Melillo
Menegakis	Moore
Morin	Morrison
Motz	Muys
Nater	Normandin
Patzer	Paul-Hus
Perron	Reid
Rempel Garner	Reynolds
Richards	Roberts
Rood	Rowe
Savard-Tremblay	Scheer
Schmale	Seeback
Shipley	Simard
Small	Steinley
Ste-Marie	Stevenson
Strahl	Stubbs
Thériault	Thomas
Tochor	Tolmie
Uppal	Van Popta
Vien	Viersen
Vis	Wagantall
Warkentin	Waugh
Williamson	Zimmer– — 166

CONTRE

Députés

Acan	Al Soud
Ali	Alty
Anand	Anandasangaree
Auguste	Bains
Baker	Bardeesy
Battiste	Beech
Belanger (Desnethé—Missinippi—Churchill River)	Bendayan
Bittle	Blair
Blois	Brière
Carney	Carr
Casey	Chagger
Champagne	Chang
Chartrand	Chatel
Chen	Chenette
Chi	Church
Clark	Connors
Cormier	Coteau
Dabrusin	Dandurand
Danko	Deschênes-Thériault
Desrochers	Dhaliwal
Dhillon	Diab
Duclos	Duguid
Dzerowicz	Earle
Ehsassi	El-Khoury
Erskine-Smith	Fancy-Landry
Fanjoy	Fergus
Fisher	Fonseca
Fortier	Fragiskatos
Fraser	Freeland
Fry	Fuhr
Gaheer	Gainey
Gasparro	Gerretsen
Gould	Grant
Greaves	Guay
Guilbeault	Gull-Masty
Hajdu	Hanley
Harrison Hill	Hepfner
Hirtle	Hodgson
Hogan	Housefather
Hussen	Iacono
Jaczek	Joly
Joseph	Kayabaga
Kelloway	Khalid
Klassen	Koutrakis

Lalonde	Lambropoulos
Lamoureux	Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)
Lapointe (Sudbury)	Lattanzio
Lauzon	Lavack
Lavoie	LeBlanc
Leitao	Lightbound
Long	Louis (Kitchener—Conestoga)
MacDonald (Malpeque)	MacDonald (Cardigan)
MacKinnon (Gatineau)	Malette (Bay of Quinte)
Maloney	McKelvie
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McKnight
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)	Ménard
Mendès	Michel
Miedema	Miller
Mingarelli	Morrissey
Myles	Naqvi
Nathan	Nguyen
Noormohamed	Ntumba
Oliphant	Olszewski
O'Rourke	Osborne
Petitpas Taylor	Powlowski
Provost	Ramsay
Rana	Robertson
Rochefort	Romanado
Royer	Sahota
Saini	Sarai
Sari	Sawatzky
Schiefke	Sgro
Sheehan	Sidhu (Brampton South)
Sodhi	Solomon
Sousa	St-Pierre
Sudds	Tesser Derksen
Thompson	Turnbull
Valdez	van Koeverden
Vandenbeld	Villeneuve
Watchorn	Weiler
Yip	Zahid
Zerucelli	Zuberi– — 164

PAIRÉS

Députés

Chambers	Chong
Eyolfson	McGuinty
Plamondon	Ruff
Sidhu (Brampton East)	Wilkinson– — 8

Le Président: Je déclare l'amendement modifié adopté.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 38 du Règlement.

● (1930)

[*Traduction*]

L'ÉTHIQUE

Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, c'est CBC/Radio-Canada qui a été la première à annoncer que le premier ministre avait cofondé un fonds d'investissement de plus de 25 milliards de dollars, constitué à partir de deux fonds. Ce fonds d'investissement n'avait pas son siège social ici, au Canada. Il avait pignon sur rue au-dessus d'un magasin de bicyclettes aux Bermudes. Pourquoi ce fonds d'investissement était-il basé aux Bermudes? Pourquoi le siège social s'est-il retrouvé au-dessus d'un magasin de bicyclettes? C'est parce que ce fonds cherche à se soustraire au fisc canadien.

Nous avons soulevé des questions auxquelles le premier ministre peut répondre, des questions auxquelles il devrait répondre, bref, des questions auxquelles il doit répondre. Après 10 ans où le gouvernement précédent et Justin Trudeau ont maintes fois enfreint nos règles en matière d'éthique — avec un Cabinet qui, sous sa présidence, a transgressé à plusieurs reprises nos règles en matière d'éthique —, les Canadiens veulent du leadership, de l'honnêteté et de la transparence. Le premier ministre a ici l'occasion de faire preuve de cette transparence que réclament les Canadiens.

En réponse à ma question lors de la période des questions, nous avons entendu le leader du gouvernement à la Chambre dire que le Canada a des règles d'éthique strictes et que les libéraux les prennent très au sérieux. Les Canadiens n'ont aucune idée de ce que le premier ministre a mis dans ses fiducies sans droit de regard, mais le premier ministre sait très bien ce qu'il y a mis. Nous ne connaissons pas le montant de la rémunération différée que le premier ministre touchera en fonction du rendement de ces fonds qu'il a créés, mais il le connaît. Cette rémunération différée ne peut pas être placée dans une fiducie sans droit de regard. Elle dépendra du rendement de ces fonds, et le premier ministre a un réel moyen d'influencer leur rendement en fonction des décisions qu'il prend à la table du Cabinet.

Ce que nous voulons savoir, c'est ceci: qu'est-ce que le premier ministre a placé dans sa fiducie sans droit de regard? Recevra-t-il des versements de rémunération différée? Enfin, nous devons savoir si le premier ministre a déjà été impliqué dans des fonds qui lui ont permis d'éviter de payer des impôts au Canada. J'aimerais savoir si nous pouvons obtenir une réponse claire. Le leader du gouvernement à la Chambre dispose de quatre minutes pour nous dire à quel point le gouvernement compte prendre au sérieux les règles en matière d'éthique et qu'il y aura un changement de ton et de posture de la part du très honorable premier ministre. Verrons-nous cela?

Le premier ministrea-t-il participé à l'établissement de fonds qui ont pratiqué l'évitement fiscal? Le leader du gouvernement à la Chambre va-t-il admettre que le premier ministre a créé des fonds dont le siège était situé au-dessus d'une boutique de vélos aux Bermudes? Le premier ministre recevra-t-il des versements de rémunération différée de ces fonds chez Brookfield? Le premier ministre va-t-il enfin prendre ses obligations au sérieux et révéler aux Canadiens tout ce que contenait cette fiducie sans droit de regard au moment où elle a été créée?

[*Français*]

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rappeler qu'au Canada, le respect des règles d'éthique n'est pas optionnel. C'est une obligation incontournable pour tous les élus à la Chambre, peu importe leur fonction. En effet, ces règles sont conçues pour garantir l'intégrité de nos institutions et pour maintenir la confiance que les Canadiennes et les Canadiens placent en nous.

Comme chaque député, le premier ministre est tenu de s'y conformer. Toutefois, il est important de souligner que le premier ministre ne s'est pas contenté de respecter ces exigences; il les a dépassées. Il a agi de façon proactive en fournissant au commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique toutes les informations requises, et ce, de manière préventive. C'est ça, faire preuve de leadership. Il ne s'agit pas simplement de suivre les règles quand cela devient nécessaire. Il s'agit de les anticiper, de les dépasser et de montrer l'exemple à l'ensemble des élus. Les Canadiens s'attendent à ce que leur premier ministre agisse avec intégrité, et c'est exactement ce qu'il a fait.

Malheureusement, certaines voix dans l'opposition tentent de semer le doute en soulevant des théories sans fondement, voire carrément conspirationnistes. Je crois fermement que ce type de discours ne fait rien pour renforcer la confiance du public envers le gouvernement ou envers les élus de l'opposition. Au contraire, on mine la crédibilité de l'ensemble de nos institutions, et ce, uniquement pour tenter de marquer des petits points politiques.

Je rappelle que le Canada possède l'un des régimes d'éthique les plus rigoureux au monde. Pour les titulaires de charges publiques, notre système exige la transparence, la divulgation complète et la reddition de comptes. Le premier ministre l'a fait de façon complète, non seulement en respectant les règles, mais aussi en allant plus loin pour démontrer clairement qu'il n'a rien à cacher. Il est également essentiel de souligner que chaque nouveau député est tenu, comme tous les autres députés, de respecter ce même code. J'espère sincèrement que tous les députés de la Chambre se conforment à ces exigences avec la même rigueur. De notre côté de la Chambre, nous avons toujours respecté les règles, non par obligation, mais par principe.

Pour nous, l'éthique n'est pas un slogan de campagne électorale, c'est une responsabilité permanente. Les Canadiens peuvent compter sur nous pour continuer à faire preuve de transparence et de rigueur, et ce, sans compromis.

De notre côté de la Chambre, nous prenons ces responsabilités au sérieux et les Canadiens peuvent compter là-dessus.

● (1935)

[*Traduction*]

Michael Barrett: Monsieur le Président, permettez-moi de citer le leader du gouvernement à la Chambre. Il a dit que ce côté de la Chambre avait toujours appliqué les règles. Il a siégé au sein du cabinet de l'ancien premier ministre, Justin Trudeau, qui a enfreint ces règles à deux reprises, tout comme d'autres membres de ce cabinet. Nous ne pouvons pas le croire sur parole.

Il a également dit que ce qu'a rapporté Radio-Canada était une théorie du complot. Et bien, c'est un fait. Le premier ministre, le chef du Parti libéral, a créé ces fonds dont le siège sur trouvait aux Bermudes pour éviter de payer des impôts canadiens. Leur siège était situé au-dessus d'une boutique de vélos. Nous avons besoin de savoir si le premier ministre va recevoir des versements de rémunération différée de ces fonds, puisqu'il est susceptible d'améliorer leur rendement grâce aux décisions qu'il peut prendre au sein du Cabinet.

Les Canadiens sont dans le noir, parce que le premier ministre fait de l'obstruction et refuse de faire preuve de transparence avec eux. Va-t-il aujourd'hui leur dire la vérité? Le leader du gouvernement à la Chambre va-t-il s'engager à faire pour une fois montre de transparence et à dire aux Canadiens ce qu'ils ont besoin de savoir au sujet de ces investissements?

[*Français*]

L'hon. Steven MacKinnon: Monsieur le Président, soyons clairs. Le premier ministre s'est pleinement conformé à la Loi sur les conflits d'intérêts et est même allé au-delà de ce qui était exigé. Dès le départ, il a divulgué de manière proactive toutes les informations pertinentes au commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, faisant ainsi preuve d'un engagement en faveur de la transparence et de la responsabilité que ce rôle demande.

Le Canada dispose de règles éthiques parmi les plus strictes au monde, et les Canadiens doivent être rassurés quant au respect de ces règles. De ce côté-ci de la Chambre, nous ne nous contentons pas de respecter les règles, nous nous efforçons de les dépasser.

Alors que certains peuvent choisir de se lancer dans la spéculation ou le théâtre politique, nous restons concentrés sur le maintien de la confiance des Canadiens. L'éthique et l'intégrité ne sont pas négociables, et c'est une norme que nous sommes fiers de respecter.

[*Traduction*]

LES FINANCES

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre et son Cabinet ont pris le temps de préparer un plan de dépenses, mais ils n'ont pas pris le temps de préparer un plan pour en payer le prix.

La semaine dernière, j'ai posé la question suivante: « Compte tenu des nuages sombres qui planent sur l'économie, comment est-il possible de ne pas présenter de budget ce printemps? »

Depuis, le gouvernement libéral a présenté le budget principal des dépenses au Parlement, afin de demander près d'un demi-billion de dollars, soit 486 milliards de dollars, pour financer le gouvernement jusqu'en mars prochain. Cependant, il n'a pas présenté de budget, c'est-à-dire le document même qui explique comment il compte payer toutes ces dépenses. N'est-ce pas irresponsable? Imaginez qu'une personne se présente à la banque pour obtenir un prêt hypothécaire et qu'elle présente toutes ses dépenses, ses paiements de voiture, ses factures d'épicerie et ses dettes d'études, mais qu'elle refuse de fournir une preuve de son revenu. N'importe quel prêteur lui dirait de revenir lorsqu'elle aura une preuve de son revenu.

Ayant été professionnelle des finances pendant 14 ans, je dis la même chose au gouvernement libéral: revenez quand vous aurez un plan pour payer toutes ces dépenses. Le gouvernement affirme que la conjoncture économique pourrait changer au cours de l'été. Bien entendu, le monde est incertain, il y a des rencontres au sommet et les prévisions changent. C'est exactement la raison pour laquelle il nous faut un budget. Quand on perd sa source de revenus, on établit un budget. Quand les coûts augmentent, on établit un budget. Quand on souhaite changer notre situation, on établit un budget. Le PIB est en difficulté, la productivité est en baisse, le pouvoir d'achat s'effrite et le taux de chômage augmente. Voilà le résultat de 10 années de politiques libérales inefficaces.

Si le premier ministre et le ministre des Finances veulent être pris au sérieux en tant que gardiens de l'économie, ils doivent faire ce que chaque famille, chaque entreprise et chaque gouvernement doit faire: présenter un budget.

J'espère sincèrement que nous pourrons travailler ensemble pour soulager les familles et les entreprises canadiennes et pour orienter le Canada dans la bonne direction. Cependant, le gouvernement doit fournir les renseignements nécessaires qui permettront à chaque parlementaire de prendre une décision éclairée sur ce qui est le mieux pour les Canadiens. En matière de finances, ma confiance repose sur des chiffres, sur la reddition de comptes et sur un budget.

Je pose de nouveau la question: compte tenu des nuages sombres qui planent sur l'économie, comment est-il possible de ne pas présenter de budget ce printemps?

● (1940)

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, je félicite la députée de Newmarket—Aurora. Être député est un privilège, et je l'encourage à profiter de chaque instant. J'ai le privilège d'être à la Chambre depuis 2015 et d'avoir remporté quatre élections; je comprends à quel point on peut être enthousiaste à notre arrivée ici. Je sais que la machine à Ottawa est imposante, mais je félicite la députée d'avoir été élue.

C'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole à la Chambre au cours de la présente législature, et je tiens à remercier les formidables habitants de Saint John—Kennebecasis de m'avoir élu une quatrième fois. Je ne veux pas oublier de remercier mon directeur de campagne, Kevin Collins, ainsi que mon incroyable équipe et mon personnel de Saint John, dont Jeannette McLaughlin et Don Darling, qui s'assurent que tout se passe bien dans ma circonscription.

Je me permets d'énumérer quelques faits. L'inflation est passée de 8,1 % en juin 2022 à 1,7 % aujourd'hui. À chaque occasion, les conservateurs disaient que c'était notre faute mais, maintenant que l'inflation est descendue sous le taux cible de la Banque du Canada, je doute qu'ils nous en accordent le mérite. À l'heure actuelle, le taux de chômage se situe à 6,9 % au Canada. Le taux de participation au marché du travail s'établit à 65,3 %, ce qui est bien supérieur au taux de 62,5 % observé aux États-Unis. Le Canada a une cote de crédit AAA ainsi que la dette et le déficit les plus bas des pays du G7. Je pourrais continuer ainsi longtemps.

Je me demande parfois pourquoi les conservateurs se considèrent comme les seuls capables de bien gérer l'économie du pays. Avant que les libéraux arrivent au pouvoir, le gouvernement conservateur a enregistré neuf déficits consécutifs. Il a fondamentalement semé la pagaille dans l'économie du pays en adoptant des politiques régressives.

Les libéraux ont à cœur de bâtir une économie forte. Nous croyons qu'il est important d'investir dans les Canadiens. Nous croyons que le gouvernement a un rôle à jouer dans la vie des gens, que ce soit avec l'Allocation canadienne pour enfants contre laquelle les conservateurs ont voté, les services de garde contre lesquels les conservateurs ont voté, les soins dentaires contre lesquels les conservateurs ont voté ou les merveilleux programmes et initiatives en matière de logement, comme le Fonds national de co-investissement, l'Initiative pour la création rapide de logements et le Fonds pour accélérer la construction de logements, contre lesquels les conservateurs ont voté. Les conservateurs ont voté contre toutes ces mesures qui ont eu des effets bénéfiques pour le Canada.

Nous ferons ce qu'il faut pour soutenir notre économie, la relancer et en faire la meilleure économie du G7.

● (1945)

Sandra Cobena: Monsieur le Président, en fin de compte, il n'y a pas de plan pour payer les 486 milliards de dollars de dépenses que les libéraux ont demandé au Parlement d'autoriser. Ce n'est pas un plan que de ne pas avoir de plan. S'il y avait un plan, le gouvernement l'aurait déjà présenté.

Notre PIB peine à croître. Notre productivité est en baisse. Notre pouvoir d'achat est en train de s'effondrer. Le taux de chômage augmente et les droits de douane nuisent à nos industries. Le but d'un budget est de mettre de l'ordre dans une situation incertaine, mais le gouvernement libéral a fait le contraire. En refusant de présenter un budget ce printemps, il a rendu une économie déjà fragile encore plus instable. Pour gagner en crédibilité financière, il faut montrer les chiffres d'un processus que le Canada suit depuis plus d'un demi-siècle.

L'hon. Wayne Long: Monsieur le Président, les Canadiens se sont exprimés très clairement sur qui devrait diriger notre économie.

À entendre la députée d'en face, on ne croirait pas que des élections viennent d'avoir lieu le 28 avril et qu'un discours du Trône a été présenté la semaine dernière. Le budget viendra en temps opportun. Je crois que le premier ministre est considéré comme l'un des plus brillants économistes du Canada.

Nous avons bel et bien un plan. Pendant la lecture du discours du Trône, Sa Majesté a dit ce qui suit: « Dans toutes ses actions, le Gouvernement sera guidé par une nouvelle discipline fiscale : dépenser moins, pour que les Canadiens puissent investir plus. » Il a aussi dit que le gouvernement « équilibrera son budget de fonctionnement au cours des trois prochaines années en réduisant le fardeau administratif, en plafonnant les effectifs au sein de la fonction publique, en éliminant les dédoublements et en déployant des technologies pour accroître la productivité du secteur public ».

Nous présenterons les détails de notre plan à l'automne, dans un budget fédéral précis, complet, efficace, ambitieux et prudent.

LES RESSOURCES NATURELLES

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, j'ai posé une question très simple au premier ministre et au gouvernement au sujet du secteur canadien de l'énergie. J'ai même fait les devoirs du gouvernement. J'ai souligné que la taxe sur le carbone imposée au secteur industriel rend le Canada moins concurrentiel et moins abordable. J'ai souligné comment le plafonnement de la production de pétrole et de gaz maintient nos ressources dans le sol et fait fuir les investisseurs. J'ai souligné comment le projet de loi C-69 rend essentiellement impossible la construction de pipelines au pays.

J'ai demandé à la ministre de l'Industrie si le gouvernement était prêt à s'engager envers le secteur canadien de l'énergie, comme le premier ministre le dit parfois, selon l'endroit où il se trouve, à abroger ces lois anti-énergie. Elle a répondu à ma question sans mentionner les mots « pétrole », « gaz » ou « ressources ». La personne qui a rédigé sa réponse à ma question devait être la même que celle qui a écrit le discours du Trône du gouvernement, car il n'y est pas du tout fait mention de pétrole et de gaz.

Le problème ne concerne pas que l'Ouest. Quand nous ne soutenons pas le secteur canadien de l'énergie, nous nuisons en fait à l'ensemble du pays. Nous augmentons notre dépendance envers les États-Unis. Nous devenons moins concurrentiels. Nous mettons en péril notre souveraineté, notre indépendance et même notre sécurité. Il est curieux que le gouvernement ait peur du mot « pipeline », et qu'il refuse de le prononcer dans bon nombre des réponses qu'il nous donne ici ou de l'utiliser dans la majorité des diverses communications qu'il nous transmet.

Ma question pour le gouvernement est incroyablement simple. Il s'agit de la voie qu'il veut suivre. Appuie-t-il un avenir où l'on investit dans l'énergie canadienne ou appuie-t-il les écologistes radicaux qui veulent laisser les ressources là où elles sont?

Si j'en parle, c'est parce que les faits sont on ne peut plus clairs. De 2015 à 2025, le gouvernement libéral a torpillé 16 projets énergétiques d'envergure, ce qui a eu un impact de 176 milliards de dollars sur l'économie.

Lorsque je parle de l'avantage concurrentiel des investissements dans les ressources naturelles, on n'a pas à chercher plus loin que chez nos voisins du Sud, les États-Unis. Au cours des 10 dernières années environ, soit de 2010 à 2021, les exportations de gaz naturel aux États-Unis ont augmenté de 485 %. Que s'est-il passé au Canada au cours de cette période? C'est une bonne question. Les exportations ont baissé de 18 %. Il s'agit du Canada, qui a accès à une abondance incroyable de ressources. La seule chose qui nous empêche d'en profiter est l'attitude qu'a incarnée le gouvernement libéral, qui est hostile au secteur énergétique et à l'innovation, et selon laquelle il faut laisser les ressources sous terre.

Voilà où nous en sommes en ce moment. Les libéraux se plaisent à dire — ce sont leurs propres mots — qu'ils ne sont pas contre les pipelines; ils veulent seulement un consensus. Comment peut-il y avoir un consensus alors qu'il n'y en a même pas parmi les occupants des banquettes ministérielles, comme le montre le fait qu'un membre du Cabinet a dit, il y a quelques semaines à peine, qu'il ne savait pas et que nous n'avions pas besoin de pipelines? Je parle de l'ancien ministre de l'Environnement, qui est maintenant ministre de l'Identité canadienne.

Nous avons exposé clairement les faits, alors je vais poser la question suivante au gouvernement: abrogera-t-il une fois pour toutes ses politiques anti-énergie et s'engagera-t-il à construire des pipelines au Canada?

● (1950)

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je m'oppose à beaucoup de points soulevés par le député, ainsi qu'à la description qu'il a faite de la situation. Je suis heureuse qu'il ait posé cette question aujourd'hui, car je crois que c'est un jour particulièrement important, étant donné que le premier ministre et les premiers ministres des provinces et des territoires se sont réunis pour discuter de la façon dont nous pouvons mieux collaborer afin d'unifier le Canada, faire front commun contre ce que nous subissons de la part des États-Unis et réaliser les projets d'édification nationale qui renforceront le pays.

En cette journée où nous sommes témoins de l'unité du pays, je tiens vraiment à le souligner, car c'est la voie à suivre. C'est ce que les Canadiens voulaient que nous fassions. Les Canadiens d'un océan à l'autre ont élu ce gouvernement parce qu'ils voulaient que nous nous unissions, que nous protégions le Canada, que nous le défendions et que nous bâtissions de grandes choses ensemble. Aujourd'hui, c'est une journée particulièrement opportune pour souligner à quel point ce dossier progresse déjà, et ce, dès le début du mandat du nouveau gouvernement.

Le gouvernement libéral met l'accent sur les résultats, ce qui signifie protéger et créer de bons emplois, attirer des investissements et bâtir une économie propre à faible risque, à faible coût et à faibles émissions de carbone. À l'heure actuelle, comme je l'ai mentionné, le premier ministre travaille avec les premiers ministres provinciaux afin de désigner les projets d'intérêt national qui feront croître notre économie. Les Canadiens s'attendent à juste titre à ce que nous respections également des normes environnementales strictes dans le cadre de ces projets. C'est là que la différence entre notre gouvernement et les conservateurs peut être assez frappante.

Je tiens à souligner que les Canadiens ont rejeté la vision de Pierre Poilievre parce qu'elle consistait à donner un passe-droit aux pollueurs. Il a été question de la tarification du carbone pour l'industrie. La vision de Pierre Poilievre, qu'ont rejetée les Canadiens, consistait à faire fi du coût des changements climatiques pour notre économie, pour les travailleurs et pour les collectivités. Les Canadiens ont plutôt choisi de travailler sur la façon de bâtir un pays uni et fort qui peut faire lever des projets. C'est exactement ce sur quoi nous travaillons.

Quand il s'agit d'approuver de grands projets, notre but est qu'ils soient menés à bien plus rapidement sans tourner les coins ronds. Pour ce faire, il faut respecter les droits des Autochtones, collaborer avec les provinces et les territoires, et veiller à ce que les projets soient dans l'intérêt national afin de bâtir un avenir solide. D'après ce que j'ai entendu, la solution des conservateurs est de renoncer aux mesures de protection environnementale, de ne pas consulter les provinces et les Autochtones, et de ne pas les associer au processus, ce qui ne crée aucune certitude pour les investisseurs. Les Canadiens ont rejeté cette approche vouée à l'échec. En fait, avec cette approche, sous le gouvernement conservateur précédent, les projets ne sortaient pas de terre.

Le gouvernement fera en sorte que de grands projets soient réalisés, et il veillera à bien faire les choses. Il se concentrera sur la protection des travailleurs canadiens, sur la croissance de l'économie pour qu'elle soit la plus forte du G7 et sur la réalisation de projets d'intérêt national.

Andrew Lawton: Monsieur le Président, je n'en reviens pas. La ministre vient de disposer de quatre minutes sans interruption pour répondre à une question très simple sur la position du gouvernement sur le développement du secteur pétrolier et gazier au Canada et la construction de pipelines. Pendant ces quatre minutes, la ministre n'a pas prononcé une seule fois le mot « pipeline ». Elle n'a pas prononcé le mot. Cela prouve ce que j'ai dit dans ma question initiale, à savoir que le gouvernement ne considère pas les pipelines comme faisant partie de son plan pour l'économie à l'avenir.

Ma question est très simple: lorsque la ministre parle de projets qu'elle souhaite que le Canada mette en œuvre, ces projets incluent-ils des pipelines, oui ou non?

● (1955)

L'hon. Julie Dabrusin: Monsieur le Président, lorsque le gouvernement envisagera des projets d'intérêt national, il ne se fiera pas aux conseils du député d'en face. Il cherchera des moyens de collaborer avec les premiers ministres des provinces et des territoires et avec les peuples autochtones de tout le pays. Nous allons envisager des projets d'intérêt national et nous allons veiller à ce qu'ils se concrétisent.

La rencontre d'aujourd'hui entre le premier ministre et les premiers ministres provinciaux et territoriaux est un excellent premier pas. C'est le genre de leadership que les Canadiens veulent voir, et c'est le leadership sur lequel nous allons continuer de miser pour assurer la réalisation des projets.

Motion d'ajournement

Le Président: La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 56.)

TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 2 juin 2025

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Rochefort ... 187
Rood ... 188
Gaudreau ... 189
Sari ... 189
Johns ... 189
Royer ... 189
Allison ... 191
Beaulieu ... 191
Lamoureux ... 191
Johns ... 191
Anderson ... 191
Blois ... 193
Barsalou-Duval ... 193
Lamoureux ... 194
Block ... 194
Lamoureux ... 195
Barsalou-Duval ... 196
Calkins ... 196
Sgro ... 196
Anstey ... 197
Gaudreau ... 198
Dandurand ... 198
MacDonald (Cardigan) ... 198
Small ... 200
Gaudreau ... 200
Dandurand ... 200
Aboultaif ... 201
Guglielmin ... 201
Gasparro ... 202
Barsalou-Duval ... 202
Roberts ... 203
Lamoureux ... 203
Strauss ... 203
Fanjoy ... 205
May ... 205
Brassard ... 205
Chagger ... 205
Bonin ... 206
Desrochers ... 207
Bexte ... 208
Gaudreau ... 208
Barsalou-Duval ... 208
Joseph ... 209
Johns ... 210
Dandurand ... 210
Baber ... 210
Gasparro ... 212
Viersen ... 212
Bonin ... 212
Kwan ... 213
Gunn ... 213
Lamoureux ... 214

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Harsimrat Randhawa

Danko ... 214

Kamloops—Shuswap—Central Rockies

Arnold ... 214

La circonscription des Pays-d'en-Haut

Watchorn ... 215

Niagara-Ouest

Allison ... 215

La 45e législature

Sari ... 215

Les incendies de forêt en Saskatchewan

Hoback ... 215

La Journée mondiale du lait

MacDonald (Cardigan) ... 216

Les opioïdes

Doherty ... 216

Le 275e anniversaire de Saint-Antoine

Barsalou-Duval ... 216

Humber River—Black Creek

Sgro ... 216

Les finances

Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt) ... 216

Scarborough—Agincourt

Yip ... 217

Le chef du Parti libéral du Canada

Block ... 217

Rivière-des-Mille-Îles

Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles) ... 217

Le logement

Davies (Niagara-Sud) ... 217

Mois national de l'histoire autochtone

Battiste ... 217

QUESTIONS ORALES

Les relations canado-américaines

Seeback ... 218
Champagne ... 218
Seeback ... 218
Joly ... 218
Dancho ... 218
Joly ... 218
Dancho ... 218
Champagne ... 219
Martel ... 219
Joly ... 219

Le chef du Parti libéral du Canada
Martel 219
Champagne 219

L'industrie pétrolière et gazière
Normandin 219
Joly 219
Normandin 219
Joly 219
Simard 220
Joly 220

Les relations canado-américaines
Muys 220
Champagne 220
Muys 220
Joly 220

L'emploi
Davidson 220
Hajdu 220
Davidson 221
MacKinnon 221

Les relations canado-américaines
Gill (Windsor-Ouest) 221
Joly 221
Khanna 221
Champagne 221

La tarification du carbone
Khanna 221
Joly 221

Les institutions démocratiques
Lemire 222
MacKinnon 222
Lemire 222
MacKinnon 222

Les finances
DeRidder 222
Ali 222
Guglielmin 222
Ali 222
Borrelli 222
Champagne 222
Lefebvre 223
Lightbound 223
Lefebvre 223
Lightbound 223

La protection civile
Lamoureux 223
Belanger (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill) 223

L'industrie pétrolière et gazière
Barlow 223
MacKinnon 224
Barlow 224
MacKinnon 224
Morin 224
MacKinnon 224
Morin 224
MacKinnon 224
Hardy 224
MacKinnon 224
Hardy 224
MacKinnon 225

La sécurité publique
Gill (Calgary Skyview) 225
Sahota 225

La santé mentale et les dépendances
Goodridge 225
Michel 225
Goodridge 225
Anandasangaree 225

L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté
Deschênes-Thériault 225
Diab 226

L'industrie pétrolière et gazière
Brock 226
MacKinnon 226

La sécurité publique
Brock 226
MacKinnon 226

Les priorités du gouvernement
McKenzie 226
MacKinnon 226

L'économie
Hogan 227
Champagne 227

Les comités de la Chambre
Brassard 227
MacKinnon 227

Les affaires étrangères
Boulerice 227
Sarai 227

AFFAIRES COURANTES

Pétitions

Le budget
McLean (Calgary-Centre) 227

La paix et la justice
Kwan 228
Johns 228

Les épaulards résidents du Sud
May 228

Questions au Feuilleton
van Koeverden 228

Demande de débat d'urgence

Les feux de forêt au Manitoba et en Saskatchewan
Gazan 228

Décision de la présidence
Le Président 229

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Duclos ... 229
Brassard ... 230
Fortin ... 230
Kayabaga ... 231
Gazan ... 231
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles) ... 231
Viersen ... 232
Thériault ... 233
Brière ... 233
Bonk ... 233
Lamoureux ... 233
Mahal ... 235
Lemire ... 235
Kayabaga ... 235
Kwan ... 235
Sous-amendment ... 236
Bardeesy ... 236
Brassard ... 237
Fortin ... 237
Harrison Hill ... 237
Baber ... 238
Lemire ... 239
Chi ... 239
Brassard ... 239
Lambropoulos ... 239
Brock ... 241
Thériault ... 241
Chagger ... 241
Jeneroux ... 242
Desrochers ... 243
Lemire ... 244
Bragdon ... 244
Lamoureux ... 244
Ho ... 244
Fancy-Landry ... 246
Thériault ... 246
Albas ... 246
Church ... 247
Anderson ... 248
Thériault ... 248
Housefather ... 249
Caputo ... 249
Leitao ... 249
Viersen ... 250
Thériault ... 250
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles) ... 250
Calkins ... 250
Cody ... 251
Lamoureux ... 252
Fortin ... 252
Caputo ... 252
Allison ... 253
Deschênes-Thériault ... 254
Caputo ... 255
Le sous-amendement est adopté. ... 256
L'amendement est adopté. ... 258

MOTION D'AJOURNEMENT

L'éthique

Barrett ... 258
MacKinnon ... 258

Les finances

Cobena ... 259
Long ... 260

Les ressources naturelles

Lawton ... 260
Dabrusin ... 261

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : https://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: https://www.ourcommons.ca